

quelques rares représentants de l'ancienne majorité osent dire tout haut. Seuls M<sup>me</sup> Simone Veil et M. Michel Noir, parmi les plus connus, ont expliqué leur déception et leur refus. La prise de position la plus nette vient d'un bretteur de deuxième rang, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), ancien député de Paris et

Cette situation explique la mine réjouie des dirigeants de l'extrême droite, qui affectent d'être « consternés par la tragédie

Un des trois quotidiens de la capitale, le *Diario de hoy*, très proche de l'ARENA, écrit que M. Castillo est connu pour son « incapacité manifeste ». Avis partagé par certains dirigeants de la Démocratie chrétienne, qui se gardent cependant de le clamer sur les toits.

**BERTRAND DE LA GRANGE.**  
(Lire la suite page 6.)

Pour prendre de vitesse les deux nouvelles chaînes hertziennes, MM. Murdoch et Maxwell se lancent sur le

Un an plus tard, Pearson (*Financial Times*) et Granada lanceront quatre autres programmes sur un nouveau satellite. Une offensive britannique devant laquelle le projet de satellite français TDF I fait pâle figure.

(Lire page 22 les articles  
de MICHEL COLONNA D'ISTRUA,  
DOMINIQUE DHOMBRES  
ET ALAIN WOODROW.)

**PIERRE LEPAPE**

- **Simone Weil, la suspecte ; le judaïsme libertaire ; l'implacable démonstration de Raul Hilberg.**
  - **Nicolas Poussin, peintre tragique ; les philosophes vont au musée.**
- **La chronique de Nicole Zand : fils de Nobel.**
- **Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Staro comment ?**

Lire pages 13 à 20

**A L'ÉTRANGER:** Algérie, 4,50 DA; Maroc, 4,50 dr.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 18 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 186 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.; Irlande, 90 p.; Italie, 1 700 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 fr.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 fl.; Portugal, 120 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 12,60 cr.; Suisse, 1,80 s.; USA, 1,50 \$; USA (Other Cans.), 1,75 \$.



## POLITIQUE

## Actualité des majorités d'idées

par PAUL GRANET (\*)

Le président de la République et le premier ministre veulent « ouvrir » leur majorité. Eux-mêmes et les leaders politiques qui se situent « en face » sont à la recherche de procédures d'approche, permettant de concrétiser cette volonté d'ouverture largement partagée par la classe politique à l'exception des partis extrémistes et de quelques leaders RPR.

C'est le moment de rappeler que le problème s'était posé notamment à l'époque où Georges Pompidou était président de la République et où la majorité parlementaire était formée de députés gaullistes et centristes.

Le 5 novembre 1972, à Beaugency, le président Edgar Faure prononçait un discours exhaustif, et qui reste d'actualité. Le leader du Nouveau Contrat social rappelait que les notions de droite et de gauche étaient anachroniques parce que liées à l'existence de deux courants : celui du progrès et celui de la prudence, qui devaient de moins en moins se séparer. En 1988, comme pour illustrer ces propos, M. Bérégovoy est « prudent » et M. Barre volontiers « progressiste ».

Normativement, entre la droite et la gauche, il y a le centre. Si l'on définit par centre l'ensemble des conceptions raisonnables de progrès et de conservation, le centre occupe bien les deux tiers, voire les trois quarts de l'éventail politique français.

Dès lors l'alternance n'est plus une nécessité. Elle peut être avantageusement remplacée par un pluralisme majoritaire. C'est cette évidence qui, à la fois, fascine et perturbe aujourd'hui l'UDF.

Le président Edgar Faure souhaitait que la majorité présidentielle s'élargisse sur des options fondamentales, en regroupant des « majorités d'idées ». En 1988 un certain nombre de problèmes (la

sécurité publique, la formation professionnelle, la pauvreté) constituent une « majorité d'idées », et un certain nombre d'autres (l'éducation nationale, l'aménagement du territoire, la politique étrangère, et même l'entreprise) pourraient faire l'objet de « majorités d'idées » après un minimum de concertation. C'est Valéry Giscard d'Estaing qui a observé que, « année après année, des valeurs ou des attitudes nouvelles entrent dans le champ du consensus ».

D'Edgar Faure à Michel Rocard

La concertation est inhérente à la théorie fauriste des « majorités d'idées » : nous la retrouvons dans le filigrane dans la lettre « déontologique » de Michel Rocard à son gouvernement.

Elle passe en effet par le renforcement de la compétence parlementaire (des rapports réguliers et organisés entre le gouvernement et les forces socio-politiques, le respect scrupuleux de l'Etat de droit, bref par tout ce qui peut « décentraliser » la vie publique (Edgar Faure) ou la « dérisper » (Valéry Giscard d'Estaing). Elle peut prendre la forme de véritables « contrats de concertation ».

La constitution des « majorités d'idées » peut buter sur des « oppositions tactiques ». Et le regroupement d'oppositions d'origines diverses, en dehors de toute « idée » ou de tout projet, peut toujours remettre en question l'existence du gouvernement. Nous retombons dès lors sur l'incohérence et le désordre (voire le « confusionnisme ») de la IV<sup>e</sup> République.

(\*) Ancien ministre, vice-président délégué du Nouveau Contrat social.

C'est pour cela que la notion de majorité d'idées doit être bien séparée de celle de « majorité parlementaire ». Comme l'indique Raymond Barre, le président de la République a besoin d'une majorité parlementaire (une majorité d'élection) et il a eu raison, dans cette optique, de dissoudre. Mais une telle démarche est indépendante de la recherche systématique des majorités d'idées. La modernisation de la France, la préparation de l'échéance de 1992 exigent des concours plus étendus et un consensus plus large que celui qui découle... du seul Parti socialiste, ou de la seule majorité parlementaire, ou même du seul Parlement.

Le 12 juin, au soir d'une probable victoire largement obtenue grâce au report des voix communistes, le Parti socialiste cédera-t-il aux vertiges de l'affrontement « bloc » contre « bloc » ? Ou au contraire, comme le souhaite Raymond Barre — sans nécessairement trop y croire — facilitera-t-il l'émergence d'attitudes bi-partisanes ? Tout dépend, en définitive, du président de la République.

Tout ou presque tout. Car, enfin, les attitudes frileuses sont partagées. Au lendemain de l'élection présidentielle, de nombreux leaders centristes ont craint que l'ouverture fasse évoluer les majorités d'idées vers un « consentement en marche ». Et que dès lors des recensements s'opèrent.

Qui a peur du grand recensement ? Dans chaque camp, beaucoup de monde ! Mais pas les Français : ils sont 59 % à s'intéresser à l'ouverture (sondage Ipsos-Le Monde du 29 mai) et 68 % (contre 24 %) à considérer que l'on peut faire partie de la majorité présidentielle sans avoir voté François Mitterrand ! Des sondages à méditer...

## OUVÉA

## Soldats réguliers dans la guerre sans loi

par JEAN MIALET (\*)

n'hésitent pas, au passage, à en assener de plus rudes encore aux militaires qui ont exécuté les ordres reçus.

## L'attitude des médias

Cependant, pour ceux qui n'oublient pas les années passées, celles des comités de soldats par exemple, l'attitude des médias est apparue en général mesurée, à l'image de celle de la population française, qui, n'étant ni pacifiste ni antimilitariste, est devenue, la paix régnant depuis un quart de siècle, amilitariste. Si, dans les sphères dirigeantes et dans la presse, on aborde souvent les problèmes généraux de défense, on y parle très peu des hommes qui en sont chargés, de leur formation, de leurs conditions de travail et de vie, de leur moral. Ailleurs, on ne s'y intéresse pas davantage. Si bien que l'armée, pour une part par sa faute, n'est plus seulement la grande muette, elle est devenue la grande ignorée et la grande invisible, sauf le 14 juillet à Paris.

Aussi nos compatriotes sont-ils mal informés des conditions dans lesquelles les membres de leurs forces armées doivent remplir leurs missions. Soldats réguliers d'une démocratie, ils vivent dans un monde où sévit le terrorisme et dans lequel le respect des principes, la menace de l'escalade nucléaire et la pression des médias contraignent le pouvoir politique à exercer un contrôle plus draconien qu'il ne l'a fait jamais sur ceux auxquels il confie les armes, qu'ils soient soldats ou

(\*) Président des groupes Rencontres, conseil de Moral des troupes. Economica.

policiers. Dans l'affrontement guerrier, qui restera toujours ce « drame sanglant et passionné » dont parle Jomini et dans lequel l'Etat de droit oblige ses défenseurs à consentir, au départ, un avantage, à vrai dire mortel, à l'adversaire qui s'est affranchi des lois de la guerre, ce n'est pas chose facile de garder l'indispensable maîtrise de ses nerfs et de ses gestes.

Dans ce monde occidental où ont disparu tant de prescriptions tenant à l'honneur et à la vertu, le vieux rêve du respect du droit dans la guerre, malgré tant d'échecs subis dans le passé lointain et proche, reste inscrit dans nos lois et règlements, et tout manquement à ces règles vaut à l'agent de la force publique qui le commet une sanction durement prévue par les textes.

Les Français, qui viennent d'entrevoir à propos de l'affaire d'Ouvéa l'ampleur de ce paradoxe, s'honoreraient en cherchant à l'approfondir, en lisant avec l'attention qu'ils méritent les bons articles de presse ou les livres dans lesquels ces problèmes sont évoqués, notamment ceux qu'entraîne la différence entre guerre proprement dite et maintien de l'ordre, entre défense et sécurité. Ils devraient aussi s'intéresser aux émissions consacrées à ces sujets.

Ils ne perdraient pas non plus leur temps à lire les ouvrages moins austères dans lesquels des officiers qui ont connu les épreuves d'Indochine et d'Algérie racontent aujourd'hui ce que, auparavant, fut leur guerre, face au nazisme, qui était la négation même de la civilisation occidentale. Ainsi, sous les titres *Mémoires du toréador* (1) et *Un saint-cyrien des années 1940* (2), deux anciens instructeurs à Saint-Cyr, alors replié à Aix-en-Provence, décrivent les aventures que, après novembre 1942, ils ont vécues avec les élèves qu'ils avaient entraînés dans la Résistance. Le lecteur attentif pourra notamment y découvrir, au détour d'une phrase, les efforts que ces soldats de tradition, devenus francs-tireurs que ne protégeait aucune loi, ont fait pour observer, dans la sale guerre et conformément à leur éthique, le respect de l'adversaire, prisonnier ou blessé.

Puisse le drame d'Ouvéa, premier épisode peut-être de cette guerre révolutionnaire que certains semblent avoir choisie, en être le dernier, grâce à la sagesse des hommes et des femmes qu'elle menace. Puissent aussi les réactions qu'il aura suscitées conduire les Français à sortir de cette indifférence envers leurs armées, qui, commune aux Européens de l'Ouest, est la cause principale de leur incapacité à construire cette défense européenne que, pourtant, dans les discours ils appellent de leurs vœux.

(1) Sapin. AGPM, rue Nicolas Appert, Saint-Muse, 83086 Toulon Cedex.  
(2) Jean de Montagnon. France-Empire.

## Au courrier du Monde

## FORMATION

## Transports de matières dangereuses

Sur la foi d'une dépêche de l'AFP, nous nous sommes faits l'écho, dans nos éditions du 20 mai, de propos tenus lors d'une journée d'étude sur les transports de matières dangereuses organisée par les ingénieurs des travaux publics de l'Etat (mines). Ces propos, démentis par les organisateurs eux-mêmes, ont suscité une réponse de l'Union des industries chimiques (UIC) dont nous extrayons les points suivants :

Il est totalement faux de dire que les chauffeurs de poids lourds ne reçoivent aucune formation spéciale pour le transport de matières dangereuses. L'UIC a fondé en 1979 une association, le CIFR, qui élabore des programmes de formation (une semaine) pour les conducteurs de véhicules-citernes transportant des matières dangereuses. Cette formation est renouvelée tous les quatre ans. C'est d'ailleurs une obligation réglementaire en vigueur depuis 1979. En outre, les conducteurs reçoivent des formations complémentaires de la part des chargeurs sur les produits qu'ils transportent. (...)

Il est faux de dire qu'il y a 250 accidents par an survenus à des camions-citernes. En 1986, 613 tonnes de produits ont été répandues, ce qui représente seulement le chargement de 26 citernes de 23 tonnes. (...)

La sécurité, tout particulièrement en ce qui concerne les transports de matières dangereuses, est une préoccupation majeure et permanente de notre profession, qui a procédé à des études techniques pour améliorer la sécurité des citernes et de leurs équipements (dômes, robinets, clapets de sécurité, etc.) et qui surveille la maintenance.

L'industrie chimique a mis au point, à l'échelon international, des fiches de sécurité routière multilingues pour informer conducteurs et services de sécurité sur les produits transportés. Elle vient de mettre en place un système national d'aide à l'intervention en cas d'accidents (système Transaid). Enfin, elle participe assidûment aux actions entreprises par l'administration pour renforcer en permanence la sécurité des transports de matières dangereuses.

## FRANCOPHONIE

## Une étape

par PASCAL ORY (\*)

proclamée des « relations culturelles extérieures ».

Le fait, sans erreur, est sans précédent, même si on peut, à la rigueur, le rapprocher de la tentative, éphémère, d'un « ministère de la propagande » (association information et relations culturelles extérieures) à l'époque du Front populaire (deuxième gouvernement Blum, 1938). Il peut être de grande conséquence, car il apporte une solution élégante à un vieux problème, récurrent, devenu presque lancinant, celui de la nécessaire mise en valeur de l'action culturelle française en direction de l'étranger, trop souvent sacrifiée par les ministères (plus que par le ministère) des affaires étrangères, accaparés par la haute diplomatie.

(\*) Historien.

En quoi ils ont bien tort, car il n'est pas nécessaire d'être grand clerc pour affirmer que l'un des lieux décisifs où se jouera en cette fin de siècle l'avenir de ladite diplomatie est le terrain culturel. Il n'est pas seulement question ici de « fierté nationale », mais si nous pouvons en afficher une certaine, compte tenu de l'exceptionnel activisme de ce pays en la matière, quand on le compare à tous les autres. Il s'agit seulement de postuler que deux objectifs politiques aussi ambitieux, et aussi primordiaux, que la « construction européenne » — qui sera culturelle ou ne sera pas — et l'« équilibre international » passent en dernière analyse par cet enjeu-là.

On espère que ces convictions simples sont celles de Thierry de Beaucé. Rendez-vous est pris à l'ordre du prochain siècle (oh oui...), pour juger des résultats.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauret (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Corédacteur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

Tél : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDPAR 650672 F  
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tarif FRANCE 354 F 399 F 594 F 617 F

3 mois 672 F 762 F 972 F 1 337 F

6 mois 954 F 1 089 F 1 404 F 1 952 F

1 an 1 200 F 1 380 F 1 800 F 2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner Renvoyer ce BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.

Changements d'adresse : nous devons être avisés par écrit, sous peine de ne pas recevoir votre journal. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

## DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques

Baccalauréat (séries A, B, C, D) statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

école lemania lausanne

3, ch. de Prévaille - CH-1001 Lausanne Suisse

Tél. 79-41/21/20 1951 - Fax 79-41/21/22 67 06 - Tél. 468 600 01 ch







## Europe

TURQUIE : le procès des deux dirigeants communistes

## Un véritable réquisitoire contre le marxisme-léninisme

ANKARA  
de notre correspondant

Deux cent soixante-quinze ans de prison : c'est, d'après l'acte d'accusation, ce que risque chacun des deux dirigeants du Parti communiste unifié de Turquie, Haydar Kutlu et Nihat Sargin, dont le procès a commencé le mercredi 8 juin devant la Cour de sûreté de l'Etat à Ankara, avant d'être suspendu jusqu'au 17 juin. Avec eux sont jugés quatorze autres militants communistes, dont deux de leurs avocats ; le cas de quatorze autres, dont huit syndicalistes arrêtés la semaine dernière, également accusés d'appartenir au Parti communiste, sera rattaché à ce procès.

Environ trois cents personnes massées devant le bâtiment ont accueilli mercredi matin les accusés et leurs avocats par des applaudissements qui se sont poursuivis durant cette première audience. Sans violence, la police a filtré la foule sans relâche et procédé à quatre interpellations. Cent quatre-vingt-trois avocats seulement — sur les quatre cent vingt qui se sont proposés pour la défense — ont pu entrer dans la salle exigüe du tribunal. Beaucoup des cinquante observateurs étrangers, dont les représentants du Syndicat des avocats de France et du syndicat de la magistrature, n'ont pu y pénétrer. Le compositeur Mikis Theodorakis, présent avec trente parlementaires, syndicalistes et journalistes grecs, estimait, durant une suspension d'audience, que « la liberté, la démocratie et les droits de l'homme sont nécessaires au rapprochement des deux peuples », dont il est ici un artisan respecté. Le tribunal ayant refusé d'accéder à la demande pré-

sentée par la défense de transférer le procès dans un local plus vaste, les avocats ont boycotté la séance de l'après-midi consacrée à la lecture des deux cent trente et une pages de l'acte d'accusation.

Débordant de références à « l'unité de la nation turque », celui-ci reproche aux accusés, en dehors de tout acte de violence, d'avoir « tenté d'instaurer la domination d'une classe sociale sur les autres », d'avoir « monté une partie du peuple contre l'autre », « incité le peuple à la désobéissance » et « insulté le président de la République ». Il constitue un véritable réquisitoire contre la doctrine marxiste-léniniste qui a « l'Etat turc pour victime ». S'appuyant sur des citations puisées aux sources les plus hétéroclites, il affirme que, « pour les communistes, toute personne capable, active et entreprenante est fasciste et doit mourir ».

## « De Platon à Karl Marx »

Toutes les formes de communisme « de Platon à Karl Marx », sont dénoncées. L'accusation se félicite même de la liquidation par un sultan du quatorzième siècle des mouvements égalitaires religieux précurseurs du spectre collectiviste. Les deux dirigeants communistes sont accusés d'avoir contrevenu une cinquantaine de fois chacun aux articles du code pénal réprimant ces forfaits.

Selon M. Halit Celenk, le plus connu des avocats de la défense, ces articles sont contraires à l'article 34 de la Constitution, qui stipule : « aucune loi ne peut aller contre les droits d'expression démocratique ».

La notion de délit d'opinion reste extrêmement controversée en Turquie. Elle ne disparaît pas du projet de réforme du code pénal actuellement à l'étude au ministère de la justice. On attend à ce propos avec impatience à Ankara le jugement que doit prononcer le tribunal constitutionnel à propos de l'interdiction, quelques jours après sa création au début de l'année, d'un nouveau Parti socialiste d'inspiration marxiste. Dans la mesure où ce parti n'a eu le temps de se livrer à aucune activité entre sa création et son interdiction, la confirmation de cette dernière voudrait dire que la simple évocation du nom de socialiste est considérée comme contraire à la Constitution.

MICHEL FARRÈRE.

● **Manifestation devant l'ambassade de Turquie à Paris.** — Une centaine de personnes ont manifesté, le mercredi soir 8 juin, devant l'ambassade de Turquie à Paris pour protester contre le procès des secrétaires généraux des deux partis communistes turcs : MM. Haydar Kutlu et Nihat Sargin. Plusieurs organisations, dont la Ligue des droits de l'homme, la Fédération internationale des droits de l'homme, des organisations syndicales ou professionnelles de magistrats et le Parti communiste français avaient appelé à cette manifestation. — (AFP).

(Publicité)

## POUR DIDIER HUTIN, CONTRE L'EXCLUSION

D. HUTIN, instituteur stagiaire à Neuilly (92), est atteint du SIDA.

Sa compétence professionnelle étant reconnue, il attend sa titularisation depuis décembre 1987.

Le Comité médical supérieur a considéré qu'il pouvait exercer en école... mais le ministre de l'éducation nationale (M. MONORY) a repoussé à deux ans son éventuelle titularisation.

Didier HUTIN est ainsi pénalisé financièrement et privé de la plénitude de ses droits.

C'est là un choix de société dans le sens de l'exclusion de nature à alimenter la peur et à inciter à se soustraire à la prévention s'agissant du SIDA.

Un tel choix doit être reconsidéré, et la législation en vigueur pour l'entrée dans la fonction publique doit être adaptée à l'évolution des connaissances médicales et favoriser l'insertion dans le monde du travail.

## Didier HUTIN doit être titularisé

Par ailleurs, un Comité national « Pour Didier Hutin, contre l'exclusion » est en voie de constitution avec des personnalités de tous horizons, dont notamment R. MONDARGENT (député PCF), J.-P. FOURRÉ (député PS), docteur ROZENBAUM (hôpital Claude-Bernard), M.-Th. GOUTMANN (Comité de défense des libertés et des droits de l'homme), A. JACQUARD (professeur), docteur J. FRAVIERE-CAZALS (médecin PCF), G. DUCOLONE (député PCF), docteur J. LEBOWITZ (hôpital R. Poincaré), J. ROUYER (secrétaire national SNEP/FEN), docteur SILBERSTEIN (Association « SIDA-Venture »), Jane BIRKIN, B. LANGLOIS (journaliste), D. ASSOULINE (député), J. VAUTHIN (député), J.-F. BATELIER (dessinateur), Conseil d'administration FOL 92, C. BOURDET (journaliste), F. CURTET (psychiatre), N. BENSAD (médecin), Pr. ESTÉ (médecin à Saint-Louis), M. JANIER (chef de clinique assistant), D. ELIARD, C. ROY, J.-M. BOULLIER (secrétaire général de la SGEN-CFDT), M. BASSINET (député PS), M. SAPIN (député PS), M. CATORE (maire de Cligny, conseiller régional de la Seine-Saint-Denis), M. BERNARD LE SAUVAGEUX (conseiller régional PS des Hauts-de-Seine), M. NAVARRETE (docteur), P. FAVA (docteur), M. LANTIER (docteur), A. BONZON (docteur), A. TYRODE (docteur), M.-G. CARRÉ (FEN 92), G. LACHENAUD (Paris-X), D. DEFERT (Fédération nationale « AIDES »), M. BLIN et N. BARLIER (SNES), Association « SIDA-VENTURE », H. LAFAY (PdF nat. APAJH), J.-P. BENOÎT (directeur d'École normale), N. L'HOMME (veterinaire, journaliste et éd. pop.), A. KRIVINE, H. BERTHELON (SNES-FAFEN 92), M. CHÉDEBOS, professeurs et instituteurs de la même promotion à l'EN 92, Ph. SARRE (SGEN-CFDT 92), A. HUTIN et M. LANGLOIS (SN-PEGC 92).

Pour se joindre à cet appel, et pour toutes informations : SN-PEGC 92, 3 bis, rue Waldeck-Roches, 92000 NANTERRE (tel. : 47-24-15-40) ou SGEN 92, Maison des syndicats, 248, boulevard Jean-Jaurès, 92100 BOULOGNE.

M. F.

## 4313 détenus politiques

ANKARA  
de notre correspondant

Selon les chiffres donnés par le ministre de la justice en réponse à une question écrite d'un député, et repris sans contestation par l'Association turque des droits de l'homme, il y avait, en février 1988, dans les six cent trente-neuf prisons civiles de Turquie, 49 849 détenus (35 510 condamnés et 18 339 prévenus), dont 46 892 pour des délits de droits commun et 2 957 pour des délits politiques. Dans les cinq prisons militaires, qui sont en cours de transfert aux autorités civiles, sont détenus en outre 1 356 autres prévenus politiques relevant des tribunaux établis dans certaines régions pendant la durée de l'état de siège (1978-1987). Sur ce total de 43 133 prisonniers politiques, la grande majorité, soit 3 628, viennent de l'extrême gauche et 644 de l'extrême droite.

Selon l'Association des droits de l'homme, aucun détenu politique ne s'est actuellement pourvu en justice. En revanche, le nombre de 43 133 inclut les auteurs d'actions violentes, en particulier les séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) ; deux cent trente-quatre procès sont encore en cours devant les tribunaux militaires. Ils concernent 6 583 personnes, dont une partie sont des prévenus libérés. De l'instauration de l'état de siège, en 1978, à février 1988, 202 501 sentences ont été rendues par ces mêmes tribunaux.

## 50 exécutions capitales

Depuis le coup d'Etat du 12 septembre 1980, 50 condamnés à mort ont été exécutés, dont 21 pour délit de droit commun et 29 pour délit politique avec acte de violence. En avril 1988, 136 condamnations à mort confirmées attendaient ratification par le Parlement. Aucune exécution n'a eu lieu toutefois depuis 1984. Le projet de loi à l'étude sur la réforme du code pénal prévoit la commutation automatique des peines de mort en détention perpétuelle si la sentence n'est pas ratifiée au bout d'un an.

A ce bilan, il faut ajouter, selon l'Association des droits de l'homme, au moins 150 morts par mauvais traitements (tortures ou conditions de détention) dans les années qui ont suivi le coup d'Etat. Aux dires des détenus, des avocats et de l'Association, la torture n'a pas disparu des interrogatoires. Dans les établissements relevant de la sécurité d'Etat, mais n'est plus pratiquée dans les prisons depuis 1984.

## Proche-Orient

Au sommet arabe d'Alger

## Le roi Hussein demande à ses pairs de ne pas exiger dans l'immédiat la création d'un Etat palestinien indépendant

ALGER  
de notre envoyée spéciale

Le roi Hussein de Jordanie a profité, mercredi 8 juin, de ce sommet arabe extraordinaire qu'il ne souhaitait pas pour le marquer de son empreinte. Dans une intervention très bien préparée de quarante-six pages, le souverain hachémite a été très ferme dans la définition de son attitude face à la cause palestinienne. Je serai solidaire de toutes les décisions prises en commun sur l'avenir du peuple palestinien représenté uniquement par l'OLP, mais soyez réalistes, a-t-il dit en substance à ses pairs, avant de leur conseiller de ne pas poser comme préalable à la réunion d'une conférence internationale la création d'un Etat palestinien indépendant et la participation d'une délégation séparée de l'OLP.

## Bouderie royale

ALGER  
de notre envoyée spéciale

Grave maladresse à mettre sur le compte d'une organisation qui pêche beaucoup durant ce sommet ? Provocation ? Règlement de comptes interne ? On s'interrogera longtemps pour expliquer comment, au lendemain de la réception triomphale du roi Hassan du Maroc à Alger, « l'ambassadeur de la République saoudienne » a pu être convié au dîner de gala offert par le président Chadli aux rois et chefs d'Etat arabes. Répérée avant le repas au milieu du corps diplomatique, la présence de l'ambassadeur avait, bien sûr, mis en alerte la délégation marocaine qui annonçait l'incident au roi, alors en séance à huis clos.

Au même moment, semble-t-il, l'ambassadeur a, discrètement, appelé par deux hauts fonctionnaires de la sécurité algérienne, était prié de quitter les lieux par une porte dérobée. Trop tard. Le roi du Maroc, revenu sur son bateau où il passe les nuits, ne le quittait plus, et seule la délégation marocaine participait au dîner. Cet incident aura-t-il d'autres conséquences ? C'est sans doute pour en limiter la portée que le président Chadli s'est rendu sur le bateau du souverain marocain à l'issue du dîner. Mais ce genre de maladresse laisse des traces et déjà des doutes ont mis dans l'appréhension certains. Et si cette réconciliation n'avait été aussi rapide que pour faciliter la réunion du sommet d'Alger, s'interrogerait-elle déjà mercredi dans la nuit les Marocains ?

F. C.

« Si mes frères arabes et l'OLP jugeaient nécessaire et utile de poser comme préalable à la réunion d'une conférence internationale sur le Proche-Orient la création d'un Etat palestinien indépendant et la participation d'une délégation séparée de l'OLP, au risque d'empêcher la convocation d'une telle conférence, nous n'adopterions pas une position différente », a déclaré le souverain. « En toutes circonstances, nous sommes disposés à accepter ce que les frères arabes adopteront à l'unanimité. Nous n'avons pas d'autre objectif ou ambition que de libérer le territoire palestinien et de permettre au peuple palestinien de déterminer sa destinée ».

Retraçant l'histoire des relations jordaniano-palestiniennes depuis la création du royaume hachémite en 1921, le roi a insisté sur le fait que les relations entre les deux rives du Jourdain ont toujours été le fruit de décisions consensuelles. Déplorant que celles-ci aient été interprétées comme une tentative d'hégémonie jordanienne sur la Palestine et une façon de vouloir se substituer à l'OLP, le roi a réaffirmé que son pays « n'avait aucune ambition sur la moindre parcelle de la terre de Palestine, si petite soit-elle », ni aucun désir de négocier au nom de l'OLP, « représentant unique et légitime du peuple palestinien ».

Répondant à ceux qui l'accusent ou le soupçonnent d'être tenté de céder au plan du secrétaire d'Etat américain George Shultz, le roi a fait observer que « l'initiative de M. Shultz, en dépit de son rejet par Israël, continue à être un sujet de dialogue entre les Etats-Unis, l'URSS et les Etats arabes concernés dans le but de rapprocher cette-ci de la position arabe ». Continuant donc à explorer cette voie, il a implicitement déclaré le souverain, qui s'est montré toutefois très dur à l'égard de Washington, en affirmant : « Notre expérience des rapports avec l'Amérique depuis 1967 nous autorise à dire que les Etats-Unis n'ont pas d'autre politique au Moyen-Orient que leur soutien à Israël ». De ce fait, a-t-il dit, le roi Hussein, ils considèrent « le soulèvement comme une guerre palestinienne contre Israël, et c'est sur cette base qu'ils ont lancé une nouvelle initiative de paix. Deuxièmement, comme les actions américaines se terminent quand la crise est passée, nous devons soutenir le soulèvement d'une manière organisée et efficace pour qu'il perdure jusqu'à la réalisation de ses objectifs ».

Ces principes posés, le roi a toutefois tenu à rappeler tous les « services » rendus par la Jordanie aux

populations des territoires occupés, soulignant que des voix s'élevaient en Jordanie même pour réclamer la rapture avec les Palestiniens de l'intérieur, eu égard au poids de la charge, et, sous-entendu, à l'ingratitude des bénéficiaires. Une menace ? Sans doute pas. Une possibilité, certes, que d'aucuns envisagent à Amman, où, pour la première fois, en privé, des voix officielles n'hésitent pas à parler d'une rapture totale avec la rive ouest du Jourdain. En exposant clairement la position jordanienne, le roi a sans doute voulu prendre date vis-à-vis de ses pairs.

Dans ce sommet du soulèvement, l'heure n'était pas de toute façon à la confrontation avec l'OLP, et aucune des deux parties ne la souhaite vraiment. Ce sommet aura au moins permis au roi et à M. Arafat de mettre sur le tapis leurs diver-

gences et de discuter franchement. Une nouvelle rencontre de deux heures entre les deux hommes a eu lieu mercredi soir et, de source palestinienne, on indiquait qu'elle s'était déroulée dans un climat beaucoup plus décontracté que celle de la veille. Il faudra toutefois attendre l'épreuve des faits pour juger de la réelle évolution des rapports jordaniano-palestiniens.

Autre rencontre que l'on n'attendait plus, celle qu'a eue pendant quarante minutes, avant le dîner officiel offert par le président Chadli, le président syrien Assad, accompagné par son vice-président, M. Khaddam, et le chef de l'Etat libanais, M. Amine Gemayel. Les deux hommes ne s'étaient pas vus aussi longtemps depuis le sommet islamique de Koweït en janvier 1987.

FRANÇOISE CHIPAUX.

## Le gant blanc du colonel Kadhafi

ALGER  
de notre envoyée spéciale

Présent au sommet d'Alger, le colonel Kadhafi ne pouvait pas y passer inaperçu. Justifiant sa réputation, le bouillonnant colonel a, sans trop de distinction, distribué les affronts à ses pairs. Premier affrontement de ceux-ci : l'apparition du chef de l'Etat libyen, la seule main droite gantée de blanc. Renseignements pris, le colonel voulait éviter de serrer la main à des gens qui, selon ses critères, ont les mains tachées de sang. Au roi Hassan II, qui s'était levé à son arrivée, pour la rituelle accolade, le colonel n'a répondu que par un geste de la main avant de se caler dans son siège en disant tout le regard.

Et le colonel s'est carrément tourné pour éviter de paraître écouter, mardi soir, le discours du roi Hussein de Jordanie, allumant pour la circonstance un gros cigare qu'il a déquarté les yeux au ciel, ramenant sur son

visage son voile blanc pour mieux s'isoler. Le souverain jordanien représente pour lui le prototype de « ces chefs d'Etat à la solde des Etats-Unis ».

Mercredi, alors que la séance à huis clos reprenait, le colonel a préféré s'installer sur la terrasse ensoleillée de l'hôtel Aurassi, où sont logés les délégués, pour contempler la rade d'Alger en sirotant son café. A l'interrogation d'un haut responsable algérien, le dirigeant libyen a simplement répondu : « Qu'est-ce qui se passe là-dessus ? »

Il a fallu, dit-on, quarante minutes au président tunisien Ben Ali pour convaincre le colonel de rejoindre ses pairs. Encore ne l'a-t-il fait que pour les invectives sur des thèmes favoris, leur complicité, sinon leur servilité, à l'égard de l'impérialisme bien évidemment américain. Le colonel a aussi boudé mercredi soir le dîner de gala offert par le président Chadli.

F. C.

(Publicité)

Californie, Floride, Nord-Cal.

**ETUDES EN USA**

**UNIVERSITÉ**

● L'année américaine après le bac (17 à 24 ans)  
● Diplôme de Business en 12 mois (18 à 25 ans)  
● Stages linguistiques : anglais, allemand, espagnol, japonais (18 à 25 ans)  
● Préparation tous diplômes (B.A., M.B.A., MASTER, Ph. D.)

**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.**

French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Naully, 47.22.94.94. Doc. contre 3 timbres.

## « LE ROLE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT DANS LE PROGRÈS DES PAYS MEMBRES »

- Conférence présentée par S.E. le Dr. Ahmad Mohamed Ali, Président de la Banque Islamique de Développement le jeudi 16 juin 1988 à 17 h 30\*
- organisée conjointement par M. Francis Lamand, président de « Islam et Occident » et par M. Dominique Chatillon, président de l'Association Française des Banques.

\*\*

La Banque Islamique de Développement est l'Organisation financière intergouvernementale de la communauté musulmane internationale. Créée le 20 octobre 1975, son siège est à Jeddah (Royaume d'Arabie Saoudite).

Son objectif est d'encourager le développement économique et le progrès social des pays membres de l'Organisation de la Conférence Islamique (actuellement au nombre de 44). La B.I.D. est la seule institution multilatérale de financement du développement existant dans le monde musulman.

Cette première conférence à Paris du président Ahmad Mohamed Ali permettra de mieux connaître la vocation, les techniques et les réalisations de cette organisation au service du développement des pays islamiques.

Des invitations peuvent encore être retirées au siège de l'Association française « Islam et Occident » (tel. 42-65-47-08).

\* Au siège de l'Association Française des Banques, 18, rue La Fayette — 75009 Paris

## Washington dément négocier avec l'Iran la libération de ses otages

Le gouvernement américain a démenti, le mercredi 8 juin, l'existence de contacts entre les Etats-Unis et l'Iran sur la question des otages américains détenus au Liban, dont ont fait état plusieurs organes de presse. Le Times de Londres avait affirmé, mardi, que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la RFA ont entamé des pourparlers avec Téhéran, afin d'obtenir la libération des otages occidentaux au Liban. La chaîne de télévision ABC avait fait état de son côté de récents contacts américano-iraniens sur cette même question. « Il n'y a eu aucun contact avec les Iraniens sur les otages », a déclaré M. Phyllis Oakley, porte-parole du département d'Etat. Elle a rappelé que les Etats-Unis se sont toujours déclarés prêts à « parler avec n'importe quel groupe, organisation ou pays, du sort et de la libération des otages », tout en répétant qu'il n'y a pas eu de pourparlers avec les Iraniens. — (AFP).

## Mort d'un jeune Palestinien

Tel-Aviv (Reuter). — Un Palestinien de dix-neuf ans, Hussein Djalal Abou Djalala, est mort dans la nuit à l'hôpital Tel-Hachomer de Tel-Aviv, après, selon sa famille, avoir été battu à mort par des soldats israéliens dans la bande de Gaza.

Un porte-parole militaire a confirmé la mort du jeune homme — qui s'ajoute aux quelque deux cent dix décès recensés depuis le début du soulèvement dans les territoires occupés, le 9 décembre dernier, — mais il a précisé que l'enquête se poursuivait pour en établir les causes.



# Asie

## AFGHANISTAN

### M. Chevardnadze adresse une plainte officielle à l'ONU contre les « violations » de l'accord de Genève par le Pakistan

L'URSS a réaffirmé, le mercredi 8 juin, qu'elle pourrait être amenée à examiner à nouveau le calendrier de retrait de ses troupes d'Afghanistan en redoublant ses efforts contre le Pakistan, qu'elle accuse de « violer » les accords de Genève sur l'Afghanistan. Le chef de la diplomatie soviétique, M. Egorov, a déclaré, à New-York, que ce problème de « pressant et très urgent » dans une lettre adressée mercredi au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, et rendue publique par la mission soviétique. Il a, par ailleurs, accusé le Pakistan d'empêcher la mise en vigueur des procédures de supervision et d'enquête sur l'application des accords de Genève par l'ONU.

Peu après, à Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères a convoqué l'ambassadeur du Pakistan, M. Shahid Muhammad Amin, pour lui remettre une note mettant sévèrement en garde son gouvernement contre la poursuite des livraisons d'armes à la guérilla afghane à partir du territoire pakistanais, a rapporté Tass.

C'est la première fois que M. Chevardnadze adresse une plainte officielle sur ces violations à M. Pérez de Cuellar. Sa lettre fait également état de l'envoi auprès de la résistance en Afghanistan, depuis la signature des accords, d'un instructeur français et de plusieurs autres militaires et de plusieurs cours d'une conférence de presse à l'ONU. M. Vladimir Petrovsky, vice-ministre des affaires étrangères, a confirmé que son pays serait amené à revoir le calendrier de retrait des forces soviétiques en cas de poursuite des violations pakistanaises.

De son côté, à l'issue d'une visite officielle en Allemagne fédérale, M. Gandhi a déclaré, mercredi à Bonn, que le Pakistan est « peut-être le principal pays dans le monde soutenant le terrorisme ». Ses agissements, a-t-il poursuivi, visent à favoriser « la prise du pouvoir » à Kaboul par « un régime fondamentalement fanatique ».

#### Les relations entre New-Delhi et Bonn

M. Rajiv Gandhi avait, nous l'avons également noté, commencé son voyage en RFA par le nouveau cœur industriel du pays, le Bade-Württemberg et la Bavière, où il avait été accueilli par MM. Lothar Späth et Franz Josef Strauss, avant de se rendre mardi et mercredi à Bonn, où il a eu des entretiens politiques avec le chancelier Kohl et le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.

La dernière visite d'un chef de gouvernement indien en RFA date de 1971, lorsque Indira Gandhi avait été reçue par le chancelier Willy Brandt. M. Helmut Kohl a déclaré vouloir « élever le niveau des relations entre les deux pays, en conformité avec le rôle joué par l'Inde dans la région et dans le monde ». Au cours de sa conférence de presse, mercredi, le chef du gouvernement indien s'est déclaré satisfait de son séjour, notamment des progrès effectués dans la coopération économique entre les deux pays. Un crédit de 600 millions de Deutschmarks a été accordé à l'Inde par le ministère ouest-allemand de la coopération pour la modernisation de l'acier de Rourkela, construite il y a une dizaine d'années par les Allemands.

## A la veille de nouveaux pourparlers sino-soviétiques

### Le Cambodge, priorité diplomatique de Moscou

#### PÉKIN

de notre correspondant

Après le début du désengagement soviétique en Afghanistan, le Cambodge semble bien être la priorité absolue de Moscou dans sa diplomatie asiatique. Venu informer les dirigeants chinois des résultats du sommet de Moscou, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Igor Rogatchev, a fait tout son possible, le mardi 7 juin, pour donner l'impression que ce n'était plus qu'une question de temps pour que le principal et dernier « obstacle » que Pékin voit à une normalisation complète des relations sino-soviétiques s'évanouisse. Il a, en particulier, noté comme un point acquis que les Chinois ne souhaitent pas le retour des Khmers rouges au pouvoir. « C'est là une déclaration très importante », lorsque Pékin en donne l'assurance à Moscou, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse à l'ambassade soviétique.

Ce ton contraste avec celui, beaucoup plus ferme, du vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères M. Nguyen Co Thach. Celui-ci a déclaré, lundi à

New-York, après y avoir rencontré samedi le chef de la diplomatie indonésienne, M. Ali Alatas, que l'objectif de Hanoï restait avant tout d'empêcher un retour des hommes de Pol Pot à Phnom-Penh.

M. Rogatchev n'a pas confirmé des informations publiées par l'hebdomadaire de Hongkong, la Far Eastern Economic Review, selon lesquelles l'Union soviétique, agacée par l'immobilisme de Hanoï, cherche à l'heure actuelle à convaincre le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh d'engager le dialogue avec les Khmers rouges sur la plate-forme d'une « réconciliation » entre communistes cambodgiens. Il ne les a pas clairement démenties son plus, se contentant de dire qu'il n'avait pas la possibilité d'entrer en contact avec les Khmers rouges.

Le vice-ministre soviétique a répété que Moscou ne saurait exercer des pressions sur Hanoï pour hâter le départ des troupes vietnamiennes du Cambodge ou favoriser l'amorce de négociations entre le Vietnam et le prince Sihanouk, chef de file de la résistance. Mais M. Rogatchev a, aussitôt après, laissé entendre que c'était là une question de mots destinée à ménager la susceptibilité vietnamienne, car il y avait eu, a-t-il dit, « des consultations » à tous les niveaux entre Soviétiques et Vietnamiens sur la question, ce qui, bien sûr, est « tout à fait différent » de pressions en bonne et due forme.

Optimiste ou feignant de l'être, l'envoyé du Kremlin a cité pour preuve des progrès enregistrés dans la crise cambodgienne l'accord formel donné la veille par Phnom-Penh

à une nouvelle proposition du prince Sihanouk pour que le Mouvement des pays non alignés se saisisse du dossier afin d'amener les différentes factions armées à la table de négociations. De même M. Rogatchev a-t-il évité d'émettre le moindre doute sur la tenue de l'éventuelle rencontre informelle de Djakarta entre rivaux Khmers, dans un premier temps, puis avec les puissances concernées, y compris le Vietnam, dans une seconde phase.

Par contre, M. Rogatchev n'a pu donner l'assurance, que réclament à la fois le prince Sihanouk et les Chinois, que Hanoï acceptera de négocier directement et d'entrée de jeu avec l'ancien monarque cambodgien. Il n'est donc pas encore possible de savoir si, derrière les sourires de sa nouvelle diplomatie en Extrême-Orient, Moscou peut se permettre d'imposer un arrangement à l'Afghanistan à son principal allié, le Vietnam.

#### Les sphères d'influence

En revanche, le vice-ministre soviétique a été d'une prudence de félin quant à la querelle sino-vietnamienne sur les archipels de mer de Chine méridionale. Il y a là, a-t-il dit, « un foyer de tension très grave et très dangereux qui peut mener à un nouveau conflit dans cette partie du monde », un conflit auquel seraient mêlés non seulement Pékin et Hanoï, « mais aussi la Malaisie et les Philippines », qui revendiquent certaines des îles contestées. De cela, Moscou ne veut nullement : « Nous appelons toutes les parties concernées à faire preuve

de retenue et à résoudre les différends par des moyens politiques autour d'une table de négociations », a-t-il insisté. Les Chinois auront retenu, pour leur part, que l'Union soviétique se garde bien de prendre fait et cause pour les revendications vietnamiennes.

L'atmosphère entre Pékin et Moscou continue donc de s'améliorer, et cela à la veille d'une nouvelle session de négociations, prévue dans la capitale soviétique du 13 au 20 juin, en vue d'une normalisation complète de leurs relations. M. Rogatchev n'a pas voulu spéculer sur l'éventualité d'une rencontre entre MM. Gorbatchev et Deng Xiaoping avant 1990, l'échéance fixée par Hanoï pour son départ du Cambodge, mais n'hésite pas à dire qu'il n'a plus « aucun doute » sur sa tenue à terme.

Le fait est que les « obstacles » autrefois dénoncés par les Chinois sur la voie d'une normalisation avec Moscou sont, à l'approche de cette douzième session de pourparlers, de moins en moins insurmontables dans la forme. Reste cependant l'épineuse question des sphères d'influence réciproques dans le Sud-Est asiatique. Là est le fond du problème.

FRANCIS DERON.

● Incidents sino-vietnamiens. — Les militaires chinois de la province du Yunnan, frontalière du Vietnam, ont tué et blessé douze soldats vietnamiens au cours de trois affrontements survenus depuis le début du mois, a annoncé, le jeudi 9 juin, la presse officielle chinoise, en accusant les troupes de Hanoï d'avoir par trois fois fait intrusion en territoire chinois. — (Corresp.).

## CHINE

### Echec de la manifestation d'étudiants à Pékin

PÉKIN de notre correspondant

La poussée de ferveur contestataire chez les étudiants de l'université de Pékin commençait à retomber, le jeudi 9 juin, après l'échec, la veille, d'une tentative de manifestation sur la place Tiananmen. Elle aura surtout servi de révélateur de l'extrême inquiétude du régime face au mécontentement populaire. Contrairement au laisser-faire affiché lors des premières manifestations de l'hiver 1986-1987, les autorités ont réagi cette fois avec la plus grande fermeté pour empêcher le mouvement contestataire de s'étendre et de contaminer d'autres secteurs sociaux.

La vision, mercredi, de plusieurs centaines de policiers en uniforme et d'un nombre substantiel d'informateurs en civil, interdisant l'accès au centre de la place Tiananmen, où voulait manifester un groupe d'étudiants, a suffi, semble-t-il, à calmer la plupart des esprits.

C'était la première grande sortie en force de la police chinoise à Pékin depuis les manifestations de 1986-1987. Quelques dizaines d'étudiants réussirent à se montrer aux journalistes étrangers parmi les badauds, mais les propos qu'ils purent tenir relevaient plus de la conversation à bâtons rompus que de discours politique. Deux ou trois d'entre eux auraient été interpellés, à en croire la rumeur qui courait en milieu étudiant dans la soirée. Les autorités n'ont pas fait état d'arrestations.

Mercredi soir, le rassemblement quotidien nocturne à l'université de Pékin n'aurait plus qu'un nombre limité d'étudiants. Quelques nouveaux drapeaux, certains dénonçant l'idéologie communiste, d'autres bien plus modérés — cotoyaient ceux qui appelaient ouvertement les étudiants au calme, au nom de la raison d'Etat réformatrice. La presse officielle, jeudi, mettait l'accent sur la bonne volonté de la plupart des étudiants tout en dénonçant une poignée d'activistes radicaux. Encore a-t-elle fait-il discrètement, afin de ne pas donner un écho démesuré à cet embryon de mouvement.

F. D.

## BANGLADESH

### L'islam, religion d'Etat

NEW-DELHI de notre correspondant

Le président Ershad a obtenu, le mardi 7 juin, la vote d'un amendement constitutionnel faisant de l'islam la religion d'Etat, avec l'appui des deux cent cinquante-quatre députés du Jamaat, le parti présidentiel, ou contrôlé par lui. Ce vote a eu lieu en dépit d'une levée de bouilliers dans les milieux intellectuels et même religieux ainsi que dans l'opposition.

Le président Ershad, décédé ainsi une islamisation des institutions que la très large majorité de ses concitoyens ne demandait pas, mais dont on ne peut dire qu'elle va à l'encontre des convictions religieuses d'un pays dont les 105 millions d'habitants sont à plus de 90 % musulmans. Cette loi ne signifie pas que le Bangladesh deviendra nécessairement une « République islamique » ni, a fortiori, que la charia sera instaurée. Peu de choses, dans les traditions religieuses du Bangladesh, légitiment en quelque sorte l'option islamique du président Ershad. De rite essentiellement sunnite, l'islam au Bangladesh n'est en rien « fondamentaliste ». Les Bangladaïsi ont une vision très concrète de la pratique religieuse et, jusqu'à présent, le parti minoritaire du Jamaat islamique réclamait que l'islam devienne religion d'Etat, à condition, bien sûr, que le président Ershad ne soit pas l'artisan d'un tel choix. « L'islam du président Ershad serait une trahison », nous avait indiqué, il y a quelques semaines, l'ami (chef) du Jamaat, Abbas Ali Khan.

Le Jamaat reçoit donc, comme une sorte de cadeau inespéré, la réforme constitutionnelle voulue par le président Ershad. Mais il ne peut guère critiquer le principe, sous peine de se trahir lui-même. Le chef de l'Etat annonce ainsi un coin dans l'unité de l'opposition (le Jamaat est obligé de se désolidariser de facto des deux grandes formations de l'opposition : la Ligue Awami de M. Hasina Wajed et le PNB (Parti national du Bangladesh) de M. Khaleda Zia hostile à l'instauration de l'islam comme religion d'Etat. D'autre part, il parvient à déplacer le débat politique sur un nouveau terrain : l'opposition ne réclame plus son départ et le retour à la démocratie, thème d'une agitation politique qui dure depuis plus de six mois, mais revendique le maintien d'un Etat séculier. Certes, le débat sur les libertés va reprendre, mais, en attendant, M. Ershad a pris quelques longueurs d'avance.

Ancien administrateur en chef de la loi martiale, M. Ershad a mis un terme à ce régime d'exception en novembre 1986. Il a troqué la vareuse militaire pour la tenue civile, fréquenté ostensiblement les mosquées et organisé des élections. Un véritable multipartisme existe au Bangladesh, et la liberté de la presse, bien que très relative, y est plus tangible que dans beaucoup de régimes du tiers-monde.

M. Ershad semble penser que l'islam peut jouer un rôle de garde-fou, le protéger, puisqu'il entend jouer le rôle d'une sorte de « guide religieux ». Sur ce terrain-là, l'opposition, il le sait, ne peut pas entretenir longtemps une « coïncidence populaire ».

LAURENT ZECCHIN.

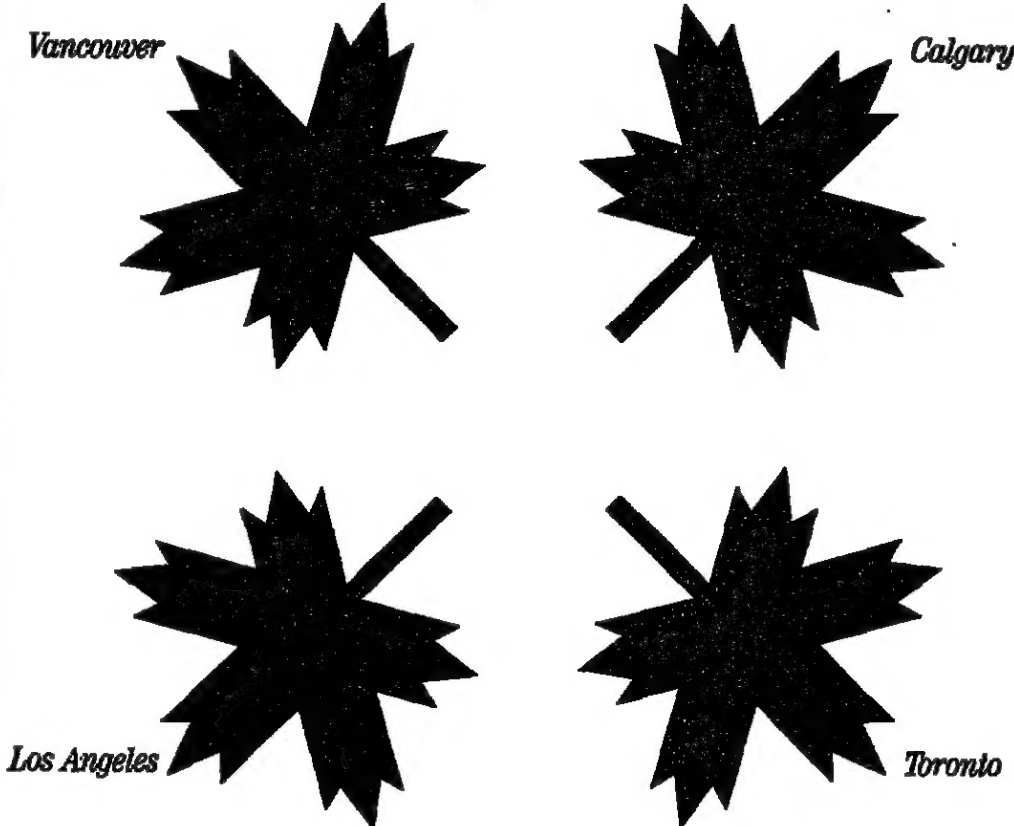
## CORÉE DU SUD

### Près de 500 interpellations à la veille d'une manifestation étudiante

Séoul (Reuters). — La police a effectué des descentes dans des gares routières et ferroviaires et des hôtels à Séoul dans la nuit du mercredi 8 au jeudi 9 juin, et a interpellé des centaines de jeunes extrémistes, afin de décourager une manifestation prévue vendredi sur la frontière avec la Corée du Nord. Selon la police, 482 personnes ont été interpellées ; 109 d'entre elles ont été libérées après avoir été interrogées et 314 traduites devant la justice. Les autres étaient toujours interrogées.

Le gouvernement a mobilisé plus de 50 000 hommes pour contraindre la manifestation prévue vendredi dans le village de Panmunjon, où des extrémistes sud-coréens doivent rejoindre une délégation d'étudiants nord-coréens. L'objectif de leur rencontre est de promouvoir la réunification des deux Corées. Tout en se félicitant de leurs motivations patriotiques, le gouvernement sud-coréen et l'opposition ont demandé aux étudiants de laisser aux autorités le soin de s'occuper de la question de la réunification, sujet très sensible en Corée du Sud.

### Forfait Air Canada Pass: 1980F On se met en quatre pour que vous alliez aux quatre coins de l'Amérique du Nord.



Les grands espaces du continent Nord Américain vous attirent ? Mais vous êtes « limite » dans votre budget. Air Canada vous propose le Air Canada Pass, une formule pratique et pas chère pour tout visiter en toute liberté.

Avec Air Canada Pass, le Canada et les Etats-Unis s'offrent à vous ; par exemple pour 1980 F, vous pouvez aller de Toronto à Vancouver puis partir à Calgary, redescendre à Los Angeles et retourner à votre point de départ.

Pour bénéficier des avantages Air Canada Pass, il suffit de traverser

l'Atlantique à destination du Canada sur un vol Air Canada, de revenir à partir de l'Europe le billet et le circuit choisi 21 jours à l'avance. Vos places étant réservées vous éviterez toute mauvaise surprise une fois au Canada.

Air Canada Pass, la formule passe-partout pour plus de 30 villes canadiennes et 7 villes américaines.

Tarifs et conditions susceptibles de changements sans préavis.



UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

Mode d'UNESCO-EMPLOI

Elvira Garcia Cambeiro

ANATOMIE D'UN (ESCO) RECRUTEMENT 1977-1982

Contribution à la connaissance d'une organisation internationale 1987

ISBN 2-900220-0-8

© Library of Congress TX2216663

Library of Congress n° 4, 25-01-86, p. 108

15 x 23 cm, 240 p., 5 dessins et plus de 50 documents originaux 150 F (US\$ 25,00)

En librairie aux Presses universitaires de France (PUF), La Librairie, L'Harmattan, Gibert, Jouve-Lesclapart, etc.

ou chez l'auteur-dépositaire

Prêt d'un exemplaire : 10 F (US\$ 5,00)

E. Garcia Cambeiro,

75262 PARIS CEDEX 06

Tél. : 45-88-41-80



## Diplomatie

RFA

Journée « portes ouvertes »  
avant le démantèlement des Pershing

Une journée « portes ouvertes » a été organisée mercredi 8 juin sur deux bases où sont stationnées des missiles de l'OTAN qui devront être démantelés aux termes du traité de Washington, à Mutlangen (RFA) et à Florannes (Belgique).

A New-York, où il s'exprimait dans le cadre de la session spéciale de l'ONU sur le désarmement, le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Chevardnadze, a annoncé la destruction « dans quelques jours » des missiles soviétiques de portée intermédiaire. Il a invité le secrétaire général de l'ONU et les membres du Conseil de sécurité à aller assister à cet événement « d'une immense portée historique ».

MUTLANGEN  
de notre envoyé spécial

Le 56<sup>e</sup> régiment américain d'artillerie de campagne, stationné à Mutlangen, près de Stuttgart, a organisé, mercredi 8 juin, « une journée portes ouvertes » d'un genre bien particulier : deux cents journalistes de la presse internationale, de l'Est

comme de l'Ouest, étaient invités à voir de près, pour la première et la dernière fois, un objet dont le nom était venu bien souvent sous leur plume : la fusée Pershing-2, condamnée à la ferraille par le traité FNI.

L'engin — 10 mètres de haut et 1 mètre de diamètre — pointe son nez vers un ciel qui lui est définitivement fermé. Les quarante autres stationnés sur cette base dorment allongés dans leur hangar avant de prendre, à partir du mois de septembre prochain, le chemin de la casse.

La fin  
d'une époque

Astiqués jusqu'au dernier bouton de rangs, les GI, au garde-à-vous devant leurs armes, répondent bien volontiers aux questions. Le capitaine Goodwin, vingt-neuf ans, de Fort-Worth, Texas, explique sa dernière mission avant de rentrer au pays : avec ses dix hommes, il va scier en deux les plates-formes mobiles de lancement, couper, à des endroits bien précis définies par le traité, les vérins qui permettent de mettre la fusée en position de tir et recevoir les observateurs soviétiques qui contrôleront l'exécution de l'opération.

Dans trois ans, lorsque les choses, en principe, seront terminées, le 56<sup>e</sup> régiment d'artillerie de campagne sera dissous, et ses six mille membres seront répartis dans d'autres unités. L'avenir de la base de Mutlangen fait actuellement l'objet de consultations entre les autorités militaires américaines et le gouvernement ouest-allemand, mais les officiers présents soulignent que les installations sont polyvalentes et peuvent tout à fait s'adapter à d'autres types de missions.

Le chef de la police allemande locale, M. Willy Burger, évoque avec un brin de nostalgie les « mille manifestations rassemblant au total plus de deux millions de personnes » qui se sont déroulées depuis cinq ans sur la prairie qui sépare le village des barbelés de la base : « Si vous saviez combien de nuits sans dormir j'ai passé ici... » Aujourd'hui, toujours précis, Willy Burger a compté « quatre-vingt-dix manifestations, y compris les enfants ». Le dernier carré des pacifistes brandit cette fois-ci des pancartes saluant le départ des fusées, et formulant l'espoir que ce départ sera définitif.

LUC ROSENZWEIG.

Brève visite de M<sup>me</sup> ThatcherEntre Londres et Paris  
pas de contentieux particulier...

M<sup>me</sup> Margaret Thatcher doit faire le vendredi 10 juin une courte visite de travail à Paris, à l'invitation de M. François Mitterrand. Le premier ministre britannique doit également s'entretenir avec M. Michel Rocard.

A Londres, on insiste sur le fait qu'il s'agit d'une rencontre « normale » entre amis et alliés et que les élections législatives françaises du 12 juin n'ont rien à voir avec ces quelques heures passées à Paris.

LONDRES  
de notre correspondant

M<sup>me</sup> Thatcher est avant tout préoccupée par l'avenir des relations Est-Ouest après le voyage de M. Reagan à Moscou. Sur les résultats du sommet, elle a eu un compte-rendu de première main, à Londres, par l'intermédiaire lui-même. Elle se tient de toutes ses forces le processus en cours et souhaite qu'on n'oublie pas d'en attribuer le mérite au président sortant. Elle cherche en même temps à infléchir les négociations stratégiques (START) entre Américains et Soviétiques dans le sens qui préserve le mieux les intérêts de son pays. Totalement opposée, à l'étape actuelle, à une quelconque prise en compte de l'arsenal nucléaire britannique.

elle retrouvera ici un point de convergence déjà ancien avec M. Mitterrand, qui défend la même doctrine pour la force de dissuasion française.

Par ailleurs, M<sup>me</sup> Thatcher espère que le sommet des pays industrialisés qui se tiendra du 19 au 21 juin à Toronto abordera dans un esprit « pratique » l'éternel problème des entraves au commerce international dues au protectionnisme. Les subventions étatiques dans divers domaines seront au banc des accusés.

M<sup>me</sup> Thatcher a enfin quelques idées sur le conseil européen qui aura lieu du 26 au 28 juin à Hanovre. Elle n'est pas hostile à la reconduction de M. Delors comme président de la commission et souhaite que la bonne parole européenne sur la lutte contre le terrorisme se traduise par une meilleure coopération concrète entre les Etats concernés. A ce sujet, elle pourrait rappeler que la Grande-Bretagne ne traite pas avec les preneurs d'otages, ce qui n'a pas toujours été le cas de certains pays continentaux.

Les rapports franco-britanniques ne posent pas de problèmes particuliers en ce moment : Londres est toujours agacé par le caractère « ostentatoire » de la coopération militaire

entre Paris et Bonn, mais le courant est très bien passé entre le ministre britannique de la défense, M. George Younger, et M. Chevènement, qui se sont rencontrés le lundi 6 juin à Caen en marge de l'inauguration par M. Mitterrand du Mémorial pour la paix érigé en souvenir du débarquement et de la bataille de Normandie. Le ministre français de la défense a été invité par M. Younger à se rendre, début juillet, à Londres. Le projet de construction du missile franco-britannique Stand Off, tiré à partir d'un avion et équipé d'une tête nucléaire, reste à l'ordre du jour.

M<sup>me</sup> Thatcher déclarait, le 25 mai, au Congrès de la femme conservatrice, que « les pays étrangers viennent peut-être prendre leurs leçons de cuisine à Paris, mais que c'est à Londres qu'ils viennent recevoir des leçons d'économie ». La dame de fer faisait allusion à « l'échec du socialisme » dans la gestion de l'économie, un de ses thèmes favoris. Elle notait que « même des dirigeants socialistes », comme les travaillistes néo-zélandais, s'inspirent de sa « révolution conservatrice » qu'elle appelle « le miracle britannique ». Il est exclu qu'elle se livre à ce genre de réflexions dans la capitale française.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Avant la réunion des ministres  
des affaires étrangères de l'alliance

Les rapports de l'Espagne avec l'OTAN  
ont été au centre des entretiens  
de M. Shultz à Madrid

De retour de sa tournée au Proche-Orient, M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain, s'est entretenu, le mercredi 8 juin, à Madrid, avec le président du gouvernement espagnol, M. Gonzalez, et de la défense, ainsi qu'avec le roi Juan Carlos. Les Américains souhaitent conclure rapidement les négociations sur un nouveau traité de coopération bilatérale en matière de défense.

L'accord qui liait les deux pays depuis 1953 a officiellement expiré en mai dernier. Les négociations en vue de son renouvellement avaient pendant longtemps échoué sur la question des chasseurs-bombardiers américains F-16 stationnés à Torrejón, non loin de Madrid, dont le gouvernement de M. Gonzalez a demandé le départ et que l'Espagne vient officiellement d'accepter d'accueillir.

Le conseil  
de l'Atlantique nord

Rien n'a filtré des entretiens hispano-américains de mercredi, mais des deux côtés ont insisté sur le fait qu'il ne faut pas dramatiser les divergences qui demeurent. L'une d'elles porterait, selon la presse madrilène, sur le refus opposé par l'Espagne au survol de son territoire par des avions porteurs d'armements nucléaires.

Les rapports de l'Espagne avec l'OTAN seront vraisemblablement évoqués aussi dans le cadre du Conseil de l'Atlantique nord, qui réunit, les 9 et 10 juin, pour la première fois à Madrid, les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'alliance. Lors de leur réunion en mai, les ministres de la défense de l'organisation avaient, en effet, insisté sur le fait que le « partage du fardeau » (« burden sharing »), c'est-à-dire la contribution respective des Américains et des Européens aux dépenses de l'OTAN, n'est pas la seule problématique et qu'il convient aussi de s'interroger sur le partage « des rôles, des risques et des responsabilités ».

Les ministres des affaires étrangères devraient également débattre à Madrid, à partir d'un rapport introductif de M. Genscher, des relations avec l'Europe de l'Est et des perspectives d'ouverture d'une négociation sur les armements conventionnels dans le cadre de la CSCE (voir ci-dessous). Ils devraient enfin rendre hommage à lord Carrington qui quittera, fin juin, le secrétariat général de l'OTAN et passera le flambeau à l'Allemand de l'Ouest, M. Wörner.

CSCE

Les travaux de la Conférence de Vienne  
piétinent en raison des réticences roumaines  
sur les droits de l'homme

Les espoirs de voir les travaux de la Conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) aboutir ont été ébranlés par le refus de la Roumanie de signer les propositions avancées dans le domaine des droits de l'homme. La Conférence de Vienne, qui s'inscrit dans le cadre du processus d'Helsinki, s'est donné pour tâche de mettre au point un document final qui énoncerait certaines règles en matière de droits de l'homme et de coopération économique, et qui donnerait également mandat aux pays membres de l'OTAN et au pacte de Varsovie d'ouvrir une nouvelle négociation sur l'équilibre des armements conventionnels en Europe.

Les décisions de la CSCE sont cependant adoptées par consensus. Or il est devenu clair, depuis que le chef de la délégation roumaine, M. Dimitri Amintea, s'est rendu la semaine dernière à Bucarest pour prendre des instructions auprès de M. Ceausescu, que la Roumanie refuse de souscrire aux engagements contenus dans le projet de document final au chapitre des droits de l'homme, sous prétexte qu'il s'agit d'« ingérences dans ses affaires intérieures ». Ces propositions portent notamment sur la liberté de circulation, de religion, d'association. La Roumanie refuse à ce jour d'aller au-delà des engagements souscrits lors de la précédente conférence de la CSCE à Madrid, en 1983.

Il reste à savoir quelle sera l'attitude des autres délégations des pays de l'Est, en particulier de l'Union soviétique, par rapport aux Roumains. S'abandonneront-elles derrière les

réticences roumaines pour cacher les leurs, ou vont-elles au contraire prendre leurs distances ? Dans cette dernière hypothèse, la délégation roumaine ne trouverait dans la même position que celle de Malte en 1983, qui bloqua pendant des semaines un accord à Madrid. Les diplomates occidentaux estiment cependant que la Roumanie ne pourrait tenir ce rôle à elle seule très longtemps.

Le contexte international est propice à une entente à Vienne. Il serait paradoxal que la CSCE ne parvienne pas à conclure au moment où les relations Est-Ouest, au lendemain du sommet de Moscou, paraissent au beau fixe. Le chef de la délégation soviétique, M. Kachlev, qui lui aussi revient de consultations à Moscou, n'a, il est vrai, rien entrepris jusqu'ici pour faire avancer un règlement.

On fait valoir dans les milieux occidentaux de Vienne que l'Union soviétique a toujours prétendu ajuster sa politique extérieure à l'évolution de sa situation intérieure, et pas l'inverse. On ne pouvait donc pas s'attendre que des gestes de bonne volonté des Soviétiques à Vienne résultent du bon déroulement du sommet Reagan-Gorbatchev, et on espère qu'ils pourraient résulter, en revanche, du bon déroulement de la conférence du parti qui doit se tenir ce mois-ci à Moscou.

Tout cela, à quoi s'ajoutent quelques controverses internes au camp occidental, semble exclure en tout cas une conclusion des travaux de la CSCE avant l'automne.

CLAUDE TRÉAM.

## Amériques

## L'extrême droite à la conquête du Salvador

(Suite de la première page.)

Ils évoquent en privé la possibilité de son remplacement par une autre personnalité si la situation s'aggrave, en particulier si la guérilla tentait de profiter de l'incertitude actuelle.

Curieusement, on ne parle plus de coup d'Etat depuis le départ de M. Duarte alors que la rumeur en a couru en avril et en mai, au moment où les autorités électorales refusaient de reconnaître la majorité absolue à l'ARENA au Parlement. Le ministre de la défense, le général Vides Casanova, a attendu l'ouverture de la session parlementaire, le 1<sup>er</sup> juin, pour déclarer que « beaucoup de gens avaient demandé à l'armée de renverser le gouvernement pour remettre de l'ordre dans le pays », « mais, a-t-il ajouté, les forces armées ont l'intention de respecter la Constitution ».

L'ARENA elle aussi est devenue très respectueuse de la Constitution depuis qu'elle a gagné les élections. « Il est important de ne pas rompre l'ordre constitutionnel », affirme sans sourcilier le colonel Sigifredo Ochoa, fraîchement élu député de l'ARENA. Il n'y a pas si longtemps, le nom de ce parti, et en particulier celui d'un de ses dirigeants, le major Roberto d'Aubuisson, était associé aux escadrons de la mort qui ont fait régner la terreur entre 1980 et 1985, torturant et assassinant des milliers de Salvadoriens. Aujourd'hui, l'ARENA a soif de respectabilité et si son slogan : « Changer pour s'améliorer », a fait un tabac au dernier scrutin malgré la faible participation, c'est effectivement parce que les électeurs ont estimé que ce parti était en train d'évoluer.

Preuve de changement ? Juste avant de nous recevoir, le colonel Ochoa a accepté d'écouter les doléances de mères de disparus (victimes de la violence politique) qui manifestaient devant l'Assemblée législative. « Elles ont raison », dit-il, mais elles n'uti-

lisent pas la méthode la plus appropriée pour se faire entendre. Elles participent à la stratégie du FMLN (Front Farabundo Martí pour la libération nationale) qui cherche à créer le chaos et elles oublient aussi que la guérilla a autant de responsabilité que le gouvernement dans les assassinats et les disparitions. »

Changement tactique pour paraître plus présentable ? La nouvelle image de l'ARENA n'apaise pas les pires craintes. « Ce ne sont pas les Cristiani ni les Calderon Sol [respectivement candidat de l'ARENA à la présidence de la République et maire de San-Salvador] qui dirigent le parti mais d'autres groupes ultra-conservateurs ; leurs membres vivent à Miami et préparent leur revanche. » C'est l'avis d'un avocat, lui-même conservateur, qui préfère rester anonyme. « Pour ces gens-là, ajoute-t-il, on ne négocie pas avec les communistes. On les élimine physiquement. S'ils gagnent les prochaines élections ils estimeront avoir les mains libres pour le faire. Le retour de l'oligarchie au pouvoir, c'est la remise en question de tous les changements des dernières années, la réforme agraire, la nationalisation du secteur bancaire et du commerce extérieur. »

En attendant de conquérir la présidence, l'ARENA joue la cohabitation avec le gouvernement démocrate-chrétien. Mais elle met en garde Washington contre la tentation de s'ingérer davantage dans les affaires intérieures du Salvador. « L'ambassadeur des Etats-Unis est arrogant et se croit tout permis, affirme le colonel Ochoa. Nous voulons être les alliés des Etats-Unis, mais certainement pas leurs laquais, comme c'est le cas actuellement. »

Au nom de l'indépendance nationale, il affirme qu'un gouvernement dirigé par son parti serait prêt à se passer de l'aide financière américaine — la plus importante source de revenus du Salva-

dor — au cas où Washington, qui appuie M. Duarte et son parti, ne changerait pas d'attitude.

Même avertissement aux guérilleros du FMLN. « Nous ne sommes pas disposés à négocier à genoux avec les terroristes du FMLN », dit le colonel Ochoa. Nous allons élaborer une position commune avec tous les partis avant d'inviter à nouveau la guérilla à la table de négociations (le dialogue est interrompu depuis octobre). Nous rejetons le thème des Etats-Unis selon lequel il faut compter six à huit ans pour gagner cette guerre. Nous pensons en terminer en un an ou deux. »

Sabotage  
économique

C'est aussi l'avis du président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), le bras politique de la guérilla. Comme tout le monde, M. Guillermo Ungo ne voit pas de solution à court terme. « Il faudra attendre encore un an, dit-il. Les divisions de la Démocratie chrétienne rendent impossible toute négociation. Ce n'est pas sûr que ce sera plus facile avec l'ARENA mais nous sommes à l'étape de la construction de ponts avec ce parti et nous avons rencontré plusieurs de ses dirigeants. » Les extrémistes se rejoignent, et les extrémistes n'excluent pas de s'entendre.

Une évolution est notable au Salvador. M. Ungo et les autres dirigeants du FDR peuvent mener leur activité politique en toute quiétude dans la capitale, malgré leurs liens avec la guérilla : celle-ci continue de mener une campagne de sabotage économique très efficace, avec, en particulier, la destruction de pylônes à haute tension (l'électricité est coupée quatre heures par jour à San-Salvador). La télévision et les stations de radio se permettent de diffuser régulièrement des interviews avec les chefs guérilleros qui, comme la « commandante » Ana Guadalupe Martinez, se disent prêts à « négocier avec tous les secteurs, y compris l'ARENA et l'entreprise privée ».

La guerre continue cependant et s'est même étendue à des régions qui avaient été épargnées. Mais la stratégie du FMLN a changé. Selon le chef des services de renseignements de l'armée, le colonel Zepeda, le FMLN vise désormais le long terme. « En détruisant l'infrastructure économique, dit-il, et en créant ainsi plus de chômage et de pauvreté, nous préparons le terrain pour l'insurrection. »

Cette stratégie ne semble pas servir pour autant la guérilla qui a perdu une partie de sa base dans les milieux ruraux. Les paysans ont montré qu'ils étaient las de cette guerre et souhaitent un gouvernement fort, capable d'y mettre un terme. D'où leur vote en faveur de l'ARENA, qui a rafé l'immense majorité des municipalités.

BERTRAND DE LA GRANGE.

NICARAGUA

Arrestation  
de quinze dirigeants  
de l'opposition

Tandis que se poursuivait, mercredi 8 juin à Managua, dans un climat tendu, la seconde journée de négociations directes entre rebelles de la Contra et sandinistes, la police nicaraguayenne a arrêté quinze dirigeants de l'opposition. Ceux-ci se rendaient à l'Assemblée nationale dans l'intention de manifester pour demander l'abrogation de la loi sur les moyens de communication, jugée anticonstitutionnelle.

Parmi les personnalités arrêtées figurent M. Ramirez, chef du Parti social-chrétien ; M. Zaniga, chef du Parti conservateur-démocrate, et MM. Solorzano et Robelo qui dirigent respectivement le Parti socialiste et le Parti libéral indépendant. Cet événement intervient au moment où la Contra tente précisément d'obtenir des réformes démocratiques de la part des dirigeants de Managua. — (AFP, Reuters.)

● COLOMBIE : le sort de M. Alvaro Gomez. — Le gouvernement colombien a confirmé, dans la nuit du mercredi au jeudi 9 juin, que le mouvement de guérilla M19, responsable de la prise du palais de justice en novembre 1985, était bien l'auteur de l'enlèvement du dirigeant conservateur Alvaro Gomez Hurtado, les autres revendications ne devant pas être prises en considération. Sous le nom d'emprunt « Colombiens pour la sauvegarde nationale », le M19 a adressé, mercredi, à la famille un message selon lequel M. Gomez jouirait de « toutes ses facultés mentales et physiques ». — (AFP, Reuters.)

**ISTH** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES  
ET TECHNIQUES HUMAINES  
DEPUIS 1954

**SCIENTES PO** SUCCÈS CONFIRMÉS

- Méthodologie de la dissertation
- Mises à niveau en langues vivantes
- Compléments pédagogiques en sciences politiques et économiques

● Entrée en AP

- Année complète - octobre à juin
- Sessions trimestrielles - février à juin
- Session intensive juillet-août

Toutes options assurées  
Nouveau programme 88.

TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 + ..  
AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henry 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 + ..

**Le Monde**

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.  
Poste 4138



## La campagne pour le second tour des élections législatives après l'accord URC-FN

### Le « trouble » de M. Barre et le démenti de M. Giscard d'Estaing

L'entente entre le Front national et l'URC dans les Bouches-du-Rhône continue de susciter les commentaires les plus divers dans la classe politique. Du côté de la droite, on manifeste toujours le même embarras. Interrogé le mercredi 8 juin au cours d'un déplacement dans la Drôme, M. Raymond Barre a tout d'abord déclaré qu'il préférait « s'abstenir de tout commentaire sur ce sujet ». Mais il a aussitôt ajouté « qu'il ne pouvait pas cacher son trouble ».

Troublé comme M. Laurent Fabius lors de la réception du général Jaruzelski par M. François Mitterrand. Un rappel calculé. Mais il n'est pas évident que M. Barre soit le président du Parti radical, M. André Rossinot, par ce méli-mélo et cette bouillabaisse du bord de la Canebière ? C'est tellement troublant qu'il faut, je crois, les laisser entre eux régler leurs problèmes et considérer qu'en ce moment c'est un encois très particulier de la politique qu'il s'agit.

Explication probablement insuffisante pour M. Simone Veil, qui dans une interview à Paris-Match publié jeudi mais antérieur à l'officialisation de ces accords, met moins de conditions à son trouble : « Les compromissions ne serviraient à rien, déclare-t-elle. Des alliances avec le Front national répugneront à l'électorat modéré et risquent de coûter cher, aussi bien sur le plan local que national. Par idéologie, par intérêt, tout concourt à rejeter ces alliances. Je ne suis pas seule à le dire. » L'accord conclu, M<sup>me</sup> Veil ne retire rien à ses propos.

Troublés les responsables des JDS (Jeunes démocrates sociaux) le sont également, heurtés par le manque de réactions de leurs amis du CDS.

Il se sont dits « atterrés par les manigances de l'UDF et du RPR des Bouches-du-Rhône avec le Front national. La catastrophe politique-marsellaise est le tragique résultat de la stratégie électorale à court terme, pas d'une stratégie politique à long terme », a déclaré M. le président des JDS, M. Eric Azzi, critique de M. Pierre Méhaignerie. Les responsables du CDS, dit-il, devront

trouver de meilleures défenses que celles qu'ils ont avancées pour refuser de condamner clairement les accords URC-FN. On ne se lave pas la conscience comme on se lave les mains.

Au « Club de la presse » d'Europe 1, M. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas condamné l'accord conclu à Marseille, simple conséquence, selon lui, de la dissolution voulue par M. Mitterrand. « Les responsables locaux, a-t-il relevé, prennent les décisions imposées par le système électoral actuel et non pas par un choix personnel. Nous subissons les conséquences néfastes de la dissolution. A la veille d'un scrutin, on cherche à enlever nos candidats dans un piège en faisant croire qu'il y a un quelconque reniement de leur part. » M. Giscard d'Estaing a été catégorique : « Il n'est pas question pour l'URC de renoncer à ses valeurs libérales et centristes. L'URC n'a pas ouvert de discussions portant sur son programme ou sur des valeurs. Nous avons décidé de ne pas avoir de telles discussions. »

« L'engrenage des alliances »

M. François Léotard, refusant de voir ce qui se passe à sa porte, a préféré ne pas s'étendre sur le sujet : « Cet accord des Bouches-du-Rhône, a-t-il déclaré, regarde ceux qui l'ont fait. Je n'ai pas de commentaire à faire sur quelque chose qui ne me concerne pas. » La Lettre quotidienne du Parti républicain est cependant un peu plus explicite : « Il n'y a pas d'accord national, régional ou départemental. Il n'y a que l'application d'une très vieille règle électorale qui veut qu'on se retire devant le candidat le mieux placé (...). Si nous pouvons avoir un regret, c'est que le Front national n'applique pas la même discipline que nous. »

En visite électorale dans Paris et dans les Bouches-du-Rhône, M. Jacques Chirac garde son silence. M. Charles Pasqua a justifié l'accord des Bouches-du-Rhône par le fait que « l'objectif

numéro un à l'heure actuelle est de battre les socialistes. Si nous avions le moindre doute sur ce qu'il faut faire, a-t-il ajouté, il nous suffirait de regarder chez les socialistes : ils n'hésitent pas à tout mettre en œuvre pour récupérer les voix des communistes. »

Le « ministre de l'ouverture », M. Lionel Stoléru, voit dans cette affaire la justification de son engagement : « La vraie réponse au Front national, déclare-t-il, c'est l'ouverture. L'accord URC-FN montre justement qu'on échappe pas à l'engrenage des alliances au sein de l'UDF, puis avec le RPR, puis avec le FN. L'accord de Marseille est pour moi une nouvelle justification de la nécessité pour les centristes d'accepter l'ouverture ou au minimum de reprendre leur indépendance. »

Les socialistes jugent irrecevables toutes les explications avancées par les dirigeants de la droite pour minimiser cette affaire et se disculper. M. Laurent Fabius a dénoncé sur Antenne 2 « cet accord national très dangereux (...) signifiant tout simplement que ces grands partis que sont le RPR et l'UDF acceptent de se mettre d'accord avec le Front national, dont les thèses sont extrémistes et condamnable ». L'ancien premier ministre conteste « la symétrie entre le Front national et le Parti communiste ». En 1945, a-t-il rappelé, les accords de ceux qui aujourd'hui se réclament du Front national étaient avec l'Allemagne nazie contre la France.

« C'est le pacte du désespoir », a affirmé M. Pierre Bérégovoy en campagne en Gironde estimant « qu'il ne suffisait pas d'être froissé ». En pacifisme avec le Front national, a jugé M. Jean-Pierre Chevènement en déplacement à Marseille, la droite croit se doper, mais elle s'inocule un venin mortel. Pour M. Louis Mermaz, « la boucle du désespoir est donc bouclée. C'est maintenant à la gauche et à tous les démocrates de faire barrage à cette coalition monstrueuse, affichée à Marseille, rampante ailleurs, mais redoutable partout pour la démocratie. »

D. C.

### MM. Rocard et Mauroy ont dénoncé l'entente entre la droite et l'extrême droite

Les militants étaient de retour, le mercredi 8 juin, au Palais omnisports de Paris-Bercy, pour le meeting organisé par le Parti socialiste afin de soutenir les candidats à majorité présidentielle en lice au second tour des élections législatives à Paris et en Ile-de-France. Ils étaient de retour et ils l'ont montré en protestant lorsque M. Michel Rocard, au début de son discours, a évoqué le « risque » d'une victoire de la droite, le 12 juin, et en sifflant — mais certains quand même applaudissaient — quand le premier ministre a affirmé : « La France ne sera unie que si elle est solidaire et elle ne sera solidaire que si elle sait faire l'ouverture. »

La salle était remplie aux deux tiers, soit 6 000 à 7 000 personnes : l'atmosphère, étrange. Pour les uns, il s'agissait de remettre les pendules de l'ouverture à l'heure socialiste ; pour les autres, de trouver une boussole afin de se repérer dans l'énigmatique paysage de l'après 8 mai. Celle de M. Rocard, comme celle de M. Pierre Mauroy, indiquait, d'abord, une direction : Marseille. Merci la droite !

Empêcher la victoire de la revanche

« La droite, a accusé M. Rocard, « qui vient de conclure un accord avec le Front national, la droite qui quand on lui parle d'ouverture répond : revanche. » La droite qui s'accomode du rejet de l'autre, de l'exclusion et qui, déjà, a réussi à faire taire, dans ses rangs, les consciences qui auraient pu protester. » Le premier ministre a interrompu ces « consciences » : « Vous, Simone Veil, vous, Bernard Stasi, vous, Pierre Méhaignerie, vous, Alfred Nour, vous Jacques Chaban-Delmas, pouvez-vous un instant imaginer qu'il s'agisse d'un accord limité à Marseille, comme si la gauche était un mal localisé ? Et pouvez-vous accepter que dans la France républicaine, le racisme, le rejet de l'autre, la xénophobie soient désormais banalisés ? »

S'interrogeant sur les motivations des abstentionnistes du premier tour, qu'il a invités ses auditeurs à « comprendre » plutôt que de les

« huer », M. Rocard, après avoir souligné la nécessité d'une « majorité républicaine, qui soit à la fois stable, dynamique et pluraliste », s'est inquiété d'une « évolution à l'américaine, où les élections sont acquises par une majorité d'indifférence ». Il a défendu la recherche de l'ouverture, en expliquant que celle-ci ne pouvait se faire dans la précédente Assemblée, dès lors que les dirigeants de l'UDF se plaçaient dans une opposition « constructive, sans doute, mais oppositive d'abord ». Pour gouverner, a dit M. Rocard, il faut « une majorité, et pas seulement une absence d'opposition ».

Revenant sur l'« ouverture » de la droite à l'extrême-droite, le premier ministre a expliqué que « le plus choquant », à Marseille, « ce n'est pas que le RPR et l'UDF aient laissé au Front national le soin de se faire battre » par les candidats de gauche, mais « qu'ils aient accompli le geste voulu par Le Pen, qui les remercie en retirant ses candidats ailleurs ». Et surtout, a-t-il ajouté, qu'on ne vienne pas nous dire qu'il ne s'agit là que d'un « détail » !

Le premier ministre a rappelé les premières mesures mises en route par le gouvernement depuis trois semaines, en insistant sur celles qui concernent le logement. « Vous savez, a-t-il souligné, qu'aucun discours de Le Pen ne peut lui apporter autant de voix que la mauvaise insinuation de l'ILM le délabrement de certains quartiers ou l'absence d'entretien de ce qui existe, et l'insécurité qu'ils produisent. M. Rocard a invité l'assistance à se mobiliser pour « empêcher la victoire de la revanche sur l'ouverture ».

M. Mauroy, lui, a insisté davantage sur la « dynamique » de la victoire que sur le risque de la défaite. S'adressant aux socialistes, mais aussi aux radicaux de gauche, aux communistes, aux démocrates et aux républicains de progrès, le premier secrétaire du PS a dénoncé l'action de la droite au gouvernement pendant deux ans. Des anciens ministres qu'il a cités, celui dont le nom a provoqué la réaction la plus vive est M. Charles Pasqua, dont on n'a pas oublié, a-t-il dit, la « dange-

reuse conception de la raison d'Etat et du secret-défense », non plus que « les chartes du petit matin pour le Mali ou ailleurs » affrétés par Robert Pandraud.

L'ancien premier ministre de la gauche unie a évoqué, à son tour, l'accord de Marseille, en déclarant : « Nous savons désormais, hélas ! que la droite ne renonce pas à légitimer les idées du Front national. C'est une responsabilité très lourde qu'elle prend à l'occasion d'une élection, d'avantage encore pour l'avenir du pays. (...) D'exception en exception, le RPR et l'UDF prennent l'habitude de s'aider du Front national. On emprunte, donc, à son idéologie. On mélange ses hommes. Bref, l'acceptable d'hier n'est déjà plus que l'excès d'aujourd'hui. Et demain ? »

Une « majorité de progrès »

Passant au cœur des militants le baume de l'histoire, M. Mauroy a affirmé : « Avant 1981, on parlait d'expérience socialiste. Lorsque nous étions au pouvoir, après 1986, il n'y avait que des expériences de droite. Aussi 1988 ne ressemble-t-il pas à 1981. Nous avons établi, Laurent Fabius et moi-même, a dit M. Mauroy, les grandes réformes, le réalisme économique, la modernisation industrielle, la décentralisation. (...) Dans l'esprit des Français, il ne s'agit plus d'une simple « expérience », [mais] du gouvernement de la France, que les citoyens et les citoyens de notre pays attendaient. »

Pour le premier secrétaire du PS, parmi les décisions prises par le gouvernement, la création du revenu minimum d'insertion est « chose faite », alors que M. Rocard venait de dire que « sur ces sujets compliqués il convient d'éviter la précipitation qui fait toujours perdre du temps et fin du compte ». Qu'importe ! Il s'agit de mobiliser la gauche, afin qu'« un gouvernement de progrès, qui veut appliquer une majorité de progrès », puisse disposer d'une « majorité de progrès ». Le reste, sans doute, sera donné de surcroît.

P. J.

## CORRESPONDANCE

**M. Lecannet, M. Peyrefitte et M. Arpaillange**

M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, nous a adressé la lettre suivante :

On me met sous les yeux un article paru dans votre édition du 14 mai et qui m'était passé inaperçu. Il y est dit, à propos de M. Pierre Arpaillange :

« (...) cet homme indispensable dont Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, avait fait sa bête noire. L'exil qui sanctionne cette incompatibilité politique et de caractère — c'était l'époque du projet « sécurité et liberté » — relègue Pierre Arpaillange au poste, obscur pour lui, de conseiller à la Cour de cassation. (...) Pierre Arpaillange profita de la semi-retraite à laquelle l'avait forcé Alain Peyrefitte pour réunir en volume son fameux projet (...) »

Je tiens à vous préciser que je n'ai jamais rencontré ce « magistrat indispensable ». Je m'en suis dispensé, et pour cause. Il avait quitté le ministère de la justice quelques jours avant que je n'y entasse. S'il y avait incompatibilité d'humeur avec un garde des sceaux, c'était avec le prédécesseur de mon prédécesseur. Mais je me souviens d'avoir lu une lettre par laquelle M. Arpaillange sollicitait de celui-ci l'honneur d'être nommé conseiller à la Cour de cassation. Cette faveur, tout à fait exceptionnelle à son âge, lui fut accordée par un décret en date du 4 septembre 1974, alors que j'ai pris mes fonctions comme garde des sceaux en avril 1977.

[C'est effectivement par erreur que nous avons indiqué dans le Monde du 14 mai que M. Arpaillange, ministre de la justice, avait été « exilé » à la Cour de cassation par M. Peyrefitte lorsque celui-ci était garde des sceaux. Le départ de M. Arpaillange de la chancellerie et sa nomination à la Cour de cassation remonteraient à l'époque où M. Jean Lecanuet était ministre de la justice. M. Peyrefitte, que des différends publics opposaient à M. Arpaillange, maintint cependant ce dernier en « exil ». — B. L. G.]

## L'intervention du président de la République

### « J'ai besoin pour mener à bien ma mission d'une majorité stable »

Au cours de son intervention devant le conseil des ministres, le mercredi 8 juin, le président de la République a notamment déclaré :

« Je demande aux Français et aux Français de confirmer le vote du deuxième tour de scrutin de l'élection présidentielle le 8 mai dernier. J'ai besoin, pour mener à bien ma mission, d'une majorité stable prête à voter sans délai les lois de justice sociale, d'égalité des chances, de solidarité nationale et de modernisation économique que j'ai proposées et continuerai de proposer aux pays, prêts donc à soutenir l'action du gouvernement chargé de mettre en œuvre cette politique. »

« Je souhaite que se rassemble la plus large majorité possible sur les valeurs de liberté, d'égalité et de respect des autres qui sont les valeurs de la République elle-même. »

« Mon devoir est de mettre en garde les Français et les Français contre toute coalition d'intérêts électoraux qui menacerait ces principes. »

En 1968, après avoir annoncé, le 30 mai, qu'il prononcerait la dissolution de l'Assemblée nationale, de Gaulle reprit la parole le 7 juin, alors que le premier tour aura lieu le 23 juin, et il appelle « les Français à s'unir par leur vote dans la République autour de son président ». Il intervient de nouveau le samedi 29 juin, à la veille du second tour en disant notamment : « En votant demain nous devons démontrer notre massive résolution et nous donner un Parlement capable de soutenir par une forte, constante et cohérente majorité la politique nécessaire. »

Lors des élections législatives suivantes en 1973, le président de la République, Georges Pompidou, intervient une première fois le 8 février, avant l'ouverture officielle de la campagne à l'occasion d'un entretien télévisé au cours duquel il rappelle que ces élections sont « un duel entre, d'un côté, l'union de la gauche et, de l'autre, de tous les autres », et il note que « le Parti socialiste s'est fait l'otage, le prisonnier du Parti communiste ».

Le chef de l'Etat prononce une allocution télévisée le samedi 10 mars, à la veille du second tour, au cours de laquelle il répète les termes du choix : « Ici le communisme marxiste et les alliés qu'il s'est assurés ; là, tous les autres. »

Les élections législatives de 1978 sont préparées d'abord par le « programme de Blois » dans lequel M. Raymond Barre, premier ministre énumère, le 7 janvier, les traits

« objectifs d'action pour la liberté et la justice » que la future législature devra rechercher. Le 27 janvier, le président de la République, M. Valéry Giscard d'Estaing dans un discours prononcé à Verdun-sur-Loire rappelle que le chef de l'Etat n'a pas les moyens constitutionnels de s'opposer à l'application du programme commun de la gauche si celle-ci remporte les élections législatives et il appelle les électeurs à « étendre la majorité » et à faire « le bon choix pour la France ». Le soir même, M. Mitterrand lui répond qu'on « ne peut être, plus ou moins, sur le terrain et capitaine d'une équipe ».

Le président de la République prononce une nouvelle allocution radio-télévisée le samedi 11 mars à 20 heures, à la veille du premier tour et indique aux électeurs : « Votre choix sera respecté avec toutes les conséquences qu'il entraîne. »

Avant les élections législatives des 14 et 21 juin 1981, M. Mitterrand qui avait été élu président de la République le 10 mai, n'est pas intervenu dans une campagne électorale qui devait aboutir à donner aux députés socialistes la majorité absolue à l'Assemblée nationale qu'il venait de dissoudre.

En revanche en 1986, le président de la République avait présidé deux grands meetings du Parti socialiste aux Grands-Mettres et à Lille à l'invitation de ses deux anciens premiers ministres MM. Fabius et Mauroy pour s'engager sans nuances à défendre le programme et les candidats du PS.

ANDRÉ PASSERON.

## Le PS exploite l'arrangement

(Suite de la première page.)

L'affaire URC-Front national doit être, pour M. Stasi, réduite à des « arrangements locaux ». Il a, lui aussi, besoin chez lui, dans la Marne, des voix de M. Le Pen.

Dans ces conditions, les socialistes auraient tort de se priver d'un argument de campagne qui leur est servi sur un plateau. L'accord entre l'URC et le Front national n'est pas pour eux inespéré, tant il était attendu. Mais il offre l'avantage de troubler, outre M. Barre et quelques rares dirigeants de la majorité sortante, une partie de l'électorat de droite, celle-là même que M. Mitterrand avait su drainer vers lui au second tour de l'élection présidentielle. Il est aussi de nature à mobiliser une gauche qui — le premier tour des élections législatives l'a montré — a bien besoin.

En intervenant, mercredi, devant le conseil des ministres, pour demander aux Français de lui accorder le 12 juin une « majorité stable », M. Mitterrand a pu ainsi se donner les gants de rester dans son rôle de garant des principes républicains tout en intervenant directement dans la campagne électorale. C'est au nom des valeurs — « liberté, égalité et respect des autres » — que le chef de l'Etat en appelle au rassemblement de la majorité la plus large possible contre « toute coalition d'intérêts électoraux » qui ne les respecterait pas.

M. Mitterrand retrouve la tonalité de sa campagne du second tour de l'élection présidentielle : défense de la justice sociale, illustration de la solidarité nationale et mobilisation des « républicains » contre les thèses de l'exclusion. Ce disant, M. Mitterrand (qui devait aussi recevoir M. Tapie à l'Élysée, jeudi) exclut lui-même de son paysage politique tous ceux qui trouvent quelque

justification à la « bouillabaisse » des Bouches-du-Rhône, c'est-à-dire la quasi-totalité de la classe politique de droite. Ceux qui, à droite, tel M. Giscard d'Estaing, discutaient sur l'ouverture et lui tournaient le dos dès qu'ils avaient formé la boucle se sont retirés d'eux-mêmes du jeu, s'il en était encore besoin.

Ainsi la fameuse ouverture est-elle enfin débarrassée de l'accessoire, c'est-à-dire de ce qui avait fait l'essentiel du débat politique : les ralliements individuels. Il n'en restera plus que ce qui compte vraiment, le programme d'action du gouvernement, pour peu que M. Rocard soit encore en mesure après le 12 juin de l'exposer et de le mettre en œuvre.

Au cours du conseil des ministres, M. Mitterrand a ironisé sur « l'opposition constructive », que prêche M. Giscard d'Estaing, selon une formule que le chef de l'Etat juge « freudienne ». « Merci pour la construction », a dit M. Mitterrand. Le président de la République a également souligné que les centristes confirment aujourd'hui ce qu'ils sont vraiment, c'est-à-dire des hommes de droite. Il a demandé à ses ministres, singulièrement aux socialistes, de ne jamais oublier d'où ils viennent, qu'ils ont été élus et portés au pouvoir par les Français sur la lutte contre les inégalités, la défense des intérêts des plus défavorisés. Il leur a fait remarquer aussi que dans l'Assemblée sortante ils disposaient, avec les radicaux de gauche, de 214 sièges seulement et qu'ils ne devaient pas se laisser impressionner par des projections exagérées (400 sièges et au-delà) réalisées avant le premier tour et construites, selon lui, de toutes pièces afin de faire passer leur progression pour un cinglant échec.

JEAN-YVES LHOMEAU.

**L'ANGLAIS POUR TOUS**  
Pour moins de 250 F  
vous pourrez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec  
**LES COURS DE LA BBC**  
Deux cassettes et un livre avec explications en français  
Documentation gratuite :  
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (M)  
8, rue de Bari, 75008 Paris  
Tél. (1) 43-59-80-05

**L'ESPAGNE EN TRAIN**  
Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE  
**A PARTIR DE 490 F**  
Renseignements :  
RENFE  
1, av. Marceau, 75116 PARIS  
Tél. 47-23-52-01



## Politique

## La campagne pour le second tour des élections législatives à Marseille

## Les gifles roboratives de Bernard Tapie

MARSEILLE  
de notre envoyé spécial

« Arrête-toi là ! » Le chauffeur de Bernard Tapie pile net. Furieux, le candidat jaillit de l'avant de sa voiture et convoque d'un doigt impérieux les militants socialistes qui, au volant d'une voiture sono, s'évertuent à prêcher aux rares passants de ce carrefour. Plus morts que vifs, les deux garçons s'exécutent. « Ne gueule pas, Bernard, ça ne sert à rien », tente le chauffeur. Trop tard. D'un geste, Tapie arrache la feuille où est inscrit le texte que lisent au micro les deux orateurs. « Qui vous a donné ce texte ? »

— Ben...  
— Comment ben ? Qui vous l'a donné ?  
— Il était dans la voiture !  
— Qui vous a donné cette voiture ?

Ils ne savent pas, ne savent plus. Ils se souviennent seulement qu'on leur a dit de crier : « Votez Edith Baumas, candidate socialiste ». Edith Baumas est la suppléante de Bernard Tapie. Apaisé, Tapie prend les politiciens en herbe par les épaules et entreprend gentiment de leur expliquer qu'ils sont censés faire sa campagne à lui, Tapie, candidat de l'ouverture, et non les campagnes entrecroisées des cinq du PS qui « veulent se refaire leur fonds de commerce sur [son] dos ».

— Et puis, sortez de votre baignole, ajoute-t-il, montrez-vous aux gens. Vous avez une belle gueule, on préfère voir votre visage plutôt que votre capot !

Depuis qu'il est tombé du ciel comme un météore, Bernard Tapie déploie une bonne part de sa généreuse énergie à se dépêtrer du tapis rouge qu'il a déployé pour lui sur des sables mouvants ses bons camarades marseillais.

D'abord, le choix du terrain. Ah ! l'accueillante contrée que cette sixième circonscription, balaisée en sections et sous-sections, principautés et grands-duchés, où se déchirent espions pézistes et sous-marins anti-pézistes, sans compter, soupire un proche de Tapie, « ceux qui changent de couleur pendant la nuit ».

Dans ce riche paysage, les candidats à la suppléance de la star de l'ouverture ne manquaient pas. Michel Pezet, grand manitou du PS marseillais, avait choisi Gérard Bismuth, un de ses proches ; et René Olmeta, sous-prince de la circonscription et farouche anti-péziste, s'était choisi lui-même. Flairant le piège, Tapie réclame des excuses, une femme « pour ne pas avoir à m'engueuler avec un homme ».

Miracle ! Michel Pezet dispose justement d'Edith Baumas, qui présente la particularité d'avoir fondé une section péziste dans ces terres anti-pézistes. Va pour Edith !

Tout est à l'avenant. Un jour, des militants zélés collent des portraits de René Olmeta, qui n'est candidat à rien, au milieu des affiches de Tapie. Furieux, le lendemain, Charles-Emile Loo, dit Milou, autre notable de l'ouverture, s'en va innocemment prêcher pour Tapie dans la section voisine de la sienna, déclenchant la rage du principal rivalet. « Je n'en veux pas aux militants », soupire Tapie. Ni même aux dirigeants, qui me jurent qu'ils n'y sont pour rien. Mais tout le monde a tellement l'habitude de mentir que, lorsque Pezet et Olmeta assurent qu'ils sont de tout cœur avec moi, les militants n'en croient pas un mot et continuent de travailler en douce pour Pezet ou Olmeta et pas pour Tapie.

Pris à la gorge, ferré aux jambes, promené comme une crosse par des processionnaires fraticides, Tapie se défend comme il peut. Il hurle. Il rudoie les notables, engueule les secrétaires, agniti les « couilles molles » du Provençal, pourtant sympathisant, mais coupable à ses yeux de ne pas savoir protester assez fort contre l'accord Gaudin-Le Pen. « Cet accord de la honte, ce Munich ». Un accord pain béni pour nous », jubile-t-il tout aussitôt, en privé, qui devrait lui permettre de récupérer aussi bien des voix communistes révoltées que des électeurs centristes écorchés.

## « 30 % de racistes »

Car Bernard Tapie, mine de rien, tout englué qu'il soit dans son pot de miel néo-delfériste, a inventé quelque chose. Quelque chose de neuf, d'insolite et de rafraîchissant. Le

front contre front, commando contre commando, cavalerie contre cavalerie. Mais regardez-les, les socialistes marseillais, tous clochers confondus, ragailleurs, tout émus, et les électeurs ne sont apparemment pas en reste puisque Bernard Tapie a amélioré de neuf points le score de M. François Mitterrand dans sa circonscription, réalisant ainsi, entre les élections présidentielle et législatives la plus importante progression de toutes les Bouches-du-Rhône.

« Il a vingt ans d'avance sur nous », soupire le vétéran Charles-Emile Loo, blutif comme une midinette. « Je ne veux plus me sentir obligé de rire quand, dans un groupe de copains, quelqu'un sort une blague raciste », renchérit Gérard Bismuth.

Soyons juste. Aussi authentique que soit la colère anti-lepéniste du fils de « prolo » de la banlieue parisienne, elle ne reconstruit pas cet



écho marseillais si Bernard Tapie ne se plaît sur le terrain même de l'adversité. Le rêve, il suffit de se promener un quart d'heure avec lui dans les rues pour le découvrir : Tapie, c'est l'OM et l'OM, c'est Tapie.

Applaudissements  
cégétistes

Partout où il passe, on distribue aux enfants des ballons de foot, qu'il se fait un plaisir de dédicacer. Avec un bonheur évident, il effectue des démonstrations de dribbles devant les adolescents ravis. Quand les marseillais, tous les marseillais, le gratifient dans la rue de grands signes — « On va gagner ! » — impossible de traduire s'ils font allusion au prochain championnat ou au scrutin de dimanche. Quel est le coup qui lui a fait le plus mal durant toute cette campagne ? Le départ retenu, et le retard de son gain de but, Joseph-Antoine Bell. « Une affaire complètement montée par les hommes de Gaudin ».

Pour le meilleur et pour le pire, le foot et la politique s'entremêlent. Si Tapie a décidé de partir en croisade à Marseille, c'est parce que je ne me voyais pas aller demander des subventions à Le Pen. « Ceux-là, ils savent pourtant bien nous trouver pour nous demander des places de stade ! », pestent les vieux militants qui, dans la permanence enfumée, épichent, bureau par bureau, les listes des abstentionnistes du premier tour.

Un appel téléphonique. Tapie racroche. Radieux. « Si on voulait, on pourrait faire un coup ! Grosse demande de prolonger son contrat d'un an. C'est encore le foot qui lui a permis de rencontrer les

les gardiens de prison des Baumettes (qui sont aussi des électeurs).

Quand la star des médias distribue à tout va des tee-shirts et des ballons, l'élitisme local de secteur se targue, lui, d'envoyer en vacances les gosses de familles dans le besson.

Dans le camp anti-Le Pen on a cogné souvent et fort aussi pour tenter d'identifier Teissier à l'extrême droite. Ses douze années de militant « rangé » du PR n'ont rien, il est véritablement gonflé de ses amours de jeunesse pour l'Algérie française et son « bref passage » au Parti des Forces nouvelles. Dans le deuxième numéro de son journal électoral, le petit maître a contre-attaqué en accusant celui qu'il désigne comme « le candidat reprenneur du Parti socialiste » d'avoir « submergé la sixième circonscription sous le poids de l'argent et des médias. Le sérieux, a-t-il juré à ses électeurs, répondra à l'abrutissement et à l'imposture ».

G. P.

## L'historiette de M. Gaudin

MARSEILLE  
de notre correspondant  
régional

Parole de Jean-Claude Gaudin, il ne s'est rien passé à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône au lendemain du premier tour des élections législatives. Rien en tout cas justifiant le « tintamarre » qui s'est fait entendre dans la classe politique et les médias après le retrait réciproque intervenu le mardi 7 mai entre les candidats de l'URC et du Front national. Le chef de file de l'UDF, qui ne s'était pas encore expliqué, a fait, mercredi à Marseille devant la presse, un plaidoyer de plus d'une heure, chaleureusement applaudi par ses amis candidats de l'URC.

« Y a-t-il eu un accord national avec le Front national ? Réponse : non ! Y a-t-il eu un accord local ? Réponse : non ! Y a-t-il eu un dialogue entre M. Gaudin et M. Le Pen ? Réponse : non ! Alors qu'est-ce qu'il y a eu ? Dans huit circonscriptions du département trois de nos candidats n'ont pas passé la barre des 12,5 % des inscrits. Ils ont été éliminés.

Les cinq autres ont constaté le soir du premier tour qu'ils n'étaient pas en position de pouvoir l'emporter au deuxième tour. Que leur maintien ne pouvait que favoriser l'élection du candidat socialiste ou communiste. Ils nous ont donc individuellement fait savoir que dans ces conditions (...) il ne leur apparaissait pas utile de se maintenir. J'ai approuvé cette décision (...). M. le doyen Togni pour le RPR s'est expliqué mardi matin. Comme les nouvelles vont vite, nous avons appris que du côté du Front national on se retirait également. Cela, dira-t-on, l'avez-vous écrit ? L'avez-vous négocié ? Y a-t-il eu une signa-

ture au bas d'un parchemin ?

Non.

Rien de plus, rien de moins. Même pas un arrangement. Une simple péripétie électorale. Une historiette... A-t-on parlé de l'âme de M. Gaudin et de ses ouailles ? Ni les uns ni les autres a-t-il assuré, nous ne l'avons jamais perdue. Mais nous aimons gagner les élections. Nous avons considéré que, dans le département, le combat était clair (...). Il s'agissait d'un combat pour la France (...) car notre vocation n'est pas de servir de marchepied au Parti socialiste. Et si M. Barre a pu être « troublé », c'est que « pendant trois jours on a assisté à une véritable désinformation ».

« Trente-cinq ans  
de gestion socialiste »

Au début de son exposé, M. Gaudin avait affirmé que « le vote du Front national à Marseille était le résultat de trente-cinq ans de gestion socialiste ». Une gestion, a-t-il précisé, « qui n'a pas su régler les problèmes de la vie quotidienne, qui a fait fuir les investissements économiques, et engendrer le chômage ».

Au sujet des municipales, le chef de file de l'UDF a vigoureusement démenti certaines rumeurs selon lesquelles la droite et l'extrême droite auraient déjà négocié un partage de leur influence dans les différents secteurs de Marseille.

Il a par ailleurs lancé un appel au gouvernement socialiste pour supprimer un article de loi concernant la possibilité d'une fusion des listes entre les deux tours qu'il a jugé « immoral ».

« Que les socialistes, s'ils veulent lutter contre le Front national, le fassent. S'il y avait un gouvernement issu de l'URC, il le ferait ».

GUY PORTE.

## L'actualité passe le bac

## La Canebière commence à Ouvéa

Les sujets de philosophie proposés cette année aux candidats bacheliers renvoient de toute évidence à deux sujets d'actualité : l'assaut d'Ouvéa et le concubinage marseillais de la droite avec l'extrême droite... Voici cinq exemples qui le prouvent.

1. — « Lorsque la vérité dérange, faut-il lui préférer l'illusion qui nous conforte ? » (série A dans les académies de Paris, Créteil et Versailles) : ce sujet de méditation s'adresse naturellement, en priorité, à l'ancien ministre des DOM-TOM qui ont appris à leurs dépens, en Nouvelle-Calédonie, que le culte de l'illusion ne procure qu'un confort éphémère. Si MM. Jacques Chirac et Bernard Pons avaient regardé la vérité en face — la vérité sur les inégalités sociales, sur les Canaques, la vérité sur les déséquilibres politiques, économiques et sociaux du territoire, la vérité sur la représentativité du FLNKS, la vérité sur la pratique locale d'une justice à deux vitesses, etc. — ils ne porteraient pas une telle responsabilité dans les événements dramatiques qui viennent de subir la Nouvelle-Calédonie. Le sursaut de lucidité manifesté par M. Jacques Lafleur apparaît à contrario de meilleur augure.

Mais ce sujet de réflexion a aussi valeur d'avertissement pour le nouveau gouvernement. Ce serait également l'illusionner que de croire que la volonté de compromis affichée à présent de part et d'autre est une garantie de réussite. Le problème posé par les aspirations des uns et des autres relève toujours de la quadrature du cercle...

2) « Peut-on faire la paix ? » (série A des académies de Grenoble, Lyon et Strasbourg) : ce sujet-là interpelle, justement, les principaux protagonistes du drame calédonien. L'espoir est permis si l'on en juge par la multiplication des appels au calme. « Nous ne voulons pas de guerre civile, nous avons l'ambition de vivre en paix fraternellement », soulignait, le mercredi 8 juin, à Nouméa, le sénateur RPR Dick Ukeiwé. Que ceux qui de l'autre côté se déclarent prêts au dialogue prennent leurs responsabilités et imposent à leurs militants qu'ils rangent les armes ».

Cette déclaration, contrastant avec l'intransigence exprimée naguère par M. Ukeiwé à l'égard

des dirigeants indépendantistes, a aussitôt rencontré un écho favorable chez le numéro deux du FLNKS, M. Yvelwéné Yvelwéné : « Le gouvernement est tout à fait ouvert, aujourd'hui, à la discussion, a affirmé celui-ci. Il faut donc absolument que toutes les actions de mobilisation s'arrêtent.

Il faut faire tout son possible pour que la discussion s'engage entre Jean-Marie Tjibaou, notre président, le député Jacques Lafleur, qui vient d'être réélu, et le gouvernement français. Cette exhortation est, d'ailleurs, plus révélatrice de la dégradation ambiante que M. Yvelwéné avait été l'un des premiers chefs indépendantistes à préconiser le recours à la violence après l'échec du boycottage « passif » du référendum du 13 septembre dernier.

3) « Peut-on concevoir les droits de l'homme indépendamment des droits du citoyen ? » (série B des académies de Paris, Créteil, Versailles) : la question est destinée, en premier lieu, aux chefs militaires qui assument la responsabilité de ce qui s'est passé sur l'île d'Ouvéa avant et après l'assaut du 5 mai. En particulier le dimanche 24 avril, à la tribu de Gossans, où certains de leurs hommes ont déployé un zèle musclé dans leurs interrogatoires de la population locale pour essayer de savoir où le « commando » du FLNKS qui avait attaqué le gendarmier de Fayssou, avait enfilé ses otages.

Les témoignages qui s'accroissent défilent le contexte dans lequel ont été ensuite commis ces « actes contraires au devoir militaire » dénoncés par le ministre de la Défense. Pour « faire parler » certains témoins, on y a utilisé des matraques électriques, et certaines jeunes Mélanésiennes ont goûté au « supplice du piquet » : « On vous attache les pieds et les mains de façon que votre corps vibre s'enlaccant autour d'un poteau et que son poids retombe sur l'entre-jambes, on vous laisse toute la journée en plein soleil et de temps en temps on vient vous appuyer un peu sur les genoux pour vous écarteler en douceur ».

A l'automne dernier, à l'époque où la gendarmerie richement dotée de la région de Kéré les militaires de deux de ses hommes, certains civils s'étaient plaints de pratiques de ce genre, mais personne ne les avait vraiment crus.

4) « Y a-t-il une vertu de l'oubli ? » (série B de Paris, de

Créteil et de Versailles). La réponse est déjà venue de Marseille, ainsi qu'en témoignent les dirigeants du RPR et de l'UDF qui se sont alliés implicitement au Front national contre les candidats de la gauche. Oui, il y a une « vertu de l'oubli », et elle est de nature électorale.

Sinon, comment expliquer que les chantres du libéralisme et les héritiers du gaullisme s'accordent avec les héritiers du pétainisme, dont le dénominateur, il y a peu, les penchants dangereux pour la démocratie ?

Révisionnisme  
et antisémitisme

La palme du « révisionnisme » revient à l'ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, député sortant des Hauts-de-Seine, qui vient de faire au mensuel le Choc une déclaration dont le quotidien intégriste Présent faisait, mercredi, ses choux gras : « Arrêtons le délire. Le Pen n'est ni raciste ni nazi. Ce qui est bien plus grave, c'est Simone Veil. Plus elle parle plus elle développe l'antisémitisme en France... ».

5) « Le besoin d'une conviction est-il une preuve de faiblesse ? » (série C, D, E de l'académie de Rennes). La réponse donnée par les élus locaux de droite qui ont eu le courage, comme M. Bouquet (apparenté UDF) à Nîmes, M. Marchand (CDS) à Sète, M. Fontès (RPR) à Béziers, M. Léotard (PR) à Fréjus, M. Roux à Arignou de dire ouvertement non à la démagogie du Front national. Dans les départements où il a rencontré une opposition aussi ferme à droite qu'à gauche, le parti de M. Le Pen a, en effet, reculé au premier tour des élections législatives. A Marseille, M. Tapie bénéficie, lui aussi, de son refus de toute concession.

Ce qui revient à souligner l'erreur de calcul commise par M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de la droite provençale, qui fait le fil marseillais de M. Le Pen en croyant la canebière... Une erreur aussitôt exploitée par M. François Mitterrand, dont la mise en garde renvoie, elle, à une autre question, posée à Toulouse : « La philosophie a-t-elle encore sa place dans notre monde ? ».

ALAIN LLOYD.

## La boule contre le tee-shirt

MARSEILLE  
de notre correspondant  
régional

« Deux semaines de bluff n'effacent pas huit ans de travail acharné dans la circonscription ». C'est à cette certitude que se raccroche Guy Teissier, conseiller général et maire (PR) du neuvième arrondissement de Marseille, l'adversaire de Bernard Tapie dans la 6<sup>e</sup> circonscription. Cet ami de Jean-Claude Gaudin, confiant dans ses atouts de notable, avait peut-être mal jugé l'impact de la candidature du président de l'OM. Dans son entourage, on reconnaît que les résultats du premier tour de scrutin ont été « un peu décevants ». On attendait un score plus flatteur (30,5 % des voix contre 30,1 % pour MM. Chirac et Barre le 24 avril). Et, surtout, on n'avait pas prévu l'échappée belle de Bernard Tapie.

Pas le temps de mitonner un autre brouet électoral. L'emploi, la sécurité, le cadre de vie sont

restés au menu de la campagne du second tour. On n'a même pas changé ce slogan anti-parisien « cultivons nos racines » dont l'humour involontaire n'a pas été perçu par ses auteurs. Le candidat de l'URC a toutefois cherché à contrer davantage son adversaire sur le terrain économique. L'emploi n'était évoqué que de façon générale dans ses premiers déclarations. L'utilisation de ce thème est devenue soudain plus précise et plus polémique. Avec Teissier, pas de « fanfaronnade ni d'institut fantôme ». Mais « la plus moderne d'Europe », qui va s'installer dans le neuvième arrondissement avec cinq cents emplois à la clé et les plus heureuses perspectives pour le bâtiment et les travaux publics.

Les deux candidats ne jouent pas en fait dans la même catégorie. Quand Tapie signe des autographes sur des emballages de piles Wonder, Teissier glisse ses voix une à une en dotant des concours de boules ou en visitant



# Politique

## La campagne pour le second tour des élections législatives

### Hautes-Pyrénées : Quand la politique-rugby s'emmêle les crampons

TARBES  
de notre correspondant

« On a gagné ! » Conseiller général, maire de Vic-Bigorre, M. Claude Miquen avait une double raison, le dimanche 5 juin, de crier victoire. Son équipe de rugby était devenue championne de France de deuxième division en battant Castelnau-Magnoac 10 à 6, après un match hâlé dans le comté de Foix, et dans sa commune, lui, le dissident des champs, le banni, venait de battre de 468 voix le candidat officiel du Parti socialiste M. Jean Glavany, chef de cabinet de M. François Mitterrand - parachuté - sur ses terres ! Dans les rues drapées aux couleurs du club, la « nuit bleue » pouvait envahir Vic-Bigorre. Supporteurs sportifs et politiques étaient

mêlés dans une même liesse. M. Miquen était emporté par une vague d'euphorie, d'autant que son équipe courait après un titre depuis quinze ans et qu'il pouvait personnellement savourer sa revanche après avoir été mis « en congé de parti » pour entêtement intempestif. Mais il y a des lendemains de fête qui déchantent ! M. Miquen, humilié 6 juin, avait le vin amer depuis qu'il avait appris que M. Glavany lui imposait une nouvelle triangulaire pour le deuxième tour de scrutin. Des prolongations auxquelles M. Miquen pensait échapper et qui finalement pourraient lui être défavorables.

Le chef de cabinet de M. Mitterrand s'en est remis à son parti. MM. Mauroy et Mermaz lui ont

demandé de se maintenir. « Stupéfait, choqué et écarté », M. Miquen tempête : « La démocratie est bafouée ». Il avoue ne pas comprendre la guilotine qu'on est en train de dresser à son intention dans ce coin des Hautes-Pyrénées solidement ancré à gauche où, lui, l'ancien conseiller du ministre de l'Agriculture, a tant semé et où il espérait récolter les fruits de son implantation. La droite (URC et FN confondus) n'a obtenu que 30,72 %. Les deux candidats socialistes ont déjà au total la majorité absolue (54,86 %).

#### La colère de M. Jospin

Ami de la première heure de M. Mauroy, M. Miquen se dit aujourd'hui rejeté par l'« enfer de la gauche ». Il ne veut pas que sa candidature soit présentée comme « une aventure individuelle ». Il a, en cours de route rallié le soutien des militants socialistes mais aussi, grâce à M. Jean Duprat son suppléant ex-député (exclu) de son mouvement, celui de certains collègues du MRG comme M. Hubert Feyrou, le président du conseil général des Hautes-Pyrénées.

Jouant les Salomon, le bureau fédéral du Parti socialiste n'a pas voulu comment la décision couper des instances nationales. M. Glavany reste donc le « candidat officiel du Parti socialiste ». L'intérêt ne cherche pas la polémique : « Un grand parti comme le nôtre ne pouvait pas se permettre d'encourager la dissidence ». Le chef de cabinet de l'Elysée plaide la « cohérence politique ». C'est clair : si M. Miquen a gagné la première manche, M. Glavany veut gagner la seconde. De son rival il dit simplement : « C'est un homme remarquable mais il fait fausse route ». M. Glavany est décidé à utiliser les forces de gauche autour de sa signature. Après MM. Mauroy, Fabius, Nallet, c'est M. Jospin qui s'est déplacé mercredi à Tarbes, pour la deuxième fois en quinze jours, afin de soutenir les seuls candidats de la majorité présidentielle. M. Glavany, bien sûr, mais aussi MM. Pierre Forges et Claude Galis, dont la possible victoire paraît éclipser dans les tribulations dans la troisième.

Le ministre de l'Éducation nationale a vivement pris à partie M. Miquen, dont la position lui

paraît « inacceptable ». « Si les décisions du parti ne sont pas respectées par ses membres, n'est-ce pas une pas de formation politique nationale possible », M. Miquen n'en est pas revenu.

Mais M. Jospin s'est également mis en colère contre le Parti communiste, dont la fédération venait de décider de suivre une « logique locale et non nationale », c'est-à-dire de soutenir M. Miquen et non M. Glavany.

Le secrétaire départemental du PC, M. Jean Portejoie, placé en position d'arbitre par ses 4 815 voix (14,40 %) du premier tour, avait répondu, en l'occurrence, à l'attente de la plupart de ses militants qui préféraient « stimuler la fibre du pays » alors que ceux d'entre eux qui espèrent tirer profit d'un homme de l'Elysée semblent minoritaires. Après un temps de réflexion, M. Portejoie a donc passé à M. Miquen le ballon que M. Glavany attendait.

« Je ne donne pas le droit aux dirigeants communistes de choisir le candidat socialiste », a protesté M. Jospin. « Dès demain je m'en occupe : s'il le faut, en téléphonant moi-même à Georges Marchais ou en demandant à Pierre Mauroy de le faire ».

Pour son entrée en politique, le jeune candidat de l'URC-RPR, M. Eric Baselhaac, médecin, ne pouvait souhaiter meilleure « pub » médiatique que ce duel fratricide dont il se borne à être l'observateur amusé. Il a compté ses points (24,18 %), mais il espère bien récupérer quelques-unes des voix de droit dispersées sur ses deux adversaires. Il se dit prêt à souffrir encore quelques jours d'un « étrange divorce auquel il finit par s'habituer ». Lui qui vit surtout dans cette élection à géométrie triangulaire « un nouveau motif de confiance » pour son électeur. Il relève le défi : « Entre deux socialistes rose bonnet et bonnet rose nul doute que les électeurs préféreront l'homme neuf, de terrain, libre de toute emprise de clocher ».

De toute manière, on fêtera encore la victoire de Vic-Bigorre dimanche prochain, tout comme on avait salué la défaite du Stadoceste tarbais une semaine auparavant... Il arrive ainsi que la politique s'emmêle les crampons en Ovalie.

JEAN-JACQUES ROLLAT.

### Isère : M. Hannoun (RPR) menacé par le Front national

GRENOBLE  
de notre correspondant

Le Front national entend contribuer dans la neuvième circonscription de l'Isère à faire échec au candidat investi par l'URC, M. Michel Hannoun, député sortant RPR. L'auteur d'un rapport sur le racisme et l'immigration en France est depuis plusieurs mois « la bête noire » des amis de M. Jean-Marie Le Pen. Ceux-ci ont une nouvelle fois dénoncé, le mercredi 8 juin, au cours d'une conférence de presse organisée à Grenoble, « les idées mondialistes » de M. Hannoun, dont le nom est voué aux gémonies par le Front national au même titre que ceux des huit candidats socialistes présents au second tour des élections législatives.

« Non ! Non ! Non ! pas une voix du Front national, insulte injustement, calomnie stupide, ne doit aller à Michel Hannoun, chantre de la préférence étrangère sur la préférence nationale ; pas une voix du Front national n'ira à Michel Hannoun, auteur d'un rapport qui, s'il devait être mis en application, détruirait l'identité même de notre nation », a déclaré le secrétaire départemental du Front national, M. Michel d'Ornano.

M. Hugues Petit, candidat du Front national le 5 juin dans la neuvième circonscription et qui a recueilli 10,52 % des suffrages (M. Le Pen avait dans cette même circonscription obtenu 16,93 % des voix lors du premier tour de la présidentielle), a invité ses électeurs à se rendre aux urnes le 12 juin et à « choisir entre deux maux le moins mauvais », laissant ainsi implicitement entendre que le « pire » n'était pas forcément pour lui le candidat socialiste présenté dans cette circonscription, M. Yves Pillet.

Quelques jours avant le premier tour des élections législatives, le PS, et notamment M. Louis Mermaz, député sortant de l'Isère et ministre des transports, avait exprimé le désir de pratiquer « l'ouverture » en direction de M. Hannoun et de constituer dans la neuvième circonscription un « front républicain anti-Le Pen ». La proposition, qui fut très vivement discutée au sein de la fédération iséroise du PS, ne devait finalement pas aboutir. De son côté, le RPR menaçait M. Hannoun de lui retirer l'investiture de l'URC.

En définitive, M. Hannoun, crédité au premier tour des élections législatives de 40,50 % des voix, se retrouvera le 12 juin face à un candidat socialiste qui a recueilli le 5 juin 33,01 % des suffrages.

C. F.

### Haute-Garonne : M. Serge Didier (URC) reçoit le soutien du Front national

TOULOUSE  
de notre correspondant

Le Front national de la Haute-Garonne a décidé, par la voix de son président départemental, d'apporter son soutien au candidat de l'URC, M. Serge Didier (PR), seul en lice pour le second tour face à M. Hélène Mignon, la candidate de la majorité présidentielle dans la 6<sup>e</sup> circonscription.

Au premier tour, M. Mignon a obtenu 48,09 % des voix, son concurrent de droite réunissant 29,50 % des suffrages. « Serge Didier a en une attitude positive au lendemain des présidentielles. Et les 5 270 électeurs du Front national de cette circonscription pourront en tenir compte dimanche prochain », a expliqué dans un communiqué M. Alain Sorbure, président départemental du Front qui avait « débarrasé » en octobre 1987 son président, M. Gilbert Melas, conseiller régional et candidat dans la sixième circonscription, où il a obtenu 10,85 % des voix.

Ce soutien explicite, unique dans la région, ne trouble pas M. Serge Didier, ancien champion de la cause bariste dans le département, qui avait, au lendemain de l'élection présidentielle, appelé à « un congrès d'Épinay de la droite... ».

La droite « donne souvent le sentiment d'avoir peur d'être... de droite. La gauche hurle contre le Front national, pourquoi hurlerions-nous avec nos adversaires ? », écrivait le 11 mai M. Didier.

Le candidat de l'URC dans la sixième circonscription de la Haute-Garonne maintient son analyse mais affirme qu'il n'a rien entrepris, rien négocié, pour obtenir ce soutien : « J'ai appris la position du front national en lisant la presse. » Ancien militant du GUD, longtemps connu pour son engagement à l'extrême droite au cours de ses études à la faculté de droit de Toulouse, M. Didier affirme que son passé n'est pour rien dans ce coup de main de dernière minute.

Cette aide pourrait se révéler plus embarrassante qu'utile, car M. Mignon a de bonnes chances de l'emporter le 12 juin. Investi sous l'étiquette « Union pour la Haute-Garonne » parrainée par M. Dominique Baude, élu au premier tour, qui combat dans le département et la région la croisade anti-socialiste, M. Didier n'a pas toujours été au mieux avec le maire de Toulouse. Ce renfort du Front national pourrait bien agacer le chef de file de la droite libérale en Midi-Pyrénées.

GÉRARD VALLÉS.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 8 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Le service de presse de la présidence a diffusé à la suite du conseil un communiqué dont voici les principaux extraits.

#### FINANCEMENT DES ACTIONS D'URGENCE DÉCISÉES PAR LE GOUVERNEMENT

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, a présenté au conseil des ministres une communication sur le financement des actions que le gouvernement a décidé d'engager pour résoudre les problèmes les plus urgents dans les domaines de l'éducation, de la recherche, de l'emploi, de la culture, du logement et de l'aide aux pays les plus pauvres.

Les crédits supplémentaires accordés s'élèvent à 4,4 milliards de francs. Ils feront l'objet, conformément à l'ordonnance organique du 2 janvier 1959, de la procédure du décret d'avance.

Ces mesures sont financées par d'importantes économies de gestion.

Ainsi est-il possible de tenir compte des priorités voulues par les Français sans dégrader l'équilibre des finances publiques.

[M. Rocard a précisé la ventilation des 4,4 milliards supplémentaires de crédits de paiement décaissés selon le schéma du décret d'avance. Cette ventilation est la suivante : 1,205 milliard pour l'éducation ; 1,484 milliard pour l'emploi ; 116 millions pour la lutte contre la pauvreté ; 250 millions « tout de suite », à préciser par M. Rocard, pour le logement ; 400 millions pour la recherche ; 400 millions également pour l'aide au développement ; 305 millions pour la culture ; 50 millions pour le financement de la Révolution.

Le premier ministre a également précisé que ces dépenses sont payées par des économies faites dans différents budgets. Certaines sont des économies de « constitution », réalisées, notamment, grâce à la baisse de prix du carburant utilisé par les ministères. M. Rocard a précisé qu'il s'agit de « ressources vraies » et d'« économies saines » faites « sans drama ».]

#### MESURES IMMÉDIATES EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL ET DES QUARTIERS DÉGRADÉS

(Lire page 27 et le Monde du 9 juin.)

### Ancien préfet de police

### M. Guy Fougier devient secrétaire général de la défense nationale

Sur la proposition de M. Michel Rocard, premier ministre, le conseil des ministres du mercredi 8 juin a nommé secrétaire général de la défense nationale M. Guy Fougier, conseiller d'État.

Le secrétaire général de la défense nationale, qui peut être indifféremment un haut fonctionnaire civil ou un officier général, est chargé, sous la responsabilité du premier ministre, de la coordination, de la préparation et de l'exécution des mesures de défense incombant aux différents ministères. A ce titre, il est plus spécialement chargé d'assurer le secrétariat des conseils de défense, présidés par le chef de l'État, et d'animer la recherche du renseignement. Depuis que le général Gilbert Foray a quitté ce poste en novembre 1987, pour devenir chef d'état-major de l'armée de terre, les fonctions de secrétaire général de la défense nationale étaient restées sans titulaire.

[Né le 13 mars 1932 à Paris et ancien élève de l'ENA, M. Guy Fougier a fait

une grande partie de sa carrière dans le corps préfectoral. Il a été chef de cabinet de M. Jean-Marcel Jeanneney, ministre des affaires sociales, entre 1966 et 1969 ; puis conseiller technique au cabinet de M. Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur, entre 1969 et 1971. M. Fougier a ensuite été nommé directeur de la réglementation au ministère de l'Intérieur. En 1977, il devient préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris. En 1981, il est nommé préfet de la région Poitou-Charentes et préfet de la Vienne.

En 1983, M. Fougier est nommé préfet de police à Paris. Il donnera sa démission, le 3 juillet 1986, après avoir estimé que le ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, avait porté atteinte à l'image de la fonction préfectorale pour avoir déclaré, à la télévision, après un différend sur l'interprétation à donner à des statistiques sur la baisse de la criminalité, que « le préfet de police fait ce que le gouvernement lui dit de faire ». Remplacé dans ses fonctions par M. Jean Paillet, M. Fougier avait été nommé, le 18 juillet 1986, à la présidence de la mission interministérielle de lutte contre la toxicomanie.]

JEAN-JACQUES ROLLAT.

### Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 8 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes.

● **TERRE**. — *Sont promus* : général de division, le général de brigade Gérard d'Anber de Peyrelongue ; commissaire général de division, les commissaires généraux de brigade Claude Taelman (nommé directeur du commissariat de l'armée de terre du 1<sup>er</sup> corps d'armée et de la VI<sup>e</sup> région militaire) et Pierre Pascaud (nommé directeur général de l'économie de l'armée de terre) ; général de brigade, les colonels Robert Aubertin (nommé adjoint au général commandant la 9<sup>e</sup> division d'infanterie de marine et la 33<sup>e</sup> division militaire territoriale) et François Jacquot.

*Sont nommés* : adjoint au général commandant la 1<sup>re</sup> armée et gouverneur militaire de Strasbourg, le

général de division André Dupuy de la Grand'Rive ; adjoint au général commandant la 1<sup>re</sup> armée et gouverneur militaire de Strasbourg, le général de division Yves Béchu ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris et commandant la 1<sup>re</sup> région militaire, le général de division Marc Anglard ; commandant la 8<sup>e</sup> division d'infanterie et la 22<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de division Alain Lacapelle ; commandant la 5<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade Jean Vaujour ; commandant l'école d'application de l'infanterie et la 14<sup>e</sup> division légère blindée, le général de brigade Pierre Aumonier.

● **MARINE**. — *Sont promus* : vice-amiral, le contre-amiral Jean Fourquet ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Claude Poirrier, Philippe Euverte (nommé adjoint au préfet maritime de la 11<sup>e</sup> région

maritime), Jean-Charles Lefebvre, Claude Arata (nommé commandant de l'arrondissement maritime de Lorient) et Jean-Pierre Robillard ; commissaire général de deuxième classe, le commissaire en chef de première classe Michel Paraiso (nommé chef du service des marchés généraux de la marine).

*Sont nommés* : adjoint au directeur de l'Institut des hautes études de défense nationale, de l'Enseignement militaire supérieur et du Centre des hautes études militaires, le contre-amiral Michel Brem ; commandant du centre d'entraînement de la flotte, le contre-amiral Jean Pouliques ; directeur adjoint à la direction centrale du commissariat de la marine, le commissaire général de deuxième classe Emmanuel Lourdel.

● **ARMEMENT**. — *Sont promus* : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de

deuxième classe Gérard Calenge ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean-Claude Varol, Jacques de Bernardi et Daniel Estournet.

● **SERVICE DE SANTÉ**. — *Sont promus* : médecin général inspecteur, les médecins-chefs des services hors classe Paul Douy et René Poncy ; médecin général, le pharmacien chimiste-chef des services de classe normale Pierre Pesquies ; pharmacien chimiste-chef des services de classe normale Gilbert Duval (nommé directeur des approvisionnements et des établissements centraux du service de santé des armées).

*Est nommé* : directeur du service de santé du 3<sup>e</sup> corps d'armée, le médecin général Guy Malchaire.

● **GENDARMERIE NATIONALE**. — *Sont promus* : général de brigade, les colonels Bernard Pinot et Jean Etienne.

### Désistements et « barrages »

● **Nord (7<sup>e</sup> circ. Roubaix)**. — M. Pierre Ceyrac, député sortant, candidat du FN à Roubaix, se retire au profit de M. Michel Ghyssels, candidat de l'URC-RPR. M. Ceyrac a appelé ses électeurs du premier tour à « faire barrage aux candidats du PS et du RPF au second tour ». Le candidat du FN avait obtenu le 5 juin 19,91 % des suffrages et le candidat de l'URC 31,80 %.

● **Oise (5<sup>e</sup> circ. Compiègne S.E.-S.O.)**. — M. Lionel Stoléru (maj. p.), secrétaire d'État chargé du Plan, en ballottage dans cette circonscription (il avait obtenu 37,42 %), a donné sa démission du mouvement des adhérents directs de l'UDF.

● **Vosges (1<sup>re</sup> circ. Épinal)**. — M. Bernard Freppel, candidat du FN, a invité ses électeurs « à ne favoriser ni aucun des candidats de M. Philippe Séguin, maire RPR d'Épinal, ancien ministre des affaires sociales et de l'emploi. Dans un communiqué, M. Freppel, qui a obtenu 6,18 % des suffrages, affirme que « le maire d'Épinal est un adversaire plus nocif que n'importe lequel des candidats socialistes ». Le candidat du PS, M. Gérard Wolter, député sortant (apparenté PS), était arrivé, le 5 juin, derrière M. Séguin (46,93 %) avec 42,88 % des voix. Le PCF a fait, quant à lui, 4 %.

● **Vaucluse (1<sup>re</sup> circ. Avignon)**. — M<sup>me</sup> Michèle Daire, candidate FN dans cette circonscription, éliminée au premier tour, a pris position contre le candidat de l'URC-RPR, M. Jean-Pierre Roux, maire d'Avignon, député sortant. « Je préfère être un simple citoyen qui marche la tête haute qu'un député qui marche la tête basse », avait expliqué M. Roux en prenant fermement position contre le FN. « Il y a des candidats qui nous ont insultés », explique pour sa part la candidate FN, qui demande à ses électeurs « de prendre leurs responsabilités vis-à-vis de leurs électeurs ». M. Roux a estimé que le FN appelait « implicitement » à voter socialiste. Le maire d'Avignon avait obtenu 32,56 % des voix au premier tour, contre 49,53 % à l'ensemble de la gauche, le FN recueillant 17,90 % et les écologistes 4,80 %.

● **Loire (4<sup>e</sup> circonscription, Firminy-Saint-Étienne Sud-Ouest)**. — Le candidat du PS au premier tour de l'élection législative, M. Michel Debout, a décidé de se désister en faveur du candidat communiste, M. Théo Vial-Massat, arrivé en tête dans la circonscription avec 31,55 % des suffrages. M. Debout avait réalisé un score de 22,69 %. Au deuxième tour, le candidat communiste sera opposé à M. Daniel Mendon (URC-CDS) qui a obtenu 26,72 % des suffrages. La candidate du Front national avait, quant à elle, recueilli 13,76 % des voix.

● **Seine-Maritime (10<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup> circonscriptions)**. — Le Front national a indiqué, mercredi après-midi, que, compte tenu des « rapports pleins de franchise » qu'il entretenait avec les deux candidats RPR sortants de la 10<sup>e</sup> et de la 12<sup>e</sup> circonscription, il demandait à ses électeurs « de se reporter massivement » sur MM. Roger Fossé et Georges Delaure, arrivés en tête avec respectivement 44,68 et 39,95 % des suffrages. Le Front

national avait obtenu 5,70 % et 6,95 % des voix. De même, il a demandé aux électeurs du Front national de faire barrage à la gauche dans les 7<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> circonscriptions où MM. Rufenacht (URC-RPR sortant) et Revet (URC-UDF-PR) recueillent 44,38 et 35,35 % des suffrages. Les candidats du Front national avaient réalisé respectivement les scores de 9,02 et 5,63 %.

En revanche, dans la circonscription de Rouen (1<sup>re</sup>), le candidat du FN, M. Chaboche (9,82 %) a invité M. Jean Allard (URC-UDF-CDS sortant) « à se désolidariser publiquement des propos de M. Lecanuet », qui, selon lui, a déclaré qu'il préférerait voir élu un député socialiste plutôt qu'un Front national. M. Allard a obtenu au premier tour 39,36 % des suffrages. Le Front national demande en outre à ses électeurs de voter pour les candidats URC dans les circonscriptions acquises à la gauche « afin de diminuer au maximum le score de la gauche unie ».

● **MARSEILLE (5<sup>e</sup> circonscription, Marseille 5<sup>e</sup> et partie du 6<sup>e</sup>)**. — Le candidat dissident RPR, M. Hyacinthe Santoni, a appelé à voter pour la candidate socialiste M<sup>me</sup> Jeanine Ecochard, opposée au deuxième tour au candidat du Front national, M. Gabriel Domenech, en dénonçant les désistements réciproques entre le FN et le RPR marseillais. La candidate PS a obtenu 26,01 % des voix au premier tour, contre 27,01 % à son futur adversaire du FN. Pour sa part, M. Santoni a recueilli 3,42 % des voix. Le candidat investi par l'URC dans cette circonscription, M. Maurice Toga (URC-RPR sortant), a fait un score de 26,38 %.

### 26 députés sortants se retirent

Vingt-six députés sortants (15 communistes, 5 socialistes, 4 Front national, 1 UDF et 1 RPR) sont victimes des opérations de désistement. Ce sont :

PS : Jean-Jacques Léonetti (Bouches-du-Rhône, 4<sup>e</sup>) ; Jacques Siffre (Bouches-du-Rhône, 13<sup>e</sup>) ; Ghislaine Toutain (Marne, 4<sup>e</sup>) ; Joseph Menga (Seine-Maritime, 8<sup>e</sup>) ; Gérard Fuchs (Seine-Saint-Denis, 4<sup>e</sup>).

URC-UDF : Jacques Lacarín (PR Allier, 4<sup>e</sup>).

RPR : Maurice Toga (Bouches-du-Rhône, 5<sup>e</sup>).

FN : Jacques Peyrat (Alpes-Maritimes, 3<sup>e</sup>) ; Albert Peyron (Alpes-Maritimes, 6<sup>e</sup>) ; Charles de Chambrun (Gard, 2<sup>e</sup>) ; Pierre Ceyrac (Nord, 7<sup>e</sup>).

PCF : Vincent Porelli (Bouches-du-Rhône), Bernard Deschamps (Gard), Jacques Roux (Hérault), Jean Gard (Isère), Colette Gauriot (Meurthe-et-Moselle), Jean Jarosz (Nord), Remi Auchède (Pas-de-Calais), Jean-Jacques Barthe (Pas-de-Calais), Charles Flierman (Rhône), Roland Leroy (Seine-Maritime), Maxime Gremetz (Somme), Marcel Rigout (Haute-Vienne), Roger Combrisson (Essonne), Guy Ducolnet (Hautes-de-Seine), Paul Mercieca (Val-de-Marne).



## Au premier tour des élections législatives

## L'abstention a surtout profité au Front national

Qui sont les abstentionnistes ? Lassés de l'isolement, déçus de l'après-8 mai, résignés à la défaite, convaincus de la victoire... démobilisés en tous les cas, les électeurs et les électrices n'avaient jamais boudé les urnes dans une proportion aussi importante pour des législatives.

Parvenue à un tel niveau (34,26 % le 5 juin), la désaffection des bureaux de vote conduit chaque candidat à porter autant d'attention à la récupération de l'électorat allié qu'à la mobilisation dans son propre camp. Elle ne peut, en outre, que relativiser tout pronostic sur les résultats du 12 juin.

Première constatation : une forte mobilisation correspond à des circonscriptions dont le siège a été pourvu dès le premier tour. En ont tiré profit autant M. Chirac dans son fief (3<sup>e</sup> circonscription de la Corrèze a été celle où l'abstentionnisme a été le plus réduit : 16,17 %) que MM. Giscard d'Estaing et Blanc dans le Puy-de-Dôme et en Lozère (23,85 % pour le premier ; 23,13 % pour le second) et que des socialistes comme MM. Huguier et Emmanuelli respectivement dans le Pas-de-Calais (23,07 %) et les Landes (23,12 %).

Au total, dans les vingt circonscriptions où l'abstentionnisme a été le plus faible (dans une fourchette comprise entre 16,17 et 24,68 %), onze sièges ont été pourvus : six pour le PS et cinq pour l'URC.

Deuxième constatation : dans les vingt circonscriptions où la participation a été la plus élevée, les scores de candidats d'extrême droite sont nettement inférieurs à la moyenne nationale du FN, qui était de 9,65 %. La seule exception concerne la quatrième du Tarn, où le candidat du FN a obtenu 9,93 % des voix.

A l'inverse, dans les vingt circonscriptions de métropole où la participation a été la plus médiocre (entre 41,83 et 46,27 % d'abstentions), le Front national a obtenu des résultats nettement supérieurs à sa moyenne nationale, supérieurs à 12 % dans quinze d'entre elles. La seule exception concerne la 1<sup>re</sup> de Meurthe-et-Moselle, où le FN a obtenu 9,07 % et où avec une abstention de 41,83 %, M. Rossinat, URC-UDF-Rad a été élu. Dans les dix-neuf autres, le potentiel des voix de gauche est supérieur au potentiel des voix de droite, à l'exception de quatre circonscriptions (3<sup>e</sup> de Haute-Savoie, 5<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> de Paris, 1<sup>re</sup> du Bas-Rhin où la situation est inverse).

A. Ch.

## Les suites de l'assaut d'Ouvéa

## La blessure d'un otage confirmée par la gendarmerie

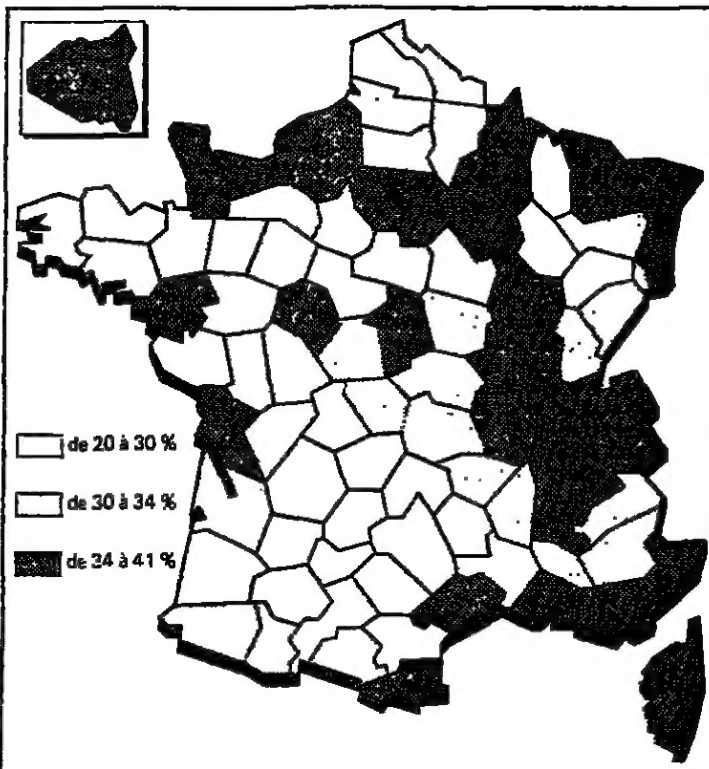
A la suite des nouvelles informations publiées par l'hebdomadaire *Politis* et par *Le Monde* sur les suites de l'assaut d'Ouvéa (nos éditions du 9 juin), la direction générale de la gendarmerie a confirmé, le mercredi 8 juin, que l'un des gendarmes mobiles qui faisait partie des otages détenus par le « commando » du FLNKS avait été blessé par balle, le 5 mai, par les forces armées : « Ce gendarme mobile a été légèrement touché à la cuisse mais cette blessure a ensuite provoqué le déclenchement d'une phlébite et il a été hospitalisé en France. » Jusqu'à ce jour, les autorités civiles et militaires assuraient que tous les otages avaient été libérés « sains et saufs ».

La direction de la gendarmerie dément, toutefois, que ce gendarme ait été ensuite « traité » dans un service psychiatrique pour avoir fraternisé avec ses ravisseurs, comme l'assurent certains de ceux-ci : « Il est aujourd'hui en permission de convalescence et ne se trouve pas dans un hôpital psychiatrique, contrairement à certaines informations publiées dans la presse. Après trois semaines de détention dans la grotte, plusieurs des gendarmes otages étaient en état de choc lors de leur libération et ont été brièvement hospitalisés. Mais depuis, ils ont tous soit regagné leur unité, soit pris des congés dans leur famille. »

## LE MONDE IMMOBILIER

## Publicité

Renseignements :  
45-55-91-82  
poste 4138  
4324



	14 juin 1981	16 mars 1986	5 juin 1988
Ain	32,19	23,81	38,05
Aisne	24,77	19,89	32,11
Allier	25,96	21,09	31,89
Alpes-de-Haute-Provence	27,56	17,52	32,13
Hautes-Alpes	27,29	18,59	31,99
Alpes-Maritimes	30,26	21,29	36,84
Ardèche	28,43	19,57	33,17
Ardennes	27,36	22,18	35,39
Ariège	28,82	19,02	30,25
Aube	27,82	23,80	35,05
Aude	25,32	16,01	27,59
Aveyron	25,85	16,74	27,14
Bouches-du-Rhône	35,19	23,84	35,22
Calvados	27,82	22,34	35,11
Cantal	28,98	18,34	29,30
Charente	28,22	21,44	31,95
Charente-Maritime	31,33	21,98	35,72
Cher	26,57	21,29	34,62
Corrèze	21,03	13,76	20,78
Corse-du-Sud	35,43	23,29	38,30
Haute-Corse	37,92	45,52	40,51
Côte-d'Or	28,07	21,98	34,92
Côte-de-Nord	22,52	16,50	27,63
Creuse	27,22	22,22	32,91
Dordogne	23,69	15,73	25,85
Doubs	31,56	19,84	33,64
Drôme	26,31	21,20	35,21
Eure	26,52	21,27	34,33
Eure-et-Loir	26,58	20,20	33,37
Finistère	26,11	20,92	31,29
Gard	30,98	19,59	33,53
Haute-Garonne	28,29	21,20	32,25
Gers	28,80	17,98	29,63
Gironde	30,55	22,08	33,02
Hérault	31,93	20,75	34,32
Ille-et-Vilaine	29,30	20,80	33,19
Indre	28,29	18,66	30,41
Indre-et-Loire	29,70	22,43	35,49
Jura	32,91	22,43	35,49
Landes	29,06	20,40	32,94
Loir-et-Cher	23,76	16,91	26,49
Loire	25,18	18,94	29,78
Loire-Atlantique	33,22	24,84	36,09
Haute-Loire	24,54	19,28	30,64
Loiret	30,52	23,45	34,16
Lot	26,44	19,96	31,18
Lot-et-Garonne	22,47	17,28	28,24
Lozère	26,39	17,88	29,33
Lozère	23,08	17,47	25,53
Maine-et-Loire	28,34	21,52	32,63
Manche	29,04	22,36	34,71
Marne	28,76	24,19	36,54
Haute-Marne	28,04	23,11	29,71
Mayenne	25,56	17,56	29,38
Meurthe-et-Moselle	31,03	25,05	37,80
Meuse	24,60	20,25	29,59
Morbihan	25,84	20,80	30,43
Moselle	32,54	22,12	38,72
Nièvre	29,00	21,68	32,19
Nord	25,31	20,54	32,18
Oise	25,42	19,71	32,72
Orne	27,29	22,47	31,13
Pas-de-Calais	22,37	18,25	28,31
Puy-de-Dôme	28,57	18,92	31,64
Pyénées-Atlantiques	26,72	19,00	30,92
Hautes-Pyrénées	30,07	19,95	33,13
Pyrénées-Orientales	33,44	20,80	34,66
Bas-Rhin	34,10	23,05	37,82
Haut-Rhin	35,03	22,52	36,41
Rhône	33,74	23,74	38,30
Haute-Saône	23,30	17,26	27,85
Saône-et-Loire	31,36	24,21	35,66
Sarthe	28,15	21,83	33,55
Savoie	31,63	23,58	36,07
Haute-Savoie	35,48	24,65	39,38
Seine-Maritime	27,83	22,48	34,80
Deux-Sèvres	27,30	20,56	31,17
Somme	21,68	15,74	28,26
Tarn	22,92	15,24	25,22
Tarn-et-Garonne	24,93	16,53	28,40
Var	28,92	20,96	34,28
Vaucluse	27,72	17,99	31,13
Vendée	25,89	18,39	28,91
Vienne	26,65	20,85	32,82
Haute-Vienne	26,36	17,75	29,62
Vosges	26,36	20,85	30,92
Yonne	26,38	21,78	32,93
Territoire de Belfort	30,69	19,38	32,63
Paris	33,21	25,31	38,96
Seine-et-Marne	29,40	23,75	35,92
Yvelines	29,43	22,15	36,88
Essonne	30,35	22,89	36,27
Haute-de-Seine	30,85	22,83	35,71
Seine-Saint-Denis	34,59	28,25	40,46
Val-de-Marne	30,89	24,14	36,37
Val-d'Oise	30,55	25,55	37,48
Guadeloupe	75,56	52,43	78,31
Martinique	63,76	41,36	60,47
Guyane	50,82	35,27	50,73
Réunion	38,05	25,48	34,98
St-Pierre-et-Miquelon	29,11	21,18	38,11
Mayotte	46,68	21,72	34,21
Nouvelle-Calédonie	40,21	49,61	52,70

## Rectificatifs

Des erreurs de transmission se sont glissées dans le compte rendu des résultats de plusieurs circonscriptions, publiés dans nos éditions du 7 juin. Nous donnons ci-dessous les résultats rectifiés :

● **HERAULT (2<sup>e</sup>)** - Inscr. 52942 : vot. 32 210 ; abst. 39,15 % ; suffr. expr. 31 935. MM. Saumade (maj. p.-PS), 13 952 (43,68 %) ; Cabana (URC-RPR), 9 858 (30,86 %) ; Jamet (FN), 5 540 (17,34 %) ; Bonnet (PC), 2 585 (8,09 %).

● **SAVOIE (1<sup>re</sup> circ.)** - Inscr. 80 086, vot. 52 613 ; abst. 34,30 % ; suffr. expr. 52 068. MM. Besson (maj. p.-PS), d.s. 24 764 (47,56 %) ; Ferrari (URC-UDF-PR), 19 962 (38,33 %) ; Velieux (FN), 4 956 (9,51 %) ; Gaudet (PC), 2 386 (4,58 %).

● **VAUCLUSE (4<sup>e</sup>)** - Inscr. 69 518 : vot. 48 793 ; abst. 29,81 % ; suffr. expr. 47 749. MM. Castel (maj. p.-PS), 16 564 (34,68 %) ; Mariani (URC-RPR), 13 350 (27,95 %) ; Jacques Bonnard (FN), d.s. 8 767 (18,36 %) ; Sabatier (PC), 6 167 (12,91 %) ; Hermite (URC-UDF-PR), 2 902 (6,02 %) ; de Ripert d'Alauzier (est. d.), 599 (1,25 %).

● **TERRITOIRE DE BELFORT (1<sup>er</sup>)** - Inscr. 40 780 : vot. 26 834 ; abst. 34,19 % ; suffr. expr. 26 107. MM. Fornal (maj. p.-PS), 12 003 (45,97 %) ; Bichet (URC-UDF-PR), d.s. 9 543 (36,55 %) ; Roulet (FN), 3 618 (11,15 %) ; M<sup>me</sup> Clerc (PC), 1 498 (5,73 %).

● **TERRITOIRE DE BELFORT (2<sup>e</sup>)** - Inscr. 44 226 : vot. 29 657 ; abst. 32,94 % ; suffr. expr. 28 659. MM. Chevenement (maj. p.-PS), d.s. 15 379, REELU ; Brider (URC-div. d.), 7 659 (26,72 %) ; Bousmaur (FN), 3 737 (12,96 %) ; Niess (PC), 1 884 (6,57 %).

● **SEINE-SAINT-DENIS (1<sup>re</sup>)** - Inscr. 52 131 : vot. 30 766 ; abst. 40,98 % ; suffr. expr. 30 291. M. Bonnemaison (maj. p.-PS), d.s. 11 445 (37,78 %) ; M<sup>me</sup> Fost (PC), 6 914 (22,86 %) ; MM. Angelini (FN), 5 346 (17,63 %) ; Borderie (UDF-rad. diss.), 3 680 (12,15 %) ; M<sup>me</sup> Chauvet (URC-UDF-PR), 2 688 (8,87 %) ; Desmas (POE), 218 (0,72 %) ; M. Habas (div. d.), 0.

Plusieurs erreurs ont été commises dans les listes relatives au sort

des députés sortants et des membres de l'actuel gouvernement que nous avons publiés dans nos éditions du 7 juin. M. Christian Bergelin (URC-RPR) (Haute-Saône, 1<sup>re</sup>) a été omis dans la liste des députés élus. MM. Elie Castor (PS), Jacques Blanc (UDF-PR) et Aimé Kergueris (UDF) ont respectivement été réélus dans la première circonscription de Guyane (et non la seconde), la seconde de la Lozère (et non la première) et la deuxième du Morbihan (et non la huitième).

Dans la liste des membres du gouvernement en ballottage, ont été omis M. Bernard Kouchner (Nord, 20<sup>e</sup>), qui, depuis, a retiré sa candidature, Brice Lalonde (Seine-et-Marne, 1<sup>re</sup>) et François Doublin (MRG) (Seine-Saint-Denis, 3<sup>e</sup>), qui s'est retiré.

Par ailleurs, M<sup>me</sup> Hélène Luc (Val-de-Marne, 2<sup>e</sup>) et M. Charles Lederman (Val-de-Marne, 8<sup>e</sup>) ont été éliminés (et non en ballottage).

Enfin, M. Louis Moulinet (PS), député sortant de Paris, a été oublié dans la liste des députés qui ne se représenteront pas.

Plusieurs erreurs se sont glissées dans la liste des candidats du second tour, publiée dans *Le Monde* du 9 juin.

## Les candidats encore en lice

## Mode d'emploi

Nous avons omis, dans nos premières éditions du 9 juin, d'indiquer ce que signifiaient les chiffres entre parenthèses dans la présentation des candidats du second tour. Voici le mode d'emploi : le chiffre suivant le nom du candidat de gauche correspond au total extrême gauche + PC + PS + divers gauche + écologistes du premier tour. Pour la droite, il s'agit du total URC + divers droite. Le score du Front national n'apparaît que pour les circonscriptions où l'un de ses représentants est candidat.

Le nombre des candidats restant seuls en lice n'est pas de dix-neuf mais de vingt. Il convient en effet d'y ajouter M. Jacques Brunhes (PC) dans la première circonscription des Hauts-de-Seine, où la gauche a totalisé 63,21 % des suffrages exprimés le 5 juin.

Le nombre des triangulaires restant en lice n'est pas de dix-neuf mais de vingt. Il s'agit de la troisième circonscription des Hautes-Pyrénées, MM. Jean Glavany (maj. p.-PS), Claude Miquau (PS diss.) et Eric Bachelin (URC-RPR), mais dans la quatrième circonscription de la Loire, ce n'est pas une triangulaire mais un duel qu'auront à trancher les électeurs (le candidat socialiste s'est en effet désisté pour celui du PC).

Enfin, deux circonscriptions restant en ballottage n'apparaissent pas dans cette liste. Il s'agit de la troisième de l'Aisne, où M. René Dostère, maj. p.-PS, (total gauche = 59,04 %) et M. Jean-Claude Lamant, URC-RPR, d.s. (total droite = 31,47 %) restent candidats ; et de la première de Maine-et-Loire avec les candidatures de M. Jean-Claude Chupia, maj. p.-PS, d.s. (43,57 %) et de M<sup>me</sup> Roselyne Bachelot-Narquin, URC-RPR (49,04 %).

## Mort de Roger Dusseaux ancien ministre

M. Roger Dusseaux, ancien ministre, ancien député, est décédé. Il était âgé de soixante-quinze ans (*Le Monde* du 8 juin).

[Né le 18 juillet 1913 à Paris, Roger Dusseaux, ingénieur agricole, résistant, a été membre des deux Assemblées constituantes de 1945 et 1946 (député MRP de Seine-Inférieure). Réélu en 1946, il est invalidé en 1951 (RPF). Il retrouve l'Assemblée en 1959 (UNR) et devient également adjoint au maire de Rouen. Ministre délégué auprès du premier ministre puis ministre des travaux publics et des transports dans les deux premiers gouvernements Pompidou d'avril à novembre 1962, il revient à l'Assemblée de 1962 à 1973 comme député UD V République puis UDR de Seine-Maritime.]

# LES RÉVÉLATIONS DE Politis

## OUVEA: L'ARMÉE DISSIMULE UN TEMOIN

• Et puis : Bernard Lavilliers : Nicaragua si ! • SOS ÉCOLE : au travail Lionel Jospin ! • Législatives : l'ouverture à la trappe • PARAIT TOUS LES JEUDIS - 20 F











سنة ١٤٠٨

# Le Monde DES LIVRES



Martin Buber, l'une des figures centrales de l'Éthique et de l'ontologie.

## Le judaïsme libertaire

Un remarquable essai de Michael Löwy interroge les « prophètes désarmés », de Martin Buber à Ernst Bloch, de György Lukács à Walter Benjamin.

EN novembre 1956, après la défaite de la révolution hongroise à laquelle il avait participé en tant que ministre de la culture, György Lukács, sous la menace d'une mitrailleuse, se vit intimé l'ordre par un officier soviétique de « rendre immédiatement les armes ». Le vieux philosophe se résigna à livrer aux autorités... son stylo-plume. Ainsi prennent fin les rêves d'utopie : dans la capitulation des prophètes, désarmés par l'histoire, György Lukács appartenait, avec Walter Benjamin, Gustav Landauer (le commissaire du peuple à la culture de l'éphémère République de Bavière d'avril 1919), Martin Buber, Gershom Scholem et Ernst Bloch, à cette génération d'intellectuels juifs nés en Europe centrale au cours du dernier quart du dix-neuvième siècle, et qui assista à la ruine de ses espérances, au pavlovisme de ses idéaux.

Ils avaient la nostalgie de l'âge d'or perdu : l'âge de fer brisa leur élan. Ils aspiraient aux valeurs humanitaires : le nationalisme décapita leur foi en l'universel. Ils parlaient de renouveau utopique : la réalité leur cingla le visage. Cette « génération vaincue », selon le mot de Benjamin, ne nous a-t-elle pas légué autre chose que sa

défaite ? En fouillant dans les débris de son utopie, ne découvrirait-on pas une conception inédite de l'histoire, une pensée audacieuse qui transcende les antinomies coutumières entre religion et politique, matérialisme et spiritualité ? Et si l'on réécrivait l'histoire du point de vue des vaincus ? Tel est le projet de Michael Löwy dans son remarquable essai sur le judaïsme libertaire, *Rédemption et utopie*.

### Une génération de rebelles

Né au Brésil de parents juifs viennois, Michael Löwy, qui a enseigné à Jérusalem, Tel-Aviv, Manchester, La Havane, vit à Paris depuis près de vingt ans, où il est directeur de recherches au CNRS. Son livre est une tentative, parfaitement réussie, d'explorer les « affinités électives » en sociologie de la culture. A partir de l'analyse d'une catégorie sociale, née à la fin du siècle dernier, l'intelligentsia juive d'Europe centrale, — il nous fait assister à la naissance du messianisme historique et lève le voile sur l'intimité entre l'univers religieux et la réflexion politique.

Les intellectuels juifs de la fin du dix-neuvième siècle, formés à

l'université de Berlin ou de Vienne, nourris de culture romantique, étaient une génération de rebelles, marginalisés et déclassés. En rupture avec leurs pères auxquels ils reprochaient un certain conformisme allié à une « idéologie assimilationniste », ils n'avaient le choix qu'entre deux attitudes : le repli sur leur propre culture ou l'exaltation de l'universel, le rêve de tous les parias. La plupart, en se penchant sur le messianisme juif, y puisèrent des arguments pour l'utopie. Qu'ils soient juifs religieux anarchisants, tentés par le sionisme, comme Martin Buber, ou juifs assimilés libéraux, tentés par le communisme, comme Ernst Bloch et Lukács, ils se retrouvent autour de quelques thèmes fondateurs : le refus du capitalisme, le mépris de la philosophie du progrès, la croyance en l'homme, la haine de l'Etat moderne et la volonté de créer une « société sans pouvoirs ».

Lecteurs de Stefan George, de Novalis et de Franz von Baader, les juifs anarchisants et libertaires

dénonçaient, comme leurs aînés, le « désenchantement du monde » à l'œuvre dans le capitalisme. La véritable culture a disparu au profit de la civilisation, mortel reflet d'un univers matérialiste et technique. La nouvelle religion du progrès condamne à la fatalité : « Que les choses continuent à aller ainsi, disait Benjamin, voilà la catastrophe. » Et Martin Buber de renchérir : il faut « convoiter l'impossible ». La hantise du progrès nous a conduits à renforcer la domination de ce « véritable Antéchrist » qu'est l'Etat moderne. Franz Rosenzweig, qui fut à l'origine de la Libre Maison d'études juives à Francfort, mit en garde son peuple, qui porte l'éternité en lui, contre la fausse éternité de l'Etat. Ces dignes disciples de Bakounine rejetaient les lois et les constitutions, puis au délire étatiste ils opposaient la rédemption nihiliste : le rêve d'une société sans classes, sans pouvoirs.

ROLAND JACCARD.

(Lire la suite page 19.)

## Simone Weil la suspecte

Juive convertie, chrétienne hétérodoxe, elle a toujours dérangé. Ses Œuvres complètes seront-elles l'occasion de mieux comprendre cette « terrible fille » ?

IL est probable que la culture et la pensée risquent d'avoir un jour un lourd prix à payer pour avoir accepté de se déployer selon deux versants que tout sépare. D'un côté, le sérieux de l'érudition universitaire, de la recherche scientifique, qui règne dans les éditions savantes et ne se soucie pas de résultats immédiats ni d'audience, prend le temps de la réflexion, et de l'autre, l'emballement médiatique, l'événement sans lendemain, l'engouement sans conséquence. Et lorsqu'il se produit entre eux une rencontre, cela donne des résultats surprenants. C'est ainsi que la parution du premier tome des *Œuvres complètes* de Simone Weil aux éditions Gallimard a été saluée par une approbation unanime, qu'il a été proclamé, décrété, un « retour à Simone Weil », et qu'on a pu lire un peu partout un éloge de la sainteté qui laisse un peu sceptique.

### Capricieux revirements

Qu'en reste-t-il un mois plus tard ? Qu'en restera-t-il dans six mois ? Rien, sans doute : un autre événement de l'édition aura probablement chassé celui-ci. Et le « retour » annoncé n'aura pas eu lieu. Du reste, où trouverait-on les livres nécessaires à cette redécouverte ? Savante, austère, exhaustive, chronologique, la nouvelle édition ne nous rendra forcément pas avant longtemps les textes devenus introuvables que sont *la Pesanteur et la Grâce* ou *Attente de Dieu*. Une politique véritable de l'édition ne devrait-elle pas associer l'indispensable recherche érudite et les non moins indispensables rééditions en format de poche ?

Il y a plus : que peut signifier aujourd'hui, dans le champ intellectuel français, le « retour à Simone Weil », sinon le désir un peu brouillon de combler le vide laissé par la prétendue « mort des idéologies » et la disparition des grands maîtres à penser des années 70 ? Notre temps serait-il

si différent, et l'intelligentsia tellement transformée qu'elle aurait oublié l'idée un peu condescendante qu'on se faisait de Simone Weil il y a encore dix ans et les préjugés envers son œuvre ? Cette femme et cette œuvre inclassables, ce trajet brûlant, pourquoi notre époque y serait-elle devenue sensible ?

Dix ans plus tôt, elle était encore « la chrétienne », comme l'appelaient dédaigneusement Georges Bataille ; et nul d'entre nous n'a oublié la page ironique de *la Force de l'âge* où Simone de Beauvoir rapporte l'échec de Simone Weil en Espagne, rapatriée d'urgence parce qu'elle avait mis le pied dans une bassine d'huile bouillante. Sans doute aurait-il suffi de lire Camus, ou tel article de Czesław Miłosz pour renouer avec elle : mais on ne le faisait pas. On ne peut donc pas se satisfaire si aisément des revirements capricieux d'une intelligentsia qui, à peine débarrassée de son antichristianisme militant, n'a de cesse qu'elle lui ait substitué je ne sais quelle adhésion sulpicienne vaguement rechristianisée.

Une telle œuvre ne peut servir à combler notre manque actuel de références, ni à justifier quelque douteux retour du religieux. On peut cependant rêver d'un « retour à Simone Weil » qui ne ferait aucune concession à des partis pris idéologiques ou religieux, mais il ne pourrait être le fait que de ceux qui accepteraient, en la lisant, d'aller à l'essentiel, et de ne pas se contenter de lui ajuster tant bien que mal des thèmes éphémères. Avec Simone Weil, la question n'est pas, en effet, de savoir si on avait raison de la rejeter hier parce qu'elle revendiquait d'être chrétienne, même peu orthodoxe, ou si l'on peut aujourd'hui la revendiquer parce qu'elle a toujours rejeté le marxisme : on ne peut pas se contenter de faire d'elle un penseur « social », même hétérodoxe.

DANIELE SALLENAVE.  
(Lire la suite page 19.)

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Jean Starobinski, prix de Monaco

## Staro comment ?

ACCORDEZ-MOI une parenthèse. Je n'en abuse pas. D'ailleurs, je remplis mon contrat : je parlerai de livres importants, pour finir. Mais permettez-moi d'abord un cri. Il y a urgence. Il y a de l'avenir de la pensée dans cette bonne France « mère des arts ». Le sérieux aura-t-il encore droit de cité chez nous, en l'an 2000 ? Ce n'est plus sûr, désormais : plus sûr du tout.

La frayeur m'est venue à propos d'une exception qui confirme la règle envahissante du tout-rivole. La semaine dernière, le prince de Monaco a décerné le prix annuel de la Fondation prince Pierre à Jean Starobinski. Je reviens sur ce choix, conforme aux exigences d'une institution qui a couronné les meilleurs romanciers et essayistes, depuis deux générations. L'inquiétant, c'est l'accueil réservé à l'événement par les faiseurs d'opinion. Selon ces irresponsables obsédés de tirages et d'indices d'écoute, la France profonde n'aurait que faire de lire pour réfléchir. Elle laisserait cette fantaisie inutile et fatigante aux professeurs, ces mabouls gauchistes, et aux étudiants de ces disciplines attardées et coûteuses : les lettres.

L'économie de marché garantit des libertés commanderait que le pays entier parte en vacances avec le produit le plus chèrement « lancé », fût-il signé d'un affairiste qui n'écrit pas ses livres et s'en flatte. Une émission de télévision confirme, par son exception excellente, la règle d'un abaissement audiovisuel si général qu'il en paraît voulu, à base de concours ineptes, de loteries, de petits cadeaux. Pour être lu, et seulement publié, il est devenu moins nécessaire d'avoir quelque chose à dire, et de bien le dire, que d'être familier du petit écran, porte-parole de parti, acteur de policier, ou diseur de météo... Et Starobinski n'est rien de tout cela.

« VIEUX bougonnement d'éditeurs jaloux et antidémocratiques ! » entend-on dire ; « Ça a toujours existé, et ça n'empêche pas l'invendable de voir le jour ! » Faux, dorénavant. La culture organisée du best-seller a confisqué les budgets et les temps de lecture, ainsi que les livres curieux, tout en faisant monter le seuil de rentabilité des titres. En dessous de quatre ou cinq mille exemplaires — tirage qui fut, initialement, celui de presque tous les chefs-d'œuvre du siècle, — éditer devient du méconat, du suicide. Il est probable qu'aujourd'hui Proust, Valéry, et bien d'autres, se verraient censurer en douceur par les assemblées de représentants, à qui s'est peu à peu transmis le pouvoir des comités de lecture.

A cet instant même, des auteurs que vous connaissez et admirez se voient refuser des manuscrits pour cause de tirages et de positions médiatiques insuffisantes. Je n'aggraverai pas leur cas en les nommant, mais certains m'écrivent leur désarroi. A tel projet né d'une nécessité intérieure, les éditeurs leur suggèrent de préférer des mémoires ou des biographies dans le style tapageur du jour, condamnées que sont ces industriels à la facilité payante, au court terme.

Dernièrement, plusieurs érudits m'ont juré qu'ils devaient écrire en anglais pour être imprimés, et un authentique philosophe doublé d'un humoriste exquis m'a assuré qu'il devait renoncer à publier, à cause des contraintes biaisées qu'exercent, même en cas de succès d'estime, le commerce à tout va et la médiatisation à outrance... Chacun à sa façon, les philosophes Finkielkraut et Deguy ont jeté des alarmes comparables (*la Défaite de la pensée*, Gallimard 1987 ; *le Comité*, Champvallon, 1988). Ce n'est plus seulement l'édition savante qui est en péril, mais celle qui mise sur l'intelligence et un effort minimal du public.

Le paradoxe n'est qu'apparent de relancer ce débat à propos d'une distinction qui va dans le bon sens. C'est que les relais d'opinion, eux, vont dans le mauvais. « Staro comment ? » ont demandé les échos. « Un prof genevois, dites-vous ? Le Prix ne fera pas vendre un exemplaire !... » « Faire vendre » : les agents culturels dits « modernes » n'ont plus que ces mots d'ordre libéraux à la bouche. Si vous affirmez qu'on ne peut plus lire Montaigne et Rousseau en ignorant ce qu'en a dit le lauréat de Monaco 1988, un autre réflexe joue aussitôt chez les gardiens de la bêtise publique : « Voilà qui intéressera les agrégatifs, et pas au-delà ! » Comme si la lecture de Montaigne et de Rousseau ne pouvait pas concerner tout le monde !...

En quoi Starobinski peut bel et bien aider les non-spécialistes à mieux se cultiver, donc à mieux vivre ? Difficile à dire en quelques paragraphes, mais essayons ! Si ce Genevois de soixante-sept ans mérite une place aux côtés de ses devanciers Marcel Raymond, Albert Béguin et Denis de Rougemont, c'est que, comme eux, il a fait progresser l'art de lire, à la lumière des savoirs et des événements de son époque.

(Lire la suite page 16.)

### SHAKESPEARE DE A à Z ... OU PRESQUE

Les informations et les analyses les mieux faites, pour aider le lecteur de langue française à entrer, ou à progresser dans la connaissance de Shakespeare, ont été ici rassemblées. Guide ou aide-mémoire (présenté sous la forme de dictionnaire), ce livre s'adresse aux gens de théâtre et à leur public, comme à tous ceux qui sont appelés à écrire sur le poète anglais, à en parler, ou tout simplement à le lire.

MICHEL GRIVELET  
MARIE-MANUELE MARTINET  
DOMINIQUE GUY-BLANQUET

Aubier



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## DOCUMENT

## Dans les bas-fonds

## chinois

Marc Boulet a visité la Chine à l'envers. Hors des sentiers battus des touristes, avec le temps de traîner là où journalistes et diplomates pris par le temps se pressent, ne pouvant courir le risque de se glisser dans une zone « fermée ». Mieux encore, profitant de sa connaissance du chinois, il s'est déguisé en kazakh, une minorité turque du Xinjiang à laquelle, habillé à la locale, mal rasé et mal lavé, doté de faux papiers, il ressemblait à s'y méprendre. Au cours de son périple, il a même découvert sa femme, qu'il a ramenée en France.

Mais celle-ci, Gloire, ne l'a pas accompagné dans tous ses voyages, dont il a tiré *Dans la peau d'un Chinois*. Car Marc Boulet a fréquenté les bordes et les prostituées de Hainan, les producteurs de drogue du Xinjiang, les trafiquants de devises, les escrocs et les maquereaux de Pékin.

Cette Chine est sans doute celle du plus grand nombre, celle qui sort de la misère et ne pense qu'à l'argent, accessoirement au sexe, celle de ceux qui se moquent des réformes de M. Deng Xiaoping. Mais elle n'est pas toute la Chine. Le pays n'est pas davantage aujourd'hui un cloaque qu'il n'était, sous Mao Zedong, un paradis.

On se fait certes injurier, traher et marcher sur les pieds partout en Chine. Mais, partout aussi, on rencontre des gens cultivés qui ont survécu aux vicissitudes, des gens ouverts au monde extérieur en dépit des caillères qu'ils ont dû si longtemps porter, comme ces écrivains actuellement à Paris. Le livre de Marc Boulet est un témoignage irremplaçable, mais sur une partie seulement de la Chine.

PATRICE DE BEER.

★ *DANS LA PEAU D'UN CHINOIS*, Marc Boulet, Bataillon, 192 p., 178 F.

## ROMANS

## Dix minutes avec

## Samuel Beckett

Neuf pages composées en gros caractères, l'équivalent de quatre feuillets dactylographiés, ça n'est évidemment pas beaucoup pour faire un livre. Mais ces dix minutes de lecture sont dues à Samuel Beckett et elles pèsent beaucoup plus lourd que l'œuvre entière passée et à venir de Paul-Loup Sulitzer ou que la totalité des pavés qui se dessècheront cet été sur le sable des plages. De l'essence de littérature.

Plutôt que d'une nouvelle, il s'agit, comme l'indique le titre, d'une image que se fabrique un personnage qui se décrit par ailleurs pataphoriquement, la tête dans la boue. L'image d'un paisible pique-nique d'amoureux : un ciel bleu, des collines, de l'herbe émeraude, un chien qui gambade au bout d'une laisse, un élégant hippodrome, des sandwiches que l'on mord, des mains qui se tiennent, des baisers qui s'échangent.

Mais cela, c'est l'image idéale, celle du paradis d'avant la chute, celle de l'illusion, de l'inconscience et de l'aveuglement. L'image que, de halètements en spasmes, fait surgir le narrateur — dont le moi lui-même est bien incertain — est tout autre : celle de pitoyables manonnettes agiles à tout instant par un dieu pervers et cruel. — *« Du Malin, branche en moins rose »*, dit la voix — qui les affecte de ridicules balancements de bras et de jambes, de rouscades automatiques et d'embrassements désarticulés. Jusqu'à ce que cette image elle-

## OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

## LIBRAIRIE

## LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## BIOGRAPHIE

● **RAYMOND TROUSSON** : *Jean-Jacques Rousseau*. — Première partie d'une biographie fleuve de Jean-Jacques Rousseau, retraçant toutes les étapes de sa « marche à la gloire » : fugue, conversion, errance... De Genève à Paris, de Diderot à d'Alembert, l'auteur analyse les contradictions d'un homme qui a suscité autant d'amour que de haine (Taillandier, 508 p., 145 F.).

## CIVILISATION

● **ALAIN NIMIER** : *les Alaoites*. — Monographie succincte mais utile sur la petite et mystérieuse communauté chiite « déviante » des alaoites, implantée surtout en Syrie, où elle est au pouvoir, à travers la famille Assad, depuis 1970. (Ed. Asfar, 177, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris, 80 p., 70 F.). Le même éditeur publie un lexique dû à J. Chahine et K. Zakaria, *Les Mille et un noms arabes*, qui présente la traduction des principaux prénoms masculins et féminins arabes. Pour savoir que « Nordine » c'est Luc et « Leila » la nuit. Col. « Bilingue » (135 p., 30 F.).

## CRITIQUE LITTÉRAIRE

● **JACQUES DEPREUX** : *André du Bouchet ou la parole traversée*. — « Esquisse provisoire » du propre avertisseur de l'auteur, plus qu'étude à prétention scientifique, cet ouvrage présente une vue d'ensemble de l'œuvre de du Bouchet et dégage son unité et sa cohérence. (Ed. Champ Vallon, 174 p., 89 F.).

## LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **ERNEST HEMINGWAY** : *L'été dangereux*. — James A. Michener raconte dans sa préface les circonstances dans lesquelles le magazine *Life* avait commandé à Hemingway cette série de reportages taumachiques. Ces chroniques de l'été 1959 sont la dernière œuvre de l'écrivain qui devait se suicider en 1961. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Carasso. (Gallimard, 250 p., 80 F.).

● **VICTORINO NEMÉSIO** : *Gros temps sur l'archipel*. — Publié au Portugal en 1944 et traduit une première fois en français peu de temps après, ce gros roman a pour cadre l'archipel des Açores dans le premier quart de notre siècle. Nemésio, mort en 1978, décrit le « microcosme exemplaire » de la société açorienne, « avec ses couches multiples, ses tropismes de décadence ou d'ascension... ». Traduit du portugais par Danyse Chast. Préface de Vasco Graça Moura. (La Différence, 454 p., 148 F.).

## LITTÉRATURE

● **MICHEL DE GHELDERODE** : *Voyage autour de ma Flandre*. — Dans ce conte paru en 1947 et dont Pierre Debauche présente la réédition, « on accompagne l'innocence en liberté visitant le grand

même s'enfonçant dans le brouillard, que la scène se vide et s'éteigne et qu'il ne demeure plus que ce qui était au début du texte : une tête avalant de la boue.

Pas de ponctuation, il n'y en a pas besoin, une rafale violente, un bref éclair dans une nuit de gadoue, le ricanelement d'un humour qui se traîne au ras des mots et qui n'a même plus l'énergie de se changer en appel de détresse. Ces quelques pages terribles, qui datent, indique l'auteur, des années 50, pourraient avoir été composées en marge de *Comment c'est*, roman paru en 1961 où le narrateur, seul dans la boue, raconte une histoire que personne n'entend.

P. L.

★ *L'IMAGE*, de Samuel Beckett, Éditions de Minuit, 20 p., 19 F.

## Le dernier regard

## de Pierre-Robert

## Leclercq

Lucien Valandré se tient au bord de la tentation d'un suicide qui ferait peut-être enfin se tourner vers lui quelques regards. Ce jour-là, le héros de Pierre-Robert Leclercq reste chez lui afin d'en finir avec l'insignifiance de son existence et l'obsession du rien. Il feuillette, corrige et délire à nous, lecteurs, par fragments, les pages d'un registre où sont inscrits et classés ses faits et gestes, ses dépenses et économies, ses petites ou grandes « folies » — repères d'une vie qui meurt de ne pas en avoir assez. Mais outre qu'ils confèrent une réalité, si pauvre soit-elle, à l'existence de Lucien, ces repères en désignent surtout, dans leur redoutable manie, la banalité.

Souvenirs d'enfance harcelés par les conseils moralisateurs d'une mère castratrice, sa rencontre avec Lucienne, le meurtre de la petite Soufflot, son métier de vendeur au rayon des livres du grand magasin Maximag, sont autant de marques

monde, on dénonce par le sourire l'implacable bêtise des hommes et comment elle ne s'accorde ni avec l'idée de la pureté, ni avec l'idée du désir, ni avec l'idée de l'amour ». La plupart des pages de ce récit sont des parodies à la manière de Sveugel, et des hommages rendus à la Flandre. Cet ouvrage est complété par une chronologie de Ghelderode due à Roland Bayen (Ed. les Éperonniers, 57, rue des Éperonniers, 1000 Bruxelles, collect. Passé Présent, 114 p.).

## PHILOSOPHIE

● **YVES SCHWARTZ** : *Expérience et connaissance du travail*. — C'est une thèse de doctorat d'État qui est à l'origine de cet imposant ouvrage qui, d'après la préface de Georges Canguilhem, « s'applique à la restitution du sens propre du travail, considéré comme aventure originale de la vie par l'invention de l'homme ». Yves Schwartz est, selon Bernard Bourgeois, son directeur de thèse, le « messager spéculatif » du monde du travail et de l'existence laborieuse. (Messidor, Éditions sociales, 908 pages, 290 F.).

## ROMANS

● **KAMAL IBRAHIM** : *Alexandrie en perte de Venise*. — Découvert en 1967 par Pleyre de Mandiargues avec *Babylone, la vache et la mort* (Flammarion), cet auteur français d'origine syrienne, très marqué par l'Orient, donne un roman à l'écriture ferme, sur fond d'Égypte en révolution nassérienne. Au moment d'émigrer à Venise, un ci-devant se rappelle son passé mouvementé, avec une nostalgie et, parfois, une morbide déraison (Flammarion, 208 p., 75 F.).

## THÉOLOGIE

● **PIERRE GAUTHIER** : *Newman et Blondel*. — Sur les questions de la tradition et du développement du dogme, Newman, au siècle dernier, et Maurice Blondel, plus près de nous, ont apporté leurs contributions. Pierre Gauthier montre l'évolution des deux auteurs et analyse la complémentarité de leur pensée. (Éditions du Cerf, 553 p., 242 F.).

## SOCIÉTÉ

● **ANTOINE LION** et **PEDRO DE MECA** : *Culture et pauvreté*. — Il s'agit là des actes du colloque organisé par le ministère de la culture et le centre Thomas More en décembre 1985. Les nombreuses interventions sont classées en trois parties : « Pauvreté, approches et figures » (des argots, l'argent, les jeunes banlieusards, etc.) ; « Des cultures dominées » (témoignages à Lille, à Belleville, en Occitanie) ; « Interventions et pratiques culturelles » (quart-monde, illettrisme, artistes dans le quartier, etc.). (La Documentation française, 246 p., 70 F.).

ténu que son héros entretient avec la mort que l'auteur tend le fil fragile d'un équilibre précaire, sans cesse menacé, et tire la singularité de son texte. Le roman se disloque dans le délire d'appels à la reconnaissance — proche de la folie — et laisse, au bout du compte, l'impression d'une lecture effarée.

VÉRONIQUE CAUHAPE.

★ *UN PETIT REGARD S'IL VOUS PLAIT*, de Pierre-Robert Leclercq, La Table ronde, 147 p., 78 F.

## Les images de Claude Simon

« L'UNE d'elles touchait presque la maison l'été quand je travaillais tard dans la nuit assis devant la fenêtre ouverte je pouvais la voir ou du moins ses derniers rameaux éclairés par la lampe avec leurs feuilles semblables à des plumes palpitant faiblement sur le fond de ténèbres les folioles ovales teintées d'un vert cru irradiaient par la lumière électrique remuant par moment comme des algues comme animées soudain d'un mouvement propre (et derrière on pouvait percevoir se communiquant de proche en proche une mystérieuse et délicate rumeur invisible se propageant dans l'obscur feuillet des branches)... Ces premières lignes d'*Histoire* (Éditions de Minuit, 1967) auraient pu servir d'accompagnement au dessin magnifique qu'a composé et choisi Claude Simon pour la couverture d'*Album d'un amateur*, le livre-objet que publie l'éditeur allemand Rommelskirchen. Cet ouvrage, au tirage limité à neuf cent quatre-vingt-dix exemplaires sous un emboîtement-cadre de plexiglas épais, est le huitième numéro d'une collection, « Signatur », qui réunit et fait dialoguer textes et images d'un même artiste, que celui-ci soit, « professionnel-



Prisonnier.

lement », peintre ou poète, graveur ou romancier.

On connaît la passion de Claude Simon pour la peinture. On se souvient peut-être que l'un de ses premiers livres, *La Corde raide*, publié il y a plus de quarante ans, était une méditation grave et enjouée sur Cézanne, Picasso, la politique et la littérature, dans laquelle l'écrivain comparait le travail de remise en ordre du réel qu'opère l'écriture avec l'activité picturale : « Un tableau, c'est un type qui parle de ce qui ne peut entrer en l'homme que par les yeux. » *Album d'un amateur* est aussi une mise en ordre : la reconstitu-

tion d'un « moi vivant » à partir d'images, peintures, photographies actuelles ou d'archives, paysages combinés par « associations ou contrastes, harmoniques ou dissonances ». On ne s'étonne donc pas d'y retrouver ce qui constitue déjà la mythologie ou l'imagerie de Claude Simon : Barcelone, les grandes luxuriantes végétales, la parade moscovite considérée comme une ruine de l'espérance révolutionnaire, la sensualité violente, l'usure et la rouille du temps, « d'innombrables pellicules de matière remplacées par une indestructible couche de siècles ». Mais cet album, loin d'être un objet froid, confirme aussi ce que l'on soupçonnait de Claude Simon : son humour, son vif refus d'un art gratuit, sa curiosité d'humaniste. Jamais, sans doute l'écrivain n'avait offert aussi directement les éléments de son autobiographie sensible et intellectuelle.

P. L.

★ *ALBUM D'UN AMATEUR*, de Claude Simon, Verlag Rommelskirchen, neuf cent quatre-vingt-dix exemplaires numérotés et signés, 62 p., 580 F. (Diffusé en France par les Éditions de Minuit.)

## Les dieux bégaiant,

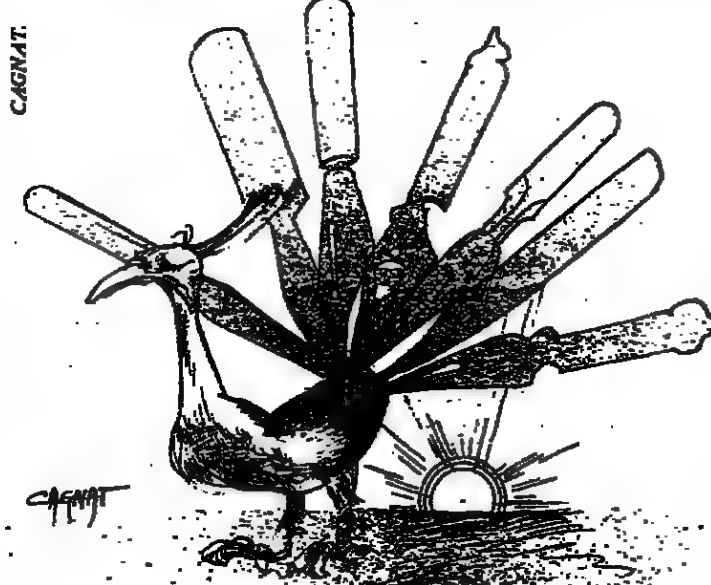
## l'Histoire se répète

Jérémie Nadar, attaché à l'ambassade de France et « resté ici », dans les collines du Guatemala, part à la recherche d'un jeune homme disparu avec vingt-deux autres touristes. Ici, on massacre les indiens, on meurt de chaleur et de misère. Le bac ayant été détruit, Jérémie se voit contraint de rester. Il se met alors à traduire un manuscrit du seizième siècle qui rapporte l'extermination des païens par les Espagnols. L'histoire se répète. Les

## La mémoire blessée

## d'Hervé Carn

Le roman d'Hervé Carn ne se raconte pas. Il se découvre au fil des pages, des aléas et des incertitudes de la mémoire. L'auteur fait progresser son récit par rapport à cette mémoire, suit son évolution incertaine, se plie à son rythme et à ses variations imprévisibles. L'écriture porte la marque de ce cheminement fait de va-et-vient, de détours et de trous. *Mauvaise mémoire* présente certains moments de vies tels que la mémoire les restitue, c'est-à-dire sans autre ordre que celui



dieux bégaiant. Le roman commence dans le sang, se ponctue de cris, de besoins d'amour, de désirs et de souvenirs contenus. Il se termine dans la mort après la longue traversée d'une nuit que seule la nécessité de « tenir » prolonge.

Le bégaiement des dieux se construit à partir de la décomposition des valeurs, des croyances des événements et de la conscience de chacun. La vie, comme un virus, ne peut se guérir. Rien n'est plus difficile, rien n'est plus grand que le courage de survivre. Continuer dans la certitude d'une Histoire écrite d'avance et d'une existence inutile qui longe la folie : voilà le seul héroïsme.

Jean-Bernard Véron est un auteur qui voyage. Il n'en revient pas seulement avec des descriptions, mais avec des sensations justes, des ambiances et tous ces sentiments opposés que l'esprit traîne avec lui. Il n'y a pas de compassion dans son récit. Elle s'est tenue dans toutes les images d'abomination. Seuls le cynisme, la déraison et les sarcasmes, durcis parmi d'autres, y trouvent désespérément leur place.

V. Ca.

★ *LE BÉGAÏEMENT DES DIEUX*, de Jean-Bernard Véron, Le Seuil, 248 p., 85 F.

qu'imposent les fluctuations de la conscience. Puis la mémoire s'échauffant, les fragments s'ordonnent selon un jeu de correspondances et de répétitions qui donnent son sens et sa cohérence au livre.

Le récit soumis aux casures de l'incertitude se dirige vers un dénouement. Les morceaux se rassemblent et c'est en les rapprochant que la structure s'édifie, que des êtres, une ville, une famille, une guerre, dont on a suffisamment honte pour ne jamais la nommer, se dessinent progressivement.

Le roman d'Hervé Carn est remarquable de formaté. Certaines phrases semblent être écrites définitivement — « Son regard le liait à la ville et lui était en même temps la force d'y vivre. » L'écriture sèche, incisive, de l'auteur raye l'inutile, va au plus douloureux, à l'essentiel. On ne ressort pas intact d'un tel roman. Il s'enfonçait au contraire insidieusement dans notre conscience pour mieux s'incruster dans notre propre mémoire.

V. Ca.

★ *MAUVAISE MÉMOIRE*, d'Hervé Carn, La Différence, 178 p., 75 F.

## HUMOUR

## Histoires

## juives

Henry Bulawko fait mentir le dicton selon lequel une histoire juive est une histoire antisémite racontée par un juif. Son recueil fourmille d'anecdotes et de blagues qui ne doivent rien à l'imbrication de la calomnie. L'humour forçant la sympathie, l'antisémite n'y trouvera pas son compte.

L'anthologie de Henry Bulawko, qui fut déporté à Auschwitz et qui s'est consacré à la mémoire du judaïsme européen, explore le passé de l'Est, ashkénaze et yiddish, comme le présent américain et, surtout, israélien. Les séfarades, du bassin méditerranéen, sont réduits à la portion congrue, mais ils pourront se consoler en se disant que les ashkénazes font les frais du privilège que leur valent les affinités culturelles de l'auteur.

Il serait inconvenant de ne pas fournir un échantillon de ce que le titre de la présente note annonce. Rina et Tina, assises à la terrasse d'un café, à Tel-Aviv, papotent ; passe leur amie Yaël, qui, les apercevant, s'approche et leur demande : « Alors, quoi de neuf chez moi ? »

PATRICK JARREAU.

★ *ANTHOLOGIE DE L'HUMOUR JUIF ET ISRAËLIEN*, de Henry Bulawko, Éditions Bibliophane, 26, rue des Rosiers, 75004 Paris, 144 p., 75 F.



## LA VIE LITTÉRAIRE

Les écrivains  
de moins de vingt ans  
se fêtent à Muret

Si vous désespérez de la littérature, rendez-vous à Muret (Haute-Garonne). Si vous faites partie de ces militants de la chose écrite qui s'alarment des dangers que le langage télévisuel fait courir aux jeunes esprits, si vous craignez la perte de l'imagination verbale, la leucémie de la langue française, découvrez le prix du Jeune écrivain que décerne, depuis quatre ans, l'Amicale laïque de Muret.

L'idée de Marc Sebbah, animateur-Protégé de l'amicale, était simple : ouvrir un concours à tous les moins de vingt ans, portant sur

des manuscrits de fiction, récits, nouvelles. Un jury national, composé d'écrivains et de critiques, désigne les meilleurs textes parmi ceux sélectionnés par des groupes de lecteurs bénévoles de la région de Toulouse. Mais très vite, le succès du prix du Jeune écrivain — plus d'un demi-millier de manuscrits cette année, venus de toute la France et de nombreux pays étrangers — a nécessité une organisation à la mesure de l'importance que revêt désormais cette manifestation. Sans que celle-ci perde pour autant son caractère enthousiaste et chaleureux. Ne reculant devant rien, Marc Sebbah et ses amis ont même créé, en 1986, un prix du Jeune écrivain francophone, appelé, lui aussi sans doute, à susciter des centaines de vocations littéraires.

Les jurés du prix du Jeune écrivain 1988, parmi lesquels Taher

Ben Jelloun, Christiane Baroche, Roger Vignier, Christian Guidicelli, René Mauries, Claude Pujade-Renaud, Daniel Zimmermann, Michèle Gazier, Georges-Olivier Chateaubriand, ont été frappés par les qualités d'écriture, l'imagination, le tempérament et la maîtrise de la plupart des textes qui leur étaient soumis et notamment de ceux à qui ils ont attribué les principales récompenses : Marie Darnieussec, une Bordelaise de dix-neuf ans, élève au lycée Montaigne, pour une nouvelle sublimement terrorisante, *la Randonnée* dont il va être tiré, avec l'aide de la BNP, un film ; Daniel Guérin, un lycéen de dix-neuf ans, de Bourges, pour *Interviews*, une création romanesque ultra-sensible et d'une forme originale ; enfin le *Chant du désastre*, de Samuel Bone, dix-huit ans, Le Mans — et l'échappée de Jean Nicolas Denarie, dix-sept ans, Saint-Etienne — deux contes de

science-fiction qui ont su séduire, par leurs qualités littéraires, ceux-là mêmes des jurés qui avouent ne pas goûter le genre.

Quatre textes qui paraîtront en volume à la rentrée prochaine et qui obligent à poser une question : pourquoi les premiers romans des écrivains de vingt-cinq ans sont-ils généralement si convenus alors que les moins de vingt ans de Muret font preuve d'autant de liberté ?

P. L.

Jean-Louis Hue  
prix Goncourt  
de la nouvelle

Pour qu'on cesse enfin de la confondre avec Saint-Quentin-en-Yvelines, la ville nouvelle chère à M. Bouygues, la vieille ville historique de Saint-Quentin (Aisne) a décidé de se présenter désormais sous l'appellation « Saint-Quentin-en-Picardie ». Pour les amoureux des arts et des lettres, il n'y a pourtant jamais eu qu'un Saint-Quentin, célèbre pour sa grande et belle église collégiale du XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle, sa collection de pastels de La Tour et, tout récemment, pour le Festival de la nouvelle qui s'y déroule depuis maintenant quatre ans et accueille le jury du prix Goncourt de la nouvelle.

C'est Jean-Louis Hue qui a obtenu, cette année, cette distinction pour un recueil intitulé *Dernières nouvelles du Père Noël* (Grasset). Rédacteur en chef adjoint du *Magazine littéraire*, auteur d'un livre délicieux sur le Chat dans tous ses états (Grasset), Jean-Louis Hue succède au palmarès du Goncourt de la nouvelle à Noël Châtelet. La ville de Saint-Quentin remet désormais elle-même un prix décerné sur manuscrit. C'est un écrivain débutant, Antoine Chalvin, qui a été récompensé cette année pour le *Recueil inachevé*.

## Autant en emportent les dollars

L'HISTOIRE de l'édition a ses légendes. Certaines sont cousues d'or ; celle d'*Autant en emporte le vent*, par exemple. Si des millions de lecteurs et de lectrices rêvent encore, plus de cinquante ans après la publication du roman, sur les héros de Margaret Mitchell, ses héritiers et ses éditeurs, eux, voient approcher à grands pas la fin de leur rêve : en 2011 la poule aux œufs d'or fera une chute, aussi brutale que légale, dans le domaine public.

Aussi ont-ils pris les devants afin de parer, autant que faire se pouvait, aux conséquences de ce funeste événement. C'est la romancière sudiste Alexandra Ripley qui, sur la base de quelques dizaines de pages d'ébauche, a été choisie parmi une vingtaine d'auteurs pour inventer une suite aux aventures de Scarlett O'Hara et de Rhett Butler.

Mais ce n'était là qu'une première étape. L'achat par Warner Books, qui enlève l'enchère, pour près de 5 millions de dollars (environ 28 millions de francs), d'un livre qui, notons-le, n'existe pas encore, fut la deuxième. Le livre n'étant qu'un million d'une chaîne financière plus longue, la Warner Communication fit l'acquisition des droits d'exploitation cinématographique et télévisuelle. Mais les vrais marchés sont planétaires, et, après les États-Unis en avril, ce furent l'Italie (Sperling et Kupfer), l'Allemagne (Hoffmann et Campe), la Grande-Bretagne (Macmillan et Pan Books), le Japon (Shinchosha) et enfin la France qui achetèrent ce rêve de livre. Rêve tellement séduisant que le plupart des éditeurs concernés n'ont pas même éprouvé le besoin de lire les quelques pages de scénario.

C'est Pierre Belfond qui, face à quelques concurrents parisiens (leurs noms n'ont pas été rendus publics mais à ce niveau d'enchères le nombre des candidats est réduit), se porta acquéreur du chef-d'œuvre potentiel, pour un million de dollars. Les Editions Belfond avaient publié en 1983, avec succès, un roman d'Alexandra Ripley, *Charleston*. C'est à présent à la romancière de jouer et d'écrire ce qu'on attend, sans doute fébrilement, d'elle. Remise du manuscrit fin 89, parution automne 90 ou printemps 91 aux États-Unis et, très vite, dans les autres pays. Ensuite, bien sûr, viendront le film, les séries télévisées... et cette petite industrie éditoriale poursuivra son destin de conte de fées moderne.

PATRICK KÉCHICHIAN.

## ● EN BREF

Le prix de l'Académie Mallarmé a été décerné à JEAN PEROL pour son livre *Assis Exil* (La Différence) et pour l'ensemble de son œuvre.

SYLVIE CROSSMAN et MICHEL GABRYZAK ont reçu le prix Jean-Jules pour leur ouvrage *La Géométrie* (Le Seuil).

Le cinquantième prix Guillaume-Apollinaire a été décerné à JAMES SACRE pour son livre *Une fin d'après-midi à Marrakech*, publié aux éditions Rykman-J.

Le Prix du premier roman de Lion's Club international vient d'être attribué à CLAUDE DELAGE pour *Le Môme parisien* (Gallimard).

POÉSIE ET ALTÉRITÉ : tel est le thème du colloque qui a lieu à l'École normale supérieure (45, rue d'Ulm, salle Dussane), les 9, 10 et 11 juin, dans le cadre des Rencontres sur la poésie moderne, organisées chaque année par Jean-Claude Mathieu et Michel Collet.

Un colloque consacré au poète CLAUDE VIGÉE aura lieu à Cerisy-la-Salle du 22 au 29 août. Organisée par Hélène Péras, cette manifestation se déroulera en présence de l'écrivain. (Renseignements au CCIC, 27, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.)

Il est incroyable que la perspective d'avoir un biographe n'ait fait renoncer personne à avoir une vie. Sous le patronage symbolique de cet aphorisme de Clément se tient, les 10 et 11 juin, un colloque sur LE DESIR BIOGRAPHIQUE, organisé par le Centre de sémiotique textuelle de l'université Paris-X Nanterre (bât. G, 6<sup>e</sup> étage, salle 614). Pas d'inscription préalable. Accès par REK Nanterre-Université.

La séance de clôture du séminaire « Le virus critique : la communication et le mal », animé par Isabelle Rioumet, dans le cadre de l'Université européenne de la recherche, confrontera JEAN BAUDRILLARD et PAUL VIRILIO, sur le thème « Entre la séduction et la déception ». Jeudi 16 juin de 17 à 19 heures, Salle des débats A, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

A l'occasion de la parution d'*Equation*, illustré par Antonio Tapis (Daniel Lelong éditeur), et du *Jardin botanique*, de Jean Frémont (éditions POL), la librairie Bifures organise une présentation de gravures de TAPIS et une rencontre avec JEAN FRÉMONT, le 10 juin, à partir de 18 heures (44, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris).

## Un sondage sur la lecture

## Seulement 35 % des Français lisent régulièrement

(Suite de la première page.)

Relevons simplement que l'ensemble des huit best-sellers proposés par *France-Loisirs*, représentant donc la plupart des plus grosses ventes de l'année, n'est cité que 29 fois, soit moins de 3,5 % des réponses. Les lecteurs résistent bien aux phénomènes de massification.

La réponse à la question « Qu'est-ce qui vous a décidé à lire ce livre ? » confirme cette autonomie : pour 30 %, « parce que le sujet traité me plaisait » ; pour 21 %, « parce que je connaissais l'auteur » ; pour 13 %, « parce que des parents ou des amis me l'ont conseillé ». L'incitation à la lecture par la télévision (6 %), la presse (4 %), la radio (1 %), mais aussi les libraires (1 %), demeure moins déterminante que le cadeau ou le prêt (23 %).

L'importance du bouche à oreille, des relations amicales, de la sociabilité dans le choix des lectures se marque encore plus nettement lorsqu'on interroge les lecteurs sur la manière dont ils se sont procuré le livre qu'ils sont en train de lire : l'achat en librairie (22 %) vient exactement à égalité avec l'emprunt à un parent, à un ami ou à une relation. C'est une donnée dont on tient sans doute un peu trop souvent compte dans la diffusion des livres, qu'on réduit trop souvent aux seules ventes et à l'emprunt en bibliothèque (8 %). On notera, pourtant, la part importante que prennent les clubs de livres dans la provenance de la lecture, pour les vingt et un vingt-quatre ans (22 %), et pour les ruraux (24 %), qui, souvent, ne disposent pas de librairies dignes de ce nom.

Livre prêt, livre dont on a entendu parler par des amis, livre dont le « sujet » a paru intéressant : les voies qui mènent à la lecture d'un titre ressemblent à des sentiers incertains sur lesquels on chemine selon des intuitions de hasard ou des élections de rencontre. L'information, les événements de la « vie littéraire », le renom des éditeurs, la fidélité à une col-

lection, tout ce qui pourrait inciter les producteurs de livres à élaborer des stratégies de vente s'évapore face à un affectif diffus. La preuve en est encore apportée lorsqu'on interroge les Français, lecteurs ou non, sur le nom, le titre du livre et l'éditeur du dernier prix Goncourt. *La Nuit sacrée* de Taher Ben Jelloun (Le Seuil) a été acheté, toutes éditions confondues, à plus d'un million d'exemplaires. Son auteur a été l'objet de centaines de reportages, entretiens, comptes rendus, tant à la télévision que sur les radios et dans les journaux. Pourtant, 11 % seulement des personnes interrogées (22 % des « lecteurs ») ont désigné Taher Ben Jelloun comme le Goncourt 1987 ; 6 % (12 % des « lecteurs ») ont indiqué le titre de son livre et 3 % celui de son éditeur.

L'impact de l'information est certes très différent selon les catégories socio-professionnelles. 39 % des cadres supérieurs citent le nom du lauréat contre 3 % des agriculteurs, et 8 % des étudiants, qui partagent avec les retraités et les inactifs une même indifférence ou une même capacité d'oubli. En revanche, moins de 10 % de ces lecteurs informés que sont les cadres ont été capables de dire quel était l'éditeur de *La Nuit sacrée*.

Les éditeurs peuvent bien inscrire leur nom très lisiblement sur la couverture de chacun des livres qu'ils publient, ils demeurent pour le public — qui n'ignore pas grand-chose des marques de voitures, de café moulu ou de détergents — des quasi inconnus. Le sondage demandait de citer cinq noms d'éditeurs français, quelle que soit leur importance : Hachette est cité par 29 % des interrogés, Gallimard par 27 %, Laffont par 22 %, Le Seuil par 15 %, Flammarion par 14 %, Larousse par 13 %. Les autres disparaissent dans un quasi-anonymat.

Mourtrix peut-être dans leur amour-propre — à moins qu'ils ne s'enorgueillissent de savoir disparaître derrière leurs auteurs, —

certain éditeurs se réjouiront, toutefois, de connaître les deux livres (choisis sur une longue liste) qu'emporteraient les Français dans leurs valises s'ils partaient demain en vacances : en tête, *Le Pouvoir et la Vie*, de Valéry Giscard d'Estaing (14 %), puis *C'est beau une ville la nuit*, de Richard Bohringer (12 %), devant de peu *Au fil du temps*, d'Arthur Miller, et *le Voyageur magnétique*, d'Yves Simon (11 %), ainsi que *la Femme sous l'horizon*, de Yann Queffelec (10 %). Mais la question a été posée au mois de mai quand les libraires n'avaient pas encore rempli leurs rayonnages avec des ouvrages spécialement fabriqués pour la mollesse des matelas pneumatiques et la demi-somnolence des digestions caniculaires. Le Guide Michelin 1988, qui obtenait déjà au printemps 9 % des suffrages, risque, cette fois encore, de se retrouver en tête.

PIERRE LEPAPE.



Diane KELDER

Les Sources  
du XX<sup>e</sup> siècle

Un éblouissant  
panorama  
du foisonnement  
complexe des styles  
issus de  
l'impressionnisme.

Un volume relié pleine  
toile au format  
33 x 29 cm, 384 pages,  
236 illustrations en  
couleur, 180 illustrations  
en noir et blanc. 720 F

LA BIBLIOTHÈQUE DES ARTS  
3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 46.33.18.18

Quarante ans après "Fenêtre sur cour"  
et "La mariée était en noir",  
vingt ans après sa disparition,  
un chef-d'œuvre de

William Irish  
**UNE ÉTUDE  
EN NOIR**  
INÉDIT

Laissé inachevé à sa mort, et complété par  
Lawrence Sanders, ce roman de William Irish se  
classe d'emblée parmi les chefs-d'œuvre du  
maître incontesté du suspense.

PRESSES DE LA CITÉ

## Vient de paraître

Arnold Mandel  
**LE MESSIE  
EST  
EN RETARD**  
Le Messie est en retard  
Une œuvre forte et  
originale, à part, dans  
cette catégorie aux contours  
flous que constituent  
"les écrivains juifs de France".  
Victor Malka  
80 F.

Desclée de Brouwer

PRIX FEMINA VACARESCO  
FRÉDÉRIC VITOUX  
La vie de Céline"Un modèle du genre"  
François Nourissier/Le Point"Un livre superbe"  
Bernard Frank/Le Monde

GRASSET



## ● HISTOIRE LITTÉRAIRE

# André Thirion persiste et signe

Rencontre avec un provocateur de quatre-vingt-un ans dont on réédite le « classique » *Révolutionnaires sans révolution*

QUATRE-vingt-un ans, André Thirion n'a rien d'un retraité paisible et il n'a jamais été aussi présent dans les rayons des librairies. Il y a un an à peine paraissait *Révolutions déchirantes* (1), qui fit grincer bien des dents en raison du jugement positif de l'auteur sur la personne et la politique de Franco et ses propos sévères sur son ami Benjamin Péret.

André Thirion n'est pas homme à se rétracter pour complaire à son interlocuteur du moment. Son goût immodéré pour la contradiction le porte plutôt à persister et à signer.

« Qu'y puis-je, dit-il, si les républicains ont accumulé les erreurs tant militaires qu'économiques ? Rien n'explique, par exemple, la disette à Barcelone et nul ne peut nier que, progressivement, une partie de plus en plus importante de la population espagnole a rallié Franco. Quant à Péret, j'aimais beaucoup l'homme et le poète, mais il n'avait aucune intelligence politique (2) et son imprudence était telle que, s'il était resté en France pendant l'Occupation, il aurait fini fusillé au mont Valérien. »

## « Un succès de scandale »

Autant le dire tout de suite, quitte à provoquer sa colère, la comptabilité qu'établit André Thirion, dans son livre, des victimes des républicains et de celles des franquistes ne convainc pas et sa démonstration prête même à sourire lorsqu'il prend argument du référendum du 31 mars 1947 par lequel 87 % des votants approuvèrent le projet constitutionnel de Franco. A ce titre, à une urne près, la légitimité de la plupart des dictatures passées et présentes ne peut plus être contestée !

S'il est heureux de la réédition de *Révolutionnaires sans révolution* (3), André Thirion savoure aussi la publication de *L'Ange et les Homards* (4), une comédie

dramatique en trois actes qui se veut une imitation de *la Tempête*, de Shakespeare, et dans laquelle il met en scène un président de la République, un premier ministre,

contre mon livre. Depuis, d'autres témoignages sont venus confirmer mes dires. Pour cette nouvelle édition, j'ai rectifié quelques erreurs de date assez mineures et



BERNARD CLERGE

quelques ministres, un terroriste et des anges de sexe féminin. Bien que l'avenir le sollicite toujours autant, André Thirion aime à égrener ses souvenirs dans son petit appartement proche des Buttes-Chaumont à Paris.

« Révolutionnaires sans révolution fut tout d'abord un succès de scandale, se souvient-il. Le couple Aragon-Triolet et leurs affidés m'aidèrent, sans le vouloir, grâce à leur campagne diffamatoire

donné un récit plus complet des débats surréalistes de 1931 quant aux projets d'activité antireligieuse du groupe. En outre, il me paraissait important d'ajouter à mon texte une analyse des Vases communicants, de Breton, pour bien mettre en relief les passages du livre qui pesèrent alors d'un grand poids. »

A la relecture, les premiers chapitres du livre gardent leur pouvoir d'enchantement et l'auteur se révèle un conteur hors

pair lorsqu'il relate l'histoire de sa famille et décrit la vie au début de ce siècle à Baccarat, une petite ville industrielle de la partie lorraine des Vosges.

« Mon enfance, affirme-t-il, n'a été confortable que jusqu'à l'âge de sept ans. En deux heures, le 25 août 1914, un incendie dû aux combats de la guerre a ruiné ma famille et j'ai connu, dès lors, la pauvreté. »

Son attirance pour les exploités et l'idée de révolution le fera adhérer au Parti communiste en 1925. Il y sera un militant exemplaire, quoique sceptique, et un rapport de police du 8 avril 1927 le décrit comme un propagandiste ardent, intelligent et particulièrement dangereux pour l'ordre intérieur. Ce mauvais caractère ne pouvait être un « croyant », mais sa « haine » de la société emportait toutes ses réserves.

## L'ombre de Breton

« Je n'avais aucun goût pour cette société dont je percevais tous les défauts, dit-il. La République française n'était qu'une république de castes, d'intérêts privés. Le poids de la littérature et de l'art officiel était insupportable. J'ai mal vécu mon exclusion du Parti communiste en 1931. Le communisme représentait encore pour moi la vie, l'espoir, l'avenir. Les communistes ont ensuite essayé de me récupérer et cela jusqu'en 1947... »

Presque en même temps que le communisme, André Thirion rencontra le surréalisme et il fut un participant exalté de cette aventure. Son livre, qui fourmille de portraits, est un document indispensable pour qui veut essayer de comprendre ce que fut la vie de ce mouvement qui, aujourd'hui encore, fait couler tant d'encre. André Thirion demeure très attaché à la personne et à l'œuvre d'André Breton.

« La chaleur de son estime et de son amitié me manque, affirme-t-il. André Breton n'admettait pas la sécurité. La société ne lui paraissait pas assez respectable pour qu'il puisse s'y intégrer. Il avait les moyens de jouer un rôle politique plus important que celui qu'il n'a eu. C'est René Char qui prétendait que Breton aurait dû être un des personnages-clés de la Résistance en 1940. Breton aurait parlé d'égal à égal avec de Gaulle qui aimait beaucoup sa prose. Malheureusement, Breton pensait encore en termes d'insurrection prolétarienne et il ne comprenait pas que la résistance à Vichy et aux nazis, qu'il approuvait, passait par une insurrection nationale. De plus, il n'aimait pas de Gaulle qui avait le tort, à ses yeux, d'être général et les mots « Honneur et patrie » le révélaient. André Breton ne croyait à rien, mais il voulait laisser des portes ouvertes. Sa confiance en l'homme allait au-delà des limites de la vie. »

André Thirion juge sévèrement notre époque. Il la trouve grise et soumise aux perspectives des ordinateurs. Mais cela ne l'empêche pas de continuer à s'interroger sur les perspectives d'un avenir autre. « Je n'ai pas renoncé à l'utopie même si je n'arrive pas à la cerner, prétend-il. La société a toujours été plus mon problème que le système économique en place. Je voudrais comprendre... »

PIERRE DRACHINE.

★ **RÉVOLUTIONNAIRES SANS RÉVOLUTION**, d'André Thirion, Le Pré aux clercs, 513 p., 150 F.

(1) Le Pré aux clercs, 1987.  
(2) La parution en 1989 du tome IV des *Œuvres complètes* de Péret, qui rassemblera tous ses écrits politiques démentira certainement cette affirmation un rien hâtive.  
(3) Première édition : Laffont, 1972.  
(4) Éditions Flux (191 p., 90 F.).

## Les portraits de Brosse

JACQUES BROSSÉ n'aime pas les masques. Sa patiente observation des aspects les plus divers de la vie l'a amené à rechercher la part de l'homme qui se cache derrière le moi social, ce qui donne à ses portraits un ton original. Pendant près de cinquante ans, de l'adolescence à aujourd'hui, Jacques Brosse a rencontré ce que l'enfant qui subsiste en lui continue d'appeler des « grandes personnes », c'est-à-dire des êtres qui devraient savoir. Mais que savent-ils ?

Telle est la question qui parcourt ce livre, et qui reste ouverte, tant l'exigence de la connaissance est guidée chez Brosse par un esprit critique refusant de se laisser charmer.

C'est ainsi qu'André Maurois, Claudel ou Camus sont impitoyablement réduits à leur superficie. On pourra également regretter que Saint-John Perse ne laisse apparaître de lui qu'un ressassement injustifié. Mais il ne s'agit pas de rencontres éphémères. Là où le livre revêt sa véritable dimension, c'est lorsque Jacques Brosse, devenu plus grand — mais toujours enfant lucide — se lie avec des personnes comme Bachelard, Jouhandeau, Cocteau, Michaux ou Alan Watts. Alors, le jeu de l'observation et de la sympathie donne des portraits qui deviendront des guides irremplaçables pour comprendre un des aspects importants de la littérature : le lien de l'œuvre avec la quête intérieure. Et comme on redécrit :

bien que ce que l'on vit soi-même, Jacques Brosse devient incomparable quand il évoque la relation de Cocteau avec la mort, la fascination sacerdotale de Jouhandeau pour la transgression, la réalité des expériences alchimiques de Michaux ou l'harmonie retrouvée par Bachelard entre l'homme et la nature, si nécessaire aujourd'hui.

Ce livre est évidemment aussi un autoportrait, et il nous confirme combien Jacques Brosse est unique. Par l'écriture, l'érudition, l'observation naturaliste, la psychologie des profondeurs, ou l'expérience du zen, il a expérimenté les voies multiples d'accès à la connaissance. La quête n'est pas terminée, témoin le dernier chapitre, « Habaou retrouvé », qui, à défaut de clé, contient l'état d'une interrogation en mouvement.

De livre en livre, Jacques Brosse maintient cette tension vers la vérité, que le sujet soit la nature (*Les Arbres de France* — *Histoire et Légende*, Plon, 1987) ou les cultures du monde (*Termes promises*, Julliard, 1985). De livre en livre, cet aventurier de l'esprit bâtit une des œuvres majeures de l'époque, parce qu'elle aborde la question du renouveau ontologique de notre culture.

OLIVIER GERMAIN-THOMAS.

★ **LES GRANDES PERSONNES**, de Jacques Brosse, Robert Laffont, 372 p., 110 F.

## Un rêve de Bachelard

« EN nous, il y a des mots qui rêvent ! », écrit Bachelard, au soir de sa vie. Les inédits maintenant publiés, *Fragment d'une poétique du feu*, nous saisissent par la vivacité des questions posées, qui annoncent une certaine remise en question. Certes, la forme s'y prête, car les textes réunis, souvent remaniés, demeurent inachevés. Ils forment « un livre vécu ». A cet égard, une note ajoutée par Bachelard : « A modifier, ce grandiloque ! » montre bien sa libre distance...

Toutes ces pages sont traversées par ce qu'il appelle la recherche d'une « doctrine de la spontanéité », qui nous éloigne des enchaînements logiques.

même parés de tous les symboles. Trois parties : le *Phénix*, *Prométhée* et *Empédocle*, illustrent trois relations essentielles au feu à travers les images des poètes. Les textes fondateurs rencontrent ceux de Hölderlin ou de Goethe et même de Pierre Jean Jouve, d'Yves Bonnefoy ou de René Char, preuve que la curiosité de Bachelard restait aux aguets des métamorphoses. Surtout, aux aguets de ce qui enrichissait l'homme : « En rêvant, on grandissait l'homme à la mesure du monde. » En fait, ces fragments sont bien un rêve sur les rêves.

O. G.-T.

★ **FRAGMENTS D'UNE POÉTIQUE DU FEU**, de Gaston Bachelard, PUF, 176 p., 65 F.

## ● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

### Staro comment ?

(Suite de la page 13.)

Médecin de surcroît, il était le mieux placé pour apporter à la critique le meilleur du freudisme sans s'en laisser conter. A notre moment du siècle finissant, où le peur de l'avenir trouble jusqu'à nos relations avec le passé, Starobinski réhabilite cette évidence que notre autonomie de pensée passe par la compréhension, chacun pour soi, du pourquoi et du comment de ce que nous sommes devenus.

STAROBINSKI aide d'autant mieux à cette réflexion personnelle qu'il ne cherche pas à parler à la place des œuvres ni à illustrer une théorie. Il a dépassé le scientisme des années 50. Qu'il s'occupe de Rousseau (*la Transparence et l'Obstacle*, Gallimard 1957-1971), de Montesquieu (*Montesquieu par lui-même*, Seuil), de Montaigne (*Montaigne en mouvement*, Gallimard 1983) ou du dix-huitième siècle en général (*l'Invention de la liberté*, Skira 1965), Starobinski met en relation les écrits avec toutes les marques de la civilisation environnante, pour saisir à la fois ce qu'ils lui doivent et en quoi ils restent étrangers, irréductibles, à ce qui les porte.

L'« attention flottante » que Freud recommande à l'analyse, le clinicien Starobinski l'applique de façon particulièrement éclairante aux cas de fune — Ajax, le « cauchemar » du peintre Füssli — ou à des auteurs dont la fantasmagorie procède, sans intermédiaire, de l'inconscient, comme Pierre-Jean Jouve. Mais, encore une fois, sa formation de médecin l'empêche de verser dans les excès de la psychocritique selon Maugon, de même que dans un organicisme exagéré. A propos, par exemple, des anomalies urétrales dont se plaint complaisamment Rousseau, il observe

que les interprétations contradictoires données depuis deux siècles suffiraient à refléter une histoire des idées médicales. Il se tient dans une féconde perplexité devant l'interférence, propre à tous les âges, donc à nous-mêmes, entre les maladies « objectives » et leur origine ou leur exploitation psychiques...

S'il fallait caractériser la démarche particulière de ce champion des approches multiples, ce serait un va-et-vient du paraître vers l'être... et retour. Stôt récusé le monde d'apparences et d'artifices où nous baignons, trouvons-nous en nous-mêmes une identité et une vérité qui échappent à leur, à la « piperie », des images et des mots ?

C'était l'espérance de Montaigne. Relire les *Essais*, c'est s'interroger sur son échec et sur le bon usage qu'il a fait de cet échec, sur les certitudes morales qu'il a conservées en chemin. Rousseau souffre moins évidemment des vices de la communication. Il provoque ou entretient les obstacles qui l'aident à se replier, à se résigner, à se proclamer innocent. Plus près de nous, l'art nègre, le surréalisme, ou des poètes calcinés comme Artaud, ont cru pouvoir tromper, par une sorte de retour à la barbarie, la nostalgie de « totalité » apparue dès le dix-huitième siècle...

En quoi les uns et les autres ont-ils été tributaires de leur époque, en quoi y ont-ils échappé, par une singularité à la fois scandaleuse et porteuse d'universel ? On peut certes considérer que ce débat ne concerne que les profs, et retourner à nos débilites télévisées... Mais si on croit discerner dans cette alternative le modèle de celle qui règle nos propres libertés, toujours menacées et toujours à élargir, alors rouvrons les grands auteurs ; par-dessus l'épaule de Starobinski !

## — LA VIE DU LIVRE —

### LIVRES

#### POLONAIS

et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est  
Catalogues sur demande  
**LIBELLA**  
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS 4  
Tél. 43-26-51-09

### VOYAGES

#### livres anciens et modernes

Catalogue sur demande  
**DANIEL PILLARD**  
Libraire, 36, rue Sainte-Hélène  
69002 LYON - (1) 78-37-58-46

## NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par J.-B. Pontalis

## La lecture

GALLIMARD *nrj*



## ● ROMANS

## Les utopies meurtrières

**Le Bord du monde : un premier roman, étonnant, sur les révolutions qui remplacent le despotisme par la tyrannie.**

FURENT des temps où l'on pouvait regarder devant soi en relative confiance : la pauvreté se verrait contrainte de reculer, science et prospérité se ligueraient jusqu'à être bientôt synonymes, on ramènerait l'obscurantisme au garde-mites, les mots qui chantaient le progrès social seraient à jamais inaptes au mensonge. Vinrent des bouleversements inspirés par les élans du cœur et la nécessité. Alors, on vit des paroles de justice et de générosité se mettre au service d'entreprises totalitaires. Sous prétexte de diriger le bonheur des hommes, la terreur fut monnaie courante ; la servitude et le travail forcé succédèrent à l'effervescence des promesses...

## Un monde sans espoir

Cet univers sans pitié est celui que raconte Didier Le Pêcheur dans son premier livre, *Le Bord du monde*. Et l'on reste confondu devant sa connaissance de ces pays où la délation est élevée au rang de devoir d'Etat. En ces lieux, quand un être, seul avec un autre, accable le pouvoir de critiques, celui qui a reçu la confiance (en partagerait-il la substance) se sent souvent obligé de se rendre à la police politique pour y dénoncer l'auteur des attaques. En ces lieux, la fin justifie toujours les moyens et cette fin n'est que tyrannie.

Donc *Le Bord du monde* se situe dans des contrées où règne le général Pochet, où les héros se nomment Ranshoff, Boronine et

Milena, où l'hiver dure huit mois l'an, mais où une révolution, dans le but de chasser le despote en place, peut encore s'envisager et

sit toujours la plus dangereuse : il n'a qu'une seule peur : « Mourir avant d'avoir tout vécu ». Ernest Ranshoff, militaire contre son gré, révolutionnaire par fidélité à la mémoire de son père, lie son destin à ce couple épris de sauvagerie et d'excès. Il y perdra ses « jeunes illusions sur la pureté de toute cause », mais vivra des heures si intenses qu'après la chevauchée de tels délires tout ne sera que fadeur.

Ce ne sont pas des créatures de série que nous montre Le Pêcheur. Il y ajoute même l'irrationnel le plus fou, comme ce Reik, porteur d'un autrefois mystérieux, qui apporte le feu sur terre, commande aux tempêtes, aux éléments, et pour qui « la seule patrie est l'éternité ». Ceux qui « vivent par paresse de mourir, subissent la vie comme un mal inévitable et remplissent leurs jours d'une patience sans objet », ne requièrent pas grandement son attention.

Le temps est anthropophage. Il vient à bout de tout. Cette mort, le jeune romancier, souffrant d'on ne sait quelle plaie ouverte, ne l'admet pas. Elle constitue le sujet essentiel du livre. Que le démon du mal nous possède ou les archanges du bien, que fait-on d'autre que s'agiter face à l'ineffable ? Et pourtant, le centenaire se prend encore à planter un arbre et Didier Le Pêcheur à placer l'art d'écrire à belle altitude.

LOUIS NUCERA.

\* LE BORD DU MONDE, de Didier Le Pêcheur, Editions J.-C. Lattès, 334 p., 110 F.



s'organiser. Elle se fait. Elle réussira dans un épouvantable hachis de chair humaine et de cités réduites en cendres. Et quand les nouveaux vainqueurs, avec à leur tête le général Lazare ressuscité, seront installés, tout recommencera, au milieu de la peur et de la

C'est avec une force peu commune que l'auteur décrit des paysages, des batailles, des mouvements. Les personnages, surtout, restent dans la mémoire. Ce qui unit Milena et Boronine, c'est l'amour physique, le cynisme, le risque. Le sang ne les effraie plus. De deux solutions, Boronine choisit

## Emmanuel Carrère ne joue plus

**On le connaissait brillant, virtuose, pétri de dons.**

**Avec Hors d'atteinte ?, le romancier se dépouille — volontairement — de ses séductions.**

LES vrais écrivains ressemblent à leurs livres. Lorsque vous rencontrez Emmanuel Carrère pour la première fois, vous gardez en mémoire l'image d'un jeune homme brillant et joueur, désarmant d'un sourire toute velléité de le saisir, construisant d'astucieux échafaudages d'analyses pour esquiver les rencontres frontales, attentif à éclairer sous leur meilleur angle les facettes d'une imagination ironique et distante. Et vous imaginez sans peine le destin littéraire d'un garçon si heureusement doué comme une route large et rapide que borderont vite les massifs fleuris du succès. Déjà, vous remarquez qu'avec quatre livres, Emmanuel Carrère a obtenu quatre prix littéraires, que *la Moustache*, son avant-dernier roman, est publié en édition de poche et que Bernard Pivot l'a invité sur le plateau de « Apostrophes » en compagnie du ghibi de

la littérature internationale : Arenas, Burgess, Tabucchi, etc. L'étoffe d'un vainqueur.

Et puis, vous vous attendez en sa compagnie, vous percevez derrière l'effervescence riante de la parole, derrière la grâce de l'intelligence et de la pensée, des ombres d'angoisse, des crispations de doute, des reflets d'abîme, des frémissements de panique. D'autres personnes, on dirait qu'elles portent un masque et que, de temps à autre, celui-ci tombe ; chez Carrère, on imagine la crainte folle de n'avoir pas de visage derrière le masque, d'identité derrière la séduction des apparences.

Le thème de *la Moustache* exprimait déjà — dans une gamme qui allait du léger sourire à l'atroce — cette peur métaphysique de n'être qu'un produit du regard des autres ; un homme décidait un jour de raser sa moustache et nul ne s'apercevait du changement, personne même ne paraissait l'avoir connu autrement qu'imberbe. Mais l'auteur demeurait parfaitement extérieur à un récit qu'il commandait en maître, tirant les ficelles, élaborant les pièges, peignant soigneusement les trompe-l'œil et mentant en virtuose.

La première partie de *Hors d'atteinte ?* joue sur le même registre, celui de la brillante maîtrise littéraire et du regard ironique et froid que jette un homme de trente ans sur les gens de sa génération. On pense souvent aux *Choses* de Georges Perec transposées à la société d'après 68, d'après la critique de la civilisation de consommation. Il y a là une femme et un homme moyens — bourgeois, moyens — intelligents qui vivent de façon aussi originale, aussi personnelle que des

dizaines de milliers d'autres moyens — bourgeois moyens — intelligents, avec les mêmes choix de liberté individuelle, la même envie d'être eux-mêmes qui s'exprime de la même manière, la même ironie inquiète, la même manière de n'être pas dupe. L'unicité dans l'anticonformisme, c'est le plus beau triomphe de la machine sociale, la preuve de son infinie capacité à transformer en images et en modèles le désir même d'échapper à son emprise totalitaire. S'il s'en était tenu au ton qu'il adopte dans cette première partie, Emmanuel Carrère aurait pu collectionner les coupures de presse vantant son « éblouissante réussite », son « talent exceptionnel » ou « les qualités classiques et typiquement françaises de son écriture ».

## Un regard

## sur l'amour

Au lieu de cela qui l'aurait fait ressembler à bon nombre d'autres, il a plongé. Au moment, où l'héroïne de son livre, Frédérique, décide de ne plus tenir sa place dans le jeu de rôles interchangeables où elle se situe sur le théâtre social, il a, lui aussi, changé la règle du jeu. Quand Frédérique a abandonné situation, mari, enfant, métier pour se livrer nue aux mains du hasard à la course aveugle d'une boule sur la roulette d'un casino, l'écrivain a cherché, lui aussi, à se situer hors d'atteinte des schémas selon lesquels se mesure habituellement la réussite littéraire. Sa Frédérique-Bovary cherche dans l'aventure des salles de jeux et des sautes d'humeur de la fortune à échapper de manière définitive aux rails rigoureusement tracés sur lesquels glissait sa vie. Le romancier,

lui, parcourt, dans le même but, le chemin inverse : il était, par nature autant que par fonction, joueur, destiné à miser sur les mots et à faire tourner des roues d'illusions, il va se retirer de la table et tenter d'échapper à sa pente.

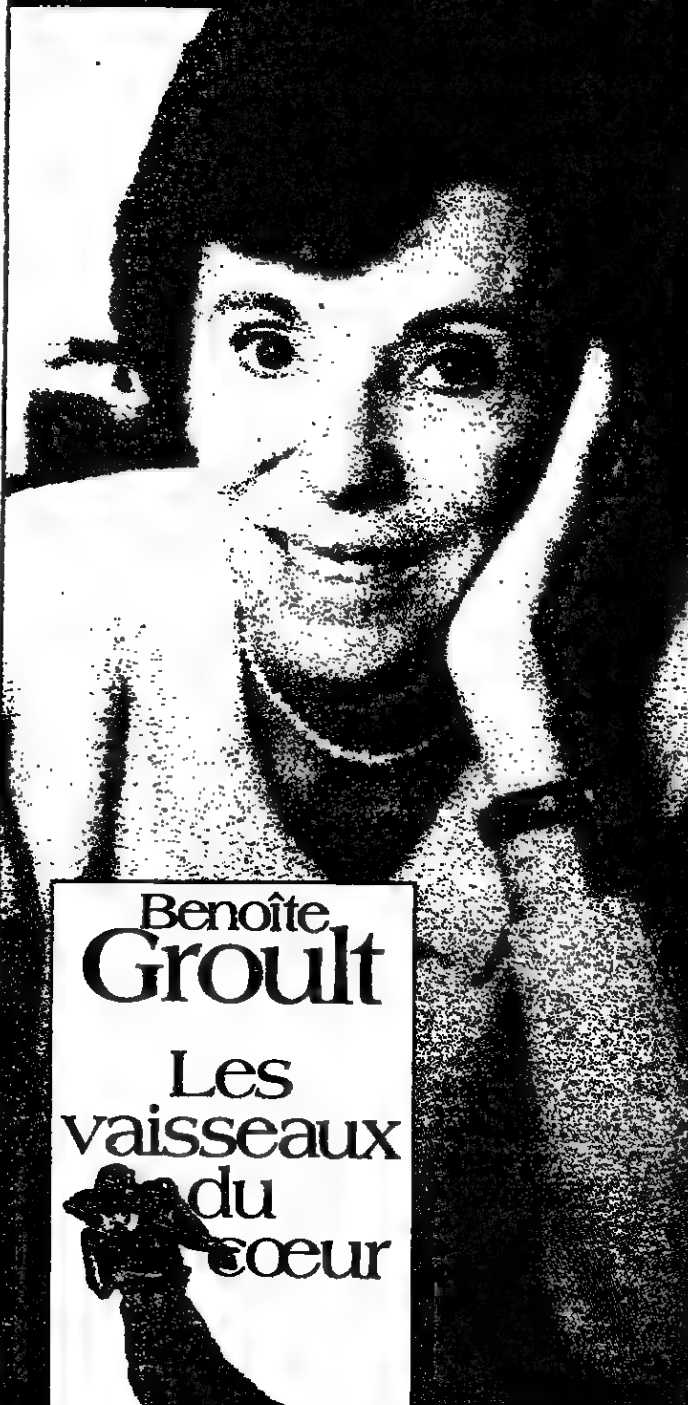
La partie d'*Hors d'atteinte ?* dans laquelle Carrère écrit la cavale vertigineuse de Frédérique, contrainte d'aller toujours plus loin dans ses abandons pour ne pas se laisser récupérer par une société d'autant plus captatrice qu'elle est plus molle, est donc aussi celle où le romancier se dépouille de ses séductions et cotoie dangereusement le vide d'écriture. L'ironie a disparu, la phrase a perdu cette belle souplesse de danseur de claquettes qui en faisait le charme et la désinvolture. A sa place règne en maître la seule tension d'un regard, précis, sans tendresse, presque cruel. Un regard qui ne scrute que le vide des existences, l' inanité des aventures, l'impossibilité d'une véritable exaltation. Un regard totalement privé d'amour. Ce qu'il va advenir de Frédérique, l'auteur s'en moque en vérité. Flaubert offrait à Emma la possibilité de fuir en quittant la vie, Emmanuel Carrère n'a même pas cette pitié : on ne s'échappe pas.

Echappé-t-on davantage à la malédiction de ses dons ? Sans doute pas, et Carrère n'a pas réussi à rater son roman comme il aurait aimé le faire. Mais peut-être a-t-il entrevu dans l'échec de ce ratage sa véritable identité d'écrivain. Sa période confortable est définitivement révolue.

P. L.

\* HORS D'ATTEINTE ? d'Emmanuel Carrère, POL, 294 p., 89 F.

## BENOÎTE GROULT

Benoîte Groult  
Les vaisseaux du cœur

Grasset ROMAN

## Les vaisseaux du cœur

"Femmes jeunes, encore, et timides, toujours, ne désespérez pas : lisez Benoîte Groult".

Josyane Savigneau/Le Monde

"On ne le lâche pas, ce roman-là, parce que c'est un vrai roman d'amour, un qui laisse bienheureux après une nuit blanche".

Claude Aubry/Le Point

"Loin du féminisme militant, en parlant du sexe heureux, Benoîte Groult va déranger".

André Rollin/L'Espresso

"Le portrait d'une liaison clandestine, sensuelle, implacable, un peu à la manière de Duras dans *'l'Amant'*, bien qu'ici le cynisme du plaisir soit doublé d'une vraie tendresse, d'une complicité que le temps a su nouer puis nourrir".

Nicolas Brehal/Le Quotidien de Paris

"Benoîte Groult a écrit, là, son plus beau, son plus chaud roman".

Françoise Xenakis/L'Express Paris

"Un livre choquant ? Mais oui, parce qu'il raconte un amour heureux".

Pierre Rossat/Elle

"Portée par un beau sujet et maniant un style précis, parfois brutal, Benoîte Groult signe là un plaidoyer pour l'amour libre à faire pâlir l'amant de Lady Chatterley soi-même".

Claire Gollots/Le Magazine Littéraire

"Une histoire d'amour comme on n'en a jamais lu. J'oserai dire que le lit du monde n'est pas assez grand pour abriter la force de leur passion".

Jean-Didier Wolfromm/L'Événement du Jeudi

GRASSET



## ART

## Nicolas Poussin, peintre tragique

**P**OUSSIN n'a pas bonne réputation au XX<sup>e</sup> siècle. Les érudits et les historiens ont eu beau ne rien négliger afin de connaître sa généalogie, les dates de son pittoresque voyage à Paris et les plus menus incidents de sa vie romaine, familiale et publique, ils n'en ont pas fini avec le lieu commun qui professe que Poussin est ennuyeux et qu'il n'a plus grand-chose d'émouvant pour nous, modernes. On répète de temps en temps que Cézanne a songé à « faire du Poussin d'après nature », on se souvient à l'occasion que Picasso s'est inspiré de son *Enlèvement des Sabines*, et voilà tout. On lui préfère des rivaux choisis dans son siècle même, les archaïques La Tour et Zurbarán, dont les faiblesses et les bizarreries ont de quoi séduire les archaïsants contemporains.

Combien Poussin peut déplaire et pourquoi, la limpide biographie de Jacques Thuillier et l'essai d'Anthony Blunt, qui se lit moins qu'il ne se consulte, l'expliquent fort bien. Les pages où l'un décrit le peintre dans son atelier romain et celles où l'autre étudie avec minutie les procédés de la création, du dessin d'observation jusqu'à l'esquisse, composent le portrait d'un peintre prodigieusement intelligent. C'est sans doute ce que l'on ne peut endurer désormais, et ce qu'admiraient tant Cézanne et Picasso parce qu'ils étaient, eux, à la hauteur de leur modèle.

## Une statue du Commandeur

Lire dans la biographie de Jacques Thuillier le détail de l'éducation de Poussin, celui de ses lectures et de sa culture antique et moderne, ses lettres et les témoignages de ses amis italiens et français, c'est se convaincre qu'il réalise une sorte d'idéal, celui d'une peinture d'histoire — sacrée ou profane, héroïque ou triviale — dans laquelle composition, physionomie, proportions et gestes ont été médités de manière à produire un effet moral. Que le résultat soit parfois disgracieux à force d'efficacité concentrée, que le peintre sacrifie le charme à la puissance de suggestion, les deux auteurs, qui ne se valent point historiographes par chance, le reconnaissent

volontiers. Poussin, terrible lecteur, fait quelquefois de la littérature dans ses tableaux, comme il en fait, avec un beau sens de l'éloquence noble, dans ses lettres à Chantelou.

Mais c'est là conséquence d'un désir d'universalité bien plus que manie d'érudition, à l'inverse de ce qu'imaginent ceux qui croient l'enthousiasme préférable à la

On en a conclu que l'homme devait être comme sa peinture, une statue de Commandeur du classicisme compassé. Simplicité, à l'excès, Jacques Thuillier prend plaisir à raconter — et raconte avec autant d'esprit que de science — les petits travers d'un homme qui n'était indifférent ni aux honneurs ni aux prix de ses tableaux, plus normand

Scarron et fait des merveilles, car il a le cul rond, et fait des éternelles caries. Scarron et Chantelou, point déçus par ces commentaires, insistent cependant, on réécrit, on assise le maître et Poussin, qui n'aime rien tant qu'un amateur obstiné et capable des plus gros compliments, cède après quatre ans de résistance. Scarron eut son Poussin, un *Ravissement de Saint-Paul* bien fait pour ramener ce satirique à la piété.

Car, naturellement, Poussin, non content d'être devenu le premier peintre de son temps, ne concevait son art que doué d'une fin intellectuelle. Jacques Thuillier ne cesse de le rappeler, tout en déroulant son récit. Le sens du tragique, les outrances d'expression, bien plus sûrement « expressionnistes » que d'autres, plus récentes, devaient servir à l'édification de l'amateur et du spectateur. Comme Champagne ou Le Sueur, mais avec un lyrisme plus théâtral, Poussin agit en chroniqueur horrifié des passions humaines, par figures mythologiques interposées. Il se soucie peu de reconstruire une vérité historique — Poussin n'a pas la même grave de David, — du moment qu'il invente une allégorie multiple et violente de la folie politique dans le *Massacre des innocents* et du « désordre des sens » dans le *Triomphe de Pers*.

Il est en somme dans ces tableaux, dans les plus sérieux de la série des *Sacrements* comme dans les plus folles de ses fantaisies à l'antique, celui qui dit dans sa peinture comme dans sa correspondance combien il craint « la malignité du siècle » et qu'il n'y a que la vice, la fourberie et l'intérêt qui règnent. Don Juan ne pensait pas autrement. Et si Poussin était à sa manière, avec sa conception sage et comédienne — de l'éloquence et du « grand genre », une sorte de Molière noble de la peinture ?

PHILIPPE DAGEN.

\* **NICOLAS POUSSIN**, de Jacques Thuillier, Fayard, 304 p., 16 ill., 130 F.

\* **LES DESSINS DE POUSSIN**, d'Anthony Blunt, traduit de l'anglais par S. Schmitt, Hazan, 216 p., 182 ill., 280 F.



Autoportrait, vers 1625.

méthode. Poussin ne peint pas à la légère. D'un dessin sur le motif, d'après un marbre antique ou un maître moderne jusqu'à l'œuvre achevée, il modifie, corrige, épure et améliore de façon à rendre l'expression convaincante et le sentiment immédiat. Il lui faut des semaines pour que l'image opère dans l'instant. Le tragique ne s'obtient pas dans le mélodrame d'une création frénétique : Poussin le savait d'expérience, qui se donnait pour devise : « Je n'ai rien à négliger. »

que nature quoique très romain, grincheux, égotiste, intrinsèque, affable quand la fantaisie le prenait de se montrer aimable avec un jeune homme nommé Félibien, et méprisant avec certains de ses confrères.

Un épisode pourrait suffire à le dépeindre : en 1645, Scarron lui écrit à Rome pour acquiescer à une œuvre. Poussin refuse. Scarron lui adresse ses œuvres pour l'amaigrir. Réponse de Poussin à Chantelou, qui joue les intermédiaires : le livre est « ridicule » et

menés, s'accompagnent de références variées, de Hegel au zen. L'ouvrage de Jean-François Lyotard repose cependant sur la constatation d'une connivence. Il exprime en termes de rhétorique théorique moderne une pure sympathie personnelle. Que le philosophe des *Immatériaux* trouve en Adam ou Buren des artistes selon son goût et sa pensée mérite assurément considération mais ne garantit au fond ni la validité de sa démonstration ni celle de sa préférence. C'est là affaire de proximité et d'opinion : il existe une esthétique lyotardienne fondée sur un balancement entre révélation et évanescence, qui ne se confond pas, comme on a pu le supposer, avec l'esthétique baudrillardienne du simulacre séducteur. On peut s'y rallier, comme on peut aussi juger qu'elle fait la part un peu trop belle aux effets de surface.

## Le plaisir des sens et de la pensée

Le propos de Christian Delacampagne est plus humble et plus universel. Acceptant le rôle d'historien, et même de vulgarisateur, d'une histoire qui commencerait à Cézanne et se poursuivrait encore, l'auteur profite du style narratif et de l'ordre chronologique pour introduire presque subrepticement ses analyses. Il en est qui portent la marque des recherches actuelles, sur l'importance du symbolisme dans la genèse de l'art abstrait par exemple. Il en est de plus singulières — et ce sont souvent les plus pertinentes.

La vigueur avec laquelle Christian Delacampagne dépeint les avatars du dadaïsme et ce qu'il nomme — et combien justement ! — « la régression surréaliste » indique un esprit dégagé des conformismes du culte duchampien et qui ne craint pas de ramener une pensée supposée définitive aux proportions plus modestes d'un fantasme.

Plus tard, l'auteur rappelle combien il serait vain de détacher la peinture d'une histoire, vérité que l'on aimerait souvent rappeler à tel ou tel théoricien, et que « l'histoire de la peinture n'est, d'une certaine façon, qu'un chapitre de l'histoire de la pensée ». Lui-même ne cesse de renouer les liens distendus par l'analyse formaliste conventionnelle. Tout cela, écrit avec une sorte de violence tranchante, se lit comme le journal de musées, savant sans excès, d'un amateur un peu las, imagine-t-on, des gloses de spécialistes et résolu à rendre leur rang à la contemplation et au plaisir des sens et de la pensée. On se peut que l'approuver sans réserve dans son entreprise, quand même on ne partage pas toutes ses admissions.

Jean-Luc Daval a lui aussi fait œuvre de chroniqueur, se consacrant à l'histoire de la peinture abstraite, mais il ne s'autorise ni les élaborations conceptuelles de Lyotard ni les irrévérences de Delacampagne. Aussi son livre, qui n'est pas non plus une somme scientifique, manque-t-il un peu de ton et de direction. Catalogue, enchaînement d'épisodes décrits inégalement, et parfois avec quelque hâte, il reconstruit une chronologie plus qu'une logique. On

## Le jeu de massacre de Stephen Koch

La mariée des célibataires ? Un roman, un traité d'esthétique contemporaine... et un tableau de mœurs impitoyable.

**J**ASON PHILLIPS est universitaire. Il gagne assez mal de quoi vivre en enseignant, assez bien, l'histoire de l'art à New-York. Comme tout universitaire qui se respecte, il se force à achever sa thèse, une thèse consacrée à Marcel Duchamp — de là le titre du livre. Jason Phillips n'est que très médiocrement heureux, s'ennuie et se méprise légèrement.

Il rencontre alors le célèbre peintre Mel Dworkin, et le roman de Stephen Koch commence. Stephen Koch est universitaire, à Columbia et à Princeton. Il a, depuis longtemps, achevé sa thèse, et beaucoup écrit sur Andy Warhol. Peut-être s'ennuyait-il, lui aussi, et a-t-il écrit *La Mariée des célibataires* en manière de remède. Excellent remède alors. Pour dire la chose d'un coup : c'est un très bon roman, d'une intelligence et d'une roserie au-dessus de tout éloge, et, qui plus est, le premier tableau de mœurs de l'art contemporain qui paraisse. Il y a du Philip Roth dans Stephen Koch, et un rien de Fitzgerald. Comme eux, il use de la première personne et travestit son récit en autobiographie, de telle sorte qu'alternent scènes de genre — et de tous les genres, vraiment, — confessions outrées et fragments de thèse. Le pittoresque social et sexuel de l'avant-garde — new-yorkaise des années 60 et 70, la mécanique du marché de l'art gagné par l'inflation des cotes, les effets désastreux du duchampisme, l'écologie mondaine et les vacances d'été à East Hampton sont étudiés tour à tour, sans temps morts ni répit.

Mel Dworkin — Pollock plus Rauschenberg plus Warhol plus le talent de Koch — est le soleil d'un système courtisan qui n'a que deux lois, la bassesse et la jalousie. A ces exercices, Nancy, galeriste « chic » et maître-à-

inconstante du narrateur, Cullen, son assistant homo et sentencieux, Jeffrey Hastings, autre peintre, mais dans le genre raté, et Jason Phillips lui-même se distinguent particulièrement. Ils font concours d'admiration éperdue, d'égoïsme sacré et de cynisme. Ils s'allient et s'éliminent, cependant que Mel Dworkin, qui a des collections et donc du génie, organise leurs combats, pour rien, pour le plaisir.

Aucun sentiment réel n'a de place dans cette comédie qui tourne à l'aigre et les protagonistes s'appliquent essentiellement à se conformer à leurs modèles mythiques. Phillips se prend de temps en temps pour Baudelaire et Dworkin trop souvent pour Picasso. Le jeu finit par deux morts, et Vicki, la starlette blonde, pleure beaucoup. Avant ce dénouement, il y aura eu des crises d'hystérie, la rébellion inachevée d'un des fidèles, un vol, la révélation de l'homosexualité de Jason, le mariage de Nancy avec son meilleur client et, naturellement, de longues et subtiles conversations sur l'art et sur le mystérieux Duchamp.

## Marcel D. tueur de plaisirs

Celui-ci, Koch s'en méfie autant qu'il le connaît, et il le connaît par cœur. Ce dénominateur de tous les artifices de l'art se révèle le plus dangereux des pères-la-vertu, épris de froideur et d'immobilité, tueur de plaisirs, puritan caché et vrai coupable des malheurs des personnages, de Phillips qu'il empoisonne à Dworkin qu'il ôte. Ayant édicté la règle de la futilité de l'art, il a condamné les artistes et leurs critiques à la mauvaise conscience et au narcissisme. Les plus solides le rejettent, les autres en meurent.

Phillips, qui idolâtrait, l'exécute quand il mesure les conséquences humaines de cette religion du rien. « Maître en froideur et maître en dissimulation, maître en mépris des sens et des appétits de toutes sortes, merci, merci, Grand contempteur de toutes les passions et de toutes les libertés, merci. Merci de rien. Très exactement de rien. » Le dépit rend l'universitaire éloquent, et Koch profite de sa colère pour dénoncer « le grand fantôme gris du néo-dada ». L'analyse esthétique se glisse dans le roman, subtilement, et le geste de son poids d'idées anticonformistes.

On l'a compris : lire *La Mariée des célibataires*, ouvrage que Pierre Girard a traduit avec sobriété et clarté, doit s'imposer comme une nécessité à qui prétend comprendre quelque chose à l'art des trente dernières années. Il est extrêmement réconfortant que ce traité d'esthétique contemporaine se présente sous forme d'un roman, puisque le travail du romancier suppose « sens » et « appétits », « passions » et « libertés ». Il ne saurait donc logiquement exister antidote plus efficace que le roman de Koch à l'enseignement de Marcel D., « infirme privé de cœur et de courage, (...) fétichiste, (...) dément et (...) autistique ».

Ph. D. \* **LA MARIÉE DES CÉLIBATAIRES**, de Stephen Koch, Stock, « Nouveau Cabinet cosmopolite », 368 p., 125 F.

\* **QUE PEINDRE ? ADAMI, ARAKAWA, BUREN**, de Jean-François Lyotard, éditions de la Différence, 2 vol., 124 p., 132 ill., 195 F.

\* **L'AVENTURE DE LA PEINTURE MODERNE DE CÉZANNE À NOS JOURS**, de Christian Delacampagne, Ed. Menges, 142 p., 149 F. Signations dans la même collection le livre de Gilles Lambert, **LE CARAVAGE : LA GLOIRE D'UN SCÉLÉRAT**, qui vient d'obtenir le premier prix « Brestrot roman ».

\* **HISTOIRE DE LA PEINTURE ABSTRAITE**, de Jean-Luc Daval, Hazan, 214 p., 150 ill., 240 F.

## Les philosophes vont au musée

L'art contemporain attire les penseurs :

J.-F. Lyotard, Ch. Delacampagne et J.-L. Daval se risquent à leur tour dans ces contrées inhospitalières.

**C'**EST un fait établi, quoi qu'attristant pour certaines corporations : les meilleurs critiques d'art, ceux qui ont le mieux compris leurs contemporains peintres et sculpteurs ne faisaient pas profession de critiques d'art. Certains étaient poètes — Gautier, Baudelaire, Apollinaire, — d'autres romanciers — Huysmans, Mirbeau, — d'autres essayistes — Paulhan, par exemple. Depuis quelque temps, les philosophes se sont mis de la partie. Sartre a analysé Timorel, Michel Serres Carpiaccio et Jacques Derrida Cézanne. A dire vrai, la mode est plus ancienne. Elle remonte au moins aux temps reculés d'Hippolyte Taine et de Séailles. Mais on ne lit plus Taine — bien à tort — et encore moins Gabriel Séailles. Un philosophe de métier, si l'on peut dire, parlant peinture, cela inspire respect et crainte. On attend des trouvailles interdites au vulgaire, à l'historien ou au critique.

On les attend d'autant plus que l'attaque et le sujet sont de nature à impressionner. Jean-François

Lyotard se demande ainsi à propos de trois artistes : « Que peindre ? » Dans une longue suite de dialogues sur Adami, Arakawa et Buren, il répond et ne répond pas à son interrogation, convaincu que la vérité est dans l'incertitude. L'un des héros de ces conversations esquisse une théorie historique qui conclut que l'art moderne n'a plus le pouvoir de retenir en lui une présence, présence d'un objet et d'un sens, et qu'il est voué à l'aveu de la déperdition qu'il affecte ou à l'apologie morose de l'immatérialité. Un second interlocuteur suggère alors que la peinture, si critique et diaphane qu'elle se veuille, ne peut se détruire si complètement et conserver, fût-ce à son insu, une qualité artistique. Arakawa avouerait ainsi à demi-mot la permanence d'un classicisme linéaire. Buren celle d'une ambition décorative et murale et Adami jouerait de la surcharge de la mémoire qu'il feint d'exhiber par dépit comme d'un instrument poétique. Ces exercices de contradictions alternées, adroitement

**PICARD ÉDITEUR**  
82, RUE BONAPARTE, PARIS 6<sup>e</sup>

**LE MUSÉE D'ARCHITECTURE**  
par W. SZAMBIEN  
240 pages, 116 illustrations  
Jusqu'au 30-9-1988 : 200 F, ensuite : 250 F

Collection De Architectura  
dirigée par A. CHASTEL et J. GUILLAUME

**LES TRAITÉS D'ARCHITECTURE DE LA RENAISSANCE**  
Colloque de Tours, 1981  
512 pages, 360 illustrations  
Jusqu'au 30-9-1988 : 350 F, ensuite : 400 F



LES TRAITÉS D'ARCHITECTURE DE LA RENAISSANCE

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui »

**La philosophie des alchimistes et l'alchimie des philosophes** Jabir ibn Hayyân et les « Frères de la Pureté »

Yves MARQUET

16 x 24, 144 pages, 112 F

**Maisonneuve & Larose**



● ESSAIS

# Simone Weil la suspecte

(Suite de la page 13.)

Quoi qu'on en ait, il nous faut tout prendre, tout accepter, d'un bloc, sa vie et son œuvre, indissolublement, si l'on veut se donner une chance de la comprendre, quelles que soient nos propres réserves. Car si la vie de Simone Weil est totalement inséparable de son œuvre, c'est qu'elles s'inscrivent toutes deux dans la logique d'un projet : qui part de la conscience insupportable du « malheur » singulier de l'homme – tel qu'il s'incarne dans la condition ouvrière et dans la condition salariée (la vie qu'on perd à la gagner) – passe par le « malheur de l'Europe » et de l'homme moderne – l'ennui et la perte des valeurs liées au désenchantement, s'élève et monte jusqu'aux hauteurs de l'expression mystique (« Le Christ lui-même est descendu et m'a prise »), pour culminer dans cette zone raréfiée, incertaine, mortelle de l'« anéantissement de soi » : « Si seulement je savais disparaître, il y aurait une union d'amour parfait entre Dieu et la terre où je marche, la mer que j'entends », ou ceci qui est le signe sous lequel se place la fin de sa vie : « A mesure que je deviens Rien... »

## Sous le signe du rachet

L'écho quasi oriental de cette phrase nous égarerait sûrement si on ne la complétait par celle qui clôt son « autobiographie spirituelle », la grande lettre au Père Perrin du 12 mai 1942 : « Toutes les fois que je pense à la crucifixion du Christ, je commets le péché d'envie. Mourir avec le Christ, cela ne peut avoir qu'un sens étroitement théologique : accepter et partager jusque dans le sacrifice de sa vie le mystère de la Rédemption. Toute l'œuvre de Simone Weil s'éclaire d'un jour singulier si on la place sous le signe du rachet, de ce moment où, en mourant d'une mort humaine, le Christ fait participer l'humanité tout entière à sa nature divine.

L'homme est dans le malheur – dans la faute sans doute, dans la souffrance surtout ; il ne faut pas dormir pendant ce temps-là. « Le malheur des hommes est entré dans ma chair et dans mon âme » (Attente de Dieu). Et c'est à ce malheur qu'il faut l'arracher, le malheur qui isole et sépare, glace l'âme et la tue, non pas seulement par des solutions politiques ou sociales, par le développement des forces productives qui accroît plutôt l'esclavage machinique ; pas davantage par le recours à la toute-puissance de l'État ouvrier et paysan.

Arracher l'homme au malheur, c'est lutter contre l'inhumanité de cette condition servile qu'est la condition ouvrière (« Il n'est pas naturel à l'homme de devenir une

chose »), le rendre à une définition de la liberté qui soit « autre chose que la possibilité d'obtenir sans effort ce qui plaît. [Car] la liberté véritable ne se définit pas par un rapport entre le désir et la satisfaction mais par un rapport entre la pensée et l'action » (La Condition ouvrière). Ainsi seulement l'homme pourra retrouver son âme et « renouer par-dessus l'idole sociale le pacte original de l'esprit avec l'univers ».

## Couleur feuille morte

Aucune politique, aucune société ne peut assurer ce passage, aucune vie n'y pourrait suffire, sinon par le don de la vie elle-même. C'est alors que Simone Weil découvre qu'il n'y a d'autre recours que le recours théologique : il y a peut-être plus de lucidité et de désespoir qu'on ne l'imagine dans ce choix-là, celui de la fusion mystique avec le Christ, suite et conséquence inéluctable du choix d'être « couleur d'insecte » et « confondue aux yeux de tous et à mes propres yeux avec la masse anonyme ». Sa folie, sa sainteté, c'est de parler qu'en elle, avec elle, tous peuvent être sauvés.

Ayant pris cette décision et fait ce pari, cette « terrible fille », qui avait reçu « pour toujours la marque de l'esclavage », passe alors par toutes les étapes du mépris de soi (« je suis couleur feuille morte »), et de la mortification – maux de tête, anorexie, tuberculose, – formes chrétiennes du sacrifice de soi que rejette notre autre héritage, l'héritage grec. Puis elle meurt : rejoignant ainsi dans l'instant de la mort « la vérité nue, certaine, éternelle » (Cahier I). « Car l'homme n'a d'autre être que son être sur-naturel – qui l'attend « de l'autre côté du rideau » (Cahier II).

Mais alors faut-il être chrétien pour comprendre Simone Weil ? Est-elle donc condamnée à demeurer, pour les autres, le témoignage d'une folie qu'ils ne peuvent se résoudre à partager ? La question reste aussi vive qu'un lendemain de sa mort. Suspecte aux yeux de la plupart – juive qui renie le peuple juif, trop chrétienne pour ceux qui ne le sont pas, trop peu chrétienne pour ceux qui le sont, car elle ne voulait jamais être baptisée, – elle ne peut guère nous laisser en repos. Lisons-la donc d'abord : on verra bien ce qu'il en adviendra.

DANIELLE SALLENAVE.  
★ ŒUVRES COMPLÈTES, de Simone Weil, publiées sous la direction d'André A. Devaux et de Florence de Lassy. Tome 1 : Premiers écrits philosophiques, présentés par Gilbert Kahn et Raïf Kahn. Gallimard, 448 p., 185 F.  
★ SIMONE WEIL, UNE FEMME ABSOLUE, de Gabriela Fiori. Ed. de Féba, 244 p., 89 F.

# ● L'HISTOIRE par Jean-Pierre Rioux

## L'implacable démonstration de Raul Hilberg

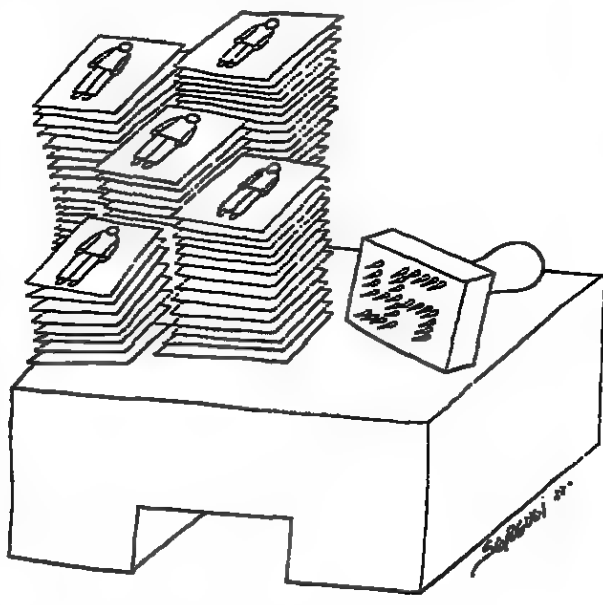
« L'ANÉANTISSEMENT par les Allemands des Juifs d'Europe fut le premier processus de destruction mené à terme dans l'histoire de la civilisation occidentale, les agents du crime avaient surmonté tous les obstacles, administratifs et moraux, à un massacre organisé. Pour la première fois aussi, les victimes juives, prises dans la camisole de force de leur histoire, se précipitèrent, physiquement et psychologiquement, dans la catastrophe. La destruction des Juifs ne fut pas accidentelle. Aux premiers jours de 1933, lorsque le premier fonctionnaire rédigea la première définition du « non-Aryen » dans une ordonnance de l'administration, le sort du monde juif européen se trouve scellé. » Ces cinq phrases terribles, en page 901, résument l'apport de ce grand livre, dont la première version parut en 1961 à Chicago et qui règne depuis sur l'historiographie du drame le plus indicible et le plus massif qui bouleverse encore l'âme occidentale.

On n'a pas oublié le visage de son auteur, expliquant posément les mécanismes de l'horreur dans le Shoah de Claude Lanzmann. Raul Hilberg, juif autrichien réfugié en 1940 aux États-Unis, à quatorze ans, est entré dans Munich en avril 1945 avec sa 48<sup>e</sup> division d'infanterie. Le GI de dix-neuf ans, engagé volontaire, commence à fouiller dans les caisses d'archives abandonnées par les dignitaires nazis, après avoir libéré Dachau. Il est chargé de quelques-uns de ces interrogatoires d'Allemands compromis ou dénoncés auxquels, on le sait, les services secrets alliés s'intéressèrent de très près, pour mieux y recruter leurs Barbe. Ainsi naquit une vocation d'historien acharné à démonter les mécanismes de l'exécution du crime et de la banalisation du mal : le soldat Hilberg, dans sa traversée de l'Allemagne en ruines, ne rencontre qu'une famille juive survivante mais n'entendit que dénégations chez les petits assassins ordinaires.

Retour aux États-Unis, il s'y heurte aux références de l'établissement universitaire, qui ne pensait qu'à tourner la page : enragé par le silence, Hilberg fut plus déterminé que jamais. Il fixa son plan d'attaque, s'enterra au fond du Vermont et tissa sa toile solitaire. Sa thèse, achevée en 1952, n'est publiée qu'en 1961. Mieux : elle sera envinée, admirée et féroce critiquée. Mais le petit professeur s'entête, court les fonds d'archives, bâtit son histoire, très positiviste, nourrie de documents écrits, tout méfiant face aux témoignages oraux et aux effets de mémoire rétrospectifs. En 1985 il est publié à New-York une nouvelle version considérablement augmentée. C'est celle-ci que les éditions Fayard, sous l'impulsion d'Eric Vigne et dans l'excellente traduction de Marie-France de Pelomère et d'André Charpentier, tirent à honorer en lui donnant audience en langue française, après mille ajouts que Hilberg s'imposa pour cette édition définitive.

Ce monument, assidûment visité depuis vingt-cinq ans par les spécialistes, est assurément la mise au point la plus complète, la mieux informée. Gorgée de détails, d'organigrammes et de citations vérifiées, parcourant en tous sens l'Allemagne depuis 1933, puis le Grand Reich et toute l'Europe envahie par les nazis : on en sort instruit, accablé, étourdi par ces mille formulations de l'atroce. De la Grèce aux Pays-Bas, de la France au fond de l'URSS, en passant par les zones très densifiées de l'Europe de l'Est, 5 100 000 Juifs ont été tués et Hilberg nous dit comment le meurtre fut perpétré.

Ce chiffre, inlassablement vérifié, et sans doute rectifiable à la hausse dès qu'on aura accès complet aux archives soviétiques, témoigne déjà de l'aspect inouï de l'hécatombe : elle fut, c'est vrai, sans précédent dans l'histoire. Et conduite en tous lieux avec une logique et une persévérance en trois temps : définition juridique et raciale du Juif face à tous les autres, supposés plus purs, dans un essai de légalisme et de pseudo-science qui l'isole en droit ; concentration, après fichage et expropriations diverses, qui parqua physiquement les communautés juives, au besoin en construisant tous les ghettos appropriés ; destruction enfin, dans une escalade qui va bien au-delà des persécutions ordinaires des anciens temps de chrétienté, avec les « opérations mobiles de tuerie » en Russie, la déportation et l'acheminement massif vers les « camps de mise à mort », chambres à gaz comprises.



Tout est dit par Hilberg, dans un style monotone, dans une froideur impassible qui renforce la valeur érudite de la démonstration, jusqu'aux détails infimes qui soulèvent le cœur : oui, il y eut d'étranges « agences de voyage » qui consentirent à la SS d'aventureux tarifs d'excursion en chemin de fer ; oui, les cheminots savaient et les besogneux du tiroir-caisse délaissèrent aux seuls convoyeurs des trains de la mort des billets aller-retour...

Mais la force du livre tient à cette intuition que Hilberg puisa précocement dans le grand travail de Franz Neumann, *Béhémoth* (que l'on vient opportunément de rééditer chez Payot) et sur laquelle Hannah Arendt, fidèle lectrice de Hilberg, fonda son analyse de la banalité du crime dans *Eichmann à Jérusalem* : tout fut conduit, malgré tensions et conflits entre elles, par quatre forces complémentaires, tendues dans un élan intime vers la bureaucratisation du crime : l'administration, l'armée, l'économie (traduire : l'industrie et la finance) et le parti nazi qui guidait la SS et la Gestapo. Hitler, bien sûr, vaticinait et *Mein Kampf* n'était pas une blquette. Il y eut décision, au moins orale dans les pires moments, et au plus haut niveau de l'édifice nazi, sur le sort des Juifs.

Mais Hilberg sait dire combien cette immense bureaucratie à quatre têtes fut le vrai lieu de convergence, dès lors que la borne surprise de 1933 avait libéré en elle une sorte d'ubris, une ardeur perverse, un goût prononcé pour l'auto-intoxication, qui la poussèrent à oser sans attendre les initiatives d'en

haut, ou plutôt en intériorisant l'attente comme un quitus pour toute initiative. Dans la fusion de ces quatre redoutables hiérarchies s'installa partout la machine à isoler et à tuer, précise, efficiente, peuplée d'êtres souvent anodins et toujours fiers de leur minutie, qui ne furent jamais de simples exécutants.

Terrible constat, au cœur du totalitarisme, dont on voit bien que, de proche en proche, il accable une très large part du peuple allemand et des sociétés européennes où l'entreprise naze eut des complices.

DANS les clivages actuels qui séparent les historiens du nazisme, on rangerait donc Hilberg (qui n'a cure de ces classements) du côté des « fonctionnalistes ». Comme eux, il place en notes de bas de page les références aux ordres de Hitler ou des grands du nazisme et il soutient que la décision fut pour le moins diffuse, que la bureaucratie eut son autonomie et donc toute la responsabilité de son perfectionnement criminel. Mais il se sépare d'eux en soutenant que la machine fut de bout en bout entretenue avec soin en bon état de marche, capable de se contrôler pour mieux rationaliser l'hécatombe de ses victimes, et non pas livrée à des réalités fatales ou aux incohérences de la dispersion des « efforts » : tout ce qu'il rapporte, en particulier sur l'obstination des maîtres des convois ferrés lancés par Eichmann aux quatre coins de l'Europe, est accablant.

Toutefois, comme tous les grands livres, celui-ci fut et demeure critiquable sur bien des points. À dire que tout est scellé dès 1933, Hilberg introduit un fatalisme historique et se prive des secours d'une chronologie fine à travers laquelle d'autres historiens ont découvert des hiatus ou des sauts qualitatifs dans le processus de destruction.

Sa description folsonnante de la densité sociale du crime désacidologise un peu vite l'ambition naze et son racisme constitutif. Ce qu'il dit du chapitre consacré à la France, étayé sur les seules archives allemandes, ne tient pas compte des travaux de Mamet et Paxton (1) et néglige un volontarisme d'Etat dont l'antisémitisme, après tout, anticipa sur les exigences allemandes avec le « statut des Juifs » d'octobre 1940.

Enfin, son livre fut et demeure très discuté par les communautés juives depuis 1961, tant il accable ces notables des « conseils Juifs » qui, un peu partout, crurent pouvoir faire la part du feu avec les nazis sans comprendre à temps que l'objectif des bourreaux dépassait le pogrom « ordinaire » à vaste échelle. Sur l'exil historique des Juifs, et jusqu'en Israël aujourd'hui, sur les attendus d'une résistance juive qui ne sut pas se lever, Hilberg a atténué quelques formulations de 1965 sur les « collaborateurs » ou la « machine juive d'autodestruction », mais il prête toujours le flanc à la critique acerbe.

Il reste que nul ne pourra plus réfléchir à l'inconcevable, qu'on le nomme extermination, holocauste, solution finale ou Shoah, nul ne s'interrogera sur le pourquoi sans avoir au préalable observé, grâce à Hilberg, le comment : cet implacable cheminement de la destruction.

★ LA DESTRUCTION DES JUIFS D'EUROPE, de Raul Hilberg, Fayard, 1 099 p., 390 F.

● Vient également de paraître *Hitler et la solution finale*, de Gerald Fleming. Traduit de l'anglais par Catherine d'Aragon. « Commentaire », Julliard, 286 p., 110 F.

(1) Vichy et les Juifs, Calmann-Lévy, 1981.

## Le judaïsme libertaire

(Suite de la page 13.)

L'avènement du Messie n'est plus attendu dans l'au-delà, mais sur la scène même de l'histoire : l'homme doit agir sur la rédemption, concourir à sauver le monde de sa léthargie progressiste. La révolution, c'est le Messie brisant l'histoire et détruisant l'enfer de la politique ». Israël, dans l'esprit de certains théoriciens de l'anarchisme, comme Leo Löwenthal, devait contribuer à l'établissement d'une société socialiste exemplaire, une « société naturelle » où tous les hommes sont à la fois « sacerdotales et rois ». Gershom Scholem, pour sa part, rappelait que l'utopie messianique par excellence n'est pas le sionisme, mais l'anarchisme.

## Le Messie et le totalitarisme

Les chemins de Martin Buber, Gershom Scholem ou Franz Rosenzweig, anarchistes religieux, les menèrent autour de Jérusalem. Ceux d'Ernst Bloch et de Lukacs, dont le messianisme était teinté d'utopie sociale, convergèrent vers Moscou. Seul Walter Benjamin, même s'il garda longtemps une sympathie

pour l'URSS, resta au carrefour, fidèle à sa devise : « *Pessimisme sur toute la ligne* ». Sans doute avait-il pressenti les dangers de la théocratie anarchiste, le Messie pouvant, un jour ou l'autre, s'incarner dans le culte de la personnalité ou le culte totalitaire de l'État.

Franz Kafka, dont Benjamin commenta la vision, dans son œuvre, d'une théologie négative (non-présence de Dieu) et d'une utopie négative (l'existence vue comme l'envers et l'enfer de la rédemption), fut peut-être l'un des rares à décrire un monde sans liberté où la rédemption ne se manifeste que par son absence. Ce monde de la tyrannie administrative était aussi la projection d'une « colonie » où la figure du Messie reproduirait le visage d'un totalitarisme nouveau. Le temps viendrait alors où « les chaînes de l'humanité torturée (seraient) en papiers de ministère ».

ROLAND JACCARD.  
★ REDEMPTION ET UTOPIE, de Michael Löwy, Presses universitaires de France, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », dirigée par Georges Balandier, 258 p., 150 F.

Alain SUIED

**LA LUMIÈRE DE L'ORIGINE**

Une Poésie-pour-l'autre.  
Contre le Moi Bourgeois.  
Catalogue gratuit sur demande

GRANT

34, rue de Vauvray, 75018 PARIS  
Distribution, Distique.

LA MICROEDITION EN LIBRE SERVICE III

Tirez vos documents  
Macintosh ou IBM  
sur notre imprimante à laser  
LASERMARK

48 bd Richard Lenoir, 75011 Paris  
Tél : 48 06 84 01  
Lun - Ven 9.00-18.30, Sam 14.00-18.00

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES

**échappées belles en France**

Une première série de 6 guides

- L'ALSACE DU NORD
- L'ANJOU
- LES CÉVENNES
- LA CHAMPAGNE
- LE PÉRIGORD NOIR
- LE ROUSSILLON
- LE BEAUJOLAIS
- LE TRÉGOR

En librairie,  
128 pages illustrées, 65 F.

autrement ÉDITIONS

Weyergans  
Françaises, Français

380 pages - 33 F.

blo

cinq générations  
quatre familles  
trois républiques  
deux guerres  
un roman



## ● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

## Fils de Nobel

★ ENFANCE EN SUÈDE, récit de Jan Myrdal, traduit du suédois par Marc de Gouvello et Lena Granbäck. Actes Sud, 236 p., 129 F.

« **O**ui, les Myrdal sont à plaindre. — C'est vraiment un enfant à problèmes. — Elle se fait tant de souci pour lui, il est tellement difficile. »

Dans le tramway numéro quatre qui le ramène chez lui, un garçon de sept ans est parcouru de frissons en entendant deux femmes qu'il ne connaît pas parler de lui — l'enfant « à problèmes » — et pleurer ses parents. Près de cinquante ans plus tard, en se remémorant le cauchemar que fut son enfance, Jan a encore envie de crier qu'il veut qu'on le laisse tranquille, qu'on ne parle plus de lui avec de gros soupçons. « Ce ne fut pas drôle de rentrer à la maison. Ils y étaient. Et ce n'était presque jamais drôle de rentrer à la maison, sauf dans la matinée quand ils n'étaient pas là... » « Ils », c'est-à-dire les parents, qu'il ne désignera que par leurs prénoms, Gunnar et Alva. Cela faisait peut-être partie de l'émancipation de la génération des années 30 dans les familles d'intellectuels de gauche qui estiment nécessaire de se débarrasser de la sentimentalité des grands-mères...

ENFANCE en Suède, de Jan Myrdal, est un livre de douleur. La douleur de se sentir mal aimé, déchiré par la sensation devenue encore plus aiguë, plus insupportable après un demi-siècle de refoulement, d'avoir été amoindri, annihilé par l'indifférence des parents. On n'a pas envie de se moquer de cet « homme épais, avec un gros ventre et vêtu de knickers et de chaussettes vertes montantes tricotées main », malade de n'avoir pas pu s'épanouir, qui ressent son enfance comme une amputation douloureuse. « L'enfance, écrit-il, est une honte profonde qui demeure longtemps. Elle se manifeste plus tard comme des relents de bière aigre. » Certains

enjoignent, d'autres pas... Jan Myrdal rentre, comme par empathie, à l'intérieur du petit garçon qu'il fut ; avec une perception exacerbée, une mémoire tout autant cérébrale que sensorielle, il retrouve les souvenirs, refoulés et ressassés, les rêves de la veille et du sommeil, la haine, les blessures anciennes dont ce livre l'a certainement délivré.

Jan Myrdal, l'insolent, l'interloqué, le pourfendeur de la social-démocratie à la suédoise, le provocateur impénitent, le maoïste dévot, se révèle là un véritable écrivain qui a le don du détail vrai, de la formule saisissante. Appliqué à mieux s'écarter, à fouiller jusqu'à l'os dans des cicatrices jamais refermées dans ce récit de connaissance de soi, d'élucidation de ses instincts les plus bas, tiré en suédois, plus littérairement, plus universellement, *Enfance...* « J'écris donc une enfance. Je n'écris pas une biographie, prévient-il dans son avant-propos. Mon texte ne prétend pas — aussi fausement qu'un procès-verbal de gendarmier — être objectif. J'utilise mes propres mots. L'enfance que je décris est la mienne (...). J'écris en partant de cette enfance dans laquelle les événements apparaissent avec l'évidence des arbres, des forêts, des rues ou des péniches qui passent sur le canal. » Sur les décombres de l'enfance d'un mal-aimé, sinistré par ceux-là mêmes qui avaient certainement rêvé d'une éducation réussie pour leur fils aimé : les parents, brillants intellectuels déçus par un enfant qui ne coïncide pas avec le fils qu'ils voudraient avoir (auxquels il est trop tard, évidemment, pour conseiller la lecture du dernier ouvrage de Bruno Bettelheim : *Pour être des parents acceptables* qui vient de paraître chez Robert Laffont !).

ENFANCE a fait scandale en Suède quand il a été publié en 1982. Un énorme scandale. Jan Myrdal, en effet, s'il est très connu dans son pays comme poète, écri-



« Déjà, en me couchant, je savais que j'allais courir... »  
Il. de Maurice Sendak  
(Max et les machinistes, Ecole des loisirs).

vain, journaliste, pamphlétaire, grand voyageur passionné par l'Asie, et principalement la Chine, mais aussi par l'Europe qu'il connaît bien, et aussi par Balzac — il a publié les « écrits politiques » de Balzac — a eu des parents encore plus célèbres que lui (1). Rejeton d'un couple exceptionnel : son père ET sa mère furent honorés l'un et l'autre, à huit ans de distance, du prestigieux prix Nobel, fruit de deux vies de travail et de luttes, ce qui explique certainement la douleur de l'ex-petit garçon ulcéré d'avoir été sacrifié aux grands débats sociaux, nationaux et internationaux.

Gunnar et Alva, cibles de toutes les rancunes de Jan — il en veut d'ailleurs beaucoup plus à sa maman, la froide et blonde Alva, qu'à son papa, — figurant, en effet, parmi les personnalités de la Suède du vingtième siècle : Gunnar, Prix Nobel d'économie 1974, un des piliers du gouvernement social-démocrate, ministre du commerce, président de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe, docteur honoris causa d'une bonne douzaine d'univer-

sités d'Europe et d'Amérique ; tout comme Alva, prix Nobel de la paix 1982 (le jury l'ayant préféré à Lech Wałęsa), chef du département des affaires sociales à l'ONU, ambassadeur à New-Delhi (la première Suédoise à occuper un tel poste), chef de la délégation suédoise à la conférence de Genève sur le désarmement. L'ancienne épouse du professeur Piaget, passionnée par les problèmes d'éducation, de psychologie infantile, de famille, d'antinucléaire, institutrice de crèches, de garderies, de planning familial, Alva se consacra davantage aux grandes causes généreuses qu'à sa propre vie de famille.

D'ordinaire, on attend un défilé de décence pour régler ses comptes avec sa famille ; or Alva faisait juste ses quatre-vingt ans quand son fils publia ce livre d'une rancœur longtemps

réchauffée. « Jan est en train de tuer sa mère », se lamenta Gunnar Myrdal alors âgé de quatre-vingt-quatre ans.

La presse, la classe politique, la

bonne société, progressiste ou réaction-

naire, s'indigna, vitupéra le pécheur. La

critique littéraire n'épargna pas ses

louanges au beau livre de l'écrivain.

Moins de cinq années plus tard, Gun-

nar et Alva étaient morts... Jan,

l'enfant terrible de la Suède, s'est

apaisé. S'il préside toujours les sociétés

d'amitié suédo-chinoises ou suédo-

albanaises, il a beaucoup perdu de sa foi

ancienne à l'égard de ces régimes (2)

même s'il demeure fasciné par cette Asie

découverte à onze ans, dans *Le dévane-*

ment du monde de Marco Polo. Toujours

insolent, sarcastique, et intolérant, cet

empêcheur de tourner en rond continue

de s'en prendre au système scolaire, à la

« corporation » des intellectuels, à la

presse, à la social-démocratie. A soixante ans, l'affreux jojo a conservé

des naïvetés d'enfant pour taper, frapper du pied, mais redoublement calme et

patient pour s'isoler dans sa belle maison sur le lac, face au château de Grip-

sholm, qui semble un bateau avec des coursives remplies de livres. Il vient là, dans une chambre noire, jouer avec l'énorme Meccano dont il rêvait enfant pour construire « le châssis du moteur trois litres et demi de la Bentley 6 cylindres ».

La art de retrouver l'enfance. Pas seulement suédoise. Il sait admirablement communiquer au lecteur des émotions de ses cinq ans : les nuits où il se prépare à « courir », comme le Max de Maurice Sendak, quittant son lit pour retrouver ses « machinistes », les chaises de la salle à manger sur lesquelles il se hisse pour s'échapper par la fenêtre et où il s'éveille mouillé-honteux, les morts pétrifiés assis dans le cul-de-sac où il assiste de s'enfoncer en le croisant à coups de pierre, l'enfant où il se noie — ou presque — en sautant sur les glaçons, sa répulsion pour les blondes (« J'ai été marié trois fois et aucune de mes femmes n'a été blonde ; aucune n'a ressemblé à Alva »), son désir d'être un bédard ou un enfant trouvé qu'on avait adopté (« On ne comprend pas comment des gens aussi étrangers peuvent être les parents, on se demande si en réalité on n'est pas quelqu'un d'autre. Finalement, on oublie ces pensées et on se met à parler de son enfance comme si elle avait été agréable. Pour me part, cela ne cesse pas », le sentiment d'être détesté (« J'étais une erreur »)).

Quel beau sujet d'étude pour le professeur Bettelheim que ce sexagenaire en quête de parents « acceptables », qui, à l'âge de la puberté, attend, dans la nuit, l'avenir en se masturbant « silencieusement pour que personne n'entende » !

(1) Œuvres de Jan Myrdal en français : *Un village de la Chine populaire*, (Gallimard, 1964) ; *Confessions d'un Européen déloyal* (Bouché-Chastel, 1973) ; *Liou-Lin après la révolution culturelle* (Gallimard, 1972) ; *La route de la soie* (Gallimard, 1980).

(2) Voir l'entretien avec Jan Myrdal, « Quand les paysans chinois racontent leur révolution », dans *Le Monde* du 17 octobre 1984.

## Akiyuki Nosaka, le brasseur de mots

Un écrivain de la destruction, sans pitié pour le Japon moderne.

A KIYUKI NOSAKA tient une place à part dans la littérature japonaise contemporaine. Derrière le polémiste intempestif et gouailleur, campant un facétieux personnage de voyou à lunettes noires et d'homme à femmes, il y a un conteur profond. Nosaka est un écrivain de la destruction, des anti-utopies. Il porte un regard sans pitié sur la société asseptisée, conformiste et vivant son hétéronomie à la petite semaine qu'est le Japon moderne. Il est arrivé à la littérature passé trente ans, après bien des cheminement. Il avait l'air de tout : toiletteur de chien, vendeur de sang, scénariste de deuxième zone, chansonnier. Il était surtout, et est encore, hanté

par les images qui marquèrent une enfance tragique.

Né en 1930, il perdit sa mère à sa naissance et grandit dans le Japon en proie à son grand rêve rédempteur et militaire. Il perdra sa mère adoptive dans les bombardements de Kobe et vivra deux ans de petits larcins et d'expédients dans les ruines calcinées de l'après-guerre en compagnie de sa petite sœur, qui finira par mourir de faim. Arrêté pour vol, il fut placé dans une maison de correction. Recueilli par son père, il retrouva momentanément une vie normale. Mais il avait des comptes à régler avec la société.

Lorsque paraît, en 1963, son premier roman, les *Érotomanes* (dont les éditions Picquier prépa-

rent la traduction), il fit scandale, mais il attira l'attention de Mishima : « un roman scélérat et enjoué comme un ciel de midi au-dessus d'un dépôt », en dira celui-ci. Une imagination prolifique, des phrases s'élevant sur des pages ennuies comme un flux ininterrompu, une langue émaillée de la verdeur du parler populaire ou d'expressions du japonais classique qui convoquent les images : tout le style de Nosaka était là. Ce brassage de mots, cet « orgasme verbal », comme il aime à dire, que semble animer une inextinguible soif d'exorciser la mémoire, font toute la force de ces récits.

La *Tombe des lucioles* et les *Algues d'Amérique* sont sans doute parmi ses plus beaux textes.

Il s'agit de deux nouvelles publiées en 1967. Le premier est le récit, presque autobiographique, d'un jeune garçon abandonné sous les bombes par sa mère malade et errant parmi les décombres pour venir mourir à l'entrée d'une gare avec, dans sa ceinture, une petite boîte contenant les os de sa jeune sœur morte de faim qu'il avait vainement tenté de sauver.

Nosaka n'est pas un auteur misérabiliste. Il sourd d'un récit comme celui-ci une rancœur que, telle une nausée, il ne peut contenir. Dans la seconde nouvelle, il fustige avec une ironie cinglante la fascination servile qu'exercent sur ses compatriotes la culture véhiculée par l'occupant



Akiyuki Nosaka : un « orgasme verbal ».

américain et la « colonisation » idéologique à laquelle se prête le Japon vaincu. Deux récits d'une grande force admirablement rendus par les traducteurs. Au

lendemain du succès des *Érotomanes*, Nosaka disparut, travaillant dans une mine de Kyushu avec des *burakumin* (caste discriminée), les « hommes nus », ceux que la société a rejetés. Puis il revint. L'écrivain « maudit » est aujourd'hui un homme public, passant à la télévision et écrivant pour les revues à grand tirage, tenant une sorte de chronique acerbe du Japon contemporain. Il s'est même présenté en 1983 aux élections contre Kakuei Tanaka, l'ex-premier ministre compromis dans l'affaire Lockheed. Défaite cuisante. Plus cruelle encore peut-être est cette défaite latente qui pourrait tenir, selon certains, au galvaudage d'un talent. Le piège tend à se refermer sur notre dérangeur d'opinion : chacun a sa place au grand palmarès des médias, les voyous, comme les individus « mal élevés » dont la véhémence s'enlise dans le ronron euphorisant général. Quel qu'il advienne du personnage public, il reste des récits admirables.

PHILIPPE PONS.

★ LA TOMBE DES LUCIOLES, de Akiyuki Nosaka, récits traduits du japonais par Patrick de Vos et Anne Gossot. « Collection Unesco d'œuvres représentatives », éditions Philippe Picquier, 140 p., 69 F.

— Signons aussi les *Plumes*, la *Grenouille*, le *Morce-Cigare* et dix autres récits, recueil de nouvelles japonaises des années 1955-1970. On y retrouve Akiyuki Nosaka, Yukio Mishima, Yasunari Kawabata et Yasushi Inoue. Textes traduits par le groupe Kiria. Introduction de Jean-Jacques Tchadain (Éditions Picquier, 236 p., 93 F.).

## Un entretien avec le romancier japonais

## « Je garde une blessure profonde »

La traduction de la *Tombe des lucioles* paraît en France au moment même où, dans son pays d'origine, l'œuvre connaît une vie nouvelle, vingt ans après sa première publication : son adaptation en film d'animation vient en effet de sortir sur les écrans japonais, et, pour accompagner l'événement, une lecture du texte par un acteur de renom a également été éditée en cassette. Quand on connaît ce récit, le souffle inoppressable qui l'anime, les rythmes, les voix, murmures et tressaillements qui composent son écriture si originale, on peut se demander pourquoi l'auteur, Akiyuki Nosaka, dont on sait les talents d'orateur, de chanteur et même de comédien, ne s'est pas prêt lui-même à cet exercice.

— Ce texte, je l'ai écrit en avril 1967, à une époque où l'écriture romanesque était pour moi une question urgente. L'idée m'est alors venue de la *Tombe des lucioles*.

Le récit participe indéniablement de l'autobiographie.

mais au fil du travail, le caractère confessionnel s'effaçait peu à peu : j'embellissais. Là où il aurait fallu écrire les regrets pour la sœur morte, avec la tristesse, et raconter les faits les plus cruels, en une sorte d'oraison funèbre, la fiction, c'est-à-dire le romanesque, a pris le dessus. Et c'était inévitable dans la mesure où j'étais moi-même le héros.

Cette part de fiction, elle me brûle toujours, comme une lame enfoncée dans ma chair. C'est pourquoi je ne peux pas lire ce texte à haute voix. Je crois que ma vision des choses a définitivement pris forme le 27 août 1945, quand j'ai vu mourir cette petite sœur d'un an et quatre mois, toute décharnée après des mois de famine. Mon travail d'écrivain s'est entièrement construit sur cette expérience, que j'ai cependant travestie, narrée en me faisant plaisir à moi-même.

Car, en vérité, je n'étais pas aussi tendre que l'adolescent du récit. J'étais cruel : c'est en mangeant le dû de l'autre que

j'ai survécu, et c'est en refoulant cette cruauté que j'ai écrit ce récit qui m'a permis par la suite de gagner ma vie. J'ai triché avec cette souffrance, la plus grande je crois qui se puisse imaginer, celle d'une mère plongée dans l'incapacité de nourrir son enfant (car, dans le récit, j'affecte aussi d'établir des liens de sang entre le frère et la sœur, alors qu'en réalité nous étions tous deux des enfants adoptifs). Et moi qui suis plutôt d'un naturel allègre, j'en garde une dette, une blessure profonde, même si les souvenirs à la longue s'estompent.

C'est dur, et je comprends fort bien qu'un écrivain, dont le lot est sans doute d'affronter cette sorte de dette, puisse sombrer dans la folie, voire se suicider.

— Vous gardez aussi de cette expérience de la guerre une obsession de la faim, du manque de vivres. Vous « militez » aujourd'hui encore contre l'abandon, au Japon, des rizières...

— C'est vrai. J'ai une sorte de préjugé viscéral à cet égard. Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Aujourd'hui, sous prétexte de réduire le déficit commercial américain vis-à-vis du Japon, on achète du riz, d'ailleurs meilleur marché, aux États-Unis. Conséquence : on abandonne des rizières, ce qui est désastreux, tant pour l'agriculture (car la terre devient pratiquement irrécupérable), que du point de vue de l'approvisionnement en eau des villes, de la configuration de nos paysages, etc.

L'extrême droite, qui a pris l'habitude de me harceler, est d'une ignorance effarante sur cette question. Ces gens ne savent pas qu'au cœur de Tokyo il y a encore sept personnes qui cultivent du riz, dont l'empereur lui-même, le gardien des cultures...

— Dans une chronique récente pour le magazine *Shûkan Asahi*, vous évoquez précisément l'hypothèse d'une disparition probable de

l'empereur actuel, en utilisant les formes de respect appropriées...

— Oui, et sur un mode franchement parodique. En fait, l'intérêt qu'il y a à aborder ce thème brûlant qu'est l'empereur, c'est de pouvoir parler en même temps de la ségrégation telle qu'elle existe au Japon vis-à-vis des *burakumin* (communautés d'exclus obligés de vivre en vase clos qui, autrefois, pratiquaient des métiers réputés « impurs » souvent liés à la mort).

Les discriminations existent partout, mais, à la différence des Noirs, des Juifs, des Arabes, il est très difficile, sinon impossible, de dire pour quoi on méprise les *burakumin*. Il n'y a là aucune raison de race, de religion. Selon moi, on ne peut comprendre ce phénomène qu'en le reliant à l'existence de l'empereur. Les deux vont ensemble pour former un mode que je dirais « absolu » ou « essentiel » de toutes les formes de ségrégation. C'est un peu de cela que parlait mon prochain roman...

Propos recueillis par PATRICK DEVOS.



### « Les Liaisons dangereuses » sur la scène et à l'écran

## Trahir, traduire, servir Laclos

Ces jours-ci, deux cinéastes s'attaquent à Paris au chef-d'œuvre de Laclos: *Frears et Forman*. Il y a quelques semaines, le film de Vadim ressortait sans tapage. Depuis le début de l'année, Giraudou joue Valmont au théâtre. Les *Liaisons dangereuses*, toujours d'actualité ?

Fiane Choderlos de Laclos ne pourra s'en prendre qu'à lui-même : quel ressort — concubinage ou inconnu — l'a-t-il mené, comme le note Jean-François Peyret (1), à inscrire au programme de M<sup>me</sup> de Merteuil, l'héroïne des *Liaisons dangereuses*, « Joindre à l'esprit d'un auteur le talent d'un comédien » ? Partant, faudrait-il s'étonner qu'auteurs, metteurs en scène et comédiens de ce temps, sur les planches et à l'écran, n'aient pu résister à mettre en scène ou en images ce qui, par nature, ne pouvait l'être, une correspondance extraordinairement riche et complexe entre deux êtres, à l'autisme d'une vie qui les a séparés pour toujours et que le théâtre et le cinéma ont voulu rapprocher ?

Si l'on en croit Georges Poisson, auteur d'une biographie sur Laclos (2), les *Liaisons dangereuses* n'ont intéressé pendant longtemps que les illustrateurs, et ce, dès la publication du livre, en avril 1782. Il faut attendre, peut-être — il convient d'être prudent — la vingtème année et le milieu des années 30 pour découvrir une adaptation scénique, signée Gaston Baty au Montparnasse, avec Marguerite Jamois et Lucien Mendès. Les deux rôles principaux, Anne Dorval et Jean de Merville, sur la scène du Théâtre de l'Odéon.

Plus près de nous, Roger Vadim donne, à la fin des années 50, le coup d'envoi d'une série d'essais et de messages d'un chef-d'œuvre, dont la liste ne paraît pas vouloir être close. S'étant certainement rendu compte de l'extrême « théâtralité » du roman, le cinéaste, avec l'aide de Roger Vadim, décide de transposer l'action et les personnages dans la France des débuts de la Cinquième République. Gérard Philipe sera Valmont, inspecteur des finances, et Jeanne Moreau Anne de Merteuil, jeune femme peintre issue d'une famille très bourgeoise. Roger Vadim, dans un entretien accordé au *Monde* du mois de décembre 1958, répondait par avance à ses détracteurs en déclarant : « Certains intellectuels adoptent à l'égard de l'adaptation une position qui m'irrite. Toucher à une œuvre littéraire implique nécessairement pour eux sacrilège et trahison. J'avoue ne pas les comprendre (...). Il y aurait tellement à dire sur les films non à l'adapter, et il serait absurde de ne s'inspirer d'aucune source littéraire. Enrichir le cinéma, c'est aussi emprunter aux classiques certains de leurs thèmes et de leurs personnages pour en montrer les prolongements cinématographiques. »

Ce plaisir ne convaincra pas la Société des gens de lettres « Si Vadim seulement avait intitulé son film *Les Liaisons aventureuses* ou *« Périlleuses »*, nous n'aurions rien dit. Bien qu'il ne puisse être

mis entre toutes les mains, ce livre doit être considéré comme un des classiques de notre littérature, et nous trouvons inadmissible d'en voir trahir l'esprit si particulier au dix-huitième siècle. Que diriez-vous d'une *Salammbo* ou d'une *M<sup>me</sup> Bovary* jouant en 2 CV ? »

La société saisi la justice mais sera déboutée, le tribunal arguant, sous Georges Poisson, que « la Société des gens de lettres n'existait pas du temps de l'auteur ». Le producteur du film, Carlo Ponti, et Roger Vadim profiteront pourtant de la polémique et inviteront comédiens et amis à une avant-première du film sans avoir

quer Choderlos de Laclos et ses héroïnes. La mise en images de Charles Brabant ne suscita pas d'éloge particulier. Non plus que la « lecture » proposée en 1982 par Samy Frey et Annie Duperey, un après-midi sur FR2.

Avec le bicentenaire de la publication des *Liaisons dangereuses* vient de temps des biographies de l'auteur, des colloques et des rééditions. On en retiendra l'ouvrage de Georges Poisson, déjà cité, et la réédition publiée par l'imprimerie nationale, augmentée de vingt pages (3).

C'est d'Allemagne que vient, en 1983, une nouvelle tentative d'approche des *Liaisons*. Sous le

qu'une partie du public prête à ceux qu'elle a l'habitude de voir à la télévision.

### Gros budgets

Nouvel avatar — et, celui-là, fort réjouissant — de l'adaptation de Christopher Hampton est le film qui vient de commencer de tourner à Paris le talentueux réalisateur de *My Beautiful Laundrette* et de *Sammy et Rosie* s'envoient en l'air, Stephen Frears. Deux mois de tournage, un casting sud-africain (John Malkovich dans le rôle de Valmont, Glenn Close dans le rôle de Merteuil), un budget de 20 millions



Amante Streyberg et Gérard Philipe dans le film de Roger Vadim

obtenu d'autorisation ministérielle. Ce qui devait arriver arrive : la production fut interdite ; le ministre de l'Information, M. Roger Frey, entouré de plusieurs membres du gouvernement et du préfet de police, M. Maurice Papon, se fit prêter le film dans la nuit et décida d'une interdiction aux moins de seize ans et à l'exportation ; lancement publicitaire parfait.

### Opéra et colloques

Il faut attendre quelques années une nouvelle adaptation. Elle est signée par le compositeur Claude Prey en 1974 et grand pour la première fois, la forme d'un opéra. L'auteur s'empresse pour l'occasion de régler son compte à Roger Vadim : « Ce qui s'est perdu, c'est d'avoir eu qu'il ne défigurerait pas l'œuvre en la transposant au vingtième siècle. Le thème des *Liaisons* est inhérent à la société du dix-huitième : on y voit des règlements de comptes sentimentaux dans le milieu clandestin du plaisir, au sein d'une société épurée. » Trois heures de musique, un livret de vingt pages, véritable florilège des lettres du roman, avec cela Claude Prey réussit son « drame épistolaire et en quinzaines », « roman policier téléphonique ». Boudé lors de sa création à l'Opéra du Rhin de Strasbourg, il sera repris en 1980 au Festival d'Albi-en-Provence et retransmis à la télévision. Celle-ci s'était signalée quelques mois plus tôt par le seul téléfilm adapté des *Liaisons* dont on ne retint que l'interprétation de Claude Degliame et Mela Simon, et l'habileté qui consista à faire dialo-

guer Choderlos de Laclos et ses héroïnes. La mise en images de Charles Brabant ne suscita pas d'éloge particulier. Non plus que la « lecture » proposée en 1982 par Samy Frey et Annie Duperey, un après-midi sur FR2.

Avec le bicentenaire de la publication des *Liaisons dangereuses* vient de temps des biographies de l'auteur, des colloques et des rééditions. On en retiendra l'ouvrage de Georges Poisson, déjà cité, et la réédition publiée par l'imprimerie nationale, augmentée de vingt pages (3).

Le dramaturge anglais Christopher Hampton ne retiendra pas la leçon d'Heiner Müller et reviendra sur le terrain de l'adaptation la plus fidèle possible. A côté près qu'il réinventera une fin qui aurait peut-être choqué Laclos s'il n'avait été, malgré tout, ménager la censure. Merteuil ne connaît pas les affres de la vérole et poursuivra avant que que le rideau ne tombe une partie de whist avec ses amies Rosemonde et Volanges. Sous la houlette du metteur en scène Howard Davies, les acteurs de la Royal Shakespeare Company furent et sont encore, de Londres à New-York, les personnages de Laclos avec une exemplaire rigueur.

On ne peut malheureusement en dire autant de l'avatar français du travail de Christopher Hampton, traduit par Jean-Claude Brisville et mis en scène, aux côtés de Bernard Giraudeau, par Gérard Vergez au Théâtre Edouard-Vaillant. Si cette version connaît depuis le début de l'année une carrière brillante à Paris, ce n'est certainement pas pour ses qualités intrinsèques mais en raison de l'intérêt persistant

de dollars : déjà, on voudrait voir. Si ce film veut avoir une chance d'être qualifié pour les Oscars, il faudra qu'il sorte aux Etats-Unis avant la fin de l'année. Rendez-vous est pris pour les fêtes.

Au seuil des célébrations du bicentenaire de sa Révolution, la France ne pouvait pas rester indifférente à l'œuvre d'un auteur qui allait bientôt prendre toute sa place dans les remue-ménages de la prise de la Bastille. Aussi, le producteur Claude Berri, comblé par le juste succès de son diptyque provincial (*Jean de Florette* et *Manon des sources*), s'apprête-t-il à mettre en chantier ce qu'il appelle lui-même « une adaptation très libre des *Liaisons dangereuses* ». Valmont sera réalisé dès le 16 août prochain par Miles Forman (*Amadeus*). Budget prévu : 30 millions de dollars, vingt-deux semaines de tournage, musique de Neville Martin, plusieurs milliers de figurants, décors de Pierre Guffroy (*Amadeus*), casting en cours : tout ce beau monde devrait se retrouver bientôt au château de la Motte-Tilly dans la banlieue sud-est de Paris. Et sur nos écrans pour les fêtes de fin d'année 1989.

OLIVIER SCHMITT.

- (1) *Didascalies*, numéro 7, consacré à Heiner Müller, Ensemble théâtral mobile, 88, rue de la Caserne, 1000 Bruxelles.
- (2) Choderlos de Laclos ou l'obsession, Grasset, 525 pages, 140 F.
- (3) *Les Liaisons dangereuses*. Texte présenté et annoté par R. Frey, posté par M.-F. Polak. Imprimerie nationale (39, rue de la Convention, 75015 Paris). Deux volumes reliés cuir rouge, 352 pages et 340 pages, 800 F.

### « Amsterdamed », de Dick Maas

## Les cadavres sont dans le canal

Une enquête policière où le décor est roi. Pas de héros mais des canaux...

La nuit, deux cuisiniers chinois jettent leurs eaux sales dans les canaux d'Amsterdam, les rues sont glissantes, des filles s'exposent en vitrine, l'une d'elles, travail terminé, rentre en taxi, refuse de se montrer gentille, se fait jeter, se fait assassiner sauvagement sous les yeux d'une clocharde affolée, se fait traîner jusqu'à l'eau boueuse, et on la trouvera le lendemain pendue à l'un des jolis ponts qui jalonnent les 165 kilomètres de canaux, son visage ensanglanté coque contre la vitre d'un bateau-mouche bourré d'enfants touristes hurlant d'horreur, et son corps glisse le long du plafond vitré...

Après son premier long métrage, *l'Ascenseur* — lequel ascenseur, à cause d'une puce malade dans son cerveau électronique, décidait de faire mourir ses occupants, — prix d'Avoriaz en 1983 et grand succès commercial aux Pays-Bas, Dick Maas a continué à récolter les récompenses nationales mais n'a pas exporté ses œuvres en France, jusqu'à *Amsterdamed*, qui, selon le

dossier de presse, a été vu par plus d'un million de Hollandais.

Après ce débat prometteur, l'enquête (menée par un flic barbu, pas mal de sa personne, père célibataire d'une fillette assez insupportable) piétine, et le film aussi. En fait, il y a un fil conducteur mais pas de scénario, sinon des péripéties qui utilisent les clichés du genre — le tueur fou, les rats dans les égouts, les fausses pistes aux grosses ficelles, les mystères du métré, les remplacés par les canaux... Il n'y a pas non plus de personnages, ou plutôt, les contours en sont trop flous pour que les comédiens aient envie de faire quelque chose avec. Ils n'ont pas cette force des Américains, qui considèrent le rôle le plus convenu comme s'il s'agissait d'Hamlet et, à partir de là, le rendent crédible, voire intéressant.

Ici, on ne croit ni aux gens ni aux dangers qu'ils courent, on ne s'intéresse qu'aux morceaux de bravoure, en particulier à une époustouflante poursuite en hors-bord, ou à celle, plus drôle, d'un nuage de bulles censé dénoncer la présence du meurtrier dans l'eau. Les canaux sont heureusement omniprésents. « La vedette du film est Amsterdam », affirme Dick Maas, et c'est vrai.

COLETTE GORDA.

### ARCHITECTURE

#### A l'Institut français d'architecture

## La crise rançon du succès

Alors que s'ouvre une brillante exposition sur les grands travaux de province, une crise grave secoue l'Institut français d'architecture, tiraillé entre ses missions scientifiques et culturelles, et des intérêts d'un autre ordre.

L'Institut français d'architecture (IFA) fait-il naufrage ? A considérer le nombre de personnalités et de célébrités, architectes, maires, secrétaires d'Etat et même ministre (Jack Lang), il était difficile d'imaginer, mercredi 8 juin, que l'inauguration de l'exposition sur les grands projets culturels en France masquait un anéantissement d'un autre ordre, un mauvais remake du *Titanic*, voire du Bazar de la Charité.

Pourtant, derrière les flots, derrière la satisfaction affichée à juste titre par Yves Dauge, président de la mission interministérielle des grands travaux (déjà remplacée par le secrétaire d'Etat d'Emile Biassini), une crise grave secoue l'Institut, sans doute parce qu'il est justement au carrefour de trop d'intérêts, et parce qu'on demande tout et son contraire à un organisme écartelé entre ses missions de recherche et son rôle de révélateur permanent de l'actualité architecturale.

Jusqu'en avril dernier, tout allait pour le mieux au sein de cet organisme régi par la loi de 1901 (statut qui lui assure une bonne autonomie et une remarquable efficacité) et subventionné par le ministère de l'Équipement : 14 millions de francs annuels, jamais réduits depuis la création de l'Institut en 1983. Assistant à l'entretien que son accordait alors M. Pierre Méhaignerie (*le Monde* du 1<sup>er</sup> janvier), M<sup>me</sup> Luciana Ravanel, responsable de l'architecture dans son cabinet, nous assurait en toute ingénuité — mais comment aurait-elle pu savoir qu'elle serait élue directrice du même organisme, quelques semaines plus tard, par un conseil d'administration évidemment indépendant de son ministère de tutelle ? — que tout allait pour le mieux ; que, non, elle ne voyait pas pourquoi le nouveau centre de Tolbiac, où doivent être rassemblées les archives architecturales du vingtième siècle, pourrait peser en quoi que ce soit sur les finances de l'Institut, même s'il en doublait les surfaces (2 000 mètres carrés de plus).

Entre-temps est présenté au même ministère le projet de Fondation européenne pour la ville et l'architecture (FEVA) (*le Monde* du 21 avril) qui reprend en gros les ambitions et principes de l'IFA (auquel est à l'occasion donné un grand coup de chapeau), mais en les amplifiant considérablement et, bien sûr, budgétairement. Le projet global était séduisant, quel qu'en fût le détail, puisqu'il correspondait à la demande de plus en plus nettement formulée par la profession, mais on ne disait, au fond : pourquoi tirer des plans sur la comète, si l'on n'est

pas en mesure d'assurer déjà une existence décente à l'IFA.

Car, sauf M<sup>me</sup> Ravanel, chacun savait l'Institut au bord de l'asphyxie, entre ses missions de recherche et une quête frénétique au mécénat pour faire marcher sa galerie d'actualité et ses expositions. On se demandait aussi s'il n'était pas un peu dangereux pour un tel projet d'être livré à la presse si orbe de l'échec présidentielle. Méfiance, la même presse devait d'ailleurs bouter entre les deux tours le rapport de Paul Andreu sur l'avenir international de l'architecture française, et dont les conclusions étaient en gros celles du projet FEVA, et celles auxquelles était parvenu l'Institut depuis belle lurette. Plusieurs des manifestations préconisées par le rapport ayant même déjà eu lieu, on commençait à se demander si l'on ne marchait pas sur la tête...

### Huit jours avant l'élection présidentielle

A l'Institut même, la situation était claire. Le mandat de son président Max Querrien étant venu à expiration, le ministère avait nommé comme président « intérimaire »... le directeur de l'architecture lui-même, Claude Robert, autrement dit la tutelle directe de l'Institut. Pour que tout soit plus simple encore, la directrice, Florence Contensy, fut prolongée dans ses fonctions. On ne pouvait évidemment trouver de remplaçants dans l'optique de la FEVA. Allez savoir pourquoi, huit jours avant le deuxième tour de l'élection présidentielle, M<sup>me</sup> Luciana Ravanel était élue à ce poste.

Aujourd'hui, le conflit est ouvert entre la nouvelle directrice et une partie non négligeable de ses administrés. M. Maurice Culot, responsable du département Histoire et archives, et spécialiste sans doute encombrant, mais mondialement célèbre, et M. Alain Thiébaud, responsable de la galerie d'actualité, récusent en particulier la nomination d'un nouveau directeur adjoint scientifique, M. Serge Salat, alors que d'autres besoins se font sentir. M<sup>me</sup> Luciana Ravanel entend de son côté « prendre les mesures qui s'imposent » contre les deux facteurs de troubles. Comme si, dans un centre de recherche nucléaire, on pouvait mettre à la porte tel spécialiste de la fission.

Certes, M<sup>me</sup> Ravanel doit mettre de l'ordre dans la maison, certes il lui faut prendre des initiatives, demander des rallonges pour son budget (tiens !). Mais quant aux mesures qu'elle entend prendre, quant aux projets qu'elle défend, ce ne sont que des « rumeurs », des « hypothèses de travail », et par « devoir de réserve », elle entend « ne faire part qu'à son président », M. Claude Robert.

Entre les mystères du ministère, les rêves de la FEVA, et les secrets de l'IFA, l'architecture et la recherche ont de beaux jours devant eux !

FREDERIC EDLMANN.

### La société Warner condamnée

#### Pas assez de VO pour « Bird »

La société de distribution Warner a été condamnée, le mardi 7 juin, à Lyon, pour avoir refusé à deux salles de cinéma des copies en version originale du film *Bird* de Clint Eastwood.

La cour d'appel, confirmant un jugement du tribunal de commerce de Lyon, a condamné la Warner à verser 5 000 F d'amende au CNP-Opéra de Lyon et 3 000 F à l'Éldorado de Dijon par faute de retard dans la fourniture des copies VO du film, à partir du 1<sup>er</sup> juin.

La Warner avait refusé à ces salles de cinéma des copies en anglais de *Bird*, film sur la vie de Charlie Parker, récemment primé au Festival de Cannes et qui s'accommode certes assez mal d'un doublage en français. La Warner arguait du fait qu'elle ne possédait que dix copies en version originale. Neuf de ces dix copies sont actuellement projetées à Paris.

### Le capitaine Dreyfus aux Tuileries

Une statue du capitaine Dreyfus a été inaugurée, le mercredi 8 juin, dans les jardins des Tuileries par le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang. C'est d'ailleurs lui qui, en 1985, avait commandé ce bronze haut de 3,70 mètres au dessinateur Tim, comme pour ses caricatures dans *L'Express*.

Ce hommage attendait depuis 1986 un endroit où se poser. Destinée initialement à l'École militaire, où le capitaine avait été dégradé en 1895, le ministre de la défense de l'époque, M. Charles Hernu, s'y était opposé, préférant voir le monument dans les jardins de l'École polytechnique, où le jeune officier avait fait une partie de ses études.

La statue du malheureux capitaine généraliste envoie l'armée française ? Pas du tout, rétorquait le ministre, mais la cour de l'École militaire est inaccessible au public ! On avait songé par la suite au Palais de justice. Le monument était trop

haut pour la salle des pas-perdus. Le sculpteur avait alors proposé la place Dauphine, face au grand escalier de la Cour de cassation. Mais le terrain appartient à la Ville de Paris, qui, visiblement, a préféré voir l'œuvre de Tim ailleurs.

Alfred Dreyfus sera donc logé aux Tuileries — propriété de l'Etat, — qui fait figure de jardin des « refusés ». L'effigie de Léon Buzo, qui devait être placée sur la place du même nom, sera la voisine du capitaine.

E. de R.

### Les malheurs de Modigliani

Deux toiles de Modigliani, un nu et un portrait, étaient proposées aux enchères publiques jeudi 2 juin au cours d'une vente de prestige au Théâtre des Champs-Élysées. Le Portrait du docteur Alexandre était estimé entre 20 et 30 millions de francs, et la Petite Jeanne entre 12 et 15 millions. Mais le premier n'a atteint que 11,3 millions et le second 5,5 millions. Ils ont donc été retirés de la vente dont ils constituaient cependant le morceau de bravoure.



## HAÏTI

art naïf-art vaudou

### GRAND PALAIS

16 avril-30 juin 1988





# Culture

## MUSIQUES

Berio et Bruckner par le Concertgebouw au Châtelet

### L'envol de Chailly

Formazioni, de Berio, en création française, et une symphonie de Bruckner consacrent l'entente enthousiaste de Riccardo Chailly avec son nouvel orchestre.

Pour la première fois, le fameux orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam, façonné depuis cent ans par des maîtres néerlandais (Mengelberg, Van Beinum, Haitink) s'est donné comme chef permanent un Italien, Riccardo Chailly (le Monde du 21 avril), et la grille à magnifiquement pris. Au Châtelet, dimanche, pour le quatrième Festival international d'orchestres du Théâtre musical de Paris, la sève et l'enthousiasme circulaient presque visiblement à travers les membres de cet ensemble somptueux, dans un programme symbolique de ces épousailles où une création de Luciano Berio, commandée par le Concertgebouw, voisine avec la Troisième Symphonie d'Anton Bruckner, grande image du lyrisme germanique.

Ce chef, de taille modérée, chevelure blonde abondante et barbe soigneusement taillée à la Donizetti, s'impose d'abord physiquement. Bien campé sur ses jambes, plongeant parfois comme un roseau, il est proche des instrumentistes, les entraîne dans un voyage, d'une battue nette, modelant les nuances mélodiques de la main gauche. Sans céder aux attitudes spectaculaires ni jouer les dictateurs toscaniens, Chailly convainc et séduit, les musiciens le suivent avec délices et, comme c'est un des plus beaux orchestres du monde, on vous laisse à imaginer le résultat.

Berio savait à qui il s'adressait en écrivant ces *Formazioni*, œuvre fondée sur une redistribution des instruments dans l'espace entraînant de nouveaux groupes et de nouveaux rapports. Ainsi, sur la gauche, la plupart des bois et des cuivres sont aux premiers rangs et dialoguent, par-dessus violons et altos, avec un autre groupe de vents très dense (quatre trompettes, deux trombones, tuba en particulier) tout en haut à droite, tandis que violoncelles et contrebasses restent à leurs places traditionnelles.

Cette « géographie » inédite crée une vie instrumentale assez originale et fourmillante. L'impression générale est celle d'une vaste trame continue sur laquelle brochant sans cesse des événements surprenants, des explosions qui se répètent dans toutes les couches géologiques, de puissants « centres d'impulsion » qui font lever de terribles images antagonistes, etc. Pourtant, cette partition, superbement écrite et dynamique, paraît plus formelle que lyrique, comme le titre nous en avait prévenus.

Ce brillant concerto pour orchestre formait un excellent prélude pour une *Troisième Symphonie* de Bruckner pleine de gloire, d'une beauté sonore presque frénetique, exaltant ces cordes lumineuses, comme polies par les sables, ces bois pittoresques et veloutés, ces cuivres rougissants et sauvages. Chailly semblait tout près de s'envoler avec ces gestes qui portaient les musiciens toujours plus haut. Et l'on savourait maints passages de cette œuvre grandiose : la tendresse allée à la grâce mystique de l'adagio ; le *Ländler*, conquis dans sa démarche un peu lourde, qui traverse le torrent du scherzo, ou bien cette exquise polka villageoise, sertie dans un choral très solennel, au milieu de l'immense final débouchant sur quelque apothéose rêvée par ce musicien de cinquante ans qui ne peut encore faire jouer ses symphonies.

A cette musique chantée à pleins poumons, Chailly apportait aussi par moments une légèreté et une finesse très italiennes ; après tout, par-dessus les Alpes, l'Autriche n'est pas loin de Milan, elle-même longtemps liée bon gré mal gré à l'empire germanique.

JACQUES LONCHAMPT.

★ A l'occasion de ce quatrième Festival, le TMP publie le septième numéro de la revue *Musical*, consacré à l'Orchestre, avec des textes de Berlioz, Ansermet, Scherchen, Lavigueur, Jean Duron, Christian Wasselin, Claude Helleu, Véronique Brindeau, etc. Des articles notamment sur Boulez, Karajan, Chailly, Claire Chazotte, Dutoit et le Nouvel Orchestre philharmonique. 128 pages 24 x 28, 130 F.

Le seizième concours électroacoustique de Bourges

### Service public

Cette compétition très disputée a une particularité. Pour les chercheurs du monde entier, elle est presque un passage obligé.

Le Festival de Bourges n'est peut-être pas, côté public, la plus fréquentée des manifestations printanières. Côté représentation internationale, en revanche, il bat presque Cannes. C'est que les concerts (exécutions « live » ou mixtes, écoutes sur orchestre de haut-parleurs, happenings, performances) qui occupent pendant dix jours toutes les soirées et une bonne partie des nuits se doublent d'un concours. Et ce concours a une particularité que peu de compétitions internationales peuvent arborer : il est unique au monde.

Alors, les candidatures affluent (trois cent soixante-dix, basées sont passées devant la présélection cette année, plus de cinquante ont été retenues). Les jurés se recrutent, sans difficulté, en Europe du Nord et de l'Est, aux Etats-Unis, Canada, Amérique du Sud. Et Bourges se transforme tous les douze mois en une tour de Babel dont Gérard Benoit (co-président du jury cette année avec Alain Savouret) fait régulièrement les frais : l'ancien responsable du département « dialogue » de l'IRCAM est un polyglotte de génie — et un compositeur aux doigts de fée, comme l'a prouvé une œuvre pour bande et Shakhachi, exécutée dimanche avec une incroyable poésie par Andreas Gutzwiller.

Curieusement, la musique électroacoustique est devenue, au fil des années, une section parallèle de l'activité musicale grand public et même de la musique contemporaine. Les émissions qui lui sont réservées, assurées par le Groupe de recherches musicales de l'INA, constituent une enclave dans le programme de France-Musique. La production des studios spécialisés n'a plus systématiquement accès aux festivals d'avant-garde. On a beaucoup cru, après 1968, aux vertus démocratiques et pédagogiques d'une musique capable de se passer d'interprètes, de partitions et du traditionnel solfège : apparemment, en haut lieu, on n'y croit plus guère. Et pour contrebalancer les austerités de la recherche pure (symbolisées par l'IRCAM), la haute technologie se met de plus en plus — rentabiliser et publiciser obligent — au service d'Etats (l'Irak, le Zaïre) ou de municipalités soucieuses de gratifier

leurs « sujets » de grandes fêtes populaires. M. Jacques Ribault, député et maire (PC) de Bourges, est ainsi félicité, lors d'une réception à la mairie, le 5 juin, que Christian Clavier, co-responsable du Groupe de musique expérimentale de Bourges, avec Françoise Barrière, consacre désormais une partie de son activité à des audiovisuels géants avec feux d'artifices et laser (1).

Le GMEB, dont les studios sont accueillis par la maison de la culture, reste néanmoins fidèle à lui-même, passe régulièrement commande à des compositeurs invités, accueillis étudiants, forme des étudiants, en sélection pour les centres étrangers et sert, chaque année, de plaque tournante aux spécialistes du monde entier à l'occasion de ce concours dont le verdict fait autorité dans la profession. Depuis la fin des années 70, les lauréats avaient droit à une « reconnaissance centralisée » : les œuvres primées faisaient l'objet d'un concert annuel organisé par l'IRCAM. La direction artistique de l'institut parisien, qui n'est plus représentée au jury, a mis fin depuis deux ans à son hospitalité. C'est oublier que le GMEB assure en l'espèce, depuis seize ans, un service public qui aucun studio français (et même étranger) n'est prêt à faire aussi bien à sa place.

ANNE REY.

(1) « Une plainte insolite... » spectacle pour musique, lasers, images géantes, lumières et feux d'artifice de Christian Clavier est donné en clôture du festival, le 11, à 22 h 30, à l'abbaye de Noirlac.

### Le palmarès

Le concours comportait, cette année, une nouvelle section, celle des « magistres », destinée à saluer la production et l'action de musiciens électroacoustiques en activité depuis vingt ans au moins. On a retenu les Français Francis Dhomont, l'Autrichien Dieter Kaufmann et le Hongrois Zoltan Pongracz.

Prix, section « mixte » : Ake Parmerud (Suède) ; Horacio Vaggione (Argentine).

Prix, section « électroacoustique » : Paul Dolden (Canada) et, ex-aequo, Ake Parmerud (Suède) ; Robert Normandeau (Canada) et, ex-aequo, Gabriel Poulard (France).

Aucun prix n'a été attribué dans la section « live ».

# Communication

## L'offensive britannique dans l'audiovisuel européen

Quatre chaînes pour l'un, sept chaînes pour l'autre, la télévision européenne aura un fort accent anglais. Déjà pionnier de la télévision par satellite avec Sky Channel (qui lui a coûté 40 millions de livres jusqu'à présent et arrose deux millions de foyers câblés européens), M. Rupert Murdoch a choisi de réserver trois canaux sur le satellite luxembourgeois Astra, et une option pour la chaîne Eurosport qu'il prépare avec l'UER (le Monde du 3 juin). Sa stratégie est d'aller au plus simple et au moins cher, pour s'assurer d'abord une large pénétration du marché britannique. Ainsi, il diffusera en PAL, norme qui prévaut dans la plupart des pays européens. Et le fabricant de micro-ordinateurs Amstrad, familier des longues séries, s'engage à fabriquer dès le début de 1989 jusqu'à 100 000 équipements de réception par mois à bas prix.

Devançant l'annonce de son concurrent, M. Maxwell s'est allié avec British Telecom et le grand distributeur WH Smith. Ils comptent rassembler en « paquet » sept chaînes (dont six existent déjà) pour les vendre par abonnement à moins de 10 livres par mois. Au menu : musique avec MTV, programmes pour enfants avec Children's

L'arrivée de nouveaux satellites plus puissants (TDF 1 et Astra à l'automne, Eutelsat 2 en 1990) relance la guerre des télévisions du ciel en Europe. Aux avant-gardes, les deux « poids lourds » des médias britanniques : l'anglais francophile, Robert Maxwell et l'australien-américain Rupert Murdoch, avec des stratégies qui visent d'abord à ébranler le monopole BBC-ITV dominant la télévision britannique. Mais leurs chaînes couvriront aussi l'Europe. Et leurs choix divergents de normes de transmission (PAL pour M. Murdoch, D-MAC pour M. Maxwell) présagent mal d'une unité européenne capable de contrer l'offensive japonaise en matière de télévision haute définition.

Channel, cinéma avec Première et une nouvelle chaîne, Home Video Company (propriété de M. Maxwell et de British Telecom), sport avec Screen Sports ou loisirs avec Lifestyle (deux chaînes de WH Smith), et enfin information avec la chaîne américaine CNN de M. Ted Turner. Qu'il s'agisse donc de cinéma, de sport ou d'information, la compétition sera signée entre les deux champions britanniques.

M. Maxwell n'a pas encore choisi son vecteur, soit le satellite Astra, soit Eutelsat lancé plus tard. En revanche, pour pouvoir crypter ses chaînes et les faire payer, il a déjà décidé d'adopter la

norme D-MAC (différente à la fois des normes existantes PAL ou SECAM, et du D2-MAC choisi par Français et Allemands pour leurs satellites de télévision directe). Voilà donc qui ne va pas faciliter la tâche des industriels européens, qui tentent de résister aux Japonais dans la préparation des futures télévisions à haute définition.

Ce premier contrat signé avec M. Murdoch par Astra est une victoire importante pour la société privée luxembourgeoise, qui en avait grand besoin pour asseoir sa crédibilité à quelques mois du lancement. Astra compte bien profiter de cette dynamique pour convaincre d'autres opéra-

teurs, français ou allemands notamment, de venir remplir ses seize canaux. Il peut compter pour cela sur l'appui de British Telecom qui a des options pour commercialiser onze canaux (dont quatre pour télévisions britanniques) s'affirme ainsi comme un partenaire important dans l'audiovisuel, allant jusqu'à investir dans les programmes. Rien de plus naturel d'ailleurs car, comme l'a rappelé avec force M. Murdoch, « l'industrie de la télévision par satellite dépend d'abord des programmes » et de leur qualité d'attraction pour les spectateurs. Encore faut-il que ces derniers aient accès aux programmes : c'est justement l'autorité du projet Murdoch qui de réusir à la fois programmes, vecteur et équipements de réception dans une offensive commune.

Un triptyque solide qui fait pour l'instant défaut aux tentatives françaises de télévision directe : si le vecteur TDFI existe, nul ne sait encore quels programmes il véhiculera, et quels matériels existeront sur le marché pour les capter.

MICHEL COLONNA D'ASTRIA.

### La « Télévision du ciel » de M. Murdoch

LONDRES  
de notre correspondant

L'atmosphère était nettement hostile, mercredi 8 juin, lorsque M. Rupert Murdoch a présenté devant une salle comble son projet de lancement, au début de l'été prochain, d'un faisceau de quatre chaînes de télévision par satellite destinées en priorité au public britannique mais qui balayeront aussi une partie de l'Europe continentale, y compris la France. Il faut dire que le patron de News International n'a pas bonne réputation auprès des journalistes britanniques. M. Murdoch contrôle un tiers de la presse écrite quotidienne au Royaume-Uni mais ne tient pratiquement jamais de conférence de presse à Londres. Australien d'origine, il est aujourd'hui citoyen américain et son bureau est à New-York.

La première question était « au canon ». Les futures chaînes auront-elles les mêmes critères de qualité que le *Sun*, le quotidien populaire du groupe News International, célèbre pour ses faits divers croustillants et ses photos de femmes nues en résistante nage ? Glacial, M. Murdoch a répondu que « les programmes seraient de première classe ». Si le satellite luxembourgeois Astra est lancé comme prévu par la fusée Ariane le 4 novembre, la diffusion (en PAL) pourrait commencer en janvier ou février 1989. La première des nouvelles chaînes diffusera des émissions très grand public et aura pour mission de distraire. La seconde donnera des informations vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la troisième sera consacrée au cinéma, la quatrième au sport ; ce sera d'ailleurs la seule à ne pas être uniquement en anglais. La salle où avaient pris place les meilleurs journalistes de la BBC et d'ITV ne paraissait pas convaincue. Les questions se sont donc succédé, mettant implicitement en doute le

contenu futur de Sky Television (la Télévision du ciel).

M. Murdoch se dit prêt à perdre de l'argent pendant plusieurs années. Il est le premier en Grande-Bretagne à se lancer dans l'aventure de la télévision par satellite, captée directement par le téléspéctateur, moyennant l'installation d'une antenne spéciale coûtant environ 200 livres (2 200 francs).

### Tarifs publicitaires

La publicité est évidemment l'enjeu de l'opération. M. Murdoch a décidé de pratiquer des tarifs plus bas que la chaîne privée ITV. Il vise à casser le monopole de fait dont bénéficie cette dernière, la BBC ne diffusant pas de publicité et vivant de la redevance.

La « Télévision du ciel » comportera essentiellement des programmes de la télévision britannique. Pas question, a-t-il dit M. Murdoch, d'une invasion de productions américaines. Il n'y a cependant aucun engagement précis de sa part.

Le gouvernement britannique a-t-il été consulté ? Non, répond le patron de News International. Les quatre chaînes obéiront cependant aux consignes du BSC (Broadcasting Standards Council), l'organisme créé le 16 mai pour veiller au respect des normes de décence.

M. Thatcher a évoqué mercredi ce sujet, pratiquement au moment même où M. Murdoch dévoilait son plan. Parlant devant les principaux responsables de la presse écrite et audiovisuelle britannique, elle a affirmé l'intention du gouvernement d'intervenir « pour protéger nos jeunes contre la violence et la pornographie » si le besoin s'en fait sentir. Elle a cependant vivement incité son auditoire à pratiquer l'auto-discipline qui lui paraît de loin préférable à l'action de la puissance publique.

DOMINIQUE D'HOMBERG.

### Bilan annuel devant la CNCL

#### TF 1 satisfait de TF 1

Les dirigeants de TF 1 sont satisfaits de leur bilan. Ils l'ont fait savoir, le mercredi 8 juin, en convoquant la presse dans un petit hôtel, appartenant pour moitié au groupe Bouygues, et situé à une centaine de mètres du siège de la CNCL où la Une venait de subir son examen de passage annuel. MM. Patrick Lelay, Etienne Mougeotte et M. Michèle Corta ont mis en scène les « sages » de la rue Jacob, qui ne devaient rendre publiques leurs conclusions que dans la journée du 9 juin.

Que cache une telle précipitation ? « Rien », affirme le directeur général de la chaîne. La CNCL a reconnu que TF 1 avait tenu ses engagements tant sur le plan du pluralisme de l'information que sur celui de la production de fiction française qui est le cœur du mieux-être culturel. A l'appui de ses dires, M. Patrick Lelay produit ses propres chiffres. Sur l'équilibre des temps de parole politiques en 1987 : 42,9 % pour le gouvernement, 20,5 % pour la majorité RPR-UDF et 36,6 % pour l'opposition. Sur la diffusion d'œuvres originales françaises : 76,9 heures au lieu d'un 350 heures promises. Sur le nombre de films : 163, moins que le plafond fixé à 170 longs métrages. Sur les commandes de fiction : 211 heures au lieu des 150 heures promises.

En apparence, la première chaîne française a largement rem-

pli son contrat avec l'autorité de régulation et les téléspéctateurs. Il semblerait pourtant que le jugement de la CNCL risque d'être beaucoup plus nuancé. Si les « sages » reconnaissent volontiers la qualité de l'information et les efforts de production, ils ont, au cours de l'audience, à huis clos, relevé plusieurs manquements aux cahiers des charges. Les programmes de TF 1 ne respectent pas les quotas de diffusion : environ 35 % d'œuvres françaises (au lieu de 50 %). De même, les dirigeants de la Une auraient « gonflé » leur score d'œuvres originales en y incluant des séquences de variétés ayant peu de rapport avec une authentique création.

Un raiser ? La CNCL critique aussi les émissions « jeunesse » de TF 1 : l'investissement dans la production de dessin animé est inférieur aux promesses, l'antenne est monopolisée par la société de production de l'animatrice Dorothée, empêchant ainsi le libre jeu de la concurrence. Les reproches portent aussi sur le cinéma : TF 1 s'était engagée à ne programmer que deux films par semaine à 20 h 30, elle en a diffusé trois. Enfin, la CNCL a dénoncé la poltronerie de l'antenne par un « sponsoring » envahissant et excessif. Reste à savoir si, en rendant publiques leurs critiques, les « sages » les assourdiront de sanc-

Sur le plan européen, enfin, Maxwell se félicite du retour au pouvoir des socialistes, car « eux, au moins, seront obligés d'honorer le contrat qu'ils avaient signé — et qui avait été dénoncé depuis par la droite — pour des canaux sur le satellite TDF 1 ».

A l'évocation de son ennemi, Rupert Murdoch, la magnète voit rouge : « Ah non ! dit-il, il m'a mis assez de bâtons dans les roues en Grande-Bretagne, je ne me laisserai pas faire en Europe... » Allusions sens doute aux visées de Murdoch sur le satellite luxembourgeois Astra.

ALAIN WOODROW.

(1) « L'Incroyable M. Maxwell, histoire d'un empire », par Joe Haines. Ed. Odile Jacob, 320 pages, 148 francs.

● M. Pierre Edeline quitte Pathé-Cinéma et rejoint UGC. — M. Pierre Edeline, membre du groupe d'intérêt économique Pathé-Edeline et indépendant, et programmeur de ce circuit de 411 salles, vient de passer avec armes et bagages chez le concurrent UGC. M. Edeline vient en effet de vendre à ce groupe cinématographique les 17 salles qui lui appartenaient en propre (4 complexes situés à la porte Maillot, à Paris, à Rambouillet, aux Uits et à Vélizy), tout en prenant la direction de la programmation du nouveau regroupement ainsi effectué (367 salles). Son frère, Jean-Charles Edeline — propriétaire, avec d'autres membres de la famille, de 67 salles — a choisi, lui, de rester fidèle au groupe Pathé.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.











# Les agents n'ont pas toujours le moral

riale. Les résultats se révèlent riches d'enseignements, bien souvent en décalage avec les idées préconçues qui circulent à propos de ce milieu.

leurs, le mode d'avancement et de rémunération n'en dépend pas.

C'est tout le mérite de Luc Dumont que d'avoir indiqué ces points de blocage et les potentiels d'enthousiasme ou de capacité à exploiter. Aux responsables d'aménager des issues, et de trouver les ressorts à actionner.

● **La France cherche 20 000 vendeurs par an.** — Les innovations commerciales seront encouragées pour tenter de compenser le grave déficit de la France dans le domaine commercial (le Monde Campus du 26 mai).

● **Chômeurs indemnisés.** — En avril, le nombre de chômeurs et de préretraités indemnisés par l'UNEDIC a augmenté de 0,1 % en données corrigées et diminué de 2,4 % en données brutes (le Monde du 28 mai).

quent un faible intérêt pour le service public et son image. Ils sont relativement passifs et, proches du fonctionnaire-type, veulent vivre une existence tranquille. Ils ne recherchent ni le risque ni le changement et, soucieux d'une progression à l'ancienneté, se contentent d'un parcours sans faute. Ce qui n'interdit pas une forme de dévouement.

Affectés aux services internes de gestion, ils sont thalassiques, travaillant à mi-temps, et, bien entendu, on trouve parmi eux beaucoup de femmes (70,2 %).

● Les « publicistes » ne manifestent pas ce besoin d'adhésion, au moins formelle. Leur désinvolture est presque totale, sauf à l'égard du service public et de son image. Ce qui en fait des amoureux de la fonction, sans doute déçus. Leur indifférence doit s'expliquer par une rupture ou trouver son origine dans une incompréhension de départ.

Ils sont fort peu motivés par une motivation inférieure au niveau moyen. C'est l'eau dormante. Tout ce qui participe de leur travail les laisse sans réaction et ils accordent peu d'importance aux conditions matérielles.

Les hommes sont plus nombreux que les femmes dans cette catégorie. Ils travaillent à temps plein, sont titulaires d'un bac ou d'un brevet de techniciens. Les moins de trente ans sont surreprésentés (25,7 %).

● Les « polarisés » se focalisent beaucoup sur leur travail, indépendamment du reste, qu'ils ignorent. Ils se distinguent donc par la faible attention qu'ils portent à l'environnement, totalement individualistes de ce point de vue.

● Les « introvertis », à l'inverse, se confondant avec leur fonction et adoptant un profil couleur de muraille. Dans la norme moyenne pour ce qui est du contenu de leur travail, ils mar-

lon International vous propose une autre voie: rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Étude Psychologique, correspond à la vôtre.

**Vous voulez changer vos rencontres ?  
Écrivez, ou venez nous voir.**

**© Ion International**

**Institut de Psychologie Appliquée fondé en 1950**

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli neutre et cacheté, votre  
livret d'information en couleurs « Pour un monde meilleur ».

M., Mme, Mlle.....

Prénoms..... Age.....

Adresse.....

- PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare. Tél. : (1) 45.26.70.85+.
- TOULOUSE (31500) 10, rue Nungesser-et-Coll. Tél. : 61.59.48.58.
- BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21. Tél. : 511.74.30.
- GENEVE (1211-11) 12, rue de la Corrairie - CP 263. Tél. : (41-22) 31.75.01.







## SOMMAIRE

■ M. Mitterrand prend à son tour l'initiative sur la dette des pays les plus pauvres et propose trois options avant le sommet des pays riches de Toronto. La France annulera le tiers des échéances rééchelonnées (lire ci-dessous).

■ Le gouvernement Rocard engage 4,4 milliards de francs de dépenses supplémentaires au

titre du budget de 1988. Ces charges ne gonfleront pas le déficit car elles seront compensées par des économies équivalentes (lire ci-dessous).

■ Président du Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui tient son congrès à Grenoble du 9 au 11 juin, M. Jacques Chaize joue la « transparence » et la

« responsabilisation » des salariés dans sa propre entreprise, la Socla. Sans effets de mode (lire page 28).

■ M. Jean-Luc Lagardère a reconstitué l'unité de son groupe, Matra-Hachette, rompue en 1981 par les socialistes. Il s'est donné un dauphin en la personne de son fils, Arnaud (lire ci-dessous).

Le problème de l'endettement rebondit avant le sommet de Toronto

## La France est prête à annuler le tiers de la dette rééchelonnée des pays les plus pauvres

Dans une lettre envoyée le lundi 6 juin aux six chefs d'Etat et de gouvernement qu'il retrouvera au sommet de Toronto, dans quinze jours, le président François Mitterrand ouvre le dossier de l'endettement du tiers-monde. Il lance, à son tour, une initiative qualifiée de « grande première » par le conseiller spécial du chef de l'Etat, M. Jacques Attali : un « menu » d'options permettant de réduire la dette des pays les plus démunis. La France s'engage à appliquer la plus généreuse, l'annulation du tiers des échéances garanties soumises, au cas par cas, au Club de Paris, ce forum réunissant les créanciers publics.

Le problème du sous-développement s'assimile souvent depuis 1982 et la crise de la dette du Mexique aux problèmes de l'endettement du tiers-monde. Un endettement total de 1 200 milliards de dollars à la fin de 1987, dont les remboursements sont très différents selon les pays. En s'attachant aux plus démunis, ceux qui dépendent presque totalement de l'aide internationale pour assurer leur survie, le président François Mitterrand est fidèle à une double tradition : celle du soutien aux plus pauvres et à l'Afrique.

entre trois options lors du passage de pays démunis devant ce forum des créanciers publics :

● Une annulation immédiate du tiers des échéances rééchelonnées sur la dette publique mais aussi, ce qui est également une première dans le Club de Paris, sur les « dettes commerciales garanties ». C'est cette option que choisit, à l'avance, la France. Il pourrait lui en coûter en année pleine et si tous les pays concernés passaient devant le Club de Paris près de 1 milliard de francs.

● Une consolidation de ces mêmes échéances sur vingt-cinq ans et non plus sur vingt ans, le tout assorti de taux d'intérêt du marché. Cette possibilité a récemment été proposée au sein du Club de Paris par les Canadiens.

● Une consolidation de dette limitée à quinze ans mais assortie d'un taux préférentiel, autrement dit bonifié pour être moitié moins élevé que celui du marché.

Ce « menu » à la carte soumis aux pays industriels devra être entériné par les six autres pays industriels réunis à Toronto mais aussi par tous les pays membres du Club de Paris, régi par la règle d'or du consensus. Certains, comme la Belgique, l'Autriche ou la Suisse, sont d'ores et déjà opposés à une telle approche, qui devrait malgré tout réunir l'assentiment des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne ou de la RFA. Cette dernière vient, elle aussi, d'annoncer qu'elle était prête à annuler 2,2 milliards de marks (7,48 milliards de francs) de dettes africaines. Le chancelier Kohl ne sera pas de reste au sommet de Toronto sur ce dossier. De quoi faire de l'aide aux plus pauvres l'un des sujets-vedettes du sommet des pays industriels.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### Coût : 1 milliard de francs

La grande majorité des pays visés par les propositions françaises et qui répondent aux trois critères définis lors du précédent sommet des pays industriels, il y a un an à Venise, se trouvent en effet sur le continent africain. Il s'agit de ceux dont le revenu annuel par tête ne dépasse pas 500 dollars, dont la dette est lourde et qui acceptent de faire un effort d'assainissement économique et financier. Depuis la réunion de Venise, les pays industriels s'étaient mis d'accord pour allonger les délais de remboursement de ces pays lors des réunions du Club de Paris, organisées, sur la base d'un crédit accordé par le Fonds monétaire international, chaque fois qu'une nation est confrontée à des problèmes de paiement d'échéances. Plusieurs pays africains, dont la Somalie et le Mozambique, ont ainsi bénéficié d'un tel délai de vingt ans, dont dix ans de grâce, pour évaluer dans le temps le poids du remboursement de leur dette, et non des quinze ans accordés au maximum auparavant par le Club de Paris.

Cette fois, le président Mitterrand franchit un nouveau pas en proposant à ses partenaires le choix

Les mesures « d'urgence » du gouvernement

## Les rallonges budgétaires (4,4 milliards de francs) seront gagées par des économies

Le budget de l'Etat pour 1988 ne sera pas modifié, avait déclaré M. Bérégovoy le 25 mai, à l'issue d'un conseil des ministres au cours duquel le point avait été fait sur les dépenses publiques, leur évolution, mais aussi sur les recettes fiscales.

Depuis cette date, le gouvernement de M. Rocard a annoncé diverses mesures qui toutes sont des dépenses nouvelles : 1,2 milliard pour l'éducation nationale, 1,48 milliard pour l'emploi, 116 millions pour la lutte contre la pauvreté, 250 millions pour le logement, 400 millions pour la recherche, 400 millions pour l'aide au développement, 305 millions pour la culture, 200 millions pour les élections législatives, 50 millions pour la préparation du Bicentenaire de la Révolution. Au total, 4,4 milliards de francs.

Ces dépenses nouvelles ne devraient pas gonfler le déficit budgétaire dans la mesure où le gouvernement a clairement annoncé qu'elles seraient gagées par des annulations de crédits sur d'autres ministères (2,8 milliards de francs) et par des suppléments de recettes (droits de mutation, dividendes versés par les entreprises publiques...) pour 1,6 milliard de francs.

M. Bérégovoy va procéder par « crédits d'avances », procédure qui permet l'ouverture de dépenses supplémentaires en dehors des sessions parlementaires. Ces ouvertures, qui doivent nécessairement être gagées par des économies, sont par la suite légalisées dans une loi de finances rectificative (celle-ci devait être votée à la rentrée ou en fin d'année).

D'une façon générale, le déficit prévu pour cette année (115 milliards de francs

après 120 milliards de francs en 1987) doit pouvoir être respecté. Si certaines dépenses progressent beaucoup plus vite que prévu (budget de la CEE, charges supplémentaires entraînées par l'assurance-crédit exportation du fait de la multiplication des grands contrats non remboursés par les pays en développement), les recettes rentrent plus vite qu'il n'était escompté.

De même, la baisse des taux d'intérêt devrait permettre d'économiser quelques centaines de millions — peut-être même un peu plus de 1 milliard de francs — sur les charges de la dette publique.

Reste à savoir comment l'Etat pourra compenser les recettes qu'il comptait tirer des privatisations, qui, selon toute vraisemblance, vont être stoppées ou pour le moins freinées.

## LOGEMENT : Réparer les ascenseurs d'HLM

Le détail des mesures en faveur du logement social et des quartiers dégradés, annoncées la veille par le premier ministre, M. Michel Rocard, a été présenté au cours d'une conférence de presse, le jeudi 9 juin, par les deux ministres d'Etat chargés de leur mise en œuvre, M. Pierre Bérégovoy pour les finances et M. Maurice Faure pour le logement.

Les offices et les sociétés anonymes d'HLM, ainsi que certaines sociétés d'économie mixte (SEM) qui ont beaucoup construit entre 1978 et 1984, sont, comme bien des particuliers, les victimes de la désinflation. Les prêts localisés aidés (PLA) souscrits à cette époque de forte inflation (pour un montant total de 100 milliards, dont 10 milliards pour les SEM) étaient assortis de taux fixes élevés (6,09 % de 1978 à 1981, 7,09 % de 1981 à 1984) et d'une progressivité de remboursement annuelle et automatique de 3,3 à 4 %. Les charges de remboursement absorbent aujourd'hui environ 40 % du montant des loyers encaissés.

Une première mesure structurelle consiste à remplacer ces prêts par un type de financement proche des crédits PLA (qui sont à un taux de 4,95 %, variable et révisable, avec une progressivité de 1,95 %). L'impact de cette mesure est faible la première année (43 millions de francs), mais prendra son plein effet dans cinq ans. En attendant, le gouvernement dégage 500 millions de francs qui anticipent cette montée en puissance et seront répartis entre les organismes qui ont le plus construit à cette époque et ceux qui se trouvent en situation financière particulièrement difficile. Des 300 millions de francs en 1986 et 500 millions de francs en 1987 avaient servi le même objet.

Cette manne ne sera pas octroyée sans contrepartie. Elle fera l'objet de contrats négociés, moyennant des enga-

gements précis de modernisation des loyers, d'accueil des familles les plus démunies et d'une politique d'entretien des immeubles. Rappelons que la loi Méhaignerie a rendu aux HLM la liberté d'augmenter les loyers dans la limite de deux fois 10 % l'an et que de nombreux organismes, dans le souci d'équilibrer leur gestion, sélectionnent rigoureusement leurs nouveaux locataires sur des critères de solvabilité.

Trois autres mesures, via les HLM, sont destinées à l'amélioration des quartiers dégradés : 350 millions permettront la réhabilitation lourde de 35 000 logements supplémentaires (grâce à la « Paluso », ou prime pour l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale, d'un montant d'1,9 milliard de francs en 1988 pour 150 000 logements) ; 250 millions permettront de rattraper le retard d'entretien des immeubles dans les quartiers dégradés (les ascenseurs, certes, mais aussi les portes, les vitres, les revêtements muraux, etc.) ; 50 millions de francs iront aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) menées dans les quartiers délabrés au centre des villes.

Enfin, pour les cent quarante-huit quartiers à problèmes qui font pour l'instant l'objet de la procédure « Développement social des quartiers » (DSQ), outre la Paluso et le rattrapage des retards d'entretien, le Fonds social urbain (FSU) recevra 150 millions de francs destinés à l'aménagement de l'espace et à des actions d'accompagnement (crèches, soutien scolaire, activités sportives, alphabétisation, formation professionnelle, etc.) et la Caisse des dépôts prêtera 1 milliard de francs, avec un taux d'intérêt bonifié de 7 % pour parfaire la réalisation d'opérations en cours ou en entreprise de nouvelles.

Rappelons que, depuis 1981, date de sa création, la procédure DSQ a coûté à

l'Etat (en crédits aux HLM et directement) environ 3 milliards de francs, auxquels il faut ajouter environ 1,5 milliard provenant des conseils régionaux, des villes, des conseils généraux, des caisses d'allocation familiales.

Enfin, les contrats de plan Etat-régions qui expirent à la fin de 1988 seront reconduits, voire amplifiés.

En tout, une manne de 1,3 milliard, en plus du milliard prêt par la Caisse des dépôts. Où le gouvernement trouve-t-il cette somme, puisqu'aucun collectif budgétaire n'est prévu ? L'alègement de la dette HLM, par un mécanisme financier complexe, est une sorte de « remboursement du trop-perçu », bien que la formule soit excessive. L'Etat, via la Caisse des dépôts, qui finance grâce à une ressource peu chère, le livret A des caisses d'épargne, le logement local aidé, bénéficie actuellement d'une « rente de désinflation » : la Caisse de garantie du logement social (CGLS), ancienne Caisse de prêts aux HLM, reçoit ainsi des organismes des remboursements (progressifs, à taux élevés) dont la valeur réelle est supérieure à la valeur du prêt initial. Le Fonds de réserve et de garan-

tie des caisses d'épargne (FRGCE), alimenté par la Caisse des dépôts, reçoit ainsi et reverse à l'Etat plus qu'il n'a besoin pour garantir le risque de taux (cette garantie est nécessaire puisque les taux sont décalés : ceux des prêts à la CGLS et aux HLM ont été fixés une fois pour toutes, tandis que la rémunération de l'épargne varie). Comme les années précédentes l'effort en faveur des organismes très endettés est financé par des avances sur cette rente de désinflation.

Quant aux 800 millions en faveur des quartiers dégradés, ils sont financés par un « redéploiement budgétaire » autrement dit par un changement d'affectation de crédits budgétaires votés et non employés, d'économies faites sur certains budgets ou de ressources plus abondantes que prévues. Ainsi, 200 millions de francs destinés à des prêts à l'accession à la propriété (PAP) non utilisés (budget du ministère de l'équipement et du logement) trouveront à leur utilisation, le reste provenant d'autres ministères.

JOSÉE DOYÈRE.

## AFFAIRES

Le groupe Matra-Hachette réuni

## M. Arnaud Lagardère, dauphin

Six ans après la scission de son groupe par les socialistes et six mois après la privatisation de Matra par le gouvernement Chirac, M. Jean-Luc Lagardère a réuni son empire, appuyé sur ses deux grands métiers : les industries de pointe (avec Matra) et la communication (Hachette, Quilès...). Une holding, MMB, servira de pivot. Le dauphin, M. Arnaud Lagardère, a été présenté officiellement à la presse.

Retour à la case départ ou plus exactement à avant octobre 1981. Cet automne-là, M. Jean-Luc Lagardère obtient des socialistes fraîchement arrivés au pouvoir de ne nationaliser qu'à 51 % Matra. Mais il doit accepter de séparer clairement de ses métiers industriels sa branche communication gonflée depuis quelques mois par le rachat d'Hachette. Son rêve — marier le contenu (l'information) et le contenant (la technique) — est brisé. Certes, il demeure le patron incontesté des deux branches. Mais plus aucune passerelle n'existe désormais entre elles.

De cette scission est née la société MMB, créée initialement pour recevoir les actifs du groupe dans la communication. Aujourd'hui, comme on le présentait depuis plusieurs mois (le Monde Affaires du 24 octobre 1987), c'est MMB qui permet de renouer les ponts entre les deux pôles. La privatisation de Matra, au début de l'année, a d'abord permis l'entrée de cette holding dans le « noyau dur » de Matra à hauteur de 6 %.

Mais petit à petit, la participation de MMB a grimpé à 8,9 % puis à 10,3 %. Aujourd'hui, elle est comprise entre 11 % et 11,5 %. Et ce

n'est pas fini : « Nous voulons monter rapidement à 15 % et à l'horizon de un à deux ans, dépasser le seuil de 20 % », a déclaré le mercredi 8 juin le président de MMB, M. Philippe Camus.

MMB a les moyens d'arriver à ses fins : il y a un an, ses dirigeants auraient servi pour racheter purement et simplement les parts de l'Etat dans Matra. Ils avaient donc augmenté son capital de 753 millions de francs. Mais M. Edouard Balladur s'était opposé à cette forme de privatisation. MMB n'a utilisé qu'une partie de son trésor de guerre et il lui reste aujourd'hui quelque 400 millions de francs. Cette somme sera d'abord utilisée pour racheter effectivement les actions Matra qu'elle projette d'acquérir. Mais aussi à « prendre des participations de contrôle dans des secteurs où le groupe a des compétences, c'est-à-dire la haute technologie, la communication et la finance ». En effet, ces dernières années, le groupe Lagardère a développé, à côté de ses deux métiers traditionnels, des activités financières grâce à la banque Arjil (créée en 1987) et à la Compagnie de Presbourg (créée également en 1987).

### Actionnariat contrôlé

Les futurs investissements de MMB seront opérés de « façon préférentielle » en France ou aux Etats-Unis. Avec les 200 à 300 millions de francs qui lui resteront après le rachat des actions Matra, la holding devrait pouvoir faire « une ou deux opérations de taille convenable », a commenté M. Camus. Parmi les cibles retenues, on trouve les ser-

vices informatiques, ou les nouveaux médias électroniques, par exemple. De toute façon, « nous prenons notre temps et nous agissons avec prudence », a précisé le patron de MMB. La holding pourrait être aussi amenée à accompagner ou à substituer à Matra et Hachette pour certaines opérations. Car Hachette continue à avoir des ambitions dans la télévision et Matra doit s'internationaliser.

L'actionnariat de MMB est bien contrôlé : on retrouve en bonne place la société Arjil (qui tient son nom des deux prénoms Arnaud et Jean-Luc Lagardère), pour 38,4 %, et le groupe Floirat (11,3 %). Le public et les institutionnels se partagent 46 % (dont 7,55 % chacun pour le Crédit lyonnais et la BNP). Enfin l'autocontrôle est d'environ 5 %.

C'est à M. Arnaud Lagardère, le jeune fils (vingt-sept ans) de M. Jean-Luc Lagardère, administrateur de MMB et vice-président du conseil de surveillance d'Arjil, qu'est revenu le soin de présenter les prévisions 1988 de la holding (125 millions de francs de résultat consolidé hors de plus ou moins-values contre 94 millions en 1987 pour un chiffre d'affaires de 585 millions de francs). M. Arnaud Lagardère, le dauphin qui sort de... Dauphine, a indiqué sa volonté d'avoir « un engagement actif dans Matra ». « Je ne suis pas un monar-chiste, a affirmé son père. Mais ce groupe, je ne l'ai pas bâti pour, à la fin de ma vie, me créer une grande-plus-value et vivre grassement. Ce n'est pas mon objectif, ni celle d'Arnaud. Je considérerais comme honteux qu'avec la vie physique s'arrête la vie de l'entreprise ».

FRANÇOISE VAYSSÉ.

## EN BREF

● La guerre reprend à Air Inter. — La hache de guerre est à nouveau déterrée à Air Inter. Le médiateur nommé par le précédent gouvernement, M. Claude Abraham, président de la CGM, ne peut que constater aujourd'hui qu'il n'est pas parvenu à rapprocher les points de vue des pilotes et de la direction à propos de la composition des équipages de l'A320. Dans la journée du 8 juin, la direction a rappelé que cet avion, livré fin juin, sera conduit par deux pilotes et sans mécanicien, puisqu'il a été conçu à cette fin, et les syndicats (SNPL, SPAC, SNOMAC) ont déclaré qu'il était hors de question d'abandonner leur exigence d'une période d'essai d'un équipage à trois. La guerre reprendra donc, le 17 juin, avec une grève matinale de quatre jours, et devrait connaître de nombreux rebondissements jusqu'à épuisement des grévistes.

● Accord entre le groupe Fiat et la Lyonnaise des eaux. — Un accord de coopération a été signé le 7 juin à Milan entre Fiat Engineering (branche ingénierie civile de Fiat) et la Lyonnaise des eaux, pour la création d'une société commune détenue à 51 % par les Italiens et à 49 % par le groupe de M. Jérôme Monod. L'entreprise exercera ses activités dans le secteur des services aux collectivités locales (production et distribution d'eau potable, traitement des eaux résiduaires, évacuation des déchets).

● Loi commerciale américaine : M. Reagan l'importe. — Le Sénat américain n'est pas parvenu, le mercredi 8 juin, à réunir la majorité des deux tiers nécessaire pour annuler le veto du président Reagan sur la loi commerciale, adoptée la mois dernier par le Congrès. Les deux principales critiques émises par M. Reagan portaient sur les exportations de pétrole de l'Alaska et sur l'obligation faite aux sociétés américaines d'établir un préavis de licenciement en cas de fermeture d'usine.

## EMPLOI : relancer la machine du traitement social

Pour faire face aux problèmes les plus urgents, le ministère des affaires sociales récupère 1,9 milliard de francs en faveur du traitement social du chômage et de la lutte contre la pauvreté. Dans le cadre de la procédure dite du décret d'avance, 1,48 milliard est alloué au titre des mesures pour l'emploi et 116 millions pour le plan pauvreté. Parallèlement, et grâce à un redéploiement des charges communes, 300 millions de francs compensent les exonérations de charges sociales des contrats de qualification.

A ces sommes il faut ajouter les 2,550 milliards de francs bloqués par le gouvernement Chirac pour garantir la poursuite, au second semestre de 1988, des stages pour les chômeurs de longue durée. M. Michel Delebarre dispose donc de près de 4,5 milliards pour entreprendre un programme de relance de la lutte contre le chômage. Il devrait ainsi pouvoir financer 144 000 stages dont 6 000 pour les jeunes d'ici à la fin de l'année.

Déjà annoncée, une circulaire adressée aux préfets devrait être envoyée dans les tout prochains jours pour mobiliser à nouveau l'ensemble des organismes qui participent au dispositif.

Cet effort n'empêchera cependant pas une augmentation du chômage dans les quatre mois à venir. Aux raisons saisonnières, s'ajoutent des circonstances particulières. Financées pour l'essentiel jusqu'à la fin du premier semestre, les actions de traitement social ont été progressivement mises en sommeil. Compte tenu de l'inertie, la machine sociale à redémarrer et les effets se manifestent, au mieux, au cours du dernier trimestre.

D'ici là, et probablement en septembre, le ministère des affaires sociales devrait apporter des modifications à l'ensemble des systèmes en fonctionnement. Avec l'amélioration de la qualité, l'objectif est d'apporter davantage de cohérence à des mesures qui, avec le temps, se chevauchent ou ont mal évolué. Des réformes seront entreprises sans pour autant supprimer ce qui existe. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la décision prise pour les contrats de qualification. De fait, l'exonération à 100 % est maintenant jusqu'en décembre, en attendant une décision sur le fond du dossier de la formation.

A. L.



## Économie

Visite à l'entreprise du président du Centre des jeunes dirigeants

## L'« esprit d'équipe » contre les effets de mode

CHALON-SUR-SAÛNE  
de notre envoyé spécial

Si on se fie à sa première impression, on peut avoir le sentiment en pénétrant dans l'usine de la Socla, qui à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) monte des clapets de non retour (appareils utilisés dans la robinetterie pour éviter le retour des fluides en mouvement), que l'ordinateur est le roi. Pour le salarié, le premier geste est de pointer sur l'IBM-56. Comme à tout moment de la journée, l'introduction de son code personnel lui permet d'entrer en dialogue avec l'ordinateur qui peut, par exemple, lui tenir ce langage : « Vous avez travaillé 4,52 heures. Quantité de clapets en fonte fabriqués : cent dix. Taux de rendement : 89% ». Suit le « programme » à effectuer. Si l'opérateur refuse, parce qu'il n'a pas les pièces nécessaires, il appuie sur un bouton rouge et... l'ordinateur lui donne un autre programme. Automatique...

La Socla est à l'image de ce pontage. Les nouvelles technologies régissent. Sauf pour les grosses pièces, l'ensemble de peinture est robotisé. L'unité de stockage est automatisée. Un robot de montage automatique remplace sept personnes pour un gain de 20 centimes par pièce. Pour les petits clapets, des tours à commande numérique sont utilisés. Quelques planches à dessin traditionnelle subsistent mais, d'ici à quatre mois, la CAO-DAO (conception et dessin assisté par ordinateur) sera généralisée. L'informaticien est partout. Mais les quarante-cinq claviers terminaux répartis dans toute l'usine permettent en permanence aux cent onze salariés de Chalon-sur-Saône (1) d'avoir accès à toutes les informations nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

Pourtant, à la tête de l'entreprise, l'équipe de direction croit plus aux hommes qu'aux machines. Le président du directoire, M. André Gaudin, est un ancien du Centre des jeunes dirigeants (CJD), qui tient congrès à Grenoble du 9 au 11 juin. Quant à M. Jacques Chaze, trente-huit ans, co-directeur depuis 1982, il est toujours entre deux voyages à

l'étranger, et surtout en Extrême-Orient (la Socla réalise 65% de ses 120 millions de chiffre d'affaires à l'exportation), mais il est aussi depuis le 22 janvier président du CJD.

L'entreprise des hommes, assure-t-il avec une passion qu'il sait rendre communicative, je la vis tous les jours. L'ordinateur n'est pas le chef puisque chacun est donneur d'ordres. En gros, c'est le client qui commande la production. En fait, le service de l'ordonnement établit pour chacun un planning sur quatre jours et « tout le monde s'autocontrôle ». A l'export, par exemple, la secrétaire qui prend la commande peut avec son écran interroger aussi bien la comptabilité (« Y-a-t-il un impayé pour ce client ? ») le stockage ou l'atelier...

Transparence  
et responsabilisation

Transparence (de l'information) et responsabilisation (des salariés) sont les deux axes de la politique de M. Chaze qui mise sur l'intelligence de son personnel et la délégation de pouvoirs à tous les niveaux. A la Socla, pourtant, il n'y a aucun des symboles d'une gestion moderne des ressources humaines : pas de projet d'entreprise sur catalogue, pas de cercle de qualité, pas de management participatif, pas d'individualisation des salaires, pas de groupes d'expression des salariés. Ringarde, la Socla ? « L'éthique », répond M. Chaze, c'est une pratique. Le vrai projet d'entreprise, c'est celui qui est vécu, intériorisé, réalisé. C'est une culture partagée.

M. Chaze ne se laisse pas prendre par la mode : « Il y a le management par mimétisme. Quand c'est l'année de l'excellence, on fait de l'excellence. Il ne faut pas qu'une entreprise qui a une cohérence mette son esprit d'équipe en péril pour un effet de mode. On ne décrète pas la participation ou la transparence. Cela se vit. Sinon je crains qu'on ait le facon et pas l'ivresse ».

si, sur le papier, le règlement intérieur est classique, voire parfois strict dans sa formulation, ouvriers

et employés reconnaissent spontanément que l'ambiance est « conviviale », « consensuelle », « sympathique », « familiale ». Un signal parmi d'autres : le tutoiement est quasi-généralisé à tous les niveaux et entre tous les niveaux d'une hiérarchie décrite comme « peu pesante ». Comme l'usage du prénom. Dans l'atelier, les contremaîtres ne sont

ment pas. Et parmi les « codes de non travail » qui apparaissent sur l'ordinateur pour indiquer pourquoi un salarié n'est pas à son poste, il y a plus de « code grève ».

« Ainsi, explique M. Jean-François Comeau, un des responsables de l'ordonnement mais aussi la secrétaire du comité d'entreprise, en seize ans de Socla, j'ai dû faire deux fois une

journée de grève ». Pendant dix ans aussi, M. Comeau a été à la CFDT. Mais les syndicats de la Socla ont disparu, il y a un peu plus de deux ans, par extinction naturelle : les principaux animateurs de la CGT sont décédés, ceux de la CFDT sont partis à la retraite. Les syndicats se sont alors évanouis. « Qu'il n'y ait plus de syndicats, explique M. Comeau, cela ne me pose aucun problème, sauf que je n'ai plus certaines informations sur le plan local. On négocie par le CE. Qu'on soit syndiqué ou non, on a la même poids ». Ici, il n'y a pas besoin de syndicats.

« Un problème de délégation »

A la Socla, cette responsabilisation est passée, dès 1971 à la suite d'un accord signé avec la CGT, par la mise en place d'horaires individualisés. Sous réserve de respecter des plages de présence obligatoires, chacun gère son temps en disposant d'un crédit d'heures qui pourra « dans la limite d'une journée de travail d'être reporté sur le mois suivant ». La durée de travail est, en moyenne, de sept heures trente et ne peut dépasser neuf heures.

« quand on passe plus de neuf heures dans l'entreprise », assure M. Chaze, cela signifie qu'on a un problème de délégation », sous peine de n'avoir ni heures supplémentaires, ni crédits d'heures.

En apparence, le système Socla fonctionne. L'absentéisme est quasi-

ment nul. Et parmi les « codes de non travail » qui apparaissent sur l'ordinateur pour indiquer pourquoi un salarié n'est pas à son poste, il y a plus de « code grève ».

« Ainsi, explique M. Jean-François Comeau, un des responsables de l'ordonnement mais aussi la secrétaire du comité d'entreprise, en seize ans de Socla, j'ai dû faire deux fois une

journée de grève ». Pendant dix ans aussi, M. Comeau a été à la CFDT. Mais les syndicats de la Socla ont disparu, il y a un peu plus de deux ans, par extinction naturelle : les principaux animateurs de la CGT sont décédés, ceux de la CFDT sont partis à la retraite. Les syndicats se sont alors évanouis. « Qu'il n'y ait plus de syndicats, explique M. Comeau, cela ne me pose aucun problème, sauf que je n'ai plus certaines informations sur le plan local. On négocie par le CE. Qu'on soit syndiqué ou non, on a la même poids ». Ici, il n'y a pas besoin de syndicats.

« Un problème de délégation »

A la Socla, cette responsabilisation est passée, dès 1971 à la suite d'un accord signé avec la CGT, par la mise en place d'horaires individualisés. Sous réserve de respecter des plages de présence obligatoires, chacun gère son temps en disposant d'un crédit d'heures qui pourra « dans la limite d'une journée de travail d'être reporté sur le mois suivant ». La durée de travail est, en moyenne, de sept heures trente et ne peut dépasser neuf heures.

« quand on passe plus de neuf heures dans l'entreprise », assure M. Chaze, cela signifie qu'on a un problème de délégation », sous peine de n'avoir ni heures supplémentaires, ni crédits d'heures.

En apparence, le système Socla fonctionne. L'absentéisme est quasi-

nelle et congés de maternité seront prises en considération pour effectuer le calcul de répétition ».

C'est là où le bât blesse. La première semaine d'absence-maladie peut par exemple entraîner quatre semaines de pénalité sur la prime qui devient ainsi une arme anti-absentéisme. « Une grande partie du personnel, souligne M. Comeau, est contre le fait qu'on pénalise la maladie. A la production, on a des gens qui viennent travailler avec un petit handicap parce qu'ils ne veulent pas s'arrêter. J'ai été opéré et j'ai été absent deux mois, et demi, raconte une ouvrière. J'ai complètement perdu ma prime trimestrielle de 2 500 F et la suivante est sérieusement entamée ».

Un autre sujet de friction est constitué par l'expérimentation auprès de trente ouvriers de l'atelier depuis deux ans d'une « prime d'implication ». Le but, indique M. Jean Tolon, directeur de la production, est de personnaliser un peu plus les salaires en encourageant les personnes qui s'impliquent le plus par leur présence, leur activité, leur esprit d'initiative, leur polyvalence et l'ambiance qu'ils mettent. La masse salariale de l'atelier a été augmentée de 5 % — le pouvoir d'achat de chacun restant donc garanti — et répartie en primes modulables après appréciation de l'encadrement. La

fourchette varie de + 1 % à + 5 % mais l'an dernier, deux personnes — qui avaient commis des « fautes graves », dit-on — ont eu zéro.

Là aussi, M. Comeau se montre plutôt hostile : « On rigole pour arriver à répartir la prime. Si on met tout le monde à 2,5 %, on est tranquille. Cette prime est aussi liée à la qualification. Un personnel plus qualifié est forcément plus impliqué. Pour les dix filles du montage, c'est la cote d'amour. S'il veut maintenir l'esprit d'équipe », à la Socla, M. Chaze sait donc qu'il vaudra mieux laisser le salaire au mérite de côté. Attention aux effets de mode...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Avec ses filiales en Grande-Bretagne, en Italie, en Allemagne, en Espagne et aux États-Unis (Flomatic), Socla compte 170 personnes. A Chalon-sur-Saône, il y a 43 ouvriers, 11 cadres, 49 employés et 9 représentants. Sur 111 salariés, il y a 25 femmes dont 2 cadres.

(2) Lancé en juin 1986, le projet du CJD sur le conseil d'entreprise doit être actualisé lors du congrès de Grenoble. Il prévoit « la substitution aux diverses institutions existantes (comité d'entreprise, délégués du personnel, délégués syndicaux, comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) d'une institution unique : le conseil d'entreprise ».

## DANS LES ENTREPRISES

## Forward-Consultants lance le « partenariat actif »

Spécialisés dans le reclassement des cadres, le cabinet Forward-Consultants a imaginé la nouvelle formule du « partenariat actif ». Puisqu'il y a des cadres de la cinquantaine évincés des grandes entreprises et des patrons de PME et de PMI qui cherchent soit un bras droit soit un successeur, pourquoi ne pas mettre les uns en rapport avec les autres ? Cette idée est venue à tout le monde, afin de briser le quadrature du cercle, mais elle n'a que rarement réussi. Selon le principe imaginé par Forward-Consultants, le cadre et l'employeur signent un contrat d'engagement réciproque et se donnent de trois à six mois de réflexion. Après avoir travaillé ensemble, ils concrétiseront leur projet par étapes. Le cadre apporte ses compétences professionnelles et investit financièrement dans l'entreprise. Cette association peut ensuite aller jusqu'à la reprise de l'entreprise. Tout au long de l'essai, le cabinet suit l'évolution du dossier et complète parfois par de la formation. Cette méthode assure la sécurité de l'investissement pour le cadre et offre une occasion de développement pour les entreprises. Et il paraît que cela marche...

## AUX HOUILLÈRES DU NORD - PAS-DE-CALAIS,

soixante-quatorze mineurs marocains, sur les trois cent trente-sept du puits de Courrières (Pas-de-Calais), fermé le 31 décembre 1987, ont refusé d'opter pour une des mesures du plan social : retour au pays, emploi de conversion, « congé individuel d'adaptation professionnelle » d'un an. Placés en chômage indemnité, ils vont être mis, en décembre, de se prononcer avant le 30 juin, date de clôture du plan social, sinon ils seront radiés des effectifs.

## AU CRÉDIT GÉNÉRAL INDUSTRIEL, entreprise spécialisée

dans le financement, qui compte mille cent dix-neuf salariés, la progression moyenne des salaires a été en 1987 de 6,5 %. Cette augmentation résulte des mesures générales liées au coût de la vie, à l'ancienneté, à l'effort collectif de productivité et aux promotions individuelles.

## OFFICIERS MINISTÉRIELS

VENTES  
PAR ADJUDICATION  
Rubrique OSP  
64, rue Le Boétie, 45-63-12-86

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 23 JUIN 1988, à 14 h 30

CHAMBRE  
N° 6 au 6<sup>e</sup> étage  
PARIS (18<sup>e</sup>)  
1, rue de Panama, 1, rue de Saxe et 15, rue Léon  
MISE A PRIX : 40 000 F  
S'ad. à la SCP DOLLA-VIAL et ROY  
Avocats à PARIS (7<sup>e</sup>), 242, bis boulevard Saint-Germain - Tél. 45-48-52-79

Vente au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 27 JUIN 1988, à 14 h

APPARTEMENT  
PARIS (9<sup>e</sup>) - 25, RUE BERGÈRE  
MISE A PRIX : 50 000 F - S'adresser à Maître G. KRIEGER, avocat à PARIS (10<sup>e</sup>)  
18, avenue Kléber, tél. : 45-01-71-40 - Sur les lieux pour visiter le :  
LUNDI 20 JUIN 1988, de 9 heures à 16 heures, sans interruption.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL, le JEUDI 23 JUIN 1988, à 9 h 30

PAVILLON  
de 4 chambres, salle à manger, salon,  
2 salles de bains, 2 W.C., cuisine, garage  
sur un terrain de 4 a 23 ca  
à GRAVIERS - SANTIENY par VILLECRESNES (94)  
11, rue Massot  
MISE A PRIX : 400 000 F - (avec baisse d'1/2 à défaut d'enchères).  
S'ad. à Maître Christiane AMENTA-TINQUET, avocat au Barreau du Val-de-Marne, 22, av. du Général-Leclerc, 94470 BOISSY-ST-LEGER - Tél. 45-99-35-51.

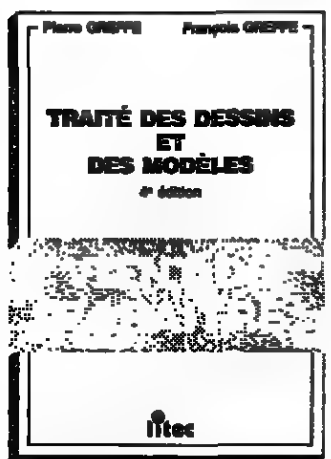
Vente au Palais de Justice de PARIS, le LUNDI 27 JUIN 1988 à 14 h en 3 LOTS

à PARIS 7<sup>e</sup> - 26-28, AVENUE DE SAXE  
au 8<sup>e</sup> ETAGE - APPARTEMENT  
5 Pces ppales, 2 s.bns, CHÈBRE INDIV. au 1<sup>er</sup> ét. avec a. bns et cave  
MISE A PRIX : 1 800 000 F  
61-63, AVENUE DE SEGUR  
2 EMPLAC. DE VOITURE  
M. à Px (chaque) 65.000 F  
S'ad. à M<sup>re</sup> FABRE, avocat, 44, rue de Lille à Paris 7<sup>e</sup>, T. 42-61-15-95.  
M<sup>re</sup> LUCET, avocat associé, 15, pl. Madeleine à Paris 8<sup>e</sup>, T. 47-42-33-10.

Vente au Palais de Justice de BORMY (Sainte-Sainte-Denis)  
le MARDI 28 JUIN 1988, à 13 h 30

EN DEUX LOTS

1<sup>er</sup> lot : UNE VILLA à HYÈRES (Var)  
Avenue Méditerranée  
divisée en entrée, dégagement, cuisine, séjour, quatre chambres, salle de  
bains, W.C., terrasse, jardin - sur un TERRAIN de 17 ares 50 ca  
MISE A PRIX : 487 500 F  
2<sup>e</sup> lot : TERRAIN de 7 ha 36 a 45 ca à HYÈRES (Var)  
Lot dit « LA MAUNIERE »  
MISE A PRIX : 170 000 F (avec baisse de mise à prix à défaut d'enchères).  
S'adresser à M<sup>re</sup> F. KULBOKAS, avocat à BOBIGNY (93), 2 avenue Paul-Eluard.  
Au Cabinet de M<sup>re</sup> HALARD - SCHENK-AMATHIAIN, avocats au Barreau de Paris,  
demeurant 50, bd Malesherbes, 75008 PARIS, tel. 45-22-27-68 - Pour visiter  
le 1<sup>er</sup> lot : le SAMEDI 18 JUIN 1988, de 16 heures à 18 heures.

LA SEULE ŒUVRE  
QUI DEFEND L'ŒUVRE INDUSTRIELLE

LIBRAIRIES TECHNIQUES - 27 PLACE DAUPHINE - 75001 PARIS

A l'heure où l'évolution économique et les exigences des consommateurs amènent les designers à une surenchère de sophistication et de recherche de formes, le problème du droit à la propriété et de l'auteur se pose de façon aiguë.

Le Traité de François GREFFE, Avocat à la Cour de Paris, Professeur au Centre d'Etudes Internationales de la Propriété Industrielle, constitue le seul ouvrage de référence en la matière.

Face à la concurrence et devant le challenge européen, les industriels et les créateurs pourront avoir avec ce livre important, près de 900 pages, une solide couverture pour connaître leurs droits et les défendre.

Traité des Dessins & Modèles  
François GREFFE  
Droit Français,  
Droit International,  
Droit Communautaire,  
Droits étrangers  
(8 pays du Marché Commun et la Suisse).

LES  
CORRIGÉS  
DU BAC ET DU BREVET  
LE  
JOUR MÊME !

Le soir même de l'épreuve, Le Monde - avec EDUC - vous propose un corrigé de votre épreuve, préparé par une équipe de professeurs.

AUJOURD'HUI LA PHILOSOPHIE

Le service des corrigés du bac et du brevet vous est proposé avec :



UN SERVICE MINITEL  
avec  
**Le Monde**  
et EDUC

**TAPEZ**  
36.15 LM  
36.15 EDUC



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**BAIF-BAIL**  
**SICOMI**

L'assemblée générale ordinaire réunie le 19 mai 1988 au siège social, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris, sous la présidence de Monsieur Hugues Lasserre, a approuvé les comptes de l'exercice 1987.

La production d'ensemble de BAIF-BAIL s'est développée de manière notable par rapport à l'exercice précédent, surtout les opérations de crédit-bail, où le choix de ses interventions s'est cependant exercé avec la rigueur accrue qu'impose la détérioration des conditions de marché.

Le montant total des engagements en location simple et en crédit-bail atteint 493 millions de francs au 31 décembre 1987 au lieu de 281 millions de francs, au 31 décembre 1986.

Le bénéfice après amortissements et provisions s'élève à 8 147 199 F, en progression de 27 % sur celui de l'exercice précédent.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 3,47 F par action, à comparer à 2,75 F au titre de 1986.

**IENA-BAIL**  
**SICOMI**

L'assemblée générale ordinaire réunie le 19 mai 1988 au siège social, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris, sous la présidence de M. Jacques Vaudier, a approuvé les comptes de la société au 31 décembre 1987.

Pour sa première année complète d'exercice, IENA-BAIL a développé une activité de crédit-bail et de location simple, seule ou en participation.

Le total des engagements au 31 décembre 1987 ressort à 163,8 millions de francs, contre 96,3 millions de francs au 31 décembre 1986.

Le bénéfice après amortissements et provisions s'élève à 7 225 341,16 F.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 5,56 F par action (contre 1,18 au titre de 1986).

**Le Monde**

**SÉLECTION IMMOBILIÈRE**

chaque mercredi  
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82 - Poste 4138

**OFF**  
**OMNIUM FINANCIER**  
**DE PARIS**

L'assemblée générale ordinaire de l'OFF-Omnium Financier de Paris s'est réunie le 7 juin sous la présidence de M.J.C. Genton au siège social, 5, rue Michel-Ange, Paris (16<sup>e</sup>).

Elle a approuvé les comptes de l'exercice qui se soldent par un bénéfice de 121 MF contre 182,5 MF pour l'exercice précédent. En 1987, l'essentiel des plus-values nettes dégagées au sein du groupe l'ont été au niveau de deux filiales, Société Financière d'Anteuil et l'Omnium de Pétrole S.A., alors qu'en 1986 elles étaient apparues au niveau de la maison mère. Il en résulte que le bénéfice consolidé est du même ordre que celui de l'exercice précédent, 233 MF contre 236 MF en 1986, la part de l'OFF-Omnium Financier de Paris étant de 220 MF contre 229 MF.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 43 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 21,50 F, soit au total 64,50 F. Le dividende, identique à celui de l'exercice précédent, sera mis en paiement à compter du 12 juillet 1988 et représente une distribution globale, précompte compris, de 85,3 MF.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M.R. Gravier de Lilliac ainsi que celui de l'Union des Assurances de Paris, et nommé deux nouveaux administrateurs, M. Bernard Arnault et M. Claude Sarracchi.

**SEMA-METRA**

**ERRATUM**

Dans l'avis financier Semametra, paru dans les éditions du Monde daté 7 juin 1988, il fallait lire au deuxième paragraphe de l'insertion :

« En effet, 98,3 % des actions composant le capital de Semametra ont été apportés à l'Offre Publique d'Echange de CAP Group plc. »

**LVMH**

**MOËT HENNESSY • LOUIS VUITTON**

Louis Vuitton (Groupe "LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton") et Monsieur Hubert de Givenchy viennent d'aboutir à un accord sur le principe du rachat par Louis Vuitton des sociétés du Groupe Givenchy Couture, cette opération devant se dénouer dans les mois à venir au vu de la conclusion des audits usuels. Le chiffre d'affaires consolidé annuel de ces sociétés se situe aux alentours de 150 millions de Francs.

Il est rappelé que Louis Vuitton est déjà propriétaire de la société des Parfums Givenchy.

Il est prévu que Monsieur Hubert de Givenchy poursuivra son activité de créateur au sein de ces sociétés, qui continueront ainsi à bénéficier de son talent mondialement célèbre.

# BULL 1987 UNE NOUVELLE DIMENSION.

## LA STRATEGIE.

1983 • Bull définit et met en œuvre une stratégie de développement articulée autour de 3 axes :

**Communication d'entreprise** : développement de l'information et communication d'entreprise, appuyé sur un savoir-faire en grands systèmes et réseaux.

**Solutions** : une offre de solutions ouvertes, intégrées et sectorielles.

**Ouverture** : une compétence technique de niveau international renforcée par une politique d'alliances, de coopération et de partenariat.

1985 • Bull recueille les premiers fruits financiers de sa stratégie et renoue durablement avec les profits.

1987 • Accélération de la mutation du marché mondial et ralentissement du marché français.

## LES 3 ETAPES ET LES CHIFFRES CLES.

En millions de francs	1983	1985	1987
<b>Activité et résultats</b>			
Chiffre d'affaires consolidé	11 639	16 109	18 071
Bénéfice net	(625)	110	225
Marge Brute d'Autofinancement	329	1 318	1 813
<b>Investissements</b>			
Recherche et Développement	1 263	1 636	2 035
Investissements industriels et commerciaux	636	1 492	1 511
<b>Solidité financière</b>			
Fonds propres	671	2 285	4 884
Ratio d'endettement (Dettes financières/Fonds propres)	8,0	2,7	1,2

## 1987. EN BREF.

**Croissance** : prise de participation de 42,5% dans Honeywell Bull Inc. (2 milliards de \$ de chiffre d'affaires).

**Produits** : Bull poursuit l'enrichissement de son offre : Bull Microl, Bull Questar, Bull DPS...

**Qualité** : le Bull DPS7 est classé n°1 dans l'enquête réalisée aux U.S.A. sur la satisfaction des clients (étude DATAPRO).

**Communication** : Bull lance une nouvelle opération de parrainage "l'Esprit d'Equipe" avec six expéditions dans l'Himalaya en 3 ans.

Assemblée générale du 1<sup>er</sup> juin 1988.  
Extraits du message.

L'année 1987, par delà des résultats contrastés, a vérifié notre vision de l'évolution qualitative du marché et a vu la concrétisation de l'action méthodique engagée par Bull pour acquérir une dimension mondiale et réorganiser son offre. Elle a témoigné des capacités de l'équipe Bull à réagir aux évolutions de son environnement.

S'appuyant sur un effort considérable de recherche et développement (plus de 11% du chiffre d'affaires) et sur un réseau constamment élargi d'alliances avec d'autres constructeurs et des SSI, cette stratégie a conduit à un renouvellement très profond de l'offre de Bull au cours des 18 derniers mois.

Bull a poursuivi la consolidation de sa situation financière, malgré la pression sur les prix exercée par des concurrents bénéficiant de la baisse du dollar. Bull a dégagé un résultat net de 225 millions de francs. La marge brute d'autofinancement s'est encore améliorée : représentant 10% du chiffre d'affaires, elle a financé 80% des investissements.

Ce progrès, conjugué avec les effets d'une gestion rigoureuse des valeurs d'exploitation et avec une nouvelle augmentation de capital de 1 milliard de francs, a permis de réduire significativement le taux d'endettement du groupe, malgré la poursuite de l'effort d'investissement industriel et commercial et l'acquisition en mars 1987 d'une participation de 42,5% dans la nouvelle société Honeywell Bull Inc. créée avec Honeywell et NEC.

Cette prise de participation, qui sera portée début 1989 à 65,1%, permettra à Bull de contrôler une société réalisant plus de 2 milliards de dollars de chiffre d'affaires et de renforcer sa dimension mondiale. Les activités de Honeywell Bull Inc. sont en effet tout à fait complémentaires de celles de Bull, tant en ce qui concerne le développement et la fabrication des produits que leur commercialisation.

Jacques STERN Francis LORENTZ



Le Rapport Annuel 1988 peut être obtenu sur simple demande en écrivant à : J.M. PINEL  
Direction de la Communication  
121, avenue Malakoff 75116 Paris.

**Bull**



## Marchés financiers

Atochem procure à Elf  
39 % de ses bénéfices

Communiqué de victoire chez Atochem. Pour la première fois de son histoire, cette branche maîtresse de la chimie d'Elf Aquitaine a démontré en 1987 sa capacité à secréter des bénéfices. Quels bénéfices ! L'année précédente, le groupe avait cessé de perdre de l'argent pour commencer à en gagner un peu (166 millions de francs). Pour le dernier exercice, il a littéralement explosé avec un résultat net consolidé presque dix fois plus important (1,6 milliard de francs), représentant 39 % du bénéfice du groupe Elf. La conjoncture, il est vrai, a été superbe : le chiffre d'affaires s'est accru de 23 % pour atteindre 23,47 milliards de francs. Mais la baisse du dollar a facilité le retour à la rentabilité. Enfin, le groupe a pleinement recueilli les fruits des efforts exercés pour assainir, restructurer et se redéployer. Désormais, Atochem est solidement campé sur trois grands pôles d'activités : la pétrochimie (33 % de son chiffre d'affaires), les spécialités (33 %) la chlorochimie (25 %).

M. Jacques Puechal, le PDG du groupe, compte beaucoup à l'avenir sur le développement de la synthèse photochimique, la chimie de la lumière, très utilisée dans cette branche, mais aussi en thiochimie (chimie du soufre) et

dans la fabrication des paraffines chlorées. D'une façon générale, le groupe ne ménage pas ses efforts de recherche. Il a consacré à ce seul poste 500 millions de francs en 1987, soit le tiers de ses investissements. Cette recherche est payante puisqu'elle lui a déjà permis de mettre au point un dérivé fluoré, le Forafac, qui remplace le mercure dans les piles et dont Wonder s'est servi pour lancer en septembre 1987 les fameuses piles « green power ». Enfin, les nouveaux adhésifs structuraux pour l'automobile, permettant le collage des tôles grasses et les polyphosphazènes, matières plastiques ignifugues destinées à des applications de haute technologie, sont au nombre des produits d'avenir sur lesquels Atochem fonde de grands espoirs pour élargir ses marchés.

La conjoncture pour 1988 ? M. Puechal ne veut pas jouer les prophètes. Il se contente d'indiquer que le début de l'année s'est situé dans le prolongement de 1987. Mais, sauf accident au cours du second semestre, tout porte à croire que le groupe français parviendra pour l'exercice entier à maintenir ses résultats au voisinage des précédents.

A. D.

Le tribunal de commerce  
donne raison  
à Pernod-Ricard  
contre Coca-Cola

Le tribunal de commerce de Paris a donné raison à Pernod-Ricard dans le litige qui l'oppose à la société américaine Coca-Cola Compagny. Le mercredi 8 juin, il a enjoint à la firme américaine de poursuivre ses relations commerciales avec le groupe français.

Pernod-Ricard avait assigné en justice Coca-Cola Compagny pour rupture abusive de contrats à la suite de la volonté de l'entreprise américaine de reprendre la production, la distribution et la vente des boissons Coca-Cola, Sprite, Fanta et Finley exploitées sous licence par plusieurs filiales de Pernod-Ricard.

Deux mandataires de justice ont été nommés par le tribunal de commerce pour assister les sociétés dans la recherche d'un compromis. L'enjeu est important pour la firme française. Coca-Cola représente 8 % de son chiffre d'affaires et 10 % de son résultat net. L'entreprise américaine a fait appel de la décision du tribunal de commerce.

Investcorp rachète  
47,8 % de Gucci

Investcorp, groupe d'investisseurs arabes qui a acquis les joailleries Tiffany et Chaumet, a racheté 47,8 % des actions de Gucci, société italienne spécialisée dans la maroquinerie, les articles de luxe et les accessoires de mode. Les parts restantes sont toujours propriété de la famille, notamment de M. Maurizio Gucci, petit-fils du fondateur de l'entreprise, qui détient 50 % des actions. Ces actions sont actuellement placées sous séquestre par les tribunaux italiens dans le cadre d'une procédure judiciaire, conséquence de conflits familiaux.

Les actionnaires de Gucci, divisés en deux camps, n'ont pu parvenir à un accord lors de leur assemblée générale du 8 juin. Investcorp, qui a déjà quatre des neuf sièges du conseil d'administration de la société, souhaitait en obtenir un cinquième pour prendre le contrôle majoritaire. M. Maurizio Gucci s'étant opposé à cette solution, la situation est actuellement bloquée.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



L'assemblée générale ordinaire de la Banque française d'investissement, qui s'est tenue le 31 mai 1988 sous la présidence de M. Paul Beaulier, a approuvé les comptes de l'exercice 1987, tels qu'arrêtés par le conseil d'administration du 27 avril 1988, dégageant un bénéfice net de F 4856 031, en augmentation par rapport à celui de 1986 (F 1 729 952), année de création de la BFI.

L'assemblée générale ordinaire a ratifié la cooptation d'un nouvel administrateur, M. Joël Vieux, ainsi que le transfert du siège social dans les nouveaux locaux de la BFI, 46, rue Lauriston, 75116 Paris.

Rappelons qu'en 1987 la BFI avait exclusivement une activité de banque d'affaires et de crédit. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988, elle s'est développée, sous l'impulsion de son directeur général, M. Christian Bourson, avec la création d'un département financier, et notamment la reprise du siège MATIF du Crédit mutuel agricole et rural Artois-Picardie-Provence-Aquitaine (CMARAPPA).

Sécuricic  
La Sicav de rémeres

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1988 approuvés par le Conseil d'Administration du 25 mai 1988

Actif net au 31.03.1988 : F 7.089.418.613

Performance 1987 : + 7,65 % (coupon net réinvesti)

Performance en taux annuel entre le 31.12.1987 et le 24.05.1988 : + 7,16 %

Valeur liquidative au 24.05.1988 : + F 11.513,77

Dividende proposé : F 795,25 + F 1,53 d'avoir fiscal.

Consultez les valeurs  
liquidatives de nos Sicav  
et FCP sur Minitel 36.15  
code ASSOCIC.



## NEW-YORK, 9 juin ↑

Au-dessus des 2 100 points

Après deux séances de consolidation, une vigoureuse reprise s'est produite, mercredi, à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est poursuivi presque sans discontinuer jusqu'à la fin des cotations. En clôture, l'indice Dow Jones des industrielles franchissait la barre des 2 100 points pour la première fois depuis le 12 avril dernier et s'élevait à 2 102,95, avec un gain de 48,36 points. Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 1 980 valeurs traitées, 1 289 ont monté, 294 ont baissé et 397 n'ont pas varié. La séance est parvenue à son apogée vers 15 heures, alors que la hausse atteignait 50 points, les autorités du marché décidèrent d'interdire aux firmes de couvrir d'utiliser les programmes d'achats sur ordonnance, ce en vue d'éviter tout excès.

L'origine de cette flambée de hausse, la détente substantielle enregistrée sur le front des taux d'intérêt, mais aussi la baisse des matières premières, qui atténuent les craintes d'une reprise de l'inflation. Une activité frénétique a régné, avec 310,03 millions de titres échangés (contre 168,71 millions la veille). Mais, sur ce nombre, 96,8 millions ont concerné Pacific Gas and Electric, qui offre un rendement de 12 % et s'apprête à détacher son coupon.

VALEURS	Cours du 8 juin	Cours du 9 juin
Alcoa	48 5/8	50 1/8
A.T.T.	26 5/8	27 1/4
Borg-Warner	54 1/4	54 7/8
Chemical Bank	84 1/2	86 7/8
Du Pont de Nemours	42 1/2	44 7/8
Eastman Kodak	44 1/2	46 1/8
GenCorp	50 1/8	51 3/8
General Electric	42 1/4	43 5/8
General Motors	38 1/2	39 1/2
Goodyear	64 1/4	66 1/8
IBM	112 7/8	115 5/8
ITT	44 7/8	46 1/8
Motor Oil	51 7/8	52 7/8
Pitney Bowles	38 1/2	39 1/2
Rockwell	81	81 3/8
Union Carbide	86	86 1/2
U.S. Steel	15 7/8	16 1/8
Westinghouse	53 1/4	53 3/4
Xerox Corp.	52 1/8	53 3/4

## LONDRES, 9 juin ↑

Consolidation

Dans un marché calme, l'International Stock Exchange a terminé sur une note positive mercredi. L'indice FT a gagné 10,1 points, à 1 455,2 (+ 0,69 %), et 287 millions de titres ont été échangés. En net repli initial devant la flambée de la livre que la maison de titres américaine Goldman Sachs voit monter jusqu'à 2 dollars et 3/4 DM avant la fin de l'année, les valeurs ont pourtant connu par la suite un renversement de tendance. Sous l'effet d'une forte demande, les actions des secteurs pétrolier et pharmaceutique ont enregistré une hausse sensible. Parmi les firmes électrologiques, le groupe Amstrad a notamment progressé, après avoir annoncé son entrée prochaine sur le marché de la télévision par satellite avec la commercialisation d'antennes paraboliques.

Read International, spécialisée dans le papier et l'édition, a enregistré une hausse de 29 % de son bénéfice imposable pour l'exercice annuel terminé le 31 mars, à 242,8 millions de livres (2,5 milliards de francs), contre 188,2 millions (1,9 milliard de francs). Ce résultat supérieur aux prévisions a été réalisé avec un chiffre d'affaires de 2,01 milliards de livres (20,2 milliards de francs), contre 1,95 milliard précédemment (19,6 milliards de francs).

## FAITS ET RÉSULTATS

● PanAm dépeçée, à moins que... Le conseil d'administration de la compagnie aérienne Pan American Airways a autorisé la direction à mettre en vente des actifs de la société, avions, droits de trafic et installations aéronautiques. Cette décision est surtout destinée à concurrencer les syndicats à accepter de nouveaux sacrifices salariaux. PanAm se débat depuis des années à la limite du dépôt de bilan. Tous les représentants — dont M. Jimmy Goldsmith — qui se sont présentés ont renoncé à racheter la plus célèbre des compagnies américaines en raison d'une dette de 1,1 milliard de francs et d'une situation négative nette de 250 millions de dollars.

● Bénéfice de 68,2 milliards de lire pour Magneti Marelli. Le bénéfice net pour Magneti Marelli, filiale du constructeur automobile italien Fiat, a atteint, l'an dernier, 68,2 milliards de lire (300 millions de francs) pour un chiffre d'affaires consolidé de 2 641 milliards de lire (11,8 milliards de francs). Magneti Marelli distribuera un dividende de 102 lire par action d'épargne (45 centimes) et 90 lire d'action ordinaire (40 centimes). La réorganisation du groupe, entreprise le 1<sup>er</sup> janvier 1987, a transformé Magneti Marelli en holding, les activités industrielles et commerciales étant, à présent, assurées par des sociétés distinctes au nombre de soixante-huit : cinquante-quatre sociétés contrôlées et quatorze associées réparties dans neuf pays. Magneti, qui travaille pour les FCP, a des constructeurs européens, Ford, Renault, Opel, PSA, Volkswagen, Seat, Scania, Saab et Volvo, a

## PARIS, 9 juin ↑

Bien orientée

Hésitante en début de matinée, la Bourse s'est, par la suite, orientée à la hausse dans un marché assez animé. En baisse de 0,2 % au cours des tout premiers échanges, l'indice a instantanément affiché un gain de 1,42 %.

« Ce marché ne veut décidément pas baisser », constatait un boursier. La crainte d'une hausse des taux d'intérêt aux États-Unis, qui a provoqué mardi un saccade de mauvaise humeur de Wall Street, ne semble pas être partagée à Paris, déclarait encore un expert. Il est vrai que mercredi matin le foyer du jour est tombé en France à 6 3/4 %, un niveau qui n'avait pas été touché depuis août 1987. Les milieux financiers espèrent que cette nouvelle définition est le prélude à une baisse supplémentaire du taux d'intervention, que pourrait décider jeudi la Banque de France lors de son appel d'offres.

Mis à part cette baisse des taux, il y avait peu d'éléments pour justifier la progression de la cote. Si ce n'est, encore et toujours, l'abondance des liquidités en cette période de détachement des coupons et l'attrait qu'exercent les valeurs françaises sur la clientèle étrangère. Depuis quelques jours, l'on signale des achats d'investisseurs japonais sur quelques titres vendus comme LVMH.

La commande suédoise à la France d'armements à encore eu des effets bénéfiques sur les avions Dassault, Colas, Casini, Schneider et EuroFrance étaient également recherchés.

Les échanges à la baisse étaient modestes dans l'ensemble. Alcatel, Alpi et Sagem ont notamment cédé du terrain.

Les marchés obligataires, et notamment le MATIF, étaient bien orientés. L'or, qui avait fortement progressé les jours précédents, a fait l'objet d'importantes prises de bénéfices. Le lingot a cédé 1 350 F à 84 250 F, et le napoléon 3 F à 508 F.

## TOKYO, 9 juin ↑

Record absolu

Un nouveau record est tombé jeudi à Tokyo. Aiguillonné par Wall Street, le marché japonais s'est redressé d'un bloc. En fin de matinée, l'indice Nikkei était remonté à son plus haut niveau de la semaine, 28 000 points. A la clôture de la journée, il l'avait légèrement franchi pour s'établir à 28 072,02, son plus haut niveau de tous les temps. Le dernier record était quatorze heures auparavant était de 28 059,97. Les investisseurs étrangers ont été aussi actifs que les opérateurs domestiques, et 2,6 milliards de titres ont changé de mains, contre 1,8 milliard la veille.

Les valeurs fortement capitalisées ont été les plus vigoureuses, telles les sidérurgiques et les chantiers navals. Parmi les automobiles, des produits chimiques, des immobiliers, des maisons de courtage et de la haute technologie en général. Beaucoup de sociétés et de l'alimentation.

VALEURS	Cours du 8 juin	Cours du 9 juin
Asahi	711	885
Daewoo	1 480	1 480
Fuji Bank	3 150	3 200
Honda Motor	1 700	1 720
Industrial Bank	2 200	2 200
Mitsubishi Heavy	770	791
Sony Corp.	5 150	5 200
Toyota Motor	2 240	2 280

## PARIS:

## Second marché (admission)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P. SA	224	228 50 d	BEL	126	128
Amis de l'Europe	480	470	Ind. Min. Services	282 80	300
Amis de l'Europe	262 50	257	La Compagnie Elect.	241	251
A.A.C.	445	450	Le gr. Soc. de nat.	270	278
A. Dumas & Associés	380	380	Les Investissements	246	246
B.I.C.M.	610	608	Locatelle	170	170
B.I.P.	480	445	Marci Immobilier	286	286
Biotin	238	231	Mercator, Min.	144 80	139 10
Bolton Technology	746	746	Métropole Imm.	400	400
Bolton	1032	1036	Métropole	135	130
Calsonic	1405	1421	M.M.M.	510	510
Calsonic de Lyon	875	880	M.M.M.	228 50	210
Canal Plus	535	535	Mollet	535	535
Canal	1196	1201	Nord-Deux	178 80	172 80
C.A.T.C.	232	234	On. Gen. Fin.	301	315
C.A.T.C.	128	128	Peugeot (C. le 8. Fin.)	80	80 80
C.D.M.E.	880	884	Peugeot Assurances	385	382
C. E. S. E. D.	236	235	St-Gobain Electron.	847	846
C.E.G.E.D.	620	620	St-Gobain Indus.	164	171
C.E.G.E.P.	155	155	St-Hippolyte	252 70	276 10 d
C.E.P. Communication	1255	1255	Sagat	372 30	384
C.E.I. Information	703	703	Sagat	421 80	431 80 c
Couvent d'Orléans	467	460	S.E.P.	1165	1165
C.U.I.M.	305	305	S.E.P.	285 10	274
Concept	285	286	Sodis	800	800
Confiance	882	880	Super	211 20	210
Confiance	382	375	TF1	194	194
Confiance	142 80	143	Union Financ. de Fr.	410	412
Daplan	4100	4080	Valeurs de France	325	328
Danville	1115	1120			
Danville	681	681			
Danville-Lafite	988	988			
Egypte Immobil.	138 10	145 80			
Egypte Immobil.	21 50	22			
Financ.	678	680			
Genetel	830	844			
Guy Dugues	900	894			
I.C.C.	251	251			
IMA	215	220			
I.G.F.	130	124 80			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

Marché des options négociables  
le 8 juin 1988

Nombre de contrats : 17 400

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Accor	440	15	32	8	21
CGE	240	46	45	-	4,50
Elf Aquitaine	280	47	48	8,30	6
Lafarge-Capelle	1180	214	-	1	12
Michelin	188	18	25	1	7,50
Midi	1300	385	335	15	68
Paribas	340	21,50	38	2,45	8,50
Poupart	1100	29	75	38	75
Saint-Gobain	440	26	31	6,80	12
Thomson-CSF	168	23,50	29	-	5,10

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 juin 1988

Nombre de contrats : 41 087

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	sept. 88	déc. 88
Dernier	103,95	102,45	101,60
Précédent	103,70	102,15	101,25

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	sept. 88	déc. 88	sept. 88	déc. 88
102	1,50	1,61	1,09	-

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,82 F ↑

Le dollar s'est redressé, jeudi 9 juin, sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,8175 F (contre 5,796 F la veille). La devise américaine a tiré son encouragement des déclarations du président de la Fed à son sujet. Ce dernier a précisé qu'aucune modification des résultats du commerce extérieur n'était à attendre d'une nouvelle baisse du dollar. Le président de la Bundesbank approuve.

FRANCFORT 8 juin 9 juin  
Dollar (en DM) 1,758 1,728  
Tokyo 8 juin 9 juin  
Dollar (en yen) 125,32 125,43

MARCHE MONÉTAIRE  
(effets privés)  
Paris (9 juin) 61/16412/16  
New-York (8 juin) 75/163/15

## BOURSES

PARIS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

9 juin, sur toutes les places financières internationales. Il a notamment coté 5,8175 F (contre 5,796 F la veille). La devise américaine a tiré son encouragement des déclarations du président de la Fed à son sujet. Ce dernier a précisé qu'aucune modification des résultats du commerce extérieur n'était à attendre d'une nouvelle baisse du dollar. Le président de la Bundesbank approuve.

Cotations des agents de change (base 100 : 31 déc. 1987)

Indice général 341,4 348,4

NEW-YORK (Dow Jones)

7 juin 8 juin

Industrielles 2054,59 2102,95

LONDRES (Index - Financial Times)

7 juin 8 juin

Industrielles 1465,1 1455,2

Minas d'or 236 232,58

Fonds d'Etat 89,72

TOKYO

8 juin 9 juin

Nikkei Dow Jones 27912,65 28472,82

Indice général 2182,53 2208,13

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas	+ haut	+ bas
SE-IL	5,8228	5,8248	- 33	- 28	- 55	- 38
SE-IL	4,7565	4,7679	- 101	- 79	- 192	- 153
Yen (100)	4,6489	4,6462	+ 180	+ 125	+ 224	+ 263
DM	3,7572	3,7588	+ 87	+ 104	+ 198	+ 223
Fluor	3,6972	3,6994	+ 69	+ 82	+ 138	+ 169
FR (100)	16,1543	16,1643	+ 99	+ 169	+ 263	+ 309
FS	4,6473	4,6481	+ 132	+ 128	+ 282	+ 308
L (1 000)	4,6408	4,6409	- 133	- 87	- 283	- 218
S	18,5388	18,5483	- 186	- 65	- 283	- 165

## TAUX DES EUROMONNAIES

SE-IL	7 1/8	7 3/8	7 3/8	7 1/2	7 7/16	7 9/16	7 11/16	7 13/16
DM	3 1/4	3 1/2	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16	3 3/4	3 7/8
FR (100)	5 1/4	5 3/4	5 3/8	5 1/2	5 15/16	5 1/4	5 3/4	5 7/8
ES	5 1/2	5 3/4	5 15/16	6 1/4	5 3/4	5 1/2	5 3/4	5 7/8
L/L (100)	2 1/4	2 3/4	2 3/4	2 7/8	2 3/8	2 7/8	2 7/8	3
FR	9 3/4	10	9 3/4	10	10	10 3/8	10 3/8	10 3/8
F. franc.	6 5/8	6 7/8	6 1/2	6 1/2	6 5/16	6 7/16	6 1/2	6 3/4
F. franc.	6 3/4	7	7 1/8	7 1/4	7 1/4	7 3/8	7 9/16	7 11/16

Ces cotations correspondent aux marchés de Londres.



## BOURSE DU 8 JUIN

Cours relevé  
à 18 h 07

Compan		VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Réglement mensuel										Compan		VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%						
			précéd.	clôt.	clôt.	±	Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compan	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%					
3870	C.I.E. S.A.	3830	3840	3840	+ 0,26								101	Buffet/Ind.	106,20	106	106												
1040	B.L.P.T. T.P.	1023	1020	1020	- 0,23								140	Chase Man.	151,50	153	163	+ 0,19											
1040	C.C.F. T.P.	1023	1020	1020	- 0,23								140	De Beers	71,10	70	70	0,00											
1040	Chéd. Lyon T.P.	1061	1061	1061	0,00								186	De Beers	71,10	70	70	0,00											
10610	Lyons T.P.	1288	1288	1288	+ 1,34	765	Colas Ind. *	830	830	842	+ 1,46	2550	Lagardet *	2746	2741	2275	+ 1,06	700	Salvater	670	660	660	- 1,48	795	Dressler Bank	805	812	810	0,04
1288	Lyons T.P.	1288	1288	1288	+ 1,34	545	CSE (Sudguy) *	580	580	552	- 1,43	1950	Lagardet (DP) *	2120	2121	2180	+ 1,42	660	Sant' *	696	686	686	- 2,67	64	Orizon/Colt	67,05	65	80	46,40
1288	St-Gabriel T.P.	1260	1260	1260	- 0,04	258	Chéd. Lyon T.P.	263,90	260	260	- 1,54	1000	Laury-Sommet *	773	778	772	+ 1,16	700	S.A.T. *	705	706	722	+ 2,43	470	Port-Henri	808	890	496	50
1260	St-Gabriel T.P.	1260	1260	1260	- 0,04	2100	Chéd. Lyon T.P.	2100	2100	2100	+ 0,03	1210	Localnet Ind.	1077	1077	1077	0,00	1810	S.A.T. *	705	706	722	+ 2,43	238	Eastman Kodak	226,20	252	252	0,00
410	Azoo	446	441	410	- 0,08	400	Derry	402,50	402	400	- 0,62	640	Localnet Ind.	660	660	660	0,00	1130	Sauquet (N)	1236	1230	1230	- 0,48	25	Electrolux	238	235	234	- 1,25
410	Azoo	446	441	410	- 0,08	300	Derry (DP)	300	300	300	0,00	380	Localnet Ind.	421	429	429	+ 2,11	330	Schneider *	324,20	326	338	+ 4,26	245	Electrolux	238	235	234	- 1,25
410	Al-Liquid	556	562	562	+ 1,26	1580	De Dietrich	1672	1694	1685	- 0,78	790	Lacour	860	870	856	- 0,58	47	S.C.D.A.	56,50	56,50	57,50	+ 1,77	240	Ersson	239,60	240	240	+ 0,17
1230	Al-Liquid	556	562	562	+ 1,26	199	D.P. P.A. B.I.	199	199	199	0,00	100	Lacour	860	870	856	- 0,58	47	S.C.D.A.	56,50	56,50	57,50	+ 1,77	240	Ersson	239,60	240	240	+ 0,17
1230	Al-Liquid	556	562	562	+ 1,26	420	D.P. P.A. B.I.	420	420	420	+ 1,12	950	L.V.M.H. Ind.	1450	1450	1450	0,00	740	S.C.A.E.E.	56,50	56,50	57,50	+ 1,77	240	Ersson	239,60	240	240	+ 0,17
2700	Al-Liquid					300	Dreyfus Asset	300	300	300	0,00	1170	L.V.M.H. Ind.	1450	1450	1450	0,00	740	S.C.A.E.E.	56,50	56,50	57,50	+ 1,77	240	Ersson	239,60	240	240	+ 0,17
1130	Al-Liquid					1010	Colas France *	1070	1070	1079	+ 0,94	60	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
1130	Al-Liquid					1110	Dumas *	907	907	907	0,00	101	Magasin Vieux *	256	268	268	+ 3,52	28	S.M.C.	34,25	34	34	0,00	44	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1200	Colas Ind. *	1200	1200	1200	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130	1130	0,00	330	Maie, Paris *	56	55	54	- 0,37	1750	S.F.M.I.	1625	1600	1677	+ 3,70	94	Genor	88	98	98	0,00
2000	Al-Liquid					1130	Colas Ind. *	1130	1130																				

## Comptant (reflection)

**SICAV** (reflection)

8/6

COMPTANT (continued)										COMPTANT (continued)										COMPTANT (continued)										COMPTANT (continued)									
VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Frais incl.	Rachet net								
Obligations																																							
Emp. 0,80 % 77		128	0,910	Canadien	128	130	Loews (Sh)	1400	1395	Tenat-Anglais	217	218	A.A.C.	800,80	781,27	First-George	26	26	10	St-Henri	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58								
0,80 % 78/79		102,88	0,876	Chembank (M)	978	978	Lac	1150	1180	Tor Effel	361	355	Accia	203,24	187,80	Firstcap	31	31	13	St-Henri	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58								
0,80 % 79/80		109,70	0,878	Champan (P)	180	180	Lyonnais Interac.	318	318	Ulfar S.M.D.	534	534	Adonis France	418,01	402,80	Firstcap	11311,78	11311,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	C.E.C. (France) del.	182,50	185	Machine Ind.	105,50	105	I.L.P.	243,54	239	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130	130	U.L.P.	1300	1382	Adonis France	520,2	520,3	Firstcap	24,78	24,78	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58	Parabank-Renault	1079,66	1077,58									
0,80 % 82/83		103,25	0,870	Champan (P)	180	180	Magnifique Ind.	130																															

## Cote des changes

## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS \$/lb	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS \$/lb
			Achat	Vente			
Esau-Ups (1 lb) .....	6 782	5 786	5 680	6 030	Or (le gramme pur) .....	85500	84300
ECU .....	7 011	7 614			Or (le franc belge) .....	85500	84350
Aluminium (100 Onz) .....	20 318	20 318	228	248	Pièces (20 lb) .....	308	306
Plomb (100 lb) .....	18 161	18 159	15 800	18 600	Pièces (10 lb) .....	351	
Pays Bas (100 lb) .....	301	300 800	232	312	Pièces (20 lb) .....	524	516
Danemark (100 lb) .....	88 740	88 750	98	98	Pièces (10 lb) .....	434	436
Grande-Bretagne (1 lb) .....	32 880	32 750	10 200	10 900	Suède .....	624	624
Grande-Bretagne (1 lb) .....	10 012	10 564	3 900	4 700	Pièces 10 dollars .....	1426	1416
Grande-Bretagne (1 lb) .....	10 012	10 564	3 900	4 700	Pièces de 5 dollars .....	860	
Italie (1 000 lbs) .....	4 847	4 847	4 300	4 800	Pièces de 10 pesos .....	3210	3156
Japan (100 lbs) .....	405 700	405 200	393 500	417 500	Pièces de 10 livres .....	514	501
Grande (100 lbs) .....	96 860	96 320	84 000	96 000	Or Londres .....	469 480	468 700
Grande (100 lbs) .....	96 860	96 320	84 000	96 000	Or Londres .....	469 480	468 700
Grande (100 lbs) .....	9 117	9 117	8 600	9 350	Or Londres .....	469 480	468 700
Grande (100 lbs) .....	4 126	4 126	3 800	4 050	Or Londres .....	469 480	468 700
Grande (100 lbs) .....	4 703	4 742	4 650	4 700	Or Londres .....	469 480	468 700
Grande (100 lbs) .....			4 680	4 700	Or Londres .....	469 480	468 700

Norwegian Hydro-Energy	280	Excessnet Rendement	1202 05	100 05	Mont-Sud Developp.	1177 21	1174 98	Univers-Réunion	1004 20	1009 95
Cataglyph	150	Enedis	918 01	8834	Monnet F.	1320 71	1275 40	Univers-Océans	1594 24	1532 82
Cashbury	150 130	Eurojet	1010 13	37 97	Oric Association	121 44	120 24	Univers-Océans	1995 40	1760 63
Copag	129	Euro-Gas	4816 43	4588 02	Oric-Nigeria	1108 67	1022 28	Valeurs	1527 74	1558 17
C. David, Formative	180	Euro-Mail	25 59	25 21	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	10404 08	8002 87
Copagex	305	Finland Placement	5582 76	5582 76	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Dubois Int. (Casta)	680	Finland Placement	13440 74	13185 04	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Gachet	75 80	Finland Placement	10760 19	10760 19	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Hogevan	250	Finland Placement	228 13	221 60	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Immobilière (Paris)	15	Finland Placement	598 55	5827 64	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Indes	1548	Finland Placement	270 16	269 84	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Indes	360	Finland Placement	375 05	370 57	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Indes S.A.	174	Finland Placement	439 74	435 39	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Sauv. Eglise, Val.	55 30	Finland Placement	384 77	358 03	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
S.P.A.	308	Finland Placement	532 70	505 30	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Su. L'Action du Monde	006	Finland Placement	822 76	805 30	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Union	300	Finland Placement	28 17	28 17	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21
Union Intercont.	125	Finland Placement	28 17	28 17	Oric-Portugal	405 14	386 77	Valeurs	2280 17	2257 21

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

**45-55-91-82, poste 4330**

o : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**

r = \* : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La progression des troupes cubaines dans le Sud angolais inquiète Pretoria. 4 La sommation arabe d'Alger. 5 Le Cambodge, priorité de Moscou en Asie. 6 Brève visite de M <sup>me</sup> Thatcher à Paris.	7 à 10 La campagne pour le second tour des élections <b>DÉBATS</b> 2 « Actualité des majorités d'idées », par Paul Granel : « Soldats réguliers dans la guerre sans loi », par Jean Milet.	11 Le procès de Fleury Di Nello. — M. Joxe dans le métro. — La rallonge budgétaire du ministère de la recherche. 12 M. Jospin réexamine le statut des maîtres-directeurs.	21 Les liaisons dangereuses, sur la scène et à l'écran. — La crise à l'Institut français d'architecture. 22 Le Concertgebouw à Paris. — COMMUNICATION : l'offensive britannique sur l'audio-visuel européen.	27 Le problème de l'endettement du Tiers Monde rebondit. — Les mesures d'urgence du gouvernement. 28 Visite à l'entreprise du président du Centre des jeunes dirigeants. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 12 Cartes ..... 26 Loto, Loterie ..... 26 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 24 Spectacles ..... 23	● Grandes écoles : admissibilité ..... ECOLES. 3615 Tapez LEMONDE  Les corrigés et les sujets du Bac Tapez 3615 LM

## Fin de la visite du premier ministre japonais dans la CEE

## M. Takeshita s'est inquiété d'une Europe des banques fermée sur l'extérieur

BRUXELLES  
(Communauté européenne)  
(de notre correspondant)

Au terme de sa tournée européenne, M. Noboru Takeshita s'est déclaré, au cours d'une conférence de presse tenue mercredi 8 juin, convaincu que les portes de la CEE resteront ouvertes après 1992. Le premier ministre japonais a précisé que M. Jacques Delors, président de l'exécutif communautaire, et les autres commissaires concernés, lui ont assuré « qu'à cette échéance, les trois cent vingt mil-

lions d'Européens seront plus unifiés mais aussi plus tournés vers le monde extérieur ».

Lors de sa rencontre officielle avec les responsables de Bruxelles, le chef du gouvernement nippon avait exprimé nettement son inquiétude, en souhaitant que « le grand marché européen ne soit pas un bloc économique exclusif mais ouvert aux pays tiers ». Le Japon craint — davantage encore que pour les produits industriels — une libération des marchés des services dans la Communauté, qui aurait pour effet de contrecarrer ses ambitions dans ce domaine. Il suffit de regarder d'un peu près la répartition des investissements nippons dans le Marché commun pour apprécier à leur juste valeur les appréhensions de Tokyo. Sur les 3,3 milliards de dollars (contre 1 milliard pour les Douze, au Japon), qui se sont dirigés vers la CEE en 1986, 85 % ont été réalisés dans les secteurs de la banque et de l'assurance, principalement aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Luxembourg. En réalité, ces opérations sont surtout destinées, estiment les experts

européens, à soutenir une infrastructure qui permet au Japon d'exporter, le plus souvent des productions « pour lesquelles la Communauté a pris des mesures contre les pratiques commerciales déloyales de certaines entreprises japonaises », par exemple les « usines tournantes ».

En ce qui concerne les préoccupations immédiates de la CEE, la Commission n'a pu obtenir qu'un « engagement personnel » de M. Takeshita. Le Premier ministre a, en outre, retenu l'idée de M. Delors de créer des groupes de travail communs pour traiter les dossiers litigieux. Concrètement, les contentieux restent en l'état. Tokyo a seulement promis que la transparence serait assurée pour la participation des entreprises communautaires à la construction de l'aéroport Kansai d'Osaka.

Dans le secteur automobile, les différends sont également sérieux. Le Premier ministre n'a fait aucune allusion à une éventuelle réduction, voire suppression de la taxe de luxe appliquée par l'administration japonaise sur les voitures de cylindrées supérieures à 2 litres qui pénalise

surtout les exportations allemandes de Mercedes et de BMW. Au contraire, le premier ministre est revenu à la charge sur les limitations à l'importation en vigueur en France et en Italie à l'encontre des automobiles japonaises. Faisant valoir la suppression de toutes les barrières entre les Etats membres à la fin de 1992, Tokyo juge normal que ces restrictions soient éliminées.

C'est dire que, en dépit de la satisfaction affichée par les uns et les autres, les relations CEE-Japon sont loin d'être au beau fixe, même si M. Takeshita a exprimé sa volonté de renforcer « la coopération politique, économique et culturelle entre les deux parties, afin de consolider l'unité occidentale ». L'évolution des échanges commerciaux est significative de l'ambiguïté des relations nippo-communautaires. Le déficit de la CEE a augmenté de 13 % en 1987 : 24,2 milliards de dollars, contre 21,4 milliards en 1986. Mais, relève la Commission, exprimé en ECU, il enregistre une baisse de 4 %.

MARCEL SCOTTO.

## Au tribunal de Paris

## Le logo de la Cinq en procès

Un paysage enchanteur, un joli visage ou un regard angoissé sont des images qu'un réalisateur de film a voulu parfaites. Il les a examinées cent fois en détail, écartant sans pitié celles qui comportaient un défaut ou qui laissaient voir le moindre objet ne répondant pas précisément au sentiment qu'il souhaitait faire naître chez le spectateur. Il a tout prévu, sauf qu'un jour, dans un coin de l'image, puisse figurer obstinément le logo d'une chaîne de télévision pendant toute la durée du film.

Pour conjurer cette menace, un réalisateur, M. Jean-Pierre Marchand, apprenant que la Cinq devait diffuser son film, *Yvette* — une adaptation d'une nouvelle de Guy de Maupassant par Armand Lanoux — avait expressément demandé qu'il ne soit pas interrompu par des messages publicitaires et que le logo de la chaîne ne soit pas incrusté pendant la diffusion.

Sur le premier point, il a eu gain de cause. Mais, le 10 août 1987, les réalisateurs ne pouvaient pas ignorer qu'ils regardaient la Cinq.

## « Yvette n'est pas à vous ! »

Aussi, M. Marchand a-t-il saisi la première chambre du tribunal civil de Paris, afin que la chaîne lui verse 200 000 F de dommages et intérêts. La Société des réalisateurs de films (SRF), le Syndicat français des réalisateurs de télévision (SFRIT), la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) ainsi que M. Gilles Lanoux, héritier d'Armand Lanoux, s'étaient joints à la procédure.

A l'audience du mercredi 8 juin, M. Henri Choudroun n'a pas caché qu'il s'agissait d'un « procès de principe » et qu'il fallait appliquer dans toute sa rigueur la loi du 11 mars 1987 qui protège « le droit moral d'un auteur sur son œuvre ». En

l'occurrence, pour l'avocat, les images du film *Yvette*, composées par *Télérama* aux toiles de Renoir, de Seurat et de Manet, ont été dénaturées par la présence « du logo blanc en ventru qui brise le rythme des images ». « Ce n'est rien d'autre qu'une forme de publicité », qui endommage l'œuvre, en donnant l'impression qu'elle est « parodiée », ce qui autoriserait l'avocat à lancer à la Cinq : « Yvette n'est pas à vous ! »

M. Christophe Pascal et M. Olivier Carmet, respectivement pour la SFRIT et la SACD, se sont plaints de l'attitude des chaînes qui met les réalisateurs devant un « choix cynique » : accepter la publicité et le logo ou ne pas être diffusés ; et M. Carmet devait notamment révéler que le logo disparaissait pendant les messages publicitaires.

« C'est une erreur, plaide M. Bernard Jouanneau, défenseur de la Cinq. Nous aurions supprimé le logo si le service compétent avait pu être informé. » Mais puisqu'il s'agit d'un procès de principe, il a défendu la présence du logo de la Cinq. « On a bien toléré le carré blanc, de sinistre mémoire », argumenta l'avocat, en soutenant que l'incrustation portait sur l'écran, et non pas sur l'œuvre. Pour le démontrer, il se livra à des travaux pratiques. Muni d'un téléviseur sophistiqué, il manipula la télécommande pour montrer au tribunal que l'appareil lui-même pouvait faire apparaître un 1 dans l'image de la première chaîne ou un 3 dans celle de la seconde, qui disparaissaient aussitôt par simple pression sur un bouton. Lorsqu'il est arrivé à la Cinq, la présidente, M<sup>me</sup> Huguette La Foye de Coëgis, lui a demandé, sur un ton faussement candide : « Et celui-là, vous ne pouvez pas l'enlever ? »

Jugement le 29 juillet.

MAURICE PEYRLOT.

Le numéro du « Monde » daté 9 juin 1988 a été tiré à 533 549 exemplaires

● ITALIE : l'archevêque Marcinkus ne peut être cité à comparaître. — Le tribunal constitutionnel italien a définitivement rejeté le mercredi 8 juin, la demande du tribunal de Milan de faire comparaître l'archevêque américain Paul Marcinkus et deux autres responsables de la Banque du Vatican, accusés de complicité dans la faillite frauduleuse de la banque Ambrosiano, en 1982. La Cour suprême avait déjà estimé en juillet dernier, que la Banque du Vatican était une institution centrale de l'Eglise catholique, ce qui la mettait hors d'atteinte des lois italiennes. Le Vatican a toujours refusé d'extrader Mgr Marcinkus et ses deux collègues.

## Sur le vif

## Bides à Bercy

J'ai une grande nouvelle à vous annoncer ! J'organise un meeting à Bercy. Enfin, c'est pas moi, c'est mon fan-club. Mais bon, vous êtes tous invités. Venez nombreux, ne laissez pas tomber. J'ai parlé de faire mieux que Le Pen et mon Rocky. Une bouteille de whisky. Vous me direz : Facile, ils se sont ramassés une de ces gamelles, ces deux-là, on n'avait jamais vu ça depuis Sheila à l'Olympia.

Ouais, bon, c'est vrai, mais c'est pas une raison pour se démotiver, pour pas m'apporter un soutien franc et massif. Voyez un peu que je promets la tape, moi aussi ! Dites donc, à propos, parait qu'elle était furax, la Jean-Marie. Ça hurle, ça tempêtait, ça couinait : qui c'est qui m'a foutu des encoffres pareils, incapables de me remplir une salle ?... De quoi j'ai l'air ? Elle en était toute retournée, la maquilleuse. Et l'imprésario, je vous raconte pas !

Remarque, c'est pas gratuit, sa fameuse danse du scalp. Non seulement faut se déplacer, trouver où se garer, mais faut y aller de ses 30 balles. Tandis que mon Rocky, sa danse du ventre, il la fait pour pas un rond. Simplement si vous glissez un petit billet, ou plutôt un bulletin

d'adhésion au PS dans son porte-jarretelles, vous aurez droit à une caillasse supplémentaire. Et pour ça, ça a été le bide. Une vraie cata, comparé à ce qu'ont fait les candidats à l'Elysée le mois dernier.

On comprend pas, on s'interroge. Pourquoi cette dégringolade de nos vedettes au box, office de la politique-spectacle ? Cherchez pas. Le on man show, c'est chèrement cassé-gueule. Faut pas craindre d'inscrire à l'affiche deux, trois artistes de complément, un Renaud, un Hardy. Ça mange pas de pain et ça marche pas, la faute à qui ? Ben, tiens, la faute à ces nuls-là.

Regardez, mon Mimé, lui, il a compris. Son numéro, mercredi, il l'a exécuté en matinée dans une toute petite salle, genre Playel, celle du conseil des ministres. Devant quarante figurants, deux ouvreuses et le pompier de service. Moi, mon meeting, au départ, je voulais le tenir chez Maurice, dans l'arrière-salle du café. Manque de pot, elle était déjà retenue par mon Jacquot pour ses groupes du neuvième arrondissement de Paris. Alors, bon, Bercy !

CLAUDE SARRAUTE.

## Inutilisées depuis quatorze ans

## Les arènes de Toulouse vont être rasées et remplacées par un lycée

Les arènes de Toulouse construites il y a trente-cinq ans et inutilisées depuis quatorze ans vont être rasées pour être remplacées par un lycée.

Cette décision, qui vient d'être annoncée par M. Dominique Baudis (UDF), maire de Toulouse et président du conseil régional de Midi-Pyrénées, mettra ainsi fin à la longue tradition toulousaine de la cité rose. Propriété de la famille de M. Marcel Dangou et gérées par l'imprésario madrilène Manolo « Chopera », les arènes du Soleil d'Or, qui peuvent accueillir quinze mille personnes, avaient été inaugurées le 13 juin 1953 avec au programme Ordonne, Antonette et Ortono combattant des taureaux de Galaché. Mais, faute de

rentabilité, elles ont été fermées en 1974. Les aficionados toulousains qui militaient depuis dix ans pour leur réouverture ont donc perdu le combat. La décision de M. Baudis les étonne d'autant plus que celui-ci assiste régulièrement à la Ferin de Nîmes. Il y a quelques années, M. Baudis avait même évoqué la possibilité de créer à Toulouse un musée de la tauromachie.

Le nouveau lycée pourra accueillir 1 000 élèves. Les travaux s'achèveront en 1990, et leur coût est estimé à 120 millions de francs. Le futur établissement pourrait s'appeler « lycée du Soleil d'Or ». En souvenir des arènes.

J. P.

## Condamnation des meneurs de la mutinerie d'Ensisheim

Les cinq détenus considérés comme les meneurs de la mutinerie d'Ensisheim (*le Monde* du 27 mai), Djillali Miloudi, Saïd Jabri, Gérard Biron, Thierry Etienne et Jean-Baptiste Pichon, ont été condamnés à quatre ans d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Colmar. Ils devront payer solidairement 300 000 F à deux entreprises de la région, dont les ateliers, situés à l'intérieur de la prison, ont été endommagés lors de la mutinerie, et 30 000 F à des gardiens molestés au début de l'émeute. Le tribunal a tenu compte du fait que les mutins avaient protégé leurs deux otages.

● HONGRIE-ÉTATS-UNIS : visites officielles et coopération économique. — Budapest a annoncé, le mercredi 8 juin, que M. Karoly Grosz, successeur de M. János Kádár à la tête du Parti communiste hongrois, se rendrait en visite officielle aux Etats-Unis fin juillet. M. John Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint américain est, d'autre part, arrivé, le mardi 7 juin, à Budapest. Au cours d'une conférence de presse, il a déclaré que « les Américains sont très intéressés par les changements qui ont eu lieu le mois dernier à la tête du Parti communiste hongrois ». M. Whitehead a eu des entretiens avec M. Grosz et plusieurs autres dirigeants de Budapest à propos de la coopération économique. — (AFP.)

Costumes légers  
Grandes griffesChemises 100 % coton  
LA VOGUE

38, bd des Italiens (Près Opéra)  
Centre Commercial Vélizy 2 — détaxe à l'exportation

## LES ANNEES 50

Rédactrice en chef : Françoise SAGAN

Les récits de Bernard Frank, Jacques Laurent, Gabriel Matisse et Annie Cohen-Solal

C'est dans GLOBE de juin.

SVM SCIENCE &amp; VIE MICRO

12  
TRAITEMENTS  
DE  
TEXTE  
A L'ÉPREUVE

Grâce à un document-type, vous pourrez comparer vous-même les qualités de 12 logiciels sélectionnés par SVM pour les compatibles IBM, les Macintosh ou les Atari ST.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE  
DU NUMÉRO DE JUIN

- 3 compatibles IBM PC-AT à prix record
- 3 bases de données professionnelles sur Atari ST
- Tout sur les micro-ordinateurs soviétiques

N° 1 DE LA PRESSE  
INFORMATIQUE

A B C D E F G